

PARTIE MATIERES

A

ABRICOTS DECORTIQUES. — Voir DOUANES, 3.

ABUS D'AUTORITE. — Voir CODE PÉNAL, 4.

ACCESSION DES NATURALISES A CERTAINES FONCTIONS. — Voir NATURALISÉS.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder aux victimes des accidents du travail, survenus depuis le 9 janvier 1927, le bénéfice de la loi du 8 juillet 1926, ainsi que des lois des 15 août 1929, 27 juillet 1930 et 30 avril 1931, relatives au rajustement de leurs rentes. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 256 [13 mars], p. 277. — M. Louis Gros dépose le rapport N° 312 [19 mars], p. 338. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la Commission des finances N° 600 [28 juillet], p. 907. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juillet], p. 967. — Promulgation: Loi du 7 août 1936 (*J. O.* du 15 août, p. 8805).

Voir PENSIONS, 4.

ACCORD ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE (Chômeurs). — Voir CONVENTIONS, 17.

ACCORDS FRANCO-ALLEMANDS SUR LA SARRE. — Voir DOUANES, 38.

ACCORDS PROFESSIONNELS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les conditions dans lesquelles des accords professionnels peuvent être rendus obligatoires en période de crise (N° 195, année 1935). — Voir Table de 1935, p. 33. — M. Rogé dépose, au nom de la Commission des douanes, l'avis N° 85 [18 février], p. 116. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation des conclusions du rapport de M. Paul Laffont [20 février], p. 124.

— M. Patizel dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, l'avis N° 98 [25 février], p. 133. — M. Pierre Chaumié dépose, au nom de la Commission de législation, l'avis N° 265 [13 mars], p. 285.

ACTES DE POURSUITES. — Voir LOYERS, 1.

ACTION EN REDUCTION DU PRIX DES ENGRAIS. — Voir AGRICULTURE, 2.

ACTION EN REVISION DU PRIX DES LOYERS. — Voir LOYERS, 2, 3.

ACTIONS EN JOUISSANCE DE TRAVAIL. — Voir SOCIÉTÉS, 9.

ADJOINT INDIGENE. — Voir ALGÉRIE, 2.

ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS. — Voir SOCIÉTÉS, 1, 3.

ADMISSION TEMPORAIRE. — Voir DOUANES, 2, 3, 58.

AERONAUTIQUE (Loi de finances). — Modification des conditions exigées pour la promotion au grade de contrôleur de 2^e classe des contrôleurs adjoints de l'administration de l'aéronautique (art. 87). — Création d'un fonds de prévoyance de l'aviation populaire (art. 88). — Nationalisation de la fabrication des matériels de guerre aéronautique (art. 89). — Aéronautique maritime. Autorisations d'engagement (art. 137). — Etudes et expériences techniques. Fabrications de l'aéronautique. Travaux et installations. Autorisations d'engagement (art. 140). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air (art. 141). — Fixation du nombre maximum des officiers de réserve à admettre, pendant l'année 1937, dans l'armée de l'air en situation d'activité (art. 142). — Autorisation de transférer par décret aux budgets de la guerre, de la marine et des colonies certains crédits inscrits au budget de l'air (art. 143). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 4^{er} janvier 1937, p. 3).

AERONAUTIQUE CIVILE (Statut du personnel navigant). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile. Renvoi à la Commission de l'air, N° 179 [6 mars], p. 228. — M. Laurent Eynac dépose le rapport N° 208 [10 mars], p. 238. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances des conclusions du rapport ci-dessus [12 mars], p. 252. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances, par M. Albert Mahieu, N° 350. Discussion générale: MM. Laurent Eynac, Rapporteur; Marcel Déat, Ministre de l'Air. Art. 1^{er} à 25: adoption. Art. 26: disjonction. Art. 27 à 30 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 375. — Promulgation: Loi du 26 mars (*J. O.* du 27 mars, p. 3450; *Rectificatif*: *J. O.* du 28 mars, p. 3501).

AFFAIRE FORMISYN. — Voir INTERPELLATIONS, 17.

AFFICHAGE ELECTORAL. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 20 mars 1914 réglementant l'affichage électoral. Renvoi à la Commission relative à l'élection des Députés, nommée le 3 juillet 1924, N° 329 [19 mars], p. 356. — M. Chéron dépose le rapport N° 338 [20 mars], p. 372. — Demande de discussion immédiate. Lecture du rapport par M. Henry Chéron. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars], p. 391. — Promulgation: Loi du 20 mars 1936 (*J. O.* du 21 mars, p. 3186).

AFFICHAGE ET ENSEIGNES (Protection des monuments et des sites). — Projet de loi tendant à protéger les monuments historiques ou artistiques et les paysages contre les abus de l'affichage et le développement excessif des enseignes. Voir Table de 1935, p. 33. Retrait du projet de loi [21 janvier], p. 30.

AFFRANCHISSEMENT DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES. — Voir JOURNAUX.

AFFRETEMENT EN NAVIGATION INTERIEURE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté

par la Chambre des Députés, tendant à modifier le décret-loi du 30 juin 1934 portant réglementation de l'affrètement en navigation intérieure. Renvoi à la Commission des Travaux publics, N° 521 [7 juillet], p. 658. — M. Charles Meunier dépose un rapport, N° 531 [9 juillet], p. 673. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Charles Meunier, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [10 juillet], p. 689. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1936 (*J. O.* du 19 juillet, p. 7506).

AFRIQUE.

— du Nord. — Voir INTERPELLATIONS, 10.

— protection de la faune et de la flore. — Voir CONVENTIONS, 19.

AGENTS DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — Voir INTERPELLATIONS, 26.

AGENTS DE SERVICE DES LYCEES. — Voir STATUTS, 4.

AGRICULTURE.

1 — **Commerce des amendements.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer le commerce des amendements. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 149 [5 mars], p. 190. — M. Senès dépose le rapport, N° 225 [12 mars], p. 251. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 358. — Promulgation: Loi du 28 mars 1936 (*J. O.* du 1^{er} avril, p. 3622).

2 — **Action en réduction du prix des engrais, semences et plants pour culture.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hachette tendant à compléter la loi du 8 juillet 1907 qui a organisé l'action en réduction du prix dans la vente des engrais et substances destinées à l'alimentation des animaux de la ferme, de manière à étendre cette action aux ventes de semences et plants pour culture. Renvoi à la Commission de législation, N° 321 [19 mars], p. 339. — M. de La Grandière dépose le rapport, N° 643 [31 juillet], p. 989. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [11 août], p. 1193.

3 — Proposition de loi tendant à organiser l'agriculture française et à lui remettre le soin de contingerer et de réglementer la production, la transformation et la consommation de ses produits et notamment du blé (N° 438 — 1935). Voir Table de 1935, p. 33. Vote de la question préalable [15 décembre], p. 1602.

AIDE AUX ENTREPRISES COMMERCIALES. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à instituer une aide temporaire aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles. Renvoi à la Commission des finances N° 636 [31 juillet], p. 989. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [4 août], p. 1017. — M. Tournan dépose le rapport N° 747 [11 août], p. 1212. — Demande de discussion immédiate. Discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Tournan. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des douanes, par M. Jean Bosc, N° 772. Discussion générale: MM. Lémery, Spinasse, *Ministre de l'Econo-*

mie nationale; Paul Laffont, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3: Amendement de M. Paul Laffont: MM. Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Eugène Milliès-Lacroix, Emile Sari. Article réservé. Art. 4 à 6: adoption. Art. 3, précédemment réservé: MM. Paul Laffont, Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 7: Amendement de M. Paul Laffont. Retrait. Adoption de l'article. Art. 8: MM. Emile Sari, Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*. Adoption. Art. 9: adoption. Art. 10: Amendement de M. Justin Godart et plusieurs de ses collègues: M. Justin Godart. Retrait. Adoption de l'article. Art. 11: MM. Jean Bosc, Eugène Milliès-Lacroix. Amendement de M. Paul Laffont: MM. Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption (devenant l'article 11). Art. 12: Amendement de M. Paul Laffont: M. Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*. Adoption. Amendement de M. Jean Bosc: MM. Jean Bosc, Tournan, Neyret, Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*. Adoption. Amendement de M. Neyret: MM. Edouard Roussel, Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 13: adoption. Art. 14: Amendement de M. Paul Laffont: M. Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 15: adoption. Art. 15 bis: Amendement de M. Jean Valadier. Adoption (devenant l'article 15 bis). Art. 16: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1238, 1273. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à instituer une aide temporaire aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles. Renvoi à la Commission des finances, N° 785 (Urgence déclarée) [13 août], p. 1301. — M. Tournan dépose et lit le rapport N° 817. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1362. — Promulgation: Loi du 19 août 1936 (*J. O.* du 20 août, p. 8991).

AIR. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 1, 2, 7.

ALGERIE.

1 — **Taux du loyer de l'argent.** — Proposition de loi tendant à fixer le taux conventionnel du loyer de l'argent en Algérie. Voir Table de 1935, p. 34. — M. Leblanc dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 18 [28 janvier], p. 36. — M. Roux-Freissineng dépose, au nom de la Commission de l'Algérie, l'avis N° 102 [25 février], p. 135.

2 — **Conseils municipaux.** — **Adjoint indigène.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer, dans les conseils municipaux d'Algérie, un poste d'adjoint indigène choisi parmi les conseillers élus par les indigènes. Voir Table de 1934, p. 44. — M. Maurice Viollette dépose, au nom de la Commission de l'Algérie, le rapport supplémentaire N° 173 [6 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [10 mars], p. 245.

3 — **Port de Mostaganem.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet un agrandissement du port de Mostaganem. Renvoi à la Commission des Travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances. N° 592 [24 juillet], p. 843. — M. Bringer dépose le rapport N° 631 [30 juillet], p. 982. — M. Laudier dépose l'avis de la Commission des finances N° 683 [5 août], p. 1065. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 août], p. 1098. — Promulgation: Loi du 26 août 1936 (*J. O.* du 28 août, p. 9210).

4 — **Police d'Etat.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'institution de la police d'Etat dans certaines communes d'Algérie. Renvoi à la Commission de l'Algérie et, pour avis, à la Commission des finances, N° 755. Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1248. — M. Hervé dépose et lit le rapport N° 780. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1297. — Promulgation: Loi du 9 septembre 1936 (*J. O.* du 11 septembre, p. 9699).

5 — **Cour d'appel d'Alger.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de deux postes de conseiller à la cour d'appel d'Alger et d'un poste de juge d'instruction au tribunal de première instance de cette ville. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des finances. N° 799. Demande de discussion immédiate [13 août], p. 1349. — M. Robert Belmont dépose et lit le rapport N° 820. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1367. — Promulgation: Loi du 6 septembre 1936 (*J. O.* du 10 septembre, p. 9658; Rectificatif: *J. O.* du 11 septembre, p. 9699).

6 — **Sociétés indigènes de prévoyance.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 14 avril 1893 sur les sociétés indigènes de prévoyance. Renvoi à la Commission de l'Algérie, N° 892 [15 décembre], p. 1602.

7 — **Budget de l'Exercice 1937.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'année 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 935 [30 décembre], p. 1912. — Demande de discussion immédiate. M. Henri Laudier dépose et lit le rapport, N° 948. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Roux-Freissineng. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1937. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1936 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 117; *Errata*, *J. O.* du 31 janvier, p. 1274).

Voir INTERPELLATIONS, 8, 13, 28.

ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Voir PRODUITS.

ALLAUCH (Bouches-du-Rhône). — Voir PLAN-DE-CUQUES.

ALLOCATION AUX ASCENDANTS. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 30 de la loi du 31 mars 1919 (Allocation aux ascendants). Voir Table de 1927, p. 30. Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

ALLOCATION PROPORTIONNELLE AUX OUVRIERS ET OUVRIERES DES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à attribuer une allocation proportionnelle aux ouvriers et ouvrières des établissements industriels de l'Etat qui ont quitté ces établissements avant le 1^{er} janvier 1928 pour des raisons indépendantes de leur volonté et qui n'avaient pas trente ans de services à 60 ans d'âge (N° 740, année 1929). Voir Table de 1929, p. 29. Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS EXCLUS DES ASSURANCES SOCIALES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à allouer une allocation aux vieux travailleurs exclus des assurances sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 776 [13 août], p. 1297. — M. Chauveau dépose le rapport N° 913 [23 décembre] p. 1689.

ALLOCATION TEMPORAIRE AUX OUVRIERS MINEURS AGES DE CINQUANTE ANS. — Voir OUVRIERS MINEURS, 1.

ALLOCATIONS (Prélèvement sur les). — Voir INTERPELLATIONS, 22.

ALLOCATIONS DE CHOMAGE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des allocations de chômage. Renvoi à la Commission de législation, N° 757 [12 août], p. 1248. — Demande de discussion immédiate [13 août], p. 1302. — M. Coucoureux dépose et lit le rapport N° 810. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1358. — Promulgation: Loi du 26 août 1936 (J. O. du 27 août, p. 9178).

ALLOCUTIONS. — De: M. Damecour, *Président, doyen d'âge*, en prenant place au fauteuil [14 janvier], p. 1. — M. Damecour, *Président, doyen d'âge* [16 janvier], p. 20. — M. Jules Jeanneney, *Président du Sénat*, qui rend hommage à la mémoire de S. M. George V, roi d'Angleterre [21 janvier], p. 27. — Seconde allocution de M. le Président [21 janvier], p. 28. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Henry Chéron, *Sénateur du Calvados* [2 juin], p. 424. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Eugène Rouart, *Sénateur de la Haute-Garonne* [9 juillet], p. 672. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Gaston Carrère, *Sénateur de Lot-et-Garonne* [3 août], p. 1011. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Salmon, *Sénateur du Pas-de-Calais* [10 août], p. 1162. — M. le Président: Clôture des travaux de la session ordinaire [13 août], p. 1371. — M. le Président: Eloges funèbres de MM. Faugère, *Sénateur de la Dordogne*; Japy, *Sénateur du Doubs*; Gallet, *Sénateur de la Haute-Savoie*; Babin-Chevaye, *Sénateur de la Loire-Inférieure*; Dudouyt, *Sénateur de la Manche* [28 septembre], p. 1382. — M. le Président: Eloges funèbres de M. Jean Durand, *Sénateur de l'Aude*, et de M. Louis Michel, *Sénateur de Meurthe-et-Moselle* [5 novembre], p. 1460. — M. le Président: Eloges funèbres de M. Hervey, *Sénateur de l'Eure*, et de M. Roger Salengro, *Ministre de l'Intérieur* [27 novembre], p. 1531.

ALSACE ET LORRAINE. — Transfert au ministre de l'Education nationale de pouvoirs que les textes actuellement en vigueur avaient conférés au Président du

conseil (Enseignement secondaire d'Alsace et de Lorraine) (art. 85). Ajustement des rentes servies par l'institut d'assurances sociales d'Alsace et de Lorraine (art. 91) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir DÉPARTEMENTS RECOUVRÉS.

AMANDES DOUCES. — Voir DOUANES, 2.

AMBIALET (Tarn). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Camboulives, Lavergne et Loubat tendant à diviser en deux communes distinctes la commune d'Ambialet (Tarn). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 848 [6 novembre], p. 1492.

AMENAGEMENTS AUX DECRETS-LOIS. — Voir FONCTIONNAIRES, 2.

AMENDEMENTS (Commerce des). — Voir AGRICULTURE, 1.

AMORTISSEMENT DES PRETS DES CAISSES DE CREDIT AGRICOLE. — Voir CAISSES DE CREDIT AGRICOLE.

AMNISTIE ET GRACES AMNISTIANTES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'octroi de grâces amnistiantes. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle, N° 496 [30 juin], p. 631. — M. Pierre Chaumié dépose le rapport N° 538 [9 juillet], p. 676. — Inscription à l'ordre du jour de la séance du jeudi 16 juillet [10 juillet], p. 694. — 1^{re} délibération, Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Pierre Chaumié, *Rapporteur*. Observation de M. de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Discussion des articles. Art. 1^{er}: adoption des deux premiers alinéas. Alinéa 2^o: amendement de M. Desjardins: MM. Desjardins, Pierre Chaumié, *Rapporteur*; François-Saint-Maur, Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la justice*. Rejet. Adoption de l'alinéa. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Pierre Chaumié, *Rapporteur*; Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la justice*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Rejet. Adoption de l'article. Amendement de M. Louis Gros. Non soutenu. Art. 3: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, de Courtois, *Rapporteur*. Retrait. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Pierre Chaumié, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 4: adoption. Sur l'ensemble: M. Marcel Cachin. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi portant amnistie et concernant l'octroi de grâces amnistiantes* » [16 juillet], p. 701 et 703. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant amnistie et concernant l'octroi de grâces amnistiantes. Renvoi à la Commission de législation, N° 581 (urgence déclarée) [21 juillet], p. 733. — M. Pierre Chaumié dépose le rapport N° 608 [28 juillet], p. 931. — Discussion. Discussion générale: MM. Georges Pernot, Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 2 et 3: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 juillet], p. 998. — Promulgation: Loi du 11 août 1936 (J. O. du 12 août, p. 8674).

AMNISTIE DE CERTAINES SANCTIONS DISCIPLINAIRES PRONONCEES CONTRE DES AVOCATS. — Voir AVOCATS.

AMNISTIE FISCALE. — Amnistie en faveur des détenteurs d'or et d'avares à l'étranger qui souscrivent aux obligations de la défense nationale (art. 55). (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3.)

ANALYSE DES VINS. — Voir CONVENTIONS, 5.

ANCIENS MILITAIRES PENSIONNES. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 2.

ANCIENS MILITAIRES REFORMES D'AVANT-GUERRE. — Voir PENSIONS, 1.

ANIMAUX. — Voir DOUANES, 5, 15, 56.

« ANNEES CREUSES ». — Voir ARMÉE, 2.

ANTILLES (Tricentenaire). — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 13.

APPAREILS FRIGORIFIQUES. — Voir DOUANES, 6.

APPARTEMENTS. — Voir COPROPRIÉTÉ.

APPRENTISSAGE AGRICOLE (Départements recouverts). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'apprentissage agricole dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 366 [20 mars], p. 405. — M. Lecourtier dépose le rapport N° 889 [10 décembre], p. 1566.

APPRENTISSAGE DANS LES ENTREPRISES ARTISANALES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant organisation de l'apprentissage dans les entreprises artisanales. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N° 252 [13 mars], p. 277. — M. Thoumyre dépose le rapport N° 623 [30 juillet], p. 965.

ARBITRAGE. — Voir CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL.

ARGENTINE. — Voir CONVENTIONS, 18.

ARMEE.

1 — **Artillerie métropolitaine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation du corps des sous-officiers du service de l'artillerie métropolitaine. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 9 [21 janvier], p. 30. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport, N° 630 [30 juillet], p. 982. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 août], p. 1017. — Promulgation: Loi du 5 août 1936 (J. O. du 6 août, p. 8387).

2 — **Statut militaire.** — « *Années creuses* ». — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à adapter le statut militaire à la période dite des « années creuses ». Renvoi à la Commission de l'armée, N° 21 [30 janvier], p. 43. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [6 février], p. 52. — M. le général Hirschauer dépose le rapport, N° 64 [13 février], p. 100. — M. Emile Sari dépose l'avis de la Commission des finances, N° 188 [6 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du

Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Daniel-Vincent, *président de la Commission de l'armée*; Emile Sari, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances*; le général Maurin, *Ministre de la guerre*. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. le comte Louis de Blois, le général Maurin, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Art. 3 à 8 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 17 mars 1936 (*J. O.* du 18 mars, p. 3034).

3 — **Maitres-selliers.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de permettre l'admission des maitres-selliers des corps de troupe métropolitains dans le cadre des adjudants-chefs et adjudants maitres-ouvriers d'Etat (N° 200, année 1935). Voir Table de 1935, p. 35. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 février], p. 88. — Promulgation: Loi du 14 février 1936 (*J. O.* du 16 février, p. 1962).

4 — **Instruction professionnelle.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 25 juin 1934 relatif à l'instruction professionnelle dans l'armée (N° 493, année 1935). Voir Table de 1935, p. 35. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 février], p. 89. — Promulgation: Loi du 4 mars 1936 (*J. O.* du 5 mars, p. 2522).

5 — **Pécule.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'attribution du pécule. Voir Table de 1935, p. 35. — M. Jean Taurines, dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport, N° 153 [5 mars], p. 191. M. Emile Sari dépose un avis de la Commission des finances, N° 469 [16 juin], p. 482. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 juin], p. 586. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1936 (*J. O.* du 28 juillet, p. 7906).

6 — **Officiers de l'intendance mis à la disposition du ministre de l'agriculture.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 3 octobre 1935 concernant la durée des stages d'activité des officiers du cadre auxiliaire de l'intendance mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 214 [10 mars], p. 245. — M. de La Grandière dépose le rapport, N° 440 [11 juin], p. 472. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 651. — Promulgation: Loi du 23 juillet 1936 (*J. O.* du 24 juillet, p. 7746).

7 — **Garde républicaine mobile et gendarmerie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'augmenter les effectifs de la garde républicaine mobile, de modifier, à titre transitoire, les conditions de recrutement des militaires de la gendarmerie et de permettre l'accélération de la construction des logements de la garde républicaine mobile et des sous-officiers mariés. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 343 [20 mars], p. 371. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport, N° 472 [20 juin], p. 586. — Demande de discussion immédiate [30 juin], p. 635. — Discussion. Dé-

claration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Emile Sari, N° 508. Discussion générale: MM. Joseph Caillaux, *président de la Commission des finances*; Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la Guerre*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 638. — Promulgation: Loi du 30 juin 1936 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 6858).

8 — **Aspirant de réserve.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création du grade d'aspirant de réserve. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 603 [28 juillet], p. 917. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport, N° 629 [30 juillet], p. 982. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 août], p. 1017. Promulgation: Loi du 5 août 1936 (*J. O.* du 6 août, p. 8386).

9 — **Loi de finances.** — Convocation des réservistes en 1937 (art. 78). Modification aux dispositions autorisant les officiers de réserve à servir en situation d'activité (art. 79). Modification des règles applicables aux achats par anticipation du service des subsistances militaires (art. 80). Modification des règles applicables aux approvisionnements et effets d'habillement, de couchage et d'ameublement des troupes métropolitaines (art. 81). Fixation, pour l'année 1937, du nombre maximum de retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925 (art. 123). Budget de la guerre. Constructions et matériels neufs. Autorisations d'engagement (art. 124). Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage (art. 126). Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 127). Répartition par décrets des crédits globaux affectés à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire (art. 128). Achats d'effets à céder aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies (art. 147). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir EMPLOIS RÉSERVÉS. — NATIONALISATION DES MATÉRIELS DE GUERRE. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 6, 10, 12.

ARMÉE DE L'AIR.

1 — **Statut des cadres des réserves.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut des cadres des réserves de l'armée de l'air. Renvoi à la Commission de l'air et, pour avis, à la Commission des finances, N° 348 [20 mars], p. 372. — M. le général Hirschauer dépose le rapport N° 535 [9 juillet], p. 673. — M. Farjon dépose l'avis de la Commission des finances, N° 617 [30 juillet], p. 965. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 juillet], p. 999. — Promulgation: Loi du 1^{er} août 1936 (*J. O.* du 15 août, p. 8806).

2 — Matériel aérien.

1^{er} Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'un programme de renouvellement et d'entretien du matériel aérien. Renvoi à la Commission de l'air et, pour

avis, à la Commission des finances, N° 649 [31 juillet], p. 996. — M. Laurent Eynac dépose le rapport N° 680 [5 août], p. 1049. — M. Albert Mahieu dépose l'avis de la Commission des finances, N° 711 [8 août], p. 1130. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Laurent Eynac, *Rapporteur*; Albert Mahieu, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances*; Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*; Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1258. — Promulgation: Loi du 25 août 1936 (*J. O.* du 27 août, p. 9179).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier des dépenses autorisées par le décret du 29 octobre 1936 pris en application de l'article 4 du décret du 25 juin 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 951 [31 décembre], p. 19.

Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 1, 2, 7.

ARRACHAGE FACULTATIF DES VIGNES. — Voir VIGNES.

ARRANGEMENT COMMERCIAL AVEC L'UNION SUD-AFRICAINE. — Voir CONVENTIONS, 13.

ARRANGEMENT POSTAL AVEC DIVERS PAYS D'AMÉRIQUE. — Voir CONVENTIONS, 18.

ARSENAUX (Incidents dans les). — Voir INTERPELLATIONS, 21.

ARTILLERIE METROPOLITAINE (Corps des sous-officiers). — Voir ARMÉE, 1.

ARTISANAT.

— de la chaussure. — Voir CHAUSSURE, 2.

— Caisse nationale de crédit au travail et à l'artisanat. — Voir CAISSE NATIONALE.

ARTISANS. — Voir APPRENTISSAGE. — DÉLAIS. — RÉOLUTIONS, 7.

ASCENDANTS. — Voir ALLOCATION AUX ASCENDANTS.

ASILES NATIONAUX. — Voir ASSISTANCE PUBLIQUE, 1.

ASPIRANT DE RÉSERVE. — Voir ARMÉE, 8.

ASSISTANCE (Lois d'). — Dépôt d'une proposition de loi par M. Henri Sellier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret du 31 octobre 1935, prévoyant l'unification et la simplification des barèmes en vigueur pour l'application des lois d'assistance. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 397 [2 juin], p. 425. — Retrait de la proposition de loi [25 juin], p. 610.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Voir CONVENTIONS, 9.

ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE (Départements recouverts). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de certaines dispositions concernant l'assistance médicale gratuite et, notamment, de celles visant les tuberculeux. Voir Table de 1934, p. 46. — M. Brom dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 111 [27 février], p. 144.

ASSISTANCE MEDICALE GRATUITE OBLIGATOIRE. — Dépôt, par M. Gadaud et un certain nombre de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à compléter la loi du 15 juillet 1893 instituant l'assistance médicale gratuite obligatoire. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 398 [2 juin], p. 425. — M. Le Gorgeu dépose le rapport N° 587 [22 juillet], p. 782. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 août], p. 1163.

ASSISTANCE PUBLIQUE.

1 — **Asiles nationaux. — Lotissements défectueux et groupes scolaires.** — Dépôt d'une proposition de loi par M. Henri Sellier et plusieurs de ses collègues, tendant : 1° à la suppression de la retenue de 1 p. 100 effectuée sur les travaux exécutés dans le département de la Seine pour l'entretien des asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet; 2° à l'exploitation des asiles nationaux par l'administration générale de l'assistance publique dans le cadre de la législation sur l'assistance médicale; 3° à l'utilisation des fonds restant disponibles sur la dotation des établissements pour compléter les subventions de l'Etat destinées à l'aménagement des lotissements défectueux et à la construction de groupes scolaires dans le département de la Seine. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 396 [2 juin], p. 425. — Retrait de la proposition de loi [25 juin], p. 610.

2 — **Création d'emplois.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de la création d'emplois de sous-inspecteurs de l'assistance publique. Renvoi à la commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 557 [16 juillet], p. 700. — M. Maroselli dépose le rapport N° 618 [30 juillet], p. 965. — M. Delthil dépose l'avis de la Commission des finances, N° 696 [7 août], p. 1098. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 août], p. 1163. — Promulgation: Loi du 4 septembre 1936 (J. O. du 6 septembre, p. 9547).

ASSURANCE-CREDIT. — Garantie d'exportation (art. 139). (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

ASSURANCE-CREDIT D'ETAT.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant à 2 milliards de francs la limite des engagements pouvant être assumés pour le compte de l'Etat au titre de la loi du 10 juillet 1928 sur l'assurance-crédit d'Etat. Renvoi à la Commission des finances, N° 637 [31 juillet], p. 989. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [3 août], p. 1017. — M. Hachette dépose le rapport N° 744 [11 août], p. 1212. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — Discussion des conclusions du rapport de M. Hachette. Avis de la Commission des douanes, par M. Jean Bosc, N° 770. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [12 août], p. 1270. — Promulgation: Loi du 17 août 1936 (J. O. du 20 août, p. 8993).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à étendre le champ d'application du système de l'assurance-crédit d'Etat. Renvoi à la Commission des finances, N° 638 [31 juillet], p. 989. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [3 août], p. 1017. — M. Hachette dépose le rapport N° 745

[11 août], p. 1212. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — Discussion des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Hachette, *Rapporteur*. Avis de la Commission des douanes, par M. Jean Bosc, N° 769. Suite de la discussion générale: MM. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er} à 3: adoption. Art. 4: MM. Corbedaine, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 5 à 8: adoption. Art. 9: MM. Vincent Auriol, *ministre des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Réservé. Art. 10 et 11: adoption. Vote sur l'ensemble réservé. Art. 9 précédemment réservé (nouvelle rédaction de la commission). Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1267, 1272. — Promulgation: Loi du 22 août 1936 (J. O. des 24 et 25 août, p. 9122).

ASSURANCE DES EMPLOYES (Départements recouverts).

— Dépôt d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés, maintenue en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, et modifiée par les décrets des 29 mars 1922 et 8 juillet 1925 et par les lois des 3 août 1927, 30 décembre 1930 et 6 octobre 1933. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 40 [10 février], p. 68. — M. Brom dépose le rapport N° 89 [20 février], p. 124. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances des conclusions du rapport ci-dessus [3 mars], p. 165. — 1^{re} délibération. Demande d'ajournement de la délibération: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Joseph Brom, *Rapporteur* [19 mars], p. 340. — M. Hachette dépose l'avis de la Commission des finances, N° 564 [16 juillet], p. 701. — Ajournement à la séance du lendemain, après observations de MM. Hachette et Brom, de la première délibération [30 juillet], p. 965. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Joseph Brom, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*; Hachette, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances*; François de Tesson, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*; Brogly, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; le comte H. d'Andlau, Rolland, *Vice-Président de la Commission de l'hygiène*. Vote, au scrutin, du passage à la discussion des articles. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 juillet], p. 990. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (J. O. du 15 août, p. 8802).

ASSURANCES AUTOMOBILES.

1 — Proposition de loi de MM. Marcel Régnier et Mollard, relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles contre les accidents causés aux tiers. Voir Table de 1935, p. 36. — M. Robert Thoumyre dépose, au nom de la Commission du commerce, l'avis N° 100 [25 février], p. 133. — M. Edouard Néron dépose l'avis de la Commission de l'hygiène n° 206 [10 mars], p. 238.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification: 1° du décret du 8 août 1935 instituant un contrôle en matière d'assurances automobiles; 2° du décret du 30 octobre 1935 relatif au contrôle en matière d'assurances automobiles. Renvoi à la Commis-

sion de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 336 [20 mars], p. 372. — M. Néron dépose le rapport N° 477 [23 juin], p. 591. — M. Valadier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 491 [30 juin], p. 631. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 635. — Promulgation: Loi du 30 juin 1936 (J. O. du 3 juillet, p. 6970).

ASSURANCES SOCIALES.

1 — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 avril 1930 et du 28 juillet 1931 (n° 375, année 1933). Voir Table de 1933, p. 42. Vote de la question préalable [16 juillet], p. 701.

2 — Proposition de loi tendant à la modification de l'article 6 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930, sur les assurances sociales (N° 500, année 1934). Voir Table de 1934, p. 46. Vote de la question préalable [16 juillet], p. 701.

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le décret-loi du 28 octobre 1935 sur les assurances sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 720 [8 août], p. 1156. — M. Mauger dépose le rapport N° 725 [10 août], p. 1165. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [11 août], p. 1203. — M. Mauger dépose un rapport supplémentaire, N° 771 [12 août], p. 1271. — Demande de discussion des conclusions du rapport ci-dessus [13 août], p. 1297. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Valadier, N° 792. Art. 1^{er}: contre-projet de MM. Le Gorgeu et Eugène Millières-Lacroix: M. Eugène Millières-Lacroix. Retrait. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à modifier le décret-loi du 28 octobre 1935 sur les assurances sociales* » [13 août], p. 1317. — Promulgation: Loi du 26 août 1936 (J. O. du 30 août, p. 9290; Rectificatif: J. O. des 31 août et 1^{er} septembre, p. 9314).

4 — Attribution au fonds de majoration géré par la caisse générale de garantie, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France (art. 144). Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS. — MINISTÈRE DU TRAVAIL, 2.

ATTACHES ET AGENTS COMMERCIAUX. — Voir MINISTÈRE DU COMMERCE.

ATTEINTES AU CREDIT DE LA NATION. — Voir CREDIT DE LA NATION.

AUTEUR. — Voir DROITS D'AUTEUR.

AUTOMOBILES. — Extension en 1937 de la détaxe à l'exportation des véhicules automobiles (art. 6) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir ASSURANCES.

AUTOMOBILISTES. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

AUTRICHE. — Voir DOUANES, 50.

AVICULTURE (Exposition internationale de Leipzig). — Voir CRÉDITS, 10.

AVOCATS (Amnistie de sanctions disciplinaires). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à amnistier certaines sanctions disciplinaires prononcées contre des avocats pour des faits antérieurs au 8 janvier 1936. Renvoi à la Commission de législation, N° 209 [10 mars], p. 238. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 306 [19 mars], p. 338. — Demande de discussion immédiate du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 mars], p. 388. — Promulgation: Loi du 26 mars 1936 (J. O. du 27 mars, p. 3450).

AVOCATS DEFENSEURS AUX COLONIES. — Voir NOTARIAT, 3.

AVOIRS A L'ETRANGER. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, renforçant les pénalités en matière de dissimulation d'avoirs à l'étranger. Renvoi à la Commission des finances, N° 505 [30 juin], p. 638. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 544 [9 juillet], p. 684. — Déclaration de l'urgence de la discussion. Inscription à l'ordre du jour de la séance du jeudi 16 juillet [10 juillet], p. 690. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*. Art. 1^{er}: Amendement de M. Jean Taurines. Non soutenu. Amendement de M. Hachette: MM. Hachette, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*; Hervey. Retrait. Adoption de l'article. Art. 2 à 5 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [16 juillet], p. 707. — Promulgation: Loi du 30 juillet 1936 (J. O. du 31 juillet, p. 8114).

B

BANANES. — Voir DOUANES, 51.

BANQUE DE FRANCE.

1. — **Modification des lois et statuts.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les lois et statuts qui régissent la Banque de France. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 570 [16 juillet], p. 716. M. Abel Gardey dépose un rapport, N° 573 [21 juillet], p. 722. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Avis de la Commission du commerce, par M. Caillier, N° 590. Suite de la discussion générale: MM. François de Wendel, Vincent Auriol. Clôture de la discussion générale. Observations de MM. Lémery, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}: Amendement de MM. Le Pelletier et Coucoureux: MM. Le Pelletier, Vincent Auriol, *Ministre des finances*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'article. Art. 2 à 8: Adoption. Art. 9: Nouvelle rédaction proposée par M. Babaud-Lacroze: M. Babaud-Lacroze. Prise en considération. Amendement de M. Lémery: MM. Lémery, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des*

finances; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Retrait. Amendement de M. Anatole Manceau: MM. Anatole Manceau, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Amendement de MM. Coucoureux et de La Grandière: MM. Coucoureux, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Rejet. Amendement de M. Joseph Faure et de plusieurs de ses collègues: MM. Joseph Faure, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Amendement de M. Babaud-Lacroze: M. Babaud-Lacroze. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 10: adoption. Art. 11: MM. Pierre Chaumié, Vincent Auriol, *Ministre des finances*; Manuel Fourcade. Rejet. Art. 12 à 16: adoption. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 17: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Manuel Fourcade, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption, au scrutin. Art. additionnel 18, proposé par M. Babaud-Lacroze. Adoption. Demande de renvoi du projet à la Commission pour coordination. Adoption. Explications de M. Abel Gardey, *Rapporteur général*, sur la coordination du texte du projet de loi concernant la Banque de France. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 juillet], p. 805. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1936 (J. O. du 25 juillet, p. 7810).

2. — **Cession de l'or.** — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, prorogeant le délai de cession de l'or à la Banque de France. Renvoi à la Commission des finances. N° 883 [10 décembre], p. 1578. — Demande de discussion immédiate [15 décembre], p. 1602. — M. Abel Gardey dépose et lit un rapport, N° 895. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. *Nouvel intitulé*: « *Projet de loi prorogeant le délai de déclaration et le délai de cession de l'or à la Banque de France* » [15 décembre], p. 1611. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1936 (J. O. du 16 décembre, p. 12898).

Voir BONS DU TRÉSOR.

BAUX A FERME (Réduction des prix). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 1^{er} et 3 de la loi du 8 avril 1933, modifiée par les lois des 22 mars 1934 et 2 juillet 1935, autorisant au profit du fermier la réduction des prix des baux à ferme. Renvoi à la Commission de législation, N° 758 [12 août], p. 1252. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [1^{er} décembre], p. 1542.

BAUX A LOYER D'IMMEUBLES OU DE LOGAUX A USAGE COMMERCIAL OU INDUSTRIEL. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927 et 13 juillet 1933, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Renvoi à la Commission de législation, N° 237 [12 mars], p. 252. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 561 [16 juillet], p. 701. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: MM. Mauger, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption. Art. 2 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: MM. Mauger, Marc Rucart, *Garde des*

Sceaux, *Ministre de la Justice*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [30 juillet], p. 965. — Promulgation. Loi du 2 février 1937 (J. O. du 4 février, p. 1458).

BELGRADE. — Voir LÉGATIONS.

BENEFICES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS. — Voir RÉSOLUTIONS, 7.

BENEFICES DE GUERRE. — Prélèvement sur le compte spécial de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (art. 19). (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

BESTIAUX. — Voir DOUANES, 63.

BEUVEILLE-DONCOURT (Meurthe-et-Moselle). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune de Beuveille-Doncourt (Meurthe-et-Moselle) en deux communes distinctes dont les chefs-lieux seront fixés à Beuveille et à Doncourt. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 385 [20 mars], p. 405. — M. Mirouel dépose le rapport N° 628 [30 juillet], p. 982. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 novembre], p. 1498. — Promulgation: Loi du 29 novembre 1936 (J. O. du 1^{er} décembre, p. 12379).

BILLETS A ORDRE. — Voir CONVENTIONS, 11.

BLE.

1 — Proposition de loi tendant à l'assainissement du marché du blé (N° 488, année 1935). Voir Table de 1935, p. 38. Vote de la question préalable [15 décembre], p. 1602.

2 — Prorogation de la date de clôture du compte spécial « Dépenses de la défense du marché du blé » (art. 96 et 97). (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir AGRICULTURE, 3. — INTERPELLATIONS, 24. — OFFICE NATIONAL. — RÉSOLUTIONS, 17, 18.

BOIS DE PAPETERIE. — Voir RÉSOLUTIONS, 5.

BONS DU TRÉSOR.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant une convention entre le Ministre des Finances et le gouverneur de la Banque de France et fixant le montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor. Renvoi à la Commission des finances, N° 471 [20 juin], p. 586. — Demande de discussion immédiate. M. Gardey dépose le rapport N° 474 [23 juin], p. 590. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général* de la Commission des finances; Lémery, Gautherot, Hervey, Vincent-Auriol, *Ministre des Finances*; Desjardins, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Mauger. Art. 1^{er} et 2^o. Adoption. Explications de vote: MM. Manuel Fourcade, Henry Merlin. Adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 juin], p. 594 et suiv. — Promulgation: Loi du 23 juin 1936 (J. O. du 24 juin, p. 6586).

2 — Fixation du montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor (art. 56). (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT.

BOUCHERIE (Chevaux de). — Voir DOUANES, 40, 49.

BOULANGERIES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'ouverture des boulangeries. Renvoi à la Commission du commerce, N° 526 [7 juillet], p. 658. — M. Justin Godart dépose le rapport N° 670 [4 août], p. 1028.

BOURSE DU NOTARIAT. — Voir NOTARIAT, 4.

BRAIS STEARIQUES. — Voir DOUANES, 30.

BRUXELLES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 4.

BUDGET DE L'ALGERIE. — Voir ALGERIE, 6.

BUDGET DEFINITIF DE 1915. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1915. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 31 [4 février], p. 46. Voir Table de 1934, p. 51. — M. Henry Chéron dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 103 [25 février], p. 139. — Discussion. Discussion générale: MM. Henry Chéron, *Rapporteur*; François-Saint-Maur. Articles modifiés par la Chambre des Députés: art. 2 et 20: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [10 mars], p. 243. — Promulgation: Loi du 12 mars 1936 (*J. O.* du 15 mars, p. 2946).

BUDGET DEFINITIF DE 1918. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1918. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 32 [4 février], p. 46. — M. Mauger dépose le rapport N° 851 [10 novembre], p. 1498.

BUDGET DEFINITIF DE 1919. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant règlement définitif du budget de l'exercice 1919. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 33 [4 février], p. 46. — M. Mauger dépose le rapport N° 876 [8 décembre], p. 1562.

BUDGET DEFINITIF DE 1920. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1920. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 359 [20 mars], p. 391.

BUDGET DEFINITIF DE 1921. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1921. Voir Table de 1935, p. 38. Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Henry Chéron, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [18 février], p. 110. — Promulgation: Loi du 22 février 1936 (*J. O.* du 23 février, p. 2190).

BUDGET DEFINITIF DE 1925. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1925. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 34 [4 février], p. 46.

BUDGET DEFINITIF DE 1926. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1926. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 35 [4 février], p. 46.

BUDGET DEFINITIF DE 1927. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1927. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 360 [20 mars], p. 391.

BUDGET DEFINITIF DE 1928. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1928. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 361 [20 mars], p. 391.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1937.

1 — **Procédure de vote rapide du budget.** — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant dérogation exceptionnelle à l'article 30 de la loi du 16 septembre 1871. Renvoi à la Commission des finances, N° 875 [8 décembre], p. 1562. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit un rapport, N° 887. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 décembre], p. 1582. — Promulgation: Loi du 10 décembre 1936 (*J. O.* du 11 décembre, p. 12730).

2 — **Projet de loi portant fixation du budget de 1937. — (1^{er} vote).** Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 902 [18 décembre], p. 1648. — M. Gardey dépose le rapport N° 906 [22 décembre], p. 1654. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Demande d'ajournement de la discussion, par M. Desjardins: MM. Desjardins, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Hachette, Mauger, René Héry, Chassaing, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Auguste Mounié. MM. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; le comte Louis de Blois, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er}: réservé. Art. 2 et 2bis: adoption. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. *Retrait*. Art. 2 ter à 2 septies: disjonction. Art. 2 octies: Reprise, par M. Yves Le Trocquer et plusieurs de ses collègues, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Yves Le Trocquer, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 2 nonies à 2 undecies: adoption. Art. 13 à 19: adoption. Art. 20 et 21: réservés. Art. 22 et 23: adoption. Art. 24: disjonction. Art. 25, 26, 26 bis: adoption. Article additionnel 26 ter proposé par M. Babaud-Lacroze: MM. Babaud-Lacroze, Liautey, *Sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture*. Adoption. Art. 27: réservé. Art. 28 à 36: adoption. Art. 37: disjonction. Art. 38 à 44: adoption. Art. 45: disjonction. Art. 46: adoption. Art. 46 bis et 47: rejet. Art. 47 bis et 48: adoption. Art. 49: réservé. Art. 50: MM. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Henry Merlin. Adoption. Art. 51: Sans objet. Art. 52: adoption. Art. 53: Demande de suppression, par M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Paul Laffont. Adoption. Art. 54: Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de MM. Brogly, Wolff et Brom: MM. Brogly, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. *Retrait*. Adop-

tion du 3^e alinéa et de l'ensemble de l'article. Art. 55: MM. Albert Peyronnet, Babaud-Lacroze. Adoption. Art. 56: adoption. Art. 57: Amendement de M. Le Gorgeu. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 57 bis: disjonction. Art. 57 quater: adoption. Art. 58: MM. Henri Laudier, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 58 bis, 60 à 63: adoption. Amendement de M. Guillemot et plusieurs de ses collègues: MM. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Non recevable. Art. 64, 65, 65 bis: adoption. Art. 66: M. Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la Guerre*. Adoption de l'article modifié. Art. 67, 67 bis, 67 ter, 68 à 70: adoption. Art. 71: Demande de suppression par M. Eugène Muller et plusieurs de ses collègues: MM. Brogly, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Article réservé. Art. 71 bis: MM. Lefas, Albert Ouvré. Disjonction. Art. 71 (précédemment réservé): Demande de suppression de l'article, par M. Eugène Muller et plusieurs de ses collègues: MM. Jean Zaÿ, *Ministre de l'Education nationale*; Brogly, le général Hirschauer, François de Tesson, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*. Adoption. Art. 72, 73, 73 bis: adoption. Art. 74: MM. Lefas, le comte Louis de Blois, Patizel, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 75, 76, 73: adoption. Art. 78 bis à 78 quatuordecies: Disjonction proposée par la Commission des finances: MM. Marcel Michel, Brasseur, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics*; Auguste Mounié, Eugène Milliès-Lacroix, Chassaing. Scrutin. Pointage. Art. 79, 81: adoption. Art. 81 bis: Amendement de M. Sénès: MM. Sénès, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Article réservé. Art. 82 à 85: rejet. Art. 85 bis, 86 à 89: adoption. Art. 89 bis (disjoint par la Commission): Amendement de M. Brom: M. Brom. *Retrait*. Disjonction de l'article. Art. 90, 91: adoption. Art. 92: M. Bruguière. Adoption. Art. 93 à 109: adoption. Art. 110: disjonction. Art. 111 à 125 et dernier: adoption. Résultat du scrutin, après pointage, sur la disjonction des articles 78 bis à 78 quatuordecies. Adoption. Art. 81 bis (précédemment réservé): Amendement de M. Sénès: M. Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des travaux publics. Article réservé. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [28 décembre], p. 1796. — Suite de la discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er}: Etat A. **Justice**: Discussion: MM. André Lebert, *Rapporteur*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux*; Ministre de la Justice; Anatole Manceau, Lisbonne, Raynaldy, J. Loubet. Adoption du Budget de la justice. **Agriculture**: Discussion: MM. Chauveau, *Rapporteur*; Provost-Dumarchais, Connevoit, Patizel, le comte Louis de Blois, Beaumont, Edouard Néron, Liautey, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture*; Louis Linÿer, Eugène Milliès-Lacroix, André Lebert, Delhoume, Raynaldy, Goré, Léon Bérard, Coucoureux, de Monti de Rézé, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Pierre Chaumié, Clamamus, Harent. Clôture de la discussion. Chap. 7 (*Personnel des écoles d'agriculture*): Amendement de M. Neuville et plusieurs de ses collègues: MM. Neuville, Coucoureux, Eugène Chanal, Abel Gardey, *Rapporteur général*, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Paul Bachelet. *Retrait*. Chap. 47 (*Bâtiments des haras*): Amendement de M. Guillemot: MM. Guillemot, Joseph Caillaux, *Président de la Commission*

des finances: Chauveau, *Rapporteur*; Lancien, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Chap. 63 (*Encouragement à l'agriculture*): Amendement de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues: M. Joseph Faure. Adoption de l'amendement modifié. Chap. 70 (*Calamités agricoles*): Amendement de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues. Adoption. Chap. 78 (*Culture du chanvre*): Amendement de MM. Louis Linÿer et Yves Le Troquer. Adoption. Adoption du budget de l'agriculture. **Présidence du Conseil**: Discussion: MM. le comte H. d'Andlau, Henry Merlin, Léon Blum, *Président du Conseil*; Brém, François de Tesson, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*; le général Hirschauer. Adoption du budget de la présidence du conseil. **Finances**. Discussion: MM. Chapsal, *Président de la Commission des douanes*; Vincent Auriol, *Ministre des finances*; Henri Roy, *Rapporteur*. Chap. 84 bis (*Compagnies de navigation subventionnées*): Amendement de M. Rio: M. Henri Roy, *Rapporteur*. Adoption. Adoption du budget des finances. **Intérieur**. Discussion: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Desjardins, Edouard Néron, Albert Mahieu, Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'intérieur*. Chap. 6 (*Fonctionnaires des départements*): Amendement de M. Lucien Hubert et plusieurs de ses collègues. Retrait. Chap. 58 (*Pays de Gex et de la Haute-Savoie*): Amendement de M. Albert Fouilloux: MM. Albert Fouilloux, Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption du budget de l'intérieur. **Education nationale**. Discussion: MM. Queuille, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Jean Perrin, *Sous-Secrétaire d'Etat à la recherche scientifique*; Jean Philip, *Rapporteur*; Léon Bérard, Clamamus, Tournon, Alexandre Bachelet, Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*. Chap. 1^{er} (*Personnel de l'administration centrale*): amendement de M. Queuille: MM. Queuille, Jean Philip, *Rapporteur*. Retrait. Chap. 2 (*Services de l'administration centrale*): Amendement de M. Queuille. Retrait. Chap. 3 (*Matériel*): Amendement de M. Queuille. Retrait. Chap. 12 et 13: Amendements de M. Lefas: MM. Georges Portmann, Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 16 (*Universités*): Amendement de M. Martin-Binachon: MM. Martin-Binachon, Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 37 (*Ecole normale supérieure*): Amendement de MM. Yves Le Troquer, Aimé Berthod et Charles Meunier: M. Aimé Berthod. Adoption. Chap. 31 (*Collège de France*): Amendement de M. Martin-Binachon: MM. Martin-Binachon, Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Chap. 33 (*Museum d'histoire naturelle*): Amendement de M. André Honorat: M. André Honorat. Adoption. Chap. 47 (*Bibliothèques nationales de Paris*): Amendement de M. Aimé Berthod: MM. Aimé Berthod, Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 56 (*Recherche scientifique*): Amendement de M. Queuille. Adoption. Chap. 58 (*Inspecteurs de l'enseignement secondaire*): Amendement de M. Pelletier: MM. Pelletier, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Retrait. Chap. 59 (*Enseignement secondaire*): Amendement de M. Aimé Berthod: MM. Aimé Berthod, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Retrait. Chap. 60 (*Lycées de garçons*): Amendement de M. Aimé Berthod: M. Aimé Berthod. Adoption. Chap. 61 (*Lycées de garçons*). — *Matériel*: Amendement de M. Aimé Berthod: M. Aimé Berthod. Amendement de M. Jossot: MM. Jossot, Jean Phi-

lip, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Chapitre réservé. Chap. 64 (*Collèges de garçons*): Amendement de M. Aimé Berthod: MM. Aimé Berthod, Jean Philip, *Rapporteur*. Chapitre réservé. Chap. 68, 69 et 70: réservés. Chap. 80 (*Inspection académique*): Amendement de M. Pelletier: MM. Pelletier, Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Chap. 82 (*Inspecteurs de l'enseignement primaire*): Amendement de M. Jossot: MM. Jossot, Jean Philip, *Rapporteur*. Retrait. Chap. 83 (*Inspection de l'enseignement primaire*): Amendement de M. Jossot. Retrait. Chap. 97 (*Ecoles primaires supérieures*): Amendement de M. Jossot: MM. Jossot, Eugène Milliès-Lacroix, Jean Philip, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption de l'amendement modifié. Chap. 102 (*Enseignement primaire élémentaire*): Amendement de M. Alexandre Bachelet: MM. Alexandre Bachelet, Jean Philip, *Rapporteur*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'amendement modifié. Chap. 108 (*Caisse des écoles*): Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Adoption. Vote réservé sur l'ensemble du budget de l'Education nationale. **Enseignement technique**. Discussion: MM. Cuminal, *Rapporteur*; Alexandre Bachelet. Chap. 11 (*Ecoles de commerce*): Amendement de M. Jossot: M. Jossot. Adoption. Chap. 16 (*Ecole normale supérieure de l'enseignement technique*): Amendement de M. Jossot: M. Jossot. Adoption. Chap. 20 (*Ateliers-écoles*): Amendement de M. Jossot: M. Cuminal, *Rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Chap. 25 (*Ecoles privées*): Amendement de M. Jossot: M. Jossot. Adoption. Chap. 27 (*Enseignement industriel*): Amendement de M. Jossot: M. Cuminal, *Rapporteur*. Adoption. Chap. 28 (*Enseignement industriel*). — *Inspections*: Amendement de M. Jossot. Adoption. Adoption du budget de l'enseignement technique. **Beaux-arts**. Discussion: MM. Manuel Fourcade, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Chap. 31 (*Action artistique*): Amendement de M. Albert Sarraut. Adoption. Chap. 38 (*Musées nationaux*): Amendement de M. André Morizet: MM. André Morizet, Manuel Fourcade, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Antoine Borrel. Rejet. Amendement de M. André Honorat. Non soutenu. Chap. 47 (*Monuments historiques*): Amendement de M. André Morizet: MM. André Morizet, Manuel Fourcade, *Rapporteur*. Rejet. Adoption du budget des beaux-arts. **Commerce et industrie**. Chap. 13 (*Chambres de commerce à l'étranger*): Amendement de M. Albert Fouilloux. Adoption. Adoption du budget du commerce. Chapitres 61, 64, 68, 69 et 70 de l'Education nationale (précédemment réservés). — Adoption des chapitres modifiés. Adoption du budget de l'Education nationale. **Travail**. Discussion: MM. Jean Valadier, *Rapporteur*; Connevot, André Lebert, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*; Lebas, *Ministre du Travail*; J.-P. Rambaud. Chap. 43 et 44: Amendements de M. Dormann: MM. Dormann, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption du budget du travail. **Santé publique et éducation physique**. Discussion: MM. Delthil, *Rapporteur*; Babaud-Lacroze, Henri Sellier, *Ministre de la Santé publique*; Louis Linÿer, Alexandre Bachelet. Adoption du budget de la santé publique. **Marine militaire**. Discussion: M. Farjon, *Rapporteur*; Rio, *Président de la Commission de la ma-*

rine; Gasnier-Duparc, *Ministre de la Marine*. Chap. 23 (*Service de santé*): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Gasnier-Duparc, *Ministre de la Marine*. Adoption. Adoption du budget de la marine militaire. **Colonies**. Discussion: MM. Lancien, *Rapporteur*; Marius Moutet, *Ministre des Colonies*. Chap. 21 (*Culture du coton*): Amendement de M. Farjon: MM. Farjon, Marius Moutet, *Ministre des Colonies*. Retrait. Chap. 26 (*Institut d'ethnographie*): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Lancien, *Rapporteur*. Adoption. Adoption du budget des colonies. **Affaires étrangères**: Discussion: MM. Hachette, Yvon Delbos, *Ministre des Affaires étrangères*. Chap. 36 (*Informations françaises à l'étranger*): Amendement de M. Aimé Berthod. Adoption. Adoption du budget des affaires étrangères. **Travaux publics**. Discussion: MM. Victor Lourties, Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des travaux publics*. Adoption du budget des travaux publics. **Guerre et défense des territoires d'outre-mer**. Discussion: MM. Jean Fabry, Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la Guerre*; le général Hirschauer, Corbedaine, Henry Merlin. Adoption du budget de la guerre. **Marine marchande**. Chap. 1^{er} (*Personnel de l'administration centrale*): Amendement de M. Rio: M. Rio. Retrait. Chap. 2 (*Allocations diverses*): Amendement de M. Rio: M. Rio. Adoption. Chap. 3 (*Matériel de l'administration centrale*): Amendement de M. Rio: M. Rio. Retrait. Chap. 4 (*Inscription maritime*): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Henri Tasso, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Retrait. Chap. 6 (*Ecoles de navigation*): Amendement de M. Rio: M. Rio. Retrait. Chap. 8 (*Police des pêches maritimes*): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Henri Tasso, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Retrait. Chap. 9 (*Personnel de la police de la navigation*): Amendement de M. Rio: M. Rio. Adoption. Chap. 10 (*Personnels des services extérieurs*): Amendement de M. Rio: M. Henri Tasso, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Retrait. Chap. 33 (*Aide à l'armement*): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*; Henri Tasso, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics (marine marchande)*; Victor Lourties. Adoption. Chap. 34 bis (*Contrôle des compagnies de navigation*): Amendement de M. Rio. Adoption. Adoption du budget de la marine marchande. **Pensions**. Discussion: MM. Louis Linÿer, *Rapporteur*; Albert Rivière, *Ministre des Pensions*; Marcel Michel. Chap. 5 (*Traitement du personnel*): Amendement de M. Robert Thoumyre. Adoption. Adoption du budget des pensions. **Air**. Discussion: MM. Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*; le général Hirschauer, *Rapporteur*; A. de La Grange, Laurent-Eynac, Pierre Got, *Ministre de l'air*. Chap. 6 (*Corps du contrôle*): Amendement de M. Albert Mahieu. Adoption. Adoption du budget de l'air. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Articles réservés. Art. 20: adoption. Art. 21: Amendement de M. Rio: MM. Rio, Farjon, *Rapporteur du budget de la marine*; Gasnier-Duparc, *Ministre de la marine*; Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 21. **Budgets annexes**. Art. 27: MM. Pierre-Robert, *Rapporteur du budget des postes, télégraphes et téléphones*. Jardillier, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*. Adoption. Art. 49 et 81 bis:

adoption. Explications de vote : MM. Henry-Haye, Hachette. Observations de MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre], p. 1841, 1859, 1871.

(2^e vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 945 [31 décembre], p. 1922. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 949. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Articles modifiés par la Chambre des Députés : Art. 1^{er} : réservé. Disjonction des articles 2 bis A et 2 bis B. Art. 2 bis C : Proposition de M. Clamamus de reprendre le texte voté par la Chambre : MM. Clamamus, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption des articles 2 ter A, 2 octies A, 2 octies B et 2 octies C. Rejet de l'article 2 decies A. Disjonction de l'article 2 decies B. Rejet de l'article 2 decies C. Art. 20. Réservé. Art. 21 : M. Marcel Donon. Adoption. Adoption des articles 24, 25, 26 bis, 26 ter, 27 et 37. Disjonction des articles 45 et 48 bis. Adoption de l'article 48 ter. Art. 49 : réservé. Adoption des articles 49 bis, 50, 51 bis à 51 quinquies. Disjonction des articles 51 sexies et 53. Art. 54 : Amendement de MM. Le Gorgeu et Alexandre Bachelet : M. Le Gorgeu. Retrait. Adoption de l'article. Adoption de l'article 55. Disjonction des articles 55 bis à 55 quinquies. Art. 56 : Amendement de MM. Le Gorgeu et Alexandre Bachelet : M. Le Gorgeu. Retrait. Adoption de l'article. Art. 56 bis à 56 nonies : Proposition de MM. Yves Le Trocquer et Rolland de reprendre, pour l'article 56 bis, le texte voté par la Chambre : MM. Rolland, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Retrait. Disjonction des articles. Adoption des articles 57, 57 bis et 65 ter. Art. 71 : Amendement de M. le général Hirschauer et plusieurs de ses collègues : MM. Brogly, Jean Zay, *ministre de l'Éducation nationale*, le général Hirschauer. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Disjonction des articles 71 A, 71 B et 71 bis. Art. 73 A (disjoint par la Commission) : Proposition de M. Chassaing de reprendre le texte voté par la Chambre : MM. Chassaing, Pierre Cot, *Ministre de l'Air*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Art. 73 B (disjoint par la Commission) : Proposition de M. Chassaing de reprendre le texte voté par la Chambre : MM. Chassaing, A. de La Grange, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Rejet. Disjonction de l'article, au scrutin. Adoption. Des articles 73 ter et 73 quater. Disjonction des articles 73 quinquies à 73 decies. Art. 76 bis : Amendement de MM. Marcel Donon, Beaumont et Guillemot : MM. Guillemot, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Marcel Donon. Retrait. Adoption d'un nouveau texte proposé par la Commission des finances. Disjonction des articles 78 A à 78 G. Adoption, au scrutin, pour l'article 78 bis, d'un nouveau texte se substituant aux articles 78 bis à 78 quatordecies votés par la Chambre des Députés. Adoption de l'article 79 bis. Disjonction des articles 82 à 85. Adoption de l'article 85 bis. Article nouveau 85 ter proposé par M. Borgeot et plusieurs de ses collègues : MM. Borgeot, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Adoption de l'article 90. Art. 110 : Proposition de M. le général Hirschauer de reprendre le texte voté par la Chambre : MM. le général Hirschauer, A. de La Grange. Adop-

tion. Art. 117 (état A bis) : adoption. Budgets des divers départements ministériels : **Présidence du conseil** : MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Spinasse, *Ministre de l'Économie nationale*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Justice**. M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Affaires étrangères** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Intérieur** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur* et M. Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Marine militaire** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Éducation nationale** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Enseignement technique** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Beaux-arts** : MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Manuel Fourcade, *Rapporteur du budget des beaux-arts*; Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Commerce et industrie** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Air** : MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Travail** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Santé publique** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Colonies** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Agriculture** : MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Marcel Donon. Adoption du budget au chiffre proposé. **Travaux publics** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Marine marchande** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Pensions** : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. Adoption des articles 1^{er}, 20 et 49, précédemment réservés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1942.

(3^e vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 954 [31 décembre], p. 1968. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 956. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er} : réservé. Disjonction de l'article 2 decies B. Art. 20 et 49 : réservés. Adoption des articles 51 sexies et 55. Disjonction des articles 56 septies et 71 bis. Adoption des articles 73 B et 73 quinquies. Adoption des articles 73 series, 73 decies, 78 A, 78 B à 78 G. Art. 78 bis : Amendement de MM. Léon Perrier et Queuille : MM. Léon Perrier, Yves Le Trocquer. Adoption (devenant l'art. 78 bis). Adoption des articles 82, 82 bis, 83, 84 et 85. Budgets des divers départements ministériels, modifiés par la Chambre des Députés : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. **Présidence du conseil**. Adoption du budget au chiffre proposé. **Finances** : Adoption du budget au chiffre proposé. **Intérieur** : Observation de M. Babaud-Lacroze. Adoption du budget au chiffre proposé. **Éducation nationale** : Adoption du budget au chiffre proposé.

Beaux-Arts : Adoption du budget au chiffre proposé. **Air** : Adoption du budget au chiffre proposé. **Santé publique**. Adoption du budget au chiffre proposé. **Agriculture** : MM. Eugène Millies-Lacroix, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Travaux publics** : Adoption du budget au chiffre proposé. **Marine marchande** : Adoption du budget au chiffre proposé. **Pensions** : Adoption du budget au chiffre proposé. Adoption des articles 1^{er}, 20 et 49, précédemment réservés, et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1978.

(4^e vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 959 [31 décembre], p. 1985. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 960. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er} et 20 : réservés. Adoption de l'article 48 bis. Art. 49 : réservé. Adoption de l'article 56 septies. Budgets des divers départements ministériels, modifiés par la Chambre des Députés : M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. **Présidence du Conseil** : Adoption du budget au chiffre proposé. **Finances** : MM. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Intérieur** : Adoption du budget au chiffre proposé. **Beaux-Arts** : Adoption du budget au chiffre proposé. **Santé publique** : Adoption du budget au chiffre proposé. **Agriculture** : MM. Eugène Millies-Lacroix, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption du budget au chiffre proposé. **Marine Marchande** : Adoption du budget au chiffre proposé. Adoption des articles 1^{er}, 20 et 49, précédemment réservés, et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1985. — Promulgation : Loi du 31 décembre 1936 J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3; Rectificatif J. O. des 4 et 5 janvier, p. 234; Errata J. O. du 9 janvier, p. 410.

Loi de finances du budget de l'exercice 1937.

Art. 1^{er}. — Crédits ouverts.

Art. 2. — Autorisation de perception.

Art. 3. — Fixation pour l'exercice 1937 du taux général des impôts cadastraux sur les revenus.

Art. 4. — Aménagement du régime fiscal des voitures de place.

Art. 5. — Exonération fiscale en faveur des sociétés coopératives maritimes.

Art. 6. — Extension, en 1937, de la détaxe à l'exportation des véhicules automobiles.

Art. 7. — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importations de produits contingentés.

Art. 8. — Majoration du droit spécial perçu en faveur de l'encouragement à l'élevage des moutons.

Art. 9. — Prorogation de la perception du droit spécial prévu par la loi du 31 mars 1927 sur les importations de coton.

Art. 10. — Ouverture de débits de boissons à l'exposition internationale de 1937.

Art. 11. — Subrogation des producteurs et négociants en gros de sel au privilège conféré à la régie par l'article 47 du décret du 1^{er} germinal an XIII.

Art. 12. — Modification du régime de la comptabilité de l'avoir des détenus

Art. 13. — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat.

Art. 14. — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies.

Art. 15. — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale des retraites.

Art. 16. — Contribution des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale du ministère des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce.

Art. 17. — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer.

Art. 18. — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et des budgets des colonies et des territoires africains sous mandat aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux.

Art. 19. Prélèvement d'une somme de 25 millions de francs au compte spécial de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Art. 20. — Evaluation des voies et moyens de l'Exercice 1937.

Art. 21. — Compte des investissements en capital relatif à l'exécution des programmes de défense nationale et de grands travaux destinés à provoquer la reprise économique et à lutter contre le chômage : ouverture de crédits.

Art. 22. — Rattachement par décret au compte des investissements en capital des autorisations de paiement données pour l'exercice 1937 par les lois des 6 et 7 juillet 1934.

Art. 23. — Répartition par décrets des crédits globaux ouverts au budget des finances pour l'application de la loi du 18 août 1936 relative aux grands travaux et au budget de l'intérieur pour l'application de la loi du 8 avril 1935 sur l'organisation de la défense passive.

Art. 24. — Engagement de dépenses au titre de la loi du 18 août 1936.

Art. 25. — Voies et moyens du compte spécial des investissements en capital.

Art. 26. — Autorisation de report à l'exercice suivant des crédits qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice

Art. 27. — Report des crédits relatifs aux grands travaux destinés à combattre le chômage.

Art. 28. — Exécution sur le domaine des départements et des communes, de travaux d'intérêt forestier et piscicole à l'aide des crédits ouverts par la loi du 18 août 1936.

Art. 29. — Recettes et dépenses des budgets annexes.

Art. 30. — Report des dates d'échéance des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Art. 31. — Budget annexe des poudres. — Autorisation d'engagement au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle.

Art. 32. — Autorisation d'engagements au titre de la 2^e section du budget annexe des poudres.

Art. 33. — Ratification de décrets portant fixation de taxes postales et télégraphiques.

Art. 34. — Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 35. — Autorisation d'engagement en vue de la rénovation de l'outillage postal et électrique.

Art. 36. — Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1937 pour la couverture des dépenses de la 2^e section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 37. — Création d'un pneumatique recommandé.

Art. 38. — Création d'un système de lettres ou cartes-réponses.

Art. 39. — Attribution du caractère facultatif à la perception de surtaxes pour le transport des correspondances par voie aérienne.

Art. 40 à 46. — Mesures tendant au développement de l'usage du téléphone.

Art. 47. — Renforcement des sanctions en cas de non-déclaration des postes récepteurs de radiodiffusion.

Art. 48. — Contrôle permanent de l'emploi des crédits par les commissions des finances des deux Chambres.

Art. 49. — Approbation de la convention passée le 4 novembre 1935 entre l'Etat et la caisse autonome d'amortissement.

Art. 50. — Approbation d'un avenant à la convention passée le 4 novembre 1936, entre l'Etat et la caisse autonome d'amortissement.

Art. 51. — Approbation de la convention passée le 19 décembre 1936 entre l'Etat et la caisse des dépôts et consignations.

Art. 52. — Création et transformation d'emplois autorisés.

Art. 53. — Création d'un service central de la recherche scientifique.

Art. 54. — Exemption du prélèvement de 10 p. 100 sur les rentes.

Art. 55. — Amnistie en faveur des détenteurs d'or et d'avoirs à l'étranger qui souscrivent aux obligations de la Défense nationale.

Art. 56. — Fixation du montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor.

Art. 57. — Prorogation du privilège accordé aux frontaliers par la loi du 22 avril 1932. (Importation de pain dans les zones franches.)

Art. 58. — Rattachement du service d'apurement des comptes spéciaux du Trésor au service de l'agence judiciaire du Trésor.

Art. 59. — Mesures tendant à améliorer le recouvrement des créances de l'Etat.

Art. 60. — Droit à pension des veuves de fonctionnaires.

Art. 61. — Admission des fonctionnaires à la retraite d'office. — Prorogation du délai d'application des dispositions de l'article 73 de la Loi de finances du 31 mars 1932.

Art. 62 à 64. — Modification du régime des pensions d'ancienneté.

Art. 65. — Régime de retraites des personnels des polices d'Etat.

Art. 66. — Validation pour la retraite de certains services effectués dans des organismes internationaux.

Art. 67. — Ajournement de la caisse des pensions d'ancienneté prévue par la loi du 14 avril 1924.

Art. 68. — Réduction progressive du prélèvement sur les traitements et salaires.

Art. 69. — Répartition par décrets des crédits destinés au relèvement des salaires des auxiliaires de l'Etat et des salaires des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

Art. 70. — Modification du régime des ventes de timbres et de papiers timbrés.

Art. 71. — Modification de la limite fixée par l'article 104 de la Loi de finances du 31 mai 1933 concernant l'autorisation pour le Ministre des Finances de recevoir des services ou du matériel en payement de créances de prestations en nature.

Art. 72. — Maintien du service des émissions pour une durée d'un an.

Art. 73 et 74. — Inscriptions en recettes du produit de l'impôt sur les jeux, du produit du pari mutuel et du produit de la taxe sur les cercles.

Art. 75. — Modalités d'autorisation des loteries.

Art. 76. — Modifications des conditions d'amortissement des emprunts des collectivités publiques.

Art. 77. — Fixation des effectifs de la garde républicaine mobile.

Art. 78. — Convocation des réservistes en 1937.

Art. 79. — Modification aux dispositions autorisant les officiers de réserve à servir en situation d'activité.

Art. 80. — Modification des règles applicables aux achats par anticipation du service des subsistances militaires.

Art. 81. — Modification des règles applicables aux approvisionnements et effets d'habillement, de couchage et d'ameublement des troupes métropolitaines.

Art. 82. — Programme naval. — Autorisations d'engagement.

Art. 83. — Classement des ouvrages de défense des côtes.

Art. 84. — Modification de l'effectif du corps de contrôle de l'administration de la marine.

Art. 85. — Transfert au Ministre de l'Education nationale de pouvoirs que les textes actuellement en vigueur avaient conférés au président du Conseil (enseignement secondaire d'Alsace et de Lorraine).

Art. 86. — Attribution de la personnalité civile et de l'autonomie financière à la régie Air-Afrique.

Art. 87. — Modification des conditions exigées pour la promotion au grade de contrôleur de 2^e classe des contrôleurs adjoints de l'administration de l'aéronautique.

Art. 88. — Création d'un fonds de prévoyance de l'aviation populaire.

Art. 89. — Nationalisation de la fabrication des matériels de guerre aéronautique.

Art. 90. — Redevance perçue sur les certificats de licence d'importation de charbons au profit de l'école nationale supérieure des mines.

Art. 91. — Ajustement des rentes servies par l'institut d'assurances sociales d'Alsace et de Lorraine.

Art. 92. — Concession gratuite par l'Etat à la ville de Luxeuil-les-Bains de l'établissement thermal de cette ville.

Art. 93 et 94. — Prorogation et aménagement du régime des habitations à bon marché.

Art. 95. — Mesures en vue de la protection des enfants du premier âge.

Art. 96 et 97. — Prorogation de la date de clôture du compte spécial « Dépenses de la défense du marché du blé ».

Art. 98. — Encouragement à la culture du lin : prorogation de la date d'expiration des dispositions de la loi du 4 juillet 1931. — Encouragement à la culture du chanvre : prorogation de la date d'expiration des dispositions des lois des 2 mars et 20 avril 1932.

Art. 99. — Modification du régime de prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel.

Art. 100. — Modification de l'article 108 de la Loi de finances du 28 février 1934. — Subventions de l'Etat aux départements pour les services automobiles remplaçant des voies ferrées d'intérêt local déclassées.

Art. 101. — Fixation du montant des émissions d'obligations à réaliser par les grands réseaux.

Art. 102. — Montant des avances à faire par le Trésor au fonds commun des chemins de fer.

Art. 103. — Avances à faire par le Trésor au fonds commun des grands réseaux pour la couverture des insuffisances d'exploitation de 1936.

Art. 104. — Commandes de matériel roulant à passer par les grands réseaux en 1937.

Art. 105. — Maximum des dépenses de travaux complémentaires à effectuer par les grands réseaux.

Art. 106. — Travaux de lignes nouvelles.

Art. 107. — Travaux complémentaires à exécuter sur les lignes d'intérêt général concédées à la compagnie des chemins de fer départementaux.

Art. 108. — Création d'un fonds d'amortissement des emprunts d'électrification et d'un fonds des avances sur consommation d'énergie électrique.

Art. 109. — Reconduction des lois de 1934 et de 1936 sur la protection de la marine marchande.

Art. 110. — Réserves destinées à la reproduction du saumon.

Art. 111. — Prorogation de la date de transfert des services de liquidation des pensions aux ministères militaires.

Art. 112. — Réseaux ruraux de distribution électrique. — Exploitation des écarts.

Art. 113 à 117. — Création d'une caisse des pensions de guerre

Art. 118. — Nomenclature des services votés.

Art. 119 à 121. — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées

Art. 122. — Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale.

Art. 123. — Fixation, pour l'année 1937, du nombre maximum de retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue

durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925.

Art. 124. — Budget de la guerre. — Constructions et matériels neufs. — Autorisations d'engagement.

Art. 125. — Budget de la guerre. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisations d'engagement.

Art. 126. — Fixation du montant maximum des dépenses à effectuer à l'aide des versements des corps de troupe pour l'habillement et le couchage.

Art. 127. — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 128. — Répartition par décrets des crédits globaux afférents à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire.

Art. 129. — Fixation de l'effectif des officiers de marine.

Art. 130. — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières.

Art. 131. — Fixation de l'effectif du personnel technique des services des constructions navales et de l'artillerie navale.

Art. 132. — Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime.

Art. 133. — Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1938 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1937 dans les constructions prévues par les programmes navals.

Art. 134. — Budget de la marine. — Marchés intéressant la mobilisation industrielle. — Autorisation d'engagement.

Art. 135. — Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées (marine).

Art. 136. — Etats des constructions neuves de la marine.

Art. 137. — Aéronautique maritime. — Autorisations d'engagement.

Art. 138. — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du ministère de la marine au ministère de l'air.

Art. 139. — Garantie d'exportation.

Art. 140. — Etudes et expériences techniques. — Fabrications de l'aéronautique. — Travaux et installations. — Autorisations d'engagement.

Art. 141. — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitif avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air.

Art. 142. — Fixation du nombre maximum des officiers de réserve à admettre, pendant l'année 1937, dans l'armée de l'air en situation d'attente.

Art. 143. — Autorisation de transférer par décret aux budgets de la guerre, de la marine et des colonies certains crédits inscrits au budget de l'air.

Art. 144. — Attribution au fonds de majoration géré par la caisse générale de garantie, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur

le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France.

Art. 145. — Maximum des dépenses à effectuer aux colonies, en 1937, sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 146. — Nombre maximum des inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1937.

Art. 147. — Achats d'effets à céder aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies.

Art. 148. — Autorisation d'engager des dépenses imputables sur les crédits des exercices ultérieurs pour la défense des colonies.

Art. 149. — Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution d'avances pour l'électrification des campagnes.

Art. 150. — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local.

Art. 151. — Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local.

Art. 152. — Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien.

Art. 153. — Avances du Trésor à l'Administration du chemin de fer et du port de la Réunion.

Art. 154. — Fixation de la subvention allouée à l'établissement national des invalides de la marine.

Art. 155. — Renseignements à fournir aux Chambres.

Art. 156. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles.

Art. 157. — Interdiction de perception autres que celles autorisées par les lois en vigueur.

BUDGET DU SENAT. — Voir SÉNAT.

BUDGETS ANNEXES. — Recettes et dépenses des budgets annexes (art. 29). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

BUGEAT. — Voir CHEMINS DE FER, 2.

BUREAU DU SENAT. — Bureau provisoire : *Président, doyen d'âge*: M. Damecour; *Secrétaires d'âge*: MM. Braise, Maroselli, Robert Belmont, Tony Révillon, Georges Portmann, Jean Neyret [14 janvier], p. 1. — Bureau définitif : *Président*: M. Jules Jeanneney; *Vice-Présidents*: MM. Lucien Hubert, Henri Roy, Farjon, Albert Mahieu; *Secrétaires*: MM. Loubat, Gadaud, Rolland, Dentu, Fèvre, Martin-Binachon, A. de La Grange, Boivin-Champeaux; *Questeurs*: MM. Gallet, François Labrousse, Anatole Manceau [16 janvier], p. 20. — M. Hamelin est élu *Questeur*, en remplacement de M. Gallet, décédé [6 novembre], p. 1484.

BUREAUX. — Tirage au sort des bureaux [14 janvier], p. 2 et 3. — Organisation des bureaux (*J. O.* du 16 janvier), p. 786. — Tirage au sort des bureaux [28 septembre], p. 1383. — Organisation des bureaux (*J. O.* du 30 septembre, p. 10315). — Tirage au sort des bureaux [5 novembre], p. 1463. — Organisation des bureaux (*J. O.* du 7 novembre, p. 11641).

C

CAIRE (Le). — Voir Légations.

CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à l'article 137 de la loi de finances du 31 mai 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 119 [27 février], p. 160. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 205 [10 mars], p. 238. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique et du projet de loi [19 mars], p. 356. — Promulgation: Loi du 23 mars 1936 (J. O. des 23 et 24 mars, p. 3274).

2 — Lettre de M. le Président du Conseil d'administration de la caisse d'amortissement demandant au Sénat de procéder à la désignation du président du comité financier de la caisse d'amortissement. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [9 juin], p. 470. — Résultat du scrutin: M. Marcel Régnier, élu [16 juin], p. 498.

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant: 1° à approuver une convention conclue le 27 septembre 1936 avec la caisse autonome d'amortissement; 2° à conférer aux porteurs de bons ordinaires du Trésor à six mois et à un an d'échéance, souscrits entre le 10 juillet et le 23 septembre 1936, certains avantages; 3° à modifier l'article 122 de la loi de finances du 31 mars 1932 et l'article 29 de la Loi de finances du 31 mai 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 833. Demande de discussion immédiate [1^{er} octobre], p. 1446. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 839. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [1^{er} octobre], p. 1451. — Promulgation: Loi du 1^{er} octobre 1936 (J. O. du 2 octobre, p. 10404).

4 — Approbation de la convention passée le 4 novembre 1936 entre l'Etat et la caisse autonome d'amortissement (art. 49). Approbation d'un avenant à la convention passée le 4 novembre 1936 entre l'Etat et la caisse autonome d'amortissement (art. 50). [Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3].

CAISSE AUTONOME DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — Dépôt d'un état présentant les opérations de recettes et de dépenses de la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs et le détail des opérations de placement effectuées au cours de l'année 1936 (application de l'article 7 de la loi du 12 juillet 1933), N° 687 [6 août], p. 1089.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. — Approbation de la convention passée le 19 décembre 1936 entre l'Etat et la caisse des dépôts et consignations (art. 51) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir COMMISSION DE SURVEILLANCE.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — Voir COMMISSION PLENIERE. — Résolutions, 8.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AU TRAVAIL ET A L'ARTISANAT. — Dépôt par M. Justin Godart, d'une proposition de loi tendant à créer une caisse nationale de crédit au travail et à l'artisanat. Renvoi à

la Commission du commerce, n° 566 [16 juillet], p. 700. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [3 août], p. 1012.

CAISSE NATIONALE DES MARCHES DE L'ETAT. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant création d'une caisse nationale des marchés de l'Etat, des collectivités et établissements publics. Renvoi à la Commission des finances, n° 635 [31 juillet], p. 989. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 787. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er} à 6: adoption. Art. 7, rejeté par la commission. Amendement de M. Pézières tendant au rétablissement de l'article: MM. Pézières, Spinasse, *ministre de l'économie nationale*; Abel Gardey, *rapporteur général*. Adoption de l'article modifié. Art. 8 à 12: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1305. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant création d'une caisse nationale des marchés de l'Etat, des collectivités et établissements publics. Renvoi à la Commission des finances, n° 802 [13 août], p. 1349. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 813. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Observations de M. Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*. Art. 7 (modifié par la Chambre). Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1361. — Promulgation: Loi du 19 août 1936 (J. O. du 20 août, p. 8990).

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEillesse. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Fixation ultérieure de la date de l'élection [11 juin], p. 472. — Résultat du scrutin: M. Barbier, élu [28 juillet], p. 907.

CAISSE NATIONALE DES SCIENCES. — Voir CAISSE DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES.

CAISSE DES PENSIONS D'ANCIENNETE. — Ajournement de la caisse des pensions d'ancienneté prévue par la loi du 14 avril 1924 (art. 67) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

CAISSE DES PENSIONS DE GUERRE.

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'une caisse des pensions de guerre. Renvoi à la Commission des finances, N° 287 [17 mars], p. 328.

2 — Création d'une caisse des pensions de guerre (art. 113 à 117) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

CAISSE DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES. — Lettre de M. le Ministre de l'Education nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Caisse des recherches scientifiques et à la caisse nationale des sciences. Fixation ultérieure de la date de l'élection [9 juin], p. 467. — Résultat du scrutin: M. Léon Perrier, élu [7 juillet], p. 667.

CAISSES DE COMPENSATION POUR LE CAOUTCHOUC. — Voir CAOUTCHOUC.

CAISSES DE CREDIT AGRICOLE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'amortissement différé des prêts consentis par les caisses de crédit agricole. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 178 [6 mars], p. 228. — M. Marcel Donon dépose le rapport N° 235 [12 mars], p. 251. — M. Chauveau dépose l'avis de la Commission des finances N° 325 [19 mars], p. 353. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Marcel Donon, *Vice-Président et Rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Art. 1^{er} et 2.: adoption. Article additionnel 2 bis, proposé par M. Joseph Faure: MM. Joseph Faure, Marcel Donon, *Rapporteur*; Hervey, Henri Queuille. Retrait. Art. 3 à 11 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 382. — Promulgation: Loi du 25 mars 1936 (J. O. du 26 mars, p. 3418).

CAISSES DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL. — Proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les caisses de crédit agricole mutuel à consentir aux communes et aux syndicats de communes des prêts à court terme, à moyen terme ou à long terme pour tous travaux d'intérêt général agricole (N° 565, année 1929). Voir Table de 1929, p. 544 (*Prêts*). Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

CAISSES D'EPARGNE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à introduire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la législation relative à la Caisse nationale d'épargne. Voir Table de 1935, p. 43. — M. Eugène Muller dépose le rapport N° 349 [19 mars], p. 338. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 juillet], p. 651. — Promulgation: Loi du 31 juillet 1936 (J. O. du 2 août, p. 8195).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 octobre 1935 relatif aux caisses d'épargne à garantie communale des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 358 [20 mars], p. 391. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [6 juin], p. 461. — M. Milliès-Lacroix dépose le rapport N° 730 [10 août], p. 1184.

3 — Transmission d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, modifié par la loi du 5 août 1920, et à fixer le statut du personnel de ces caisses. Renvoi à la commission de l'hygiène, N° 761 [12 août], p. 1252. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [26 décembre], p. 1744. — M. Chassaing dépose le rapport N° 944 [31 décembre], p. 1921.

Voir COMMISSION SUPERIEURE.

CALAMITES PUBLIQUES (Réparation des dommages causés au domaine public). — Voir -CRÉDITS, 8.

CAMIONS-BAZARS. — Voir VENTE.

CANADA. — Voir CIMETIERE DE VIMY. — CONVENTIONS, 6.

CANOTS DEMONTABLES A COQUE EN TISSU CAOUTCHOUC. — Voir DOUANES, 10.

CANTONNEMENT DE TROUPES ALLEMANDES (Remboursement des frais de). — Voir DÉPARTEMENTS RECOUVRÉS.

CAOUTCHOUC (Caisses de compensation pour la sauvegarde de la production du).

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, complétant l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 tendant : 1° à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoire sous mandat français ; 2° à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers. — Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 324 (Urgence déclarée) [19 mars], p. 353. — M. Jean Bosc dépose le rapport n° 332 [19 mars], p. 358. — Demande de discussion immédiate par le Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 387. — Promulgation : Loi du 3 avril 1936 (*J. O.* des 6 et 7 avril, p. 3850).

CAPACITE DE LA FEMME MARIEE. — Voir CODE CIVIL, 8.

CAPITAINE COTIER (Création du titre de). — Voir MARINE MARCHANDE, 5.

GEREALES. — Voir DOUANES, 48.

CESSION DES DROITS D'AUTEUR. — Voir DROITS D'AUTEUR.

CESSION DE L'OR A LA BANQUE DE FRANCE. — Voir BANQUE DE FRANCE, 2.

CESSION DE TERRAINS. — Voir SAINT-JEAN-DE-MONTS.

CHAMBRE NATIONALE SUPERIEURE D'AGRICULTURE. — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture, par l'institution d'une chambre nationale supérieure d'agriculture, en vue de parfaire l'organisation corporative de la profession agricole et viticole (N° 423 — 1935). Voir Table de 1935, p. 43. Vote de la question préalable [15 décembre], p. 1602.

CHAMBRES DE METIERS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 6 de la loi du 26 juillet 1925 portant création de chambres de métiers. Renvoi à la Commission du commerce, N° 759 [12 août], p. 1252.

CHAMPAGNE DELIMITEE. — Voir VINS, 5.

CHANGES (Surtaxes compensatrices de l'écart des). — Voir DOUANES, 11, 12.

CHANTELOUP (Ile-et-Vilaine). — Voir PETIT-FOUGERAY.

CHANVRE. — Encouragements à la culture du chanvre. Prorogation de la date d'expiration des dispositions des lois des 2 mars et 20 avril 1932 (art. 98) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

CHARBONS POUR LUMIERE ELECTRIQUE. — Voir DOUANES, 24.

CHARRON (Creuse). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton d'Auzances la commune de Charron, qui dépend ac-

tuellement du canton d'Evaux (département de la Creuse). Renvoi à la commission de l'administration, N° 741 [11 août], p. 1202. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1248. — M. Betouille dépose et lit le rapport N° 767. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1265. — Promulgation : Loi du 9 septembre 1936 (*J. O.* du 10 septembre, p. 9658).

CHASSE.

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'abroger l'article 3 du décret du 30 octobre 1935 tendant à réparer la perte de recettes résultant de la suppression du droit proportionnel de patente sur les locaux d'habitation (permis de chasse) ; 2° d'autoriser l'amodiation directe aux sociétés de chasse du droit de chasse dans les forêts domaniales. Renvoi à la Commission des finances, n° 394 [2 juin], p. 425.

2 — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 3, 4, 5, 11, 24 et 26 de la loi sur la police de la chasse, du 3 mai 1844. Renvoi à la commission de l'agriculture, N° 593 [24 juillet], p. 857.

3 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefas tendant à compléter l'article 201 du code du timbre, en ce qui concerne le permis de chasse. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 923 [26 décembre], p. 1744.

CHASSE SUR MER. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant réglementation de la chasse sur mer, sur le domaine public maritime et dans les estuaires. Voir TABLE de 1935, p. 44. — M. Leblanc dépose un rapport au nom de la Commission de la marine, N° 513 [2 juillet], p. 650. — Ajournement de la discussion [30 juillet], p. 982.

CHAUFFEURS DE TAXIS. — Voir CONDUCTEURS.

CHAUSSURE.

1. — **Protection de l'industrie et du commerce.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation, N° 142 [3 mars], p. 182. — M. Anatole Manceau dépose le rapport N° 159 [5 mars], p. 191. — M. Lefas dépose l'avis de la Commission de législation, N° 166 [5 mars], p. 206. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Anatole Manceau, *Rapporteur* ; Joseph Caillaux, Lefas, *Rapporteur pour avis de la Commission de législation* ; Albert Fouilloux, Maurice Viollette, François-Saint-Maur. Art. 1^{er} : MM. Joseph Caillaux, Anatole Manceau, *Rapporteur* ; François-Saint-Maur, Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*. — Adoption. Art. 2 : Amendement de MM. Gautherot et Georges de Grandmaison : MM. Gautherot, Lisbonne, Georges Bonnet, *Ministre du Commerce* ; Paul Lafont, Maurice Dormann, André Fallières, Gasnier-Duparc, Eugène Milliès-Lacroix, Maurice Viollette. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 2). Art. 3 : Adoption. Art. 4 : Amendement de M. Jean Bosc : MM. Jean Bosc, Anatole Manceau, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [13 mars], p. 285. — Promulgation : Loi du 22 mars 1936 (*J. O.* des 23 et 24 mars, p. 3275).

2. — **Protection de l'artisanat.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de protéger l'artisanat de la chaussure. Renvoi à la Commission du commerce, N° 251 [13 mars], p. 277. — M. Fèvre dépose le rapport N° 305 [19 mars], p. 338. — Demande de discussion immédiate du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er} : adoption. Art. 2 : MM. Desjardins, Fèvre, *Rapporteur*. Adoption. Art. 3 à 5 et dernier : adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [20 mars], p. 386. — Promulgation : Loi du 7 avril 1936 (*J. O.* du 8 avril, p. 3890).

CHEE (Rivière de). — Voir VOIES NAVIGABLES.

CHEMINS DE FER.

1 — **Réseaux secondaires d'intérêt général (contrats de concession).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger, pour les réseaux secondaires d'intérêt général, la loi du 22 octobre 1919 relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 276 [17 mars], p. 301. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 927 [28 décembre], p. 1809.

2 — **Ligne de Treignac à Bugeat.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclasser le chemin de fer d'intérêt général de Treignac à Bugeat. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 457 [12 juin], p. 476. — M. Courot dépose le rapport N° 609 [28 juillet], p. 931. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 août], p. 1046. — Promulgation : Loi du 8 août 1936 (*J. O.* du 13 août, p. 8708).

3 — **Voies ferrées d'intérêt local.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de proroger certaines dispositions financières relatives aux voies ferrées d'intérêt local. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, N° 884 [19 décembre], p. 1578. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 928 [28 décembre], p. 1809.

4 — **Modification du régime des retraites des agents des grands réseaux.** — Voir RETRAITES, 1, 3.

5 — **Loi de finances.** — Fixation du montant des émissions d'obligations à réaliser par les grands réseaux (art. 101). Montant des avances à faire par le Trésor au fonds commun des chemins de fer (art. 102). Avances à faire par le Trésor au fonds commun des grands réseaux pour la couverture des insuffisances d'exploitation de 1936 (art. 103). Commandes de matériel roulant à passer par les grands réseaux en 1937 (art. 104). Maximum des dépenses de travaux complémentaires à effectuer par les grands réseaux (art. 105). Travaux de lignes nouvelles (art. 106). Travaux complémentaires à exécuter sur les lignes d'intérêt général concédées à la compagnie des chemins de fer départementaux (art. 107). Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local (art. 150). Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local (art. 151). Emission d'obligations du

chemin de fer franco-éthiopien (art. 152). [Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3].

CHEQUES. — Voir CONVENTIONS, 12.

CHEVAUX DE BOUCHERIE. — Voir DOUANES, 40, 49.

CHICOREE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à limiter la culture de la chicorée en France suivant les besoins de la consommation. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 67 [18 février], p. 108. — M. Goré dépose le rapport n° 224 [12 mars], p. 251. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Turbat, Marcel Donon, Vice-Président de la Commission de l'Agriculture; Paul Thellier, Ministre de l'Agriculture. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [19 mars], p. 357. — Promulgation: Loi du 24 mars 1936 (*J. O.* du 26 mars, p. 3419).

CHILI. — Voir CONVENTIONS, 18.

CHIRURGIENS-DENTISTES SARROIS NATURALISÉS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre le bénéfice de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1935 aux chirurgiens-dentistes sarrois naturalisés français ou ayant fait une demande de naturalisation avant le 1^{er} mars 1935. Renvoi à la Commission de l'Hygiène, N° 104 [25 février], p. 140. — M. Le Gorgeu dépose le rapport N° 546 [9 juillet], p. 684. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [22 juillet], p. 748.

CHLORURE DE SODIUM. — Voir DOUANES, 16.

CHOMAGE (Plan de travaux). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à l'exécution d'un plan de travaux destinés à combattre et à prévenir le chômage. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'Administration, N° 594 [24 juillet], p. 857. — Renvoi, pour avis, à la Commission des travaux publics [28 juillet], p. 896. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 640 [31 juillet], p. 989. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'Agriculture [31 juillet], p. 998. — M. Laurent Eynac dépose l'avis de la Commission des travaux publics, N° 660 [3 août], p. 1013. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Abel Gardey, Rapporteur général de la Commission des finances. Avis de Commission de l'Administration par M. Henri Queuille, N° 665. Suite de la discussion générale: MM. Laurent Eynac, Rapporteur, pour avis, de la Commission des travaux publics; Edouard Néron, Connevot, Albert Peyronnet, François-Saint-Maur, Charles Reibel, Albert Mahieu, Henry Merlin, Charles Spinasse, Ministre de l'Economie nationale; Léon Blum, Président du Conseil. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}: MM. Lefas, Joseph Faure, Anatole Manceau, Paul Fleurot, Eugène Muller, Henri Sellier, Ministre de la Santé publique. Amendement de M. Mollard et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de MM. de Monti de Rézé, Leblanc et Le Pelletier: MM. de Monti de Rézé, Charles Spinasse, Ministre de l'Economie nationale. Retrait. Reprise de l'amendement de M. de Monti de Rézé par M. Emile Sari. Adoption. Sur l'article: M. Lémery, Léon Blum, Président du Conseil; Paul Laf-

font, Charles Spinasse, Ministre de l'Economie nationale. Adoption de l'article modifié. Art. 2: Amendement de M. Mollard et plusieurs de ses collègues: M. Laurent Eynac. Adoption. Sur l'article: MM. Albert Fouilloux, Pierre Chaumié, Joseph Caillaux, Président de la Commission des finances. Adoption de l'article modifié. Art. 2 bis: MM. Henri Queuille, Le Gorgeu, Joseph Caillaux, Président de la Commission des Finances. Adoption. Art. 2 ter: Amendement de M. Pelletier: MM. Pelletier, Charles Spinasse, Ministre de l'Economie nationale. Retrait. Adoption de l'article. Art. 2 quater. Adoption. Art. 2 quinquies. Rejet. Art. 3: Amendement de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues: MM. Joseph Faure, Abel Gardey, Rapporteur général; Chassaing, Emile Sari, Charles Spinasse, Ministre de l'Economie nationale; Henri Queuille. Retrait. Adoption des treize premiers alinéas. 4^e alinéa: Amendement de M. Le Gorgeu: M. Le Gorgeu. Adoption. Adoption de l'alinéa. Adoption des 5^e et 6^e alinéas. Sur l'article: MM. Charles Reibel, Chassaing, Charles Spinasse, Ministre de l'Economie nationale; Pierre Chaumié. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 3 bis. Rejet. Art. 4 et 5: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [4 août], p. 1018, 1029. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, relatif à l'exécution d'un plan de travaux destinés à combattre et à prévenir le chômage. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'Administration, N° 727. (Urgence déclarée.) [10 août], p. 1184. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 752. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. Coucoureux, Abel Gardey, Rapporteur général. Adoption. Art. 2 bis: conforme. Art. 2 bis A, 2 ter et 2 quater: adoption. Art. 3: MM. Victor Lourties, Spinasse, Ministre de l'Economie nationale. Adoption. Art. 6: Demande de suppression de l'article, par M. Léon Perrier: MM. Léon Perrier, Léon Blum, Président du Conseil; Marcel Donon, Vice-Président de la Commission de l'Agriculture; Le Gorgeu. Rejet. Adoption de l'article. Art. 7: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [11 août], p. 1214. — Promulgation: Loi du 18 août 1936 (*J. O.* du 20 août, p. 8986).

VOIR ALLOCATIONS DE CHÔMAGE — MARINE MARCHANDE, 1.

CHOMEURS. — Voir CONVENTIONS, 17. — LOYERS, 1.

CIMETIERE CANADIEN DE VIMY. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'acquisition par l'Etat français d'une parcelle de terrain, dite « Grand Val », d'une contenance de 1 hectare 71 ares 64 centiares appartenant au cimetière canadien de Vimy (Pas-de-Calais) en vue de sa concession perpétuelle et gratuite au gouvernement du Canada. Renvoi à la Commission des finances, N° 5 [21 janvier], p. 37. — M. Schrameck dépose le rapport N° 90 [20 février], p. 124. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 mars], p. 165. — Promulgation: Loi du 4 avril 1936 (*J. O.* du 5 avril, p. 3818).

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES. — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS, 2. — PARIS (VILLE DE).

CIRCONSTANCES ATTENUANTES. — Voir CODE PÉNAL, 3.

CLAUSE COMPROMISSOIRE. — Voir CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

CLERCS DE NOTAIRE. — Voir NOTARIAT, 4.

CODE DES ASSURANCES SOCIALES (Départements recouverts). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Voir Table de 1935, p. 44. — M. Brom, au nom de la Commission de l'Hygiène, dépose le rapport N° 112 [27 février], p. 144. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [6 mars], p. 214. — Promulgation: Loi du 10 avril 1936 (*J. O.* du 16 avril, p. 4082).

CODE CIVIL.

1 — Article 164. — Mariage. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 164 du code civil relatif aux prohibitions du mariage. Renvoi à la Commission de législation, N° 45 [10 février], p. 70.

2 — Article 1244. — Délais aux débiteurs malheureux et de bonne foi. (Dettes agricoles). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder des délais pour le paiement des dettes agricoles. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission de l'Agriculture, N° 123 [3 mars], p. 164. — M. Clément Raynaud dépose le rapport, N° 229 [12 mars], p. 251. — M. Maurice Dormann dépose l'avis de la Commission de l'Agriculture, N° 258 [13 mars], p. 278. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Clément Raynaud, rapporteur; Dormann, rapporteur, pour avis, de la Commission de l'Agriculture; Henri Queuille, de Courtois, président de la Commission de législation; Marcel Donon, vice-président de la Commission de l'Agriculture. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 1244 du code civil et à accorder des délais aux débiteurs malheureux et de bonne foi » [19 mars], p. 359. — Promulgation: Loi du 25 mars 1936 (*J. O.* du 26 mars, p. 3418).

3 — Article 2102. — Privilège des vendeurs d'engrais. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2102 du code civil en vue de faire bénéficier les vendeurs d'engrais, d'amendements et de produits destinés à la destruction des parasites animaux et végétaux, du privilège accordé pour les fournisseurs de semences et les frais de la récolte de l'année (N° 24, année 1932). — M. Armand Calmel dépose l'avis de la Commission des finances, N° 278 [17 mars], p. 301. — Suite de la discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars], p. 382. — Promulgation: Loi du 24 mars 1936 (*J. O.* du 26 mars, p. 3419).

4 — Article 1717. — Locations et sous-locations. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1717 du code civil et à réglementer les locations et sous-locations consenties en dehors de l'exercice de la profession d'aubergiste ou d'hôtelier. Renvoi à la Commission de législation, N° 362 [20 mars], p. 404.

5 — **Article 1589. — Promesse de vente.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 1589 du code civil relatif à la promesse de vente. Renvoi à la Commission de législation, N° 363 [20 mars], p. 404.

6 — **Articles 860, 861, 922, 1075 à 1080, 1097. — Donations et partages.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Tanguy tendant à modifier les articles 860, 861, 922, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097 du code civil, relatifs aux rapports et à la réduction dans les donations, à la rescision des partages d'ascendant et à la donation entre époux. Renvoi à la Commission de législation, N° 523 [7 juillet], p. 658.

7 — **Article 1766. — Indemnité de plus-value au fermier sortant.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Veyssière, Robert Thoumyre, Lavoigne, René Coty et Thureau-Dangin tendant à modifier les dispositions de l'article 1766 du code civil (indemnité de plus-value au fermier sortant). Renvoi à la Commission de législation, N° 627 [30 juillet], p. 965. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [31 juillet], p. 998.

8 — **Capacité de la femme mariée.** — Projet de loi portant modification des textes du Code civil relatifs à la capacité de la femme mariée et aux régimes matrimoniaux. Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 58. — 1^{re} délibération. Demande de déclaration de l'urgence: M. Manuel Fourcade. Retrait. Discussion générale: MM. René Renoult, *Rapporteur*; Eugène Milliès-Lacroix, Manuel Fourcade, Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [3 décembre], p. 1549. — Suite de la 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles. **Art. 1^{er}.** — (Art. 213, 214, 215, 216, 236, 420, 776, 1096, 1124, 1125, 1304, 1312 et 1940 du code civil): MM. Georges Pernot, Lefas. Amendement de M. Chassaing. Pas soutenu. Art. 213: Amendement de M. Georges Pernot. Adoption. Art. 214: Amendement de M. Manuel Fourcade: M. Manuel Fourcade. Adoption. Art. 215: Amendement de M. Manuel Fourcade: MM. Manuel Fourcade, de Courtois, *Président de la Commission de législation*; René Renoult, *Rapporteur*; Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*. Adoption. Art. 216: Amendements: 1^o de M. Louis Linyer; 2^o de M. Georges Pernot: MM. Georges Pernot, de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Manuel Fourcade, Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*. Adoption. Art. 236: Amendement de M. Georges Pernot: MM. Georges Pernot, René Renoult, *Rapporteur*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Retrait. Art. 311, 420, 776, 1096, 1124, 1125, 1304, 1312 et 1940. **Art. 2.** — Amendement de M. Georges Pernot: MM. Georges Pernot, René Renoult, *Rapporteur*; Manuel Fourcade. Décision du Sénat de passer à une seconde délibération. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi portant modification des textes du code civil relatifs à la capacité de la femme mariée* » [8 décembre], p. 1563.

9 — **Articles 1064, 1076, 1077, 1079, 1080 et 1097. — Partages par les ascendants.** — Proposition de loi tendant à compléter les articles 1064, 1076, 1077, 1079, 1080 et 1097 du Code civil concernant les partages faits par les ascendants. Voir Table de 1910, p. 335. Renvoi à la Commission de législation, pour examen au fond [23 décembre],

p. 1674. — M. Le Bail dépose un deuxième rapport supplémentaire N° 918 [24 décembre], p. 1719.

CODE DE COMMERCE. — Article 645. — Appel des jugements des tribunaux de commerce. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 645 du code de commerce relatif au délai d'appel des jugements rendus par les tribunaux de commerce. Renvoi à la Commission de législation, N° 118 [27 février], p. 144. — M. Georges Pernot dépose le rapport N° 156 [5 mars], p. 191. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 mars], p. 357. — Promulgation: Loi du 9 avril 1936 (*J. O.* du 10 avril, p. 3946).

CODE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 du code des contributions indirectes, modifié et complété par le décret-loi du 30 juillet 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 288 [17 mars], p. 328. — Renvoi, pour avis, à la Commission des colonies [1^{er} décembre], p. 1540.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Article 192. — Droit d'appel aux automobilistes. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 192 du Code d'instruction criminelle (N° 73, année 1934). Voir Table de 1933, p. 59. — Promulgation: Loi du 26 novembre 1936 (*J. O.* du 27 novembre, p. 12290).

CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 25 juin 1934 modifiant l'article 13 du Code de justice militaire.** Voir Table de 1935, p. 45. M. Robert Belmont dépose le rapport N° 565 [16 juillet], p. 701. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juillet], p. 967. Promulgation: Loi du 18 août 1936 (*J. O.* du 20 août, p. 8987).

2 — **Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de mer.** Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission de législation, N° 571 [17 juillet], p. 716.

CODE PENAL.

1 — **Article 472. — Vente de marchandises sur la voie publique.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter les dispositions de l'article 472 du Code pénal. Renvoi à la Commission de législation, N° 249 [13 mars], p. 277.

2 — **Article 355. — Enlèvement ou détournement de mineur.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 355 du Code pénal qui réprime l'enlèvement ou le détournement de mineur. Renvoi à la Commission de législation, N° 349 [20 mars], p. 374. — M. Georges Pernot dépose le rapport N° 460 [12 juin], p. 476. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Georges Pernot, *Rapporteur*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 juin], p. 605. — Promulgation: Loi du 14 janvier 1937. (*J. O.* du 15 janvier, p. 594; *Rectificatif*: *J. O.* du 16 janvier 1937).

3 — **Article 483. — Circonstances atténuantes.** — Proposition de loi de MM. Coucureux et Chauveau tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 483 du code pénal afin de rendre applicables les circonstances atténuantes à toutes les contraventions de simple police. Voir Table de 1935, p. 45. — M. Robert Belmont dépose au nom de la Commission de législation le rapport N° 518 [2 juillet], p. 650. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition: Nouvel intitulé: « *Proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 483 du code pénal afin de rendre applicables les circonstances atténuantes à toutes les contraventions de simple police* » [30 juillet], p. 967.

4 — **Article 184. — Abus d'autorité contre les particuliers.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Pernot et de plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 184 du code pénal. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle, N° 589 [22 juillet], p. 782. — M. Clément Raynaud dépose le rapport N° 885 [10 décembre], p. 1578.

5 — **Enfance malheureuse.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 312, 349, 350, 351, 352, 353 du code pénal, les articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, et à organiser la sauvegarde de l'enfance malheureuse. Renvoi à la Commission de législation, N° 715 [8 août], p. 1129.

6 — **Articles 330, 331, 334 et 335.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 330, 331, 334 et 335 du code pénal et à rendre applicables aux articles 331 et 333 du même code les dispositions des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898. Renvoi à la Commission de législation, N° 716 [8 août], p. 1129.

CODE DE PROCEDURE CIVILE (Clause compromissoire). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la clause compromissoire en matière commerciale (N° 556, année 1932). Voir Table de 1934, p. 63. — M. Caillier dépose l'avis de la Commission du commerce N° 162 [5 mars], p. 191.

CODE DU TIMBRE. — Voir CHASSE, 3.

CODE DU TRAVAIL.

1 — **Travail des enfants de moins de quatorze ans.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à interdire l'admission au travail des enfants de moins de quatorze ans, portant modification des articles 2, 4, 5, 56, 58 et 88 du livre 11 du code du travail, et suppression de l'article 3 du même livre. Renvoi à la Commission du commerce, N° 68 [18 février], p. 108. — M. Raynaldy dépose le rapport N° 313 [19 mars], p. 338. — 1^{re} délibération. Observation de M. Lebas, *Ministre du Travail*. Ajournement de la délibération [2 juillet], p. 651.

2 — **Repos hebdomadaire.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à compléter les dispositions du code du travail relatives au repos hebdomadaire. Voir Table de 1933, p. 59. Vote de la question préalable [18 février], p. 109.

3 — Convention collective du travail. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant le chapitre IV bis du titre II, du livre 1^{er}, du code du travail « de la convention collective du travail ». Renvoi à la Commission du commerce, N° 453 [12 juin], p. 476. — Demande de discussion immédiate. M. Emile Bender dépose le rapport, N° 462 [16 juin], p. 480, 481. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Bender, *Rapporteur*; Lefas, Pierre Chaumié, Léon Blum, *Président du Conseil*. **Art. 1^{er}** (articles 31 va, 31 vb, 31 vc, 31 vd, 31 ve, 31 vf, 31 vg de la section IV bis du chapitre IV bis du titre II du livre 1^{er} du code du travail). Adoption du premier alinéa. Art. 31 va : adoption du premier alinéa. Deuxième et dernier alinéa : amendement de M. René Coty; MM. René Coty, Lebas, *Ministre du Travail*; Léon Blum, *Président du Conseil*. Rejet, au scrutin. Observations de M. Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [17 juin], p. 518. — Suite de la discussion. **Art. 1^{er}** (articles 31 va, 31 vb, 31 vc, 31 vd, 31 ve, 31 vf, 31 vg de la section IV bis du chapitre IV bis du livre 1^{er} du code du travail) (suite) : Art. 31 va, précédemment adopté. Art. 31 vb : adoption. Art. 31 vc : MM. Georges Pernot, Lebas, *Ministre du Travail*. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa : Amendement de M. Pierre Chaumié; MM. Pierre Chaumié, Léon Blum, *Président du Conseil*; Manuel Fourcade. Retrait. Adoption de l'alinéa. Adoption des 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e alinéas. Amendement de M. Lémery; MM. Lémery, Léon Blum, *Président du Conseil*. Rejet, au scrutin. Adoption du dernier alinéa et de l'ensemble de l'article 31 vc. Art. 31 vd : Amendement de M. Pierre Chaumié; MM. Manuel Fourcade. Retrait. Adoption de l'article. Art. 31 ve : Amendement de M. Pierre Chaumié : MM. Pierre Chaumié, Bender, *Rapporteur*; Lebas, *Ministre du Travail*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 31 vf et 31 vg : adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. **Art. 2** : adoption. Article additionnel proposé par MM. Leblanc, Coucoureux et Lémery; MM. Leblanc, Léon Blum, *Président du Conseil*; Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Rejet, au scrutin. **Art. 3** : adoption. **Art. 4** : M. Léon Blum, *Président du Conseil*. Amendement de M. Lémery; M. Lémery, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Nouvelle rédaction de la Commission : MM. Roux-Freissineng, Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Retrait. Reprise de l'amendement de M. Lémery; MM. Lémery, Léon Blum, *Président du Conseil*; Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Nouvelle rédaction de la Commission : M. Manuel Fourcade. Adoption. Sur l'ensemble : MM. René Courtier, Champetier de Ribes, Mauger, Léon Blum, *Président du Conseil*; J.-P. Rambaud. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [18 juin], p. 530. — Promulgation : Loi du 24 juin 1936 (J. O. du 26 juin, p. 6698).

4 — Modification de l'article 97 du livre II. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés modifiant l'article 97 du livre II du code du travail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 650 [31 juillet], p. 996.

Voir **BŒULANGERIES**. — **CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL**. — **CONDUCTEURS DE VOITURES**. — **CONGÉ ANNUEL PAYÉ**. — **SEMAINE DE QUARANTE HEURES**

CODE DES VALEURS MOBILIÈRES. — Transmission d'une proposition de loi,

adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 148 du code des valeurs mobilières. Renvoi à la Commission des finances, N° 661 [4 août], p. 1016.

CODIFICATION DES TEXTES LEGISLATIFS DE 1919 A 1936. — Voir **RÉSOLUTIONS**, 3.

COLLECTIVITÉS LOCALES. — Voir **RADIO-DIFFUSION**, 1.

COLLECTIVITÉS PUBLIQUES. — Exécution, sur le domaine des départements et des communes, de travaux d'intérêt forestier et piscicole à l'aide des crédits ouverts par la loi du 18 août 1936 (art. 28). Modification des conditions d'amortissement des emprunts des collectivités publiques (art. 76) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

COLONIES.

1 — Application des lois générales. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Tournan et Léonus Bénard, tendant à faciliter l'application progressive des lois générales aux colonies et aux territoires africains placés sous mandat français. Renvoi à la Commission des colonies, N° 189 [6 mars], p. 229.

2 — Recouvrement de certaines créances. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à charger l'agent judiciaire du Trésor public du recouvrement en France des créances intéressant les services locaux des colonies. Renvoi à la Commission des finances, N° 357 [20 mars], p. 390. — M. Henri Roy dépose le rapport N° 580 [21 juillet], p. 722. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juillet], p. 917. — Promulgation : Loi du 14 août 1936, J. O. du 15 août, p. 8865).

3 — Enquête dans les colonies. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'une enquête dans les colonies, pays de protectorat et sous mandat. Renvoi à la Commission des colonies, N° 778 [13 août], p. 1297. — M. Lancien dépose le rapport N° 933 [30 décembre], p. 1912. — M. Mounié dépose l'avis de la Commission des colonies N° 943 [30 décembre], p. 1912. — M. Raynaldy dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 941 [30 décembre], p. 1912. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1965.

4 — Avocats défenseurs aux colonies. — Voir **NOTARIAT**, 3.

5 — Comptes définitifs (Exercice 1926). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1926) des colonies dont des emprunts sont garantis par l'Etat. — Voir Table de 1935, p. 46. — Promulgation : Loi du 13 mars 1936 (J. O. des 16 et 17 mars, p. 2995; Erratum : J. O. du 18 avril, p. 4146).

6 — Comptes définitifs (Exercice 1927). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes définitifs (Exercice 1927) des colonies dont des emprunts sont garantis par l'Etat. Voir Table de 1935, p. 46. — Promulgation : Loi du 13 mars 1936 J. O. des 16 et 17 mars, p. 2996; Erratum : J. O. du 26 mars, p. 3419).

7 — Loi de finances. — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'agence économique des colonies autonomes et des territoires africains sous mandat (art. 13). Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies (art. 14). Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites (art. 15). Contribution des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale du ministère des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce (art. 16). Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer (art. 17). Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et des budgets des colonies et des territoires africains sous mandat aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux (art. 18). Autorisation d'engager des dépenses imputables sur les crédits des exercices ultérieurs pour la défense des colonies (art. 148) (Loi de finances du 31 décembre 1936 J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir **CAOUTCHOUC**. — **DOUANES**, 53 à 64. — **MARINE MARCHANDE**, 1.

COLPORTAGE DES MÉDICAMENTS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur le colportage des médicaments et produits pharmaceutiques. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 369 [20 mars], p. 405. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [9 juin], p. 467. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [11 juin], p. 472. — M. Daubigny dépose un rapport, N° 554 [10 juillet], p. 694. — M. Raynaldy dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 659 [3 août], p. 1013. — M. Georges Maurice dépose l'avis de la Commission de législation, N° 671 [4 août], p. 1028. — Ajournement de la première délibération [6 août], p. 1091. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 août], p. 1164. — Promulgation : Loi du 4 septembre 1936 (J. O. du 6 septembre, p. 9547).

COMBATTANTS VOLONTAIRES. — Voir **RÉCOMPENSES NATIONALES**, 6, 7, 10.

COMBUSTIBLES LIQUIDES. — Voir **OFFICE NATIONAL**.

COMBUSTIBLES MINÉRAUX. — Voir **MARCHE CHARBONNIER**.

COMITÉ CONSULTATIF DES ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne [28 janvier], p. 35. — Résultat du scrutin : M. Lesaché, élu [18 février], p. 116.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DES LANDES (Office national du blé). — Voir **INTERPELLATIONS**, 24.

COMITÉ SUPÉRIEUR DE L'AMÉNAGEMENT DE LA RÉGION PARISIENNE. — Lettre de M. le Président du Conseil demandant au Sénat de procéder à la désignation de six de ses membres au comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation générale de la région parisienne. Fixation ultérieure de la date de l'élection [17 mars], p. 301. — Résultat du scrutin : MM. Steeg, Mounié, Morizet, Auray, Brasseur et Dormann, élus [17 juin], p. 524.

COMMERÇANTS. — Voir DÉLAIS.

COMMERCE (Protection du. — Registre). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer une réglementation pour la protection du commerçant français et l'inscription au registre du commerce. Voir Table de 1935, p. 47. — M. Caillier dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 161 [5 mars], p. 191. — Ajournement de la 1^{re} délibération [17 mars], p. 327. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [20 mars], p. 381. — M. Caillier dépose un rapport supplémentaire N° 536 [9 juillet], p. 673.

— Voir CRÉDIT AU COMMERCE.

COMMERCE DES AMENDEMENTS. — Voir AGRICULTURE, 1.

COMMIS DU CREDIT MUNICIPAL. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 1.

COMMISSAIRES DES COMPTES. — Voir INTERPELLATIONS, 9. — SOCIÉTÉS, 5, 6.

COMMISSIONS ANNUELLES.

Commission de Pair (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 48). — MM. le GÉNÉRAL HIRSCHAUER, MAUGER, ALBERT MAHIEU, MONSSERVIN MARTIN-BINACHON, LEFEBVRE DU PREY, LUCIFIN SAINT, ALFRED BRARD, SCHRAMECK, DELHIL, BERGEON, RIO, GROS, DANIEL VINCENT, LANCIEN, LE MOIGNIC, PAUL BÉNAZET, FARJON, CHASSAING, EMILE SARI, SÈNÈS, HENRI LAUDIER, DE COURTOIS, RENÉ BÉSNARD, VIELLARD, BRASSEAU, J.-P. RAMBAUD, DE BERNY, EMILE ROUSSEL, J.-L. DUMESNIL, CHAMPETIER DE RIBES, CABART-DANNEVILLE, DELESALLE, LAURENT ÉYNAC, DE LA GRANGE, BELMONT. — La Commission a nommé: *Président*: M. PAUL BÉNAZET; *Vice-Présidents*: MM. MARTIN-BINACHON, BERGEON; *Secrétaires*: MM. MAUGER, A. DE LA GRANGE (*J. O.* du 7 février, p. 1603). — M. ROBERT BELANGER est nommé en remplacement de M. ALFRED BRARD [17 juin], p. 524.

Commission de l'Algérie (nommée le 4 février, *J. O.* 48). — MM. HERVEY, MAUGER, ROUX-FRESSINENG, CUTTOLI, LEBLANC, J. LOUBET, T. STEEG, HENRI BOURDEAUX, CAMILLE REBOUL, MAURICE VIOLETTE, GALLET, ANDRÉ MORIZET, DURoux, DE COURTOIS, HARENT, RENÉ COTY, MAURICE BAUFLE, HENRY-HAYE. — La Commission a nommé: *Président*: M. HERVEY; *Vice-Présidents*: MM. DURoux, MAURICE VIOLETTE; *Secrétaires*: MM. ROUX-FRESSINENG, CUTTOLI (*J. O.* du 7 février, p. 1603). — M. LUCIEN SAINT est nommé membre en remplacement de M. VIOLETTE [17 juin], p. 524. — M. ROUX-FRESSINENG est nommé *vice-président* en remplacement de M. VIOLETTE (*J. O.* du 7 juillet, p. 7079). — M. ULYSSE FABRE est nommé membre en remplacement de M. HERVEY, décédé [27 novembre], p. 1532.

Commission des colonies (nommée le 28 janvier 1936). — 1^{er} Bureau: MM. CAILLIER, LE MOIGNIC, ROLLAND. — 2^e Bureau: MM. ROUX-FRESSINENG, TOURNAN, AUGUSTE MOUÏÉ. — 3^e Bureau: MM. T. STEEG, JEAN PHILIP, LANCIEN. — 4^e Bureau: MM. LE GÉNÉRAL STUHL, LEBLANC, HACHETTE. — 5^e Bureau: MM. LE COMTE DE LEUSSE, SAVIGNOL, PIERRE CHAUMIÉ. — 6^e Bureau: MM. MARTIN-BINACHON, FARJON, DE LA GRANDIÈRE. — 7^e Bureau: MM. HERVEY, MARIO ROUSTAN, HAMELIN. — 8^e Bureau: MM. BEAUMONT, GAUTHÉROT, LÉONUS BÉSNARD. — 9^e Bureau: MM. YVES LE TROCQUER, LE GORGEU, LUCIEN SAINT (*J. O.* du 29 janvier, p. 1318). — La Commission a nommé: *Président*: M. T. STEEG, *Vice-Présidents*: MM. MARIO ROUSTAN, TOURNAN. *Secrétaires*: MM. LÉONUS BÉSNARD, HACHETTE (*J. O.* du 5 février, p. 1551).

Commission de comptabilité (nommée le 28 janvier 1936). — 1^{er} Bureau: MM. CUMINAL, CAMILLE REBOUL. — 2^e Bureau: MM. RENÉ HÉRY, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX. — 3^e Bureau: MM. EVEN, MARCEL MICHEL. — 4^e Bureau: MM. J.-P. RAMBAUD, COUCOUREUX. — 5^e Bureau: MM. PUJES, BERTRAND CARRÈRE. — 6^e Bureau: MM. MARTIN-BINACHON, NEUVILLE. — 7^e Bureau: MM. DENTU, MAURICE BAUFLE. — 8^e Bureau: MM. J. LOUBET, ALFRED GRAND. — 9^e Bureau: MM. LESACHÉ, COCHARD (*J. O.* du 29 janvier, p. 1318). — La Commission a nommé: *Président*: M. J. LOUBET; *Vice-Président*: M. CUMINAL; *Secrétaire-Rapporteur*: M. RENÉ HÉRY. *Secrétaire*: M. J.-P. RAMBAUD (*J. O.* du 31 janvier, p. 1419).

Commission des comptes définitifs (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 49). — MM. DUDOUYT, HERVEY, MAUGER, JOSSOT, LESACHÉ, LEMAISTRE, HENRY CHÉRON, FÈVRE, FERNAND MERLIN, J. LOUBET, ABEL LEFÈVRE, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, CHASSAING, COCHARD, JULES WOLF, J.-P. RAMBAUD, DE LA GRANDIÈRE, MAURICE BAUFLE. — La Commission a nommé: *Président*: M. MAUGER; *Vice-Présidents*: MM. HERVEY, HENRY CHÉRON; *Secrétaires*: MM. LESACHÉ, MILLIÈS-LACROIX (*J. O.* du 12 février, p. 1846). — M. EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX est nommé *Vice-Président* en remplacement de M. HENRY CHÉRON, décédé (*J. O.* du 7 juin, p. 6095). — M. EMILE VINCENT est nommé membre, en remplacement de M. HENRY CHÉRON, décédé [17 juin], p. 524. — M. CAUTRU est nommé membre en remplacement de M. HERVEY, décédé [27 novembre], p. 1532.

Commission des mines (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 48). — MM. PERREAU, DE DION, PAUL BERSEZ, LAVERGNE, PUJES, DRIVET, GIORDAN, LEFEBVRE DU PREY, EDOUARD NÉRON, BEAUMONT, PELLETIER, FRANÇOIS DE WENDEL, PIERRE ROBERT, BORGEOT, SALMON, DEMESMAY, BROGLY, COUCOUREUX, GEORGES MAURICE, BROM, EUGÈNE ROY, GASTON BAZILE, JEAN TAURINES, BRUGUIER, VICTOR LOURTIÈS, PAVIN DE LAFARGE, NEYRET. — La Commission des mines a nommé: *Président*: M. GASTON BAZILE; *Vice-Présidents*: MM. PIERRE ROBERT, COUCOUREUX; *Secrétaires*: MM. NEYRET, BORGEOT (*J. O.* du 7 février, p. 1603). — M. FOURCADE est nommé membre en remplacement de M. SALMON, décédé [27 novembre], p. 1532.

Commission des pétitions (nommée le 28 janvier 1936). — 1^{er} Bureau: M. PAUL FLEUROT; 2^e Bureau: M. FROGET; 3^e Bureau: M. LEFAS; 4^e Bureau: M. BRUNEL; 5^e Bureau: M. LISBONNE; 6^e Bureau: M. NEUVILLE; 7^e Bureau: M. ADRIEN ANDRÉ; 8^e Bureau: M. BEAUMONT; 9^e Bureau: M. URBAN (*J. O.* du 29 janvier, p. 1318). — La Commission a nommé: *Président*: M. BEAUMONT; *Secrétaire*: M. NEUVILLE (*J. O.* du 5 février, p. 1551).

COMMISSIONS GÉNÉRALES.

Commission de l'administration générale, départementale et communale (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 46). — MM. MAURICE BAUFLE, BETOULLE, BRASSEAU, CARRÉ-BONVALET, BERTRAND CARRÈRE, ALPHONSE CHAUFFEMPS, COUCOUREUX, COYRARD, DEMELIER, DENTU, DUCLAUX-MONTEIL, JEAN DURAND, FIANCETTE, FLAYELLE, PAUL FLEUROT, ALBERT FOUILLOUX, GADAUD, GALLET, CARRIGOU, ALFRED GRAND, HENRY HAYE, LEBŒUF, LOUIS LUYER, MAULION, HENRI MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUËL, MONSSERVIN, QUEUILLE, J.-P. RAMBAUD, CAMILLE REBOUL, ROUX-FRESSINENG, HENRI SELLIER, SERLIN, TURLIER, VILLAUT-DUCHESNOIS. — La Commission a nommé: *Président*: M. HENRY MERLIN; *Vice-Présidents*: MM. MONSSERVIN, JEAN DURAND; *Secrétaires*: MM. LOUIS LI-

NYER, J.-P. RAMBAUD (*J. O.* du 6 février, p. 1577). — M. JEAN PAYRA est nommé en remplacement de M. HENRI SELLIER [16 juin], p. 482. — MM. JEAN AMAT et BLANC sont nommés en remplacement de MM. GALLET et JEAN DURAND, décédés [12 novembre], p. 1516.

Commission des affaires étrangères et politique générale des protectorats (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 46). — MM. ARMHUSTER, HENRY BÉRENGER, BERGEON, AIMÉ BERTHOD, RENÉ BÉSNARD, COMTE DE BLOIS, CABART-DANNEVILLE, MARQUIS DE CHAMBRUN, DESJARDINS, CHARLES DUMONT, FOURMENT, GASNIER-DUPARC, ANDRÉ HONNORAT, LUCIEN HUBERT, ALEXANDRE ISRAËL, PAUL JOURDAIN, JOVELET, FRANÇOIS LABROUSSE, PAUL LAFFONT, PIERRE LAVAL, LEFEBVRE DU PREY, YVES LE TROCQUER, COMTE DE LEUSSE, FERNAND MERLIN, ALEXANDRE MILLERAND, MOLLARD, ALBERT PEYRONNET, MARCEL PLAISANT, GEORGES PORTMANN, RAYNALDY, RENÉ RENOUULT, LUCIEN SAINT, T. STEEG, ROBERT THOUMYRE, DESIRÉ VALETTE, FRANÇOIS DE WINDT. — La Commission a nommé: *Président*: M. HENRY BÉRENGER; *Vice-Présidents*: MM. MARCEL PLAISANT, LEFEBVRE DU PREY; *Secrétaires*: MM. PAUL LAFFONT, le COMTE DE BLOIS (*J. O.* du 6 février, p. 1577). — M. PAUL BENOÛR est nommé en remplacement de M. GASNIER-DUPARC [16 juin], p. 482.

Commission de l'agriculture (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 46). — MM. BEAUMONT, JACQUES BENOÛT, VICTOR BORET, BORGEOT, ARMAND CALMEL, GASTON CARRÈRE, CENCELME, CORBEDAINE, DAMECOUR, DAUZIER, DELHOUME, MARCEL DONON, DORMANN, JEAN DURAND, JOSEPH FAURE, DE FONTAINES, FONTANILLE, GORÉ, GUILLEMOT, COMTE D'HARCOURT, JEAN JACQUY, VICTOR JUDET, LAVOINNE, LECOURTIER, MANDO, LOUIS MICHEL, MARCEL MICHEL, DE MONTI DE REZÉ, NEUVILLE, PATIZEL, AUGUSTE POTIÉ, LOUIS RAMBAUD, EUGÈNE ROUART, SÈNÈS, YVES TANGUY, VASSEUX. — La commission a nommé: *Président*: M. GASTON CARRÈRE; *Vice-Présidents*: MM. MARCEL DONON, BEAUMONT; *Secrétaires*: MM. JOSEPH FAURE, BORGEOT (*J. O.* du 6 février, p. 1577). — M. CASSEZ est nommé en remplacement de M. EUGÈNE ROUART, décédé (24 juillet), p. 829. — La Commission a nommé: *Président*: M. MARCEL DONON, en remplacement de M. GASTON CARRÈRE, décédé; *Vice-Président*: M. JOSEPH FAURE, en remplacement de M. MARCEL DONON, *Secrétaire*: M. JACQUES BENOÛT en remplacement de M. JOSEPH FAURE (*J. O.* du 30 septembre, p. 10315). — M. CAMILLE REBOUL est nommé membre en remplacement de M. GASTON CARRÈRE, décédé [10 novembre], p. 1498. — MM. QUEUILLE et BARBIER sont nommés en remplacement de MM. JEAN DURAND et LOUIS MICHEL, décédés [12 novembre], p. 1516.

Commission de l'armée (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 46). — MM. BARBIER, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, DE BERNY, RENÉ BÉSNARD, BOIVIN-CHAMPEAUX, CAMBOULIVES, BERTRAND CARRÈRE, CENCELME, PIERRE CHAUMIÉ, HENRY CHÉRON, CONNEVOT, DANIEL-VINCENT, FAUGÈRE, GOIRAND, COMTE D'HARCOURT, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, JEAN JACQUY, DE LA GRANDIÈRE, LE MOIGNIC, COMTE DE LEUSSE, LOUBAT, MAUGER, CHARLES MEUNIER, MIREAUX, ACHILLE NAUDIN, NEYRET, PAUL PELISSE, J.-P. RAMBAUD, CHARLES RIBBEL, RILLIART DE VERNEUIL, ROLLAND, SAVIGNOL, SÈNÈS, JEAN TAURINES, GUY DE WENDEL. — La Commission a nommé: *Président*: M. DANIEL-VINCENT; *Vice-Présidents*: MM. RENÉ BÉSNARD, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER; *Secrétaires*: MM. PAUL PELISSE, LE COMTE D'HARCOURT (*J. O.* du 6 février, p. 1577). — M. HENRY LÉMERY est nommé en remplacement de M. HENRY CHÉRON, décédé [16

juin], p. 482. — M. EUGÈNE ROY est nommé en remplacement de M. FAUGÈRE, décédé [12 novembre], p. 1516.

Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 46). — MM. BENDER, PAUL BERSEZ, JEAN BOSCH, CAILLIER, DECROZE, DEMESMAY, DUROUX, FÈVRE, FROGET, GAUTIER, JUSTIN GODART, GEORGES DE GRANDMAISON, HAMELIN, JAMES HENNESSY, PAUL JACQUIER, GASTON JAPY, PAUL LAFFONT, LEDERLIN, MOÏSE LÉVY, VICTOR LOURTIÈS, DE LUTRE, ANATOLE MANCEAU, MANDO, EUGÈNE MULLER, ALBERT OUVRE, PERDRIX, PIERRE-ROBERT, PRESSE, RAYNALDY, ADRIEN RICHARD, LÉOPOLD ROBERT, MAURICE DE ROTHSCHILD, ÉDOUARD ROUSSEL, ROBERT THOUMYRE, TOY-RIONT, GEORGES ULMO. La Commission a nommé: *Président*: M. DUROUX. *Vice-Présidents*: MM. BENDER, VICTOR LOURTIÈS. *Secrétaires*: MM. DECROZE, ROBERT THOUMYRE [*J. O.* du 6 février, p. 1577]. — M. GAUTHEROT est nommé membre en remplacement de M. DE LUDRE [3 mars], p. 165. — M. RENÉ COTY est nommé en remplacement de M. GASTON JAPY, décédé [12 novembre], p. 1516.

Commission des douanes et des conventions commerciales (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 46). — MM. Comte H. d'ANDLAU, ADRIEN ANDRÉ, PAUL BACHELET, BEAUMONT, LÉONUS BÉNARD, JACQUES BENOIST, VICTOR BORET, JEAN BOSCH, CAPUS, CARRÉ-BONVALET, EUGÈNE CHANAL, CHAPSAL, COCHARD, RENÉ COURTIER, DECROZE, DELHOUME, MARCEL DONON, ULYSSE FABRE, ALBERT FOUILLON, HARENT, GASTON JAPY, ABEL LEFÈVRE, JEAN LEMAISTRE, MOÏSE LÉVY, VICTOR LOURTIÈS, ACHILLE NAUDIN, ÉDOUARD NÉRON, JEAN PAYRA, PÉZIÈRES, ROGÉ, SALMON, THUREAU-DANGIN, TOY-RIONT, TURBAT, GEORGES ULMO, VIELLARD. — La Commission a nommé: *Président*: M. CHAPSAL. *Vice-Présidents*: MM. ÉDOUARD NÉRON, EUGÈNE CHANAL. *Secrétaires*: MM. ABEL LEFÈVRE, ROGÉ [*J. O.* du 6 février, p. 1577]. — M. BETOULLE est nommé membre en remplacement de M. PAYRA [20 juin], p. 586. — MM. CAUTRU et BAUFLE sont nommés en remplacement de MM. GASTON JAPY et SALMON, décédés [12 novembre], p. 1516.

Commission de l'enseignement (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 46). — MM. Comte H. d'ANDLAU, BABIN-CHEVAYE, GASTON BAZILE, LÉON BÉRARD, AIMÉ BERTHOD, BOULLY, BROGLY, MARCEL CACHIN, DE CAMAS COYRARD, DARAGNEZ, DENTU, DEPIERRE, GARRIGOU, GAUTHEROT, RENÉ HÉRY, ANDRÉ HONNORAT, JOSSOT, FRANÇOIS LABROUSSE, LAVERGNE, LEFAS, LE PELLETIER, MALSANG, GEORGES MAURICE, ALBERT MEUNIER, MARCEL MICHEL, EUGÈNE MULLER, NEUVILLE, PELLETIER, PÉZIÈRES, TONY REVEILLON, SAVIGNOL, SIGRIST, T. STEEG, TURLIER, JULES WOLFF. La Commission a nommé: *Président*: M. JOSSOT. *Vice-Présidents*: MM. RENÉ HÉRY, SAVIGNOL. *Secrétaires*: MM. GAUTHEROT, GEORGES MAURICE [*J. O.* du 6 février, p. 1577].

Commission des finances.

Budget de 1936. — M. MARCEL RÉGNIER est nommé membre, en remplacement de M. MAURICE VIOLETTE [16 juin], p. 482.

Budget de 1937 (nommée et constituée le 8 décembre 1936, *J. O.*, p. 1563). — *Président*: M. JOSEPH CAILLAUX; *Vice-Présidents*: MM. LÉON PERRIER, ALBERT MAHIEU; *Secrétaires*: MM. FRANÇOIS MILAN, FARJON; *Rapporteur général*: M. ABEL GARDEY; *Membres*: MM. BABAUD-LACROZE, ALFRED BRARD, CHAMPETIER DE RIBES, CHARABOT, CHAUVEAU, CUMINAL, DELTHIL, DENTU, MANUEL FOURCADE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, HACHETTE, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, A. DE LA GRANGE, LANCIEN, HENRI LAUDIER, PIERRE LIVAL, ANDRÉ LEBERT, LOUIS LINYER, ANDRÉ MORIZET, AUGUSTE MOUNIÉ, JEAN PHILIP,

PIERRE-ROBERT, PROVOST-DUMARCHAIS, PUFES, MARCEL RÉGNIER, HENRI ROY, ÉMILE SARI, SCHRAMECK, TOURNAN, JEAN VALADIER.

Budgets particuliers. — Rapporteurs: Présidence du Conseil et Services d'Alsace et de Lorraine, M. HACHETTE; Finances: M. HENRI ROY; Justice. — Services judiciaires, M. ANDRÉ LEBERT; Justice. — Services pénitentiaires, M. PROVOST-DUMARCHAIS; Affaires étrangères, M. SCHRAMECK; Intérieur, M. BABAUD-LACROZE; Guerre et défense des territoires d'Outre-Mer, M. ÉMILE SARI; Marine militaire, M. FARJON; Education nationale, M. JEAN PHILIP; Enseignement technique, M. CUMINAL; Beaux-Arts, M. MANUEL FOURCADE; Commerce et Industrie, M. TOURNAN; Air, M. LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER; Travail, M. JEAN VALADIER; Santé publique et Education physique, M. DELTHIL; Colonies, M. LANCIEN; Agriculture, M. CHAUVEAU; Travaux publics. — Personnel et frais généraux. — Routes et ponts. — Navigation. — Ports maritimes, M. FRANÇOIS MILAN; Travaux publics. — Forces hydrauliques et distributions d'énergie électrique. — Mines, M. CHAMPETIER DE RIBES; Travaux publics. — Chemins de fer, M. MARCEL RÉGNIER; Marine marchande, M. CHARABOT; Pensions, M. LOUIS LINYER; Algérie, M. HENRI LAUDIER; Monnaies et médailles, M. AUGUSTE MOUNIÉ; Imprimerie nationale, M. DENTU; Légion d'honneur, M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR; Service des Poudres, M. PUJES; Ecole centrale des arts et manufactures, M. CUMINAL; Postes, Télégraphes, Téléphones, M. PIERRE-ROBERT; Caisse nationale d'épargne, M. PIERRE-ROBERT.

Commission de l'hygiène, de l'assurance et de la prévoyance sociales (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 47). — MM. BOULLY, BROM, CHASSANG, CHAUVEAU, DARAGNEZ, DAUTHY, DORMANN, CHAUGOY, EVEN, FAUGÈRE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GADAUD, JUSTIN GODART, LOUIS GROS, LAVERGNE, LE GORGEU, LE PELLETIER, LISSAR, LOUBAT, MAROSELLI, RAYMOND MARTIN, MAUGER, FERNAND MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIREAUX, MIROUEL, ÉDOUARD NÉRON, NEYRET, OSTERMANN, ROLLAND DES ROTOURS, HENRI SELLIER, SIREYJOL, TURBAT, URBAN, JULES WOLFF. — La Commission a nommé: *Président*: M. FERNAND MERLIN; *Vice-Présidents*: MM. ROLLAND, DAUTHY; *Secrétaires*: MM. MAUGER, EVEN [*J. O.* du 6 février, p. 1577]. — M. EUGÈNE NICOLAS est nommé en remplacement de M. HENRI SELLIER [16 juin], p. 482. — M. CAUTRU est nommé en remplacement de M. DUDOUYT, décédé [12 novembre], p. 1516.

Commission de législation civile et criminelle (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 47). — MM. ROBERT BELMONT, BOUVIN-CHAMPEAUX, LÉON BON, HENRY BOURDEAUX, BRUNEL, ARMAND CALMEL, CHAMPETIER DE RIBES, PIERRE CHAUMIÉ, ALPHONSE CHAUMPEL, HENRY CHÉRON, COUCOUREUX, DE COURTOIS, DAUTHY, DESJARDINS, ULYSSE FABRE, ANDRÉ FALLIÈRES, MANUEL FOURCADE, GASNIER-DUPARC, GOIBAND, ALFRED GRAND, DE LA GRANDIÈRE, LE BAIL, LEFAS, LESACHÉ, LOUIS LINYER, LISBONNE, MAROSELLI, MAULON, GEORGES MAURICE, EUGÈNE NICOLAS, GEORGES PERNOT, CLÉMENT RAYNAUD, RENÉ RENOUIT, TONY REVILLON, LÉOPOLD ROBERT, VEYSSIÈRE. — La Commission a nommé: *Président*: M. DE COURTOIS; *Vice-Présidents*: MM. ARMAND CALMEL, BRUNEL; *Secrétaires*: MM. BOUVIN-CHAMPEAUX, ROBERT BELMONT [*J. O.* du 6 février, p. 1577]. — MM. PAUL JACQUIER et HENRY LÉMERY sont nommés en remplacement de MM. GASNIER-DUPARC et HENRY CHÉRON, décédé [16 juin], p. 482.

Commission de la marine (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 47). — MM. BABIN-CHEVAYE, ROBERT BELLANGER, LÉONUS BÉNARD,

BERGEON, COMTE DE BLOIS, LÉON BON, BRINGER, CABART-DANNEVILLE, DE CAMAS, RENÉ COTY, CUTTOLI, DELESALLE, J.-L. DUMESNIL, DUROUX, EVEN, GIORDAN, GUILLEMOT, RENÉ HÉRY, DE KERGUÉZEC, LE BAIL, LEBLANC, LE GORGEU, LÉMERY, LE MOIGNIC, MARTIN-BINACHON, JEAN ODIN, JEAN PAYRA, PERREAU, GEORGES PORTMANN, RIO, ÉMILE ROUSSEL, ROUX-FREISSINENG, STOURM, YVES TANGUY, VEYSSIÈRE, VILLAUT-DUCHESNOIS. — La Commission a nommé: *Président*: M. RIO; *Vice-Présidents*: MM. BERGEON, MARTIN-BINACHON; *Secrétaires*: MM. CABART-DANNEVILLE, EVEN [*J. O.* du 6 février, p. 1577]. — M. MARCEL PLAISANT est nommé en remplacement de M. LÉMERY [25 février], p. 133.

Commission des travaux publics (nommée le 4 février, *J. O.*, p. 47). — MM. AURAY, MAURICE BAUFLE, GASTON BAZILE, PAUL BERSEZ, ANTOINE BORREL, BRAISE, BRINGER, BRUGUIER, EUGÈNE CHANAL, COCHARD, CONNEVOT, LOUIS COUROT, DE COURTOIS, MARQUIS DE DION, DRIVET, LAURENT ÉYNAC, ANDRÉ FALLIÈRES, PAUL FLEUROT, GIANOTTI, PAUL JOURDAN, VICTOR JUDET, ABEL LEFÈVRE, YVES LE TROCQUER, J. LOUBET, DE LUDRE, MALSANG, CHARLES MEUNIER, MOLLARD MONSSERVIN, ALBERT OUVRE, PAGANON, PAVIN DE LAFARGE, PERREAU, PICHÉRY, THIBAUT, FRANÇOIS DE WENDEL. — La Commission a nommé: *Président*: M. MOLLARD; *Vice-Présidents*: MM. YVES LE TROCQUER, ANTOINE BORREL; *Secrétaires*: MM. ABEL LEFÈVRE, GASTON BAZILE [*J. O.* du 6 février, p. 1577]. — M. DE MONTI DE RÉZÉ est nommé membre en remplacement de M. DE LUDRE [17 mars], p. 302.

COMMISSIONS DIVERSES.

Commission consultative des séquestres de guerre. — Démission de M. LOUIS MICHEL. Fixation ultérieure de la date de l'élection [20 février], p. 124. — Résultat du scrutin: M. MIROUEL, élu [10 mars], p. 245.

Commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés. — MM. ACHILLE NAUDIN, GROS, SÈNÈS, ALEXANDRE ISRAËL sont nommés membres de cette commission (*J. O.* du 22 janvier, p. 977). — MM. JACQUES DUROUX et PAUL FLEUROT sont nommés membres de cette commission (*J. O.* du 24 janvier, p. 1090). — La Commission a nommé: *Président*: M. CUMINAL; *Vice-Présidents*: MM. LANCIEN, MARCEL DONON; *Secrétaire*: M. ROLLAND [*J. O.* du 31 janvier, p. 1419].

Commission d'études de la réforme des finances de Paris et de la Seine. — Communication de M. le Ministre de l'Intérieur relative à la désignation de deux membres du Sénat pour faire partie de la commission chargée de l'étude de la réforme pour 1937 des finances de la ville de Paris et du département de la Seine (MM. BRASSEAU et ANDRÉ MORIZET sont désignés) [10 décembre], p. 1582.

Commission d'examen de la législation sur la presse. — Voir RÉSOLUTIONS, 15.

Commission de l'outillage national. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à créer dans les départements une commission de perfectionnement de l'outillage national. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 855 [27 novembre], p. 1532.

Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole. — Lettre de M. le Ministre de l'Agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à la Commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole.

Fixation ultérieure de la date de l'élection [11 février], p. 88. — Résultat du scrutin: MM. CASSEZ et RAYNALDY, élus [27 février], p. 160.

Commission pour la recherche des abus. — M. CABART-DANNEVILLE est nommé membre en remplacement de M. TISSIER (J. O. du 19 février, p. 2061). — M. GARRIGOU est nommé membre en remplacement de M. DUPREY (J. O. du 21 février, p. 2131).

Commission des récompenses nationales. — M. MAURICE DORMANN est nommé membre de cette commission (J. O. du 24 janvier, p. 1090).

Commission de réforme de l'Etat. — MM. AIMÉ BERTHOD, GASNER-DUPARC et SAVIGNOL sont nommés membres de cette commission (J. O. du 24 janvier, p. 1090). — M. ALEXANDRE ISRAËL est nommé Vice-Président en remplacement de M. HENRY DE JOUVENEL, décédé (J. O. du 25 janvier, p. 1207). — MM. ABEL LÉFÈVRE, STEEG et TOURNAN sont nommés membres de cette commission (J. O. du 29 janvier, p. 1317). M. GADAUD est nommé membre de cette commission en remplacement de M. PAUL-BONCOUR (J. O. du 26 février, p. 2288).

Commission du règlement du Sénat. — MM. BERGEON, le GÉNÉRAL STUHL, LOUIS GROS, MONSSERVIN et NEUVILLE sont nommés membres de cette commission (J. O. du 24 janvier, p. 1090).

Commission relative au suffrage des femmes. — MM. ALFRED GRAND, GARRIGOU, EUGÈNE CHANAL, LÉON PERRIER, ARMAND CALMEL, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX sont nommés membres de cette commission en remplacement de MM. PAUL STRAUSS, VALIER, LOUIS MARTIN, MESSIMY, TISSIER, BRINDEAU (J. O. du 14 février, p. 1901). — MM. ALEXANDRE BACHELET et ANDRÉ FALLIÈRES sont nommés membres en remplacement de MM. JEAN DURAND, décédé, et MAURICE VIOLETTE (J. O. du 2 décembre, p. 12462).

Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes. — Lettre de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes [10 février], p. 68. — Résultat du scrutin: M. ANDRÉ MORIZET, élu [25 février], p. 140.

Commission supérieure des caisses d'épargne. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à la commission supérieure des caisses d'épargne. Fixation ultérieure de la date de l'élection [23 juin], p. 590. — Résultat du scrutin: MM. ANDRÉ LEBERT et CHASSAING, élus [10 juillet], p. 690.

Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations. — Lettre de M. le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la commission de surveillance de ladite caisse [10 février], p. 68. — Résultat du scrutin: M. DAMECOUR, élu [25 février], p. 140. — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1935 de cet établissement, n° 497 [30 juin], p. 634.

Commissions cantonales d'assistance. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi de finances du 28 février

1934, sur la composition des commissions cantonales d'assistance (N° 612, année 1934). Voir Table de 1934, p. 67. Vote de la question préalable [16 juillet], p. 701.

Commissions paritaires départementales. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création de commissions paritaires départementales chargées d'assurer au personnel des communes des salaires en rapport avec les nécessités de la vie. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 743 [11 août], p. 1202. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 770 [13 août], p. 1297.

COMMUNES. — Voir AMBIALET. — BENVILLE-DONCOURT. — CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE. — CHARRON. — ÉLECTRICITÉ. — FONCTIONNAIRES, 1. — MINES. — MONTALBA-LE-CHAPEAU. — ORGANISATION MUNICIPALE. — PETIT-FOUGERAY. — PLAN-DE-CUQUES. — PONT-D'AIN. — PRESTATION. — RADIODIFFUSION. — RÉSO-LUTIONS, 13. — SAINT-JEAN-DE-MONTS. — SAN GAVINO-DI-FIUMORBO. — SOLTERRE. — SOUAIN. — TRÉSORERIE.

COMMUNICATIONS. — Communication du télégramme du Lord Chancelier de la Chambre des Lords à l'occasion du décès de S. M. George V, Roi d'Angleterre [21 janvier], p. 28. — Lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître la constitution du bureau de la Chambre des Députés [21 janvier], p. 29. — Communication relative à la nomination des commissions générales (art. 15 du règlement). Fixation au mardi 4 février de la date de leur nomination. — Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 du règlement: Commission de comptabilité; Commission des pétitions; Commission des colonies. Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 bis du règlement: Commission des mines; Commission de Pair; Commission de l'Algérie; Commission des comptes définitifs. Communication relative à la nomination de la commission d'instruction de la cour de justice et à la désignation du vice-président chargé de présider la cour de justice en cas d'empêchement du président [21 janvier], p. 29, 31. — Lettres de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation: 1° d'un de ses membres au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels; 2° d'un de ses membres au comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne [28 janvier], p. 35. — Communication d'une lettre de M. Pierre Laval, élu Sénateur dans la Seine et dans le Puy-de-Dôme, faisant connaître son option pour le département du Puy-de-Dôme [28 janvier], p. 36. — Communication d'une lettre de M. Albert Sarraut, Président du Conseil, demandant la convocation du Sénat pour le 30 janvier [28 janvier], p. 31. — Communication de M. le Procureur général près la Cour de cassation relative au parquet de la cour de justice (Procureur général: M. Scherdlin; Avocats généraux: MM. Le Marc'Hadour et Sens-Olive) [4 février], p. 46. — Lettre de M. le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur, demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes [10 février], p. 68. — Lettre de M. le Président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et

consignations [10 février], p. 68. — Lettre de M. le Ministre de l'Agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. Fixation ultérieure de la date de l'élection [11 février], p. 88. — Lettre de M. le Ministre de l'Éducation nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation de quatre de ses membres au conseil national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions [6 mars], p. 214. — Lettre de M. le Président du Conseil demandant au Sénat de procéder à la désignation de six de ses membres au comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation générale de la région parisienne [17 mars], p. 301. — Lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître la constitution du Bureau de la Chambre des Députés [6 juin], p. 461. — Lettre de M. le Ministre de l'Éducation nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la caisse des recherches scientifiques et à la caisse nationale des sciences. Fixation ultérieure de la date de l'élection [9 juin], p. 467. — Lettre de M. le président du conseil d'administration de la caisse d'amortissement demandant au Sénat de procéder à la désignation du président du comité financier de la caisse d'amortissement. Fixation ultérieure de la date de l'élection [9 juin], p. 470. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Fixation ultérieure de la date de l'élection [11 juin], p. 472. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à la commission supérieure des caisses d'épargne. Fixation ultérieure de la date de l'élection [22 juin], p. 590. — Communication relative à la date nationale du 14 juillet [9 juillet], p. 671. — Transmission d'un télégramme de remerciements du Lord Chancelier de la Chambre des Lords [20 juillet], p. 722. — Communication d'une lettre de M. le Ministre des Affaires étrangères remerciements du gouvernement britannique [16 août], p. 1089. — Communication de M. le Ministre de l'Intérieur relative à la désignation de deux membres du Sénat pour faire partie de la commission chargée de l'étude de la réforme, pour 1937, des finances de la Ville de Paris et du département de la Seine (M. L. Brassens et M. André Morizot sont désignés) [10 décembre], p. 1582.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT. — M. Yvon Delbos, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'une communication au Gouvernement (Déclaration ministérielle), N° 20 [30 janvier], p. 42. — M. Flamand, *Ministre des Affaires étrangères*, donne lecture d'une communication au Gouvernement (Réaffirmation de la République) [10 mars], p. 235. — M. Edmond Raoul-Duval, *Ministre de la Défense nationale et de la Guerre*, Vice-Président du Conseil, donne lecture d'une communication au Gouvernement (Déclaration ministérielle), N° 411 [6 juin], p. 261. — M. Lion Blum, *Président du Conseil*, donne lecture d'une communication sur la politique extérieure du Gouvernement [23 juin], p. 592.

COMPAGNIE FRANCO-POLONAISE DES CHEMINS DE FER. — Voir EMERGENCES POLITIQUES.

COMPAGNIES DE NAVIGATION SUBVENTIONNÉES. — Voir MARINE MARCHANDE, I.

COMPLLOT.

— **communiste.** — Voir INTERPELLATIONS, 16.

— **contre la sûreté de l'Etat.** — Voir INTERPELLATIONS, 25.

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT. — Voir CRÉDITS, 4.

COMPTABILITE PUBLIQUE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la réforme de la comptabilité et du contrôle. Renvoi à la Commission des finances, N° 506 [30 juin], p. 638. Renvoi, pour avis, à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission des comptes définitifs [7 juillet], p. 659, 668. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 543 [9 juillet], p. 684. — M. Mauger dépose l'avis de la Commission des comptes définitifs, N° 578 [21 juillet], p. 722. — M. Maulion dépose l'avis de la Commission de la réforme de l'Etat, N° 586 [22 juillet], p. 782.

COMPTE DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL RELATIF A L'EXECUTION DES PROGRAMMES DE DEFENSE NATIONALE ET DE GRANDS TRAVAUX DESTINES A LUTTER CONTRE LE CHOMAGE. — Ouverture de crédits (art. 21). Rattachement par décret au compte des investissements en capital des autorisations de paiement données pour l'exercice 1937 par les lois des 6 et 7 juillet 1934 (art. 22). Répartition par décrets des crédits globaux ouverts au budget des finances pour l'application de la loi du 18 août 1936 relative aux grands travaux, et au budget de l'intérieur pour l'application de la loi du 8 avril 1935 sur l'organisation de la défense passive (art. 23). Engagement de dépenses au titre de la loi du 18 août 1936 (art. 24). Voies et moyens du compte spécial des investissements en capital (art. 25). Autorisation de report à l'exercice suivant des crédits qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice (art. 26). Report des crédits relatifs aux grands travaux destinés à combattre le chômage (art. 27) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

COMPTES DEFINITIFS.

— **des colonies.** — Voir COLONIES, 5, 6.
— **des protectorats.** — Voir MAROC. — TUNISIE.

CONCESSION D'UN TERRAIN AU GOUVERNEMENT DU CANADA. — Voir CIMETIERE DE VIMY.

CONCILIATION. — Voir CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL.

CONDUCTEURS NON PROPRIETAIRES DE LEUR VOITURE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la situation au regard de la législation du travail des conducteurs de voitures publiques qui ne sont pas propriétaires de leur voiture. Renvoi à la Commission du commerce, N° 204 [10 mars], p. 238. — M. Justin Godart dépose le rapport, N° 228 [12 mars], p. 251. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [12 mars], p. 252. — M. Louis Linÿer dépose l'avis de la Commission de législation, N° 308 [19 mars], p. 338. — 1^{re} délibération. Demande d'ajournement de la discussion: MM. de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Justin Godart, *Rapporteur*; Maxence Bibié, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail*. Adoption [20 mars], p. 385. — 1^{re} délibération. Observations de MM. Clamamus, de Courtois,

Lebas, *Ministre du Travail*. Renvoi de la délibération à la séance du 25 juin [9 juin], p. 467. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Observations de MM. Justin Godart, *Rapporteur*; Lebas, *Ministre du Travail*; Clamamus. Ajournement de la discussion du projet de loi [30 juin], p. 637.

CONFERENCE INTERNATIONALE DE LONDRES (Protection de la faune et de la flore en Afrique). — Voir CONVENTIONS, 19.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL (« Travail forcé ou obligatoire »). — Voir CONVENTIONS, 8.

CONFLIT ETHIOPIEN (Droits et intérêts de la France dans le). — Voir INTERPELLATIONS, 6.

CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL.

1 -- **Procédures de conciliation et d'arbitrage.** — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 870 [3 décembre], p. 1555. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [8 décembre], p. 1562. — M. Raynaldy dépose le rapport N° 881 [8 décembre], p. 1573. — M. Duroux, *Président de la Commission du commerce*, propose de tenir séance, vendredi 11 décembre pour discuter le projet de loi. MM. Duroux, Manuel Fourcade, Léon Blum, *Président du Conseil*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Anatole Manceau. Rejet, au scrutin. Inscription du projet à l'ordre du jour de la séance du mardi 15 décembre [10 décembre], p. 1580. — M. Clément Raynaud dépose l'avis de la Commission de législation N° 891 [15 décembre], p. 1602. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Demande d'ajournement par M. Lémery: MM. Lémery, Duroux, *Président de la Commission du commerce*; Manuel Fourcade, Léon Blum, *Président du Conseil*. Rejet, au scrutin. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Raynaldy, *Rapporteur de la Commission du commerce*; MM. Clément Raynaud, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*; Alexandre Millerand, Champetier de Ribes, Jean Philip, Louis Gros. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [15 décembre], p. 1603, 1611. Suite de la discussion. Art. 1^{er}: Contre-projet de MM. Pierre Chaumié et Loubat: MM. Pierre Chaumié, Raynaldy, *Rapporteur*; Mauger. Retrait. Observation de M. Duroux, *Président de la Commission du commerce*; MM. Albert Mahieu, Marx Dormoy, *Ministre de l'Intérieur*; Alexandre Millerand, Gautherot, Manuel Fourcade, Léon Blum, *Président du Conseil*. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Raynaldy, *Rapporteur*; Lebas, *Ministre du Travail*; Mauger, Veysière, Boivin-Champeaux. Adoption. Adoption de l'article. Art. 2: MM. Georges Pernot, Raynaldy, *Rapporteur*. Réserve. Art. 3: adoption. Art. 4: amendement de M. Maulion et de plusieurs de ses collègues: MM. Maulion, Raynaldy, *Rapporteur*; Bienvenu-Martin, Léon Blum, *Président du Conseil*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [17 décembre], p. 1625, 1635. — Suite de la discussion. Observation de M. Raynaldy, *Rapporteur*. Observations de MM. Duroux, *Président de la Commission du commerce*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Léon Blum, *Président du Conseil*. Suite de la discussion des articles (nouvelle rédaction). Art. 4 (suite): Retrait des

amendements proposés. Adoption de l'article. Art. 5, 6, 6 bis, 11: Retrait des amendements proposés. Adoption des articles. Art. 2 (précédemment réservé): MM. Manuel Fourcade, Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Adoption. Art. 13: Retrait des amendements proposés. Adoption de l'article. Art. 15: Amendement de M. Rio: MM. Rio, Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Adoption. Amendement de M. Alexandre Israël: M. Alexandre Israël. Non maintenu. Adoption de l'article modifié. Art. 16, 17, 18, 19, 20. Adoption. Amendement de M. Thibault: M. Thibault. Retrait. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 décembre], p. 1648. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation, N° 917 [24 décembre], p. 1706. — M. Raynaldy dépose le rapport N° 920 [24 décembre], p. 1719. — Fixation au samedi 26 décembre de la discussion du projet de loi ci-dessus [24 décembre], p. 1729. — M. Clément Raynaud dépose l'avis de la Commission de législation, N° 922 [26 décembre], p. 1744. — Discussion. Observation de M. de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Discussion générale: MM. Raynaldy, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Clément Raynaud, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*; Gautherot, Lémery, Jacquier. Art. 1^{er}: Amendement de M. Lémery: MM. Lémery, Raynaldy, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Manuel Fourcade, Babaud-Lacroze, de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Mauger, Bender, *Vice-Président de la Commission du commerce*. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Camille Reboul: MM. Camille Reboul, Raynaldy, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Dormann, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Damecour, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Observation de M. Mauger. Adoption de l'article. Art. 2. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Demande de suppression, par MM. Veysière et Georges Pernot: MM. Georges Pernot, Raynaldy, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Clément Raynaud, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*; Léon Blum, *Président du Conseil*. Amendement de M. Henry Merlin: MM. Henry Merlin; Clément Raynaud, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*; Léon Blum, *Président du Conseil*; Georges Pernot, Manuel Fourcade, Bender, *Vice-Président de la Commission du commerce*. Renvoi à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 décembre], p. 1744. Suite de la discussion. Art. 2 (nouvelle rédaction de la Commission) (suite): 1^{er} alinéa précédemment adopté. 2^e alinéa: MM. Raynaldy, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Clément Raynaud, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*; Léon Blum, *Président du Conseil*; Bender, *Vice-Président de la Commission du commerce*; Paul Laffont. Nouvelle proposition: MM. Bender, *Vice-Président de la Commission du commerce*; Raynaldy, *Rapporteur*. Observations de MM. Anatole Manceau, Raynaldy, *Rapporteur*; le comte Louis de Blois, Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption du 2^e alinéa. Adoption des 3^e, 4^e et 5^e alinéas. 6^e alinéa et dernier: Amendement de M. Robert Thoumyre: M. Robert Thoumyre. Retrait. Observations de MM. le comte Louis de Blois, Albert Sarraut. Rejet, au scrutin, de l'alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 3: demande de suppression, par

M. Armand Calmel: MM. Armand Calmel, Raynaldy, *Rapporteur*; Léon Blum, *Président du Conseil*; Bender, *Vice-Président de la Commission du commerce*. Rejet, au scrutin. Art. 3 (suite) (nouvelle rédaction de la Commission): 1^{er} alinéa. Adoption. Amendement de M. Pierre Chaumié. Adoption (devenant le 2^e alinéa). Adoption du dernier alinéa et de l'ensemble de l'article. Art. 4: Amendement de M. Lefas. MM. Lefas, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Observations de M. Léon Blum, *Président du Conseil*; Raynaldy, *Rapporteur*; Pierre Chaumié. Amendement de M. Betouille: MM. Manuel Fourcade, Léon Blum, *Président du Conseil*; Lesaché, Pierre Chaumié, Lisbonne. Non pris en considération. Adoption de l'article. Art. 5: Amendement de M. Champetier de Ribes: MM. Champetier de Ribes, Lesaché, Léon Blum, *Président du Conseil*; Raynaldy, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin, après pointage. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Léon Blum, *Président du Conseil*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Art. 6 et dernier: adoption. Explication de vote: M. Manuel Fourcade. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre], p. 1768. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation, N° 936 [30 décembre], p. 1912. — M. Raynaldy dépose et lit le rapport, N° 940. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de législation, par M. Clément Raynaud, N° 942. Articles modifiés par la Chambre des Députés: Art. 1^{er}: Amendement de MM. Camille Reboul et Sénés; MM. Camille Reboul, Mauger, Dormann, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4: Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Léon Blum, *Président du Conseil*; Raynaldy, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article et de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 1912. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1936 (J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 127).

2 — **Pouvoirs exceptionnels au Gouvernement.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Jacquier et Charles Dumont tendant à étendre les pouvoirs exceptionnels conférés au Gouvernement en matière de différends collectifs du travail par l'article 15, paragraphe 2, de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936. Renvoi à la Commission du commerce, N° 901 [18 décembre], p. 1648.

CONGE ANNUEL PAYE.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer un congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture. Renvoi à la Commission du commerce, N° 454 [12 juin], p. 476. — Demande de discussion immédiate. M. Robert Thoumyre dépose le rapport N° 463 [16 juin], p. 480. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Robert Thoumyre, *Rapporteur*; Léon Blum, *Président du Conseil*; Damecour, Lebas, *Ministre du Travail*. Art. 1^{er} (articles 54 f à 54 j du livre II du code du travail): 1^{er} alinéa: MM. Mar-

cel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*; Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption. Art. 54 f: adoption. Art. 54 g: Amendement de MM. Coucoureux et Monsservin: MM. Coucoureux, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Adoption de l'article. Articles 54 h, 54 i et 54 j. Adoption. Sur l'ensemble de l'article 1^{er}: M. Mario Roustan. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: MM. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*; Mauger; François-Saint-Maur, Beaumont, de Berny, Léon Blum, *Président du Conseil*; Lebas, *Ministre du Travail*; Louis Linyer. Amendement de M. Monsservin et plusieurs de ses collègues: MM. Monsservin, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Amendement de MM. Coucoureux et Leblanc: MM. Coucoureux, Léon Blum, *Président du Conseil*. Rejet, au scrutin. Sur l'article: MM. Leblanc, Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption, au scrutin, de l'article 2. Art. 3 et dernier: adoption. Observations de MM. Monsservin, Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 juin] p. 510. — Promulgation: Loi du 20 juin 1936 (J. O. du 26 juin, p. 6698).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant un congé annuel payé pour les travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (N° 22, année 1932). Retrait du projet de loi [16 juillet], p. 700.

CONNAISSANCE. — Voir CONVENTIONS, 3.

CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant institution, organisation et fonctionnement d'un conseil national économique. Renvoi à la Commission de la réforme de l'Etat, nommée le 3 juillet 1934, N° 58 [13 février], p. 100. — M. Maulion dépose le rapport, N° 114 [27 février], p. 144. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Maulion, *Rapporteur*; Jean Durand, Edouard Néron, Perreau, Paul-Boncour, *Ministre d'Etat*. Art. 1^{er} (Objet du Conseil national économique). Adoption. Art. 2 (Division du Conseil national économique en vingt sections professionnelles). Adoption. Art. 3 (Composition de la section professionnelle). Adoption. Art. 4 (Constitution par décret des sections professionnelles). Adoption. Art. 5 (Recensement des associations professionnelles). Adoption. Art. 6 (Constitution de l'assemblée générale du conseil général économique): MM. André Lebert, Paul-Boncour, *Ministre d'Etat*. Adoption des huit premiers alinéas. 9^e alinéa: Amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip, Maulion, *Rapporteur*; Paul-Boncour, *Ministre d'Etat*. Retrait. Adoption de l'alinéa. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article. Art. 7 (Durée du mandat des membres. — Convocation de l'assemblée générale). Adoption. Art. 8 (Attributions du Conseil national économique): MM. Henry Chéron, Le Pelletier, Maulion, *Rapporteur*; Gasnier-Duparc, Paul-Boncour, *Ministre d'Etat*; Aimé Berthod. Demande, par M. Perreau, du renvoi de l'article à la Commission. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Gasnier-Duparc: M. Gasnier-Duparc. Retrait. Adoption de l'article. Art. 9 (Audition du président du Conseil national économique par une commission parlementaire). Adoption. Art. 10 (Commission permanente du Conseil national économique). Adoption. Art. 11 (Entrée des ministres et sous-secretsaires d'Etat). Adoption. Art. 12 (Secrétaire général du Conseil national économique).

Adoption. Art. 13 (Règlement intérieur du Conseil national économique). Adoption. Art. 14 (Disposition transitoire). Adoption. Sur l'ensemble: M. Gautherot. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 mars], p. 216. — Promulgation: Loi du 19 mars 1936 (J. O. du 21 mars, p. 3186; Rectificatif: J. O. du 27 mars, p. 3453).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant la disposition transitoire de l'article 14 de la loi du 19 mars 1936 sur le Conseil national économique. Renvoi à la Commission de la réforme de l'Etat, N° 728 [10 août], p. 1184. — Demande de discussion immédiate [11 août], p. 1248. — M. Maulion dépose et lit le rapport, N° 766. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 août], p. 1264. — Promulgation: Loi du 20 août 1936 (J. O. du 22 août, p. 9074).

CONSEIL NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES. — Lettre de M. le Ministre de l'Education nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation de quatre de ses membres au Conseil national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions [6 mars], p. 214. — Résultats au scrutin: MM. Auguste Mounié, Gautherot, Charles Reibel, Léon Perrier, élus [7 juillet], p. 667.

CONSEIL SUPERIEUR D'HYGIENE PUBLIQUE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le paragraphe 4 de l'article 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, modifié par les lois des 29 janvier 1906, 25 novembre 1908 et 19 décembre 1921, relatif à la composition du conseil supérieur d'hygiène publique de France. Voir Table de 1935, p. 49. — M. Justin Godart dépose le rapport N° 241 [12 mars], p. 251. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [19 mars], p. 361. — Promulgation: Loi du 3 avril 1936 (J. O. du 4 avril, p. 3795).

CONSEIL SUPERIEUR DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels [28 janvier], p. 35. — Résultat du scrutin: M. Taurines, élu [13 février], p. 116.

CONSEILLERES MUNICIPALES. — Voir ORGANISATION MUNICIPALE, 2.

CONSEILLERS D'ETAT. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, augmentant le nombre des conseillers d'Etat en service extraordinaire. Renvoi à la Commission de législation, N° 765 [7 août], p. 1118. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — M. Ulysse Fabre dépose et lit le rapport N° 764. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Lefas. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 août], p. 1263. — Promulgation: Loi du 27 août 1936 (J. O. du 29 août, p. 9258).

CONSEILS GENERAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à retarder la date de la deuxième session ordinaire de 1936 des conseils généraux. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 713 [8 août], p. 1130. — Demande de discussion immédiate. M. Brasseur dépose et lit le rapport

N° 750. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 août], p. 1191 et 1213. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (*J. O.* du 14 août, p. 8747).

CONSEILS MUNICIPAUX. — Voir ALGÉRIE, 2.

CONSERVES

- de sardines. — Voir DOUANES, 52.
- de viandes. — Voir DOUANES, 61.

CONSTRUCTION D'IMMEUBLES. — Proposition de loi tendant à accorder au constructeur d'une maison, en vue de faciliter la construction d'immeubles, un délai déterminé pour faire connaître le nom de la personne dans l'intérêt de laquelle la maison a été construite (N° 688, année 1935). Voir Table de 1935, p. 50. Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

CONSTRUCTIONS NEUVES DE L'ÉTAT. — Voir TRAVAUX DE DÉCORATION.

CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL. — Voir CODE DU TRAVAIL, 3.

CONTRAVENTIONS DE SIMPLE POLICE. — Voir CODE PÉNAL, 3.

CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL. — Voir CODE DU TRAVAIL, 3.

CONVENTION AVEC LE CRÉDIT FONCIER (Avance de 3 milliards de francs). — Voir CRÉDIT FONCIER.

CONVENTIONS ET TRAITÉS.

1 — **Convention consulaire entre la France et la Lettonie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention consulaire signée à Riga le 20 janvier 1930, entre la France et la Lettonie. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 10 [21 janvier], p. 30. — M. Raynaldy dépose le rapport N° 245 [12 mars], p. 269. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 mars], p. 341. — Promulgation: Loi du 26 mars 1936 (*J. O.* du 29 mars, p. 3538).

2 — **Grande-Bretagne. — Exécution des jugements.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention pour l'exécution des jugements entre la France et la Grande-Bretagne, signée à Paris le 18 janvier 1934. Voir Table de 1935, p. 52. — Première délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Henry Chéron, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 février], p. 124. — Promulgation: Loi du 3 mars 1936 (*J. O.* du 10 mars, p. 2698).

3 — **Connaissance.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance, signée à Bruxelles le 25 août 1924. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 91 [25 février], p. 132. — M. Marcel Plaisant dépose le rapport N° 268 [13 mars], p. 285. — Première délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique: M. Rio, *Président de la Commission de la marine*. Adoption [19 mars], p. 342. — Promulgation: Loi du 9 avril 1936 (*J. O.* du 11 avril, p. 4003).

4 — **Traité avec l'Union des républiques soviétistes socialistes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des traité et protocole signés le 2 mai 1935 entre la France et l'Union des républiques soviétistes socialistes. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 122 [3 mars], p. 164. — M. Yves Le Trocquer dépose le rapport N° 152 [5 mars], p. 191. — Première délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Demande d'ajournement de la discussion par M. Henry-Haye: MM. Henry Bérenger, *Président de la Commission des affaires étrangères*; Henry-Haye. Retrait. Reprise, par M. Henry Lémery, de la demande d'ajournement de la discussion: M. Henry Lémery. Retrait. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Yves Le Trocquer, *Rapporteur*; Arnbruster, Gautherot, François-Saint-Maur, de La Grandière, Paul-Boncour, *Ministre d'État*, délégué permanent à Genève. Sur l'ensemble: MM. Desjardins, le comte Louis de Blois, Alexandre Millerand, Marcel Cachin, Jean Philip, James Hennessy, Monsservin, Maurice Baufte, Jacques-Louis Dumesnil, Provost-Dumarchais. Question de confiance. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [12 mars], p. 252. Promulgation: Loi du 16 mars 1936 (*J. O.* du 18 mars, p. 3034).

5 — **Analyse des vins.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la convention internationale conclue le 5 juin 1935 pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le commerce international. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 125 [3 mars], p. 164. — M. Cencelme dépose le rapport N° 227 [12 mars], p. 251. — M. Portmann dépose un avis de la Commission des affaires étrangères, N° 272 [13 mars], p. 295. — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 mars], p. 359. — Promulgation: Loi du 28 mars 1936 (*J. O.* du 1^{er} avril, p. 3619).

6 — **Convention d'établissement et de navigation avec le Canada.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention d'établissement et de navigation entre la France et le Canada, signée à Ottawa, le 12 mai 1933. Voir Table de 1934, p. 69. — M. Gasnier-Duparc dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport N° 130 [3 mars], p. 165. — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Gasnier-Duparc, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 239. — Promulgation: Loi du 1^{er} avril 1936 (*J. O.* du 2 avril, p. 3682).

7 — **Tchécoslovaquie. — Navigation aérienne.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation de ratifier le deuxième protocole, signé à Paris le 7 décembre 1933, additionnel à la convention franco-tchécoslovaque relative à la navigation aérienne, conclue à Prague le 26 mai 1925. Voir Table de 1935, p. 51. — Promulgation: Loi du 3 mars 1936 (*J. O.* du 10 mars, p. 2698).

8 — **« Travail forcé ou obligatoire ».** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification de la convention concernant le « travail forcé ou obligatoire » adoptée par la Conférence internationale du travail dans la quatorzième session, tenue à Genève du 10 au 28 juin 1930. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 212 [10 mars],

p. 238. — M. Raynaldy dépose un rapport n° 553 [10 juillet], p. 694. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [18 décembre], p. 1648.

9 — **Lithuanie. — Assistance judiciaire.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention entre la France et la Lithuanie relative à la protection et à l'assistance judiciaire signée à Paris le 9 mai 1928. Voir table de 1934, p. 68. M. François Labrousse dépose le rapport n° 263 [13 mars], p. 278. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars], p. 375. — Promulgation: Loi du 4 avril 1936 (*J. O.* du 5 avril, p. 3818).

10 — **Union postale universelle.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions et arrangements de l'Union postale universelle, signés au Caire, le 26 mars 1934. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission des finances, n° 352 [20 mars], p. 381. — M. Charles Dumont dépose le rapport n° 545 [9 juillet], p. 684. — M. Pierre-Robert dépose l'avis de la Commission des finances n° 606 [28 juillet], p. 931. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juillet], p. 981. — Promulgation: Loi du 27 octobre 1936 (*J. O.* du 29 octobre, p. 11274).

11 — **Lettres de change et billets à ordre.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification des conventions signées à Genève le 7 juin 1930, en vue de l'unification du droit en matière de lettres de change et de billets à ordre. Voir Table de 1935, p. 51. Promulgation: Loi du 8 avril 1936 (*J. O.* du 10 avril, p. 3946).

12 — **Chèques.** — Projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matières de chèques. Voir Table de 1935, p. 50. Promulgation: Loi du 8 avril 1936 (*J. O.* du 10 avril, p. 3947).

13 — **Arrangement commercial avec l'Union sud-africaine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à l'approbation de l'arrangement commercial entre la France et l'Union sud-africaine, intervenu par échange de lettres en date du 11 février 1935. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 408 [2 juin], p. 426. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 487 [25 juin], p. 610. — M. Portmann dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères. N° 575 [21 juillet], p. 722.

14 — **Statut international des réfugiés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative au statut international des réfugiés signée à Genève le 28 octobre 1933. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 421 [9 juin], p. 467. — M. Marcel Plaisant dépose le rapport N° 574 [21 juillet], p. 722. — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 août], p. 1193. — Promulgation: Loi du 20 octobre 1936 (*J. O.* du 21 octobre, p. 10962).

15 — **Immunités des navires d'État.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation: 1^o de la convention internationale

pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, signée à Bruxelles le 10 avril 1926; 2° du protocole additionnel à cette convention, signé à Bruxelles le 24 mai 1934. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 422 [9 juin], p. 467.

16 — **Films éducatifs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant approbation de la convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif, signée à Genève le 20 janvier 1934. Voir Table de 1935, p. 52. — M. Eugène Muller dépose un rapport au nom de la Commission de l'enseignement N° 517 [2 juillet], p. 650.

17 — **Suisse.** — **Assistance aux chômeurs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Suisse. Voir Table de 1934, p. 70. — M. Neyret dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 664 [4 août], p. 1018.

18 — **Expédition des imprimés par voie postale.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des arrangements conclus: 1° les 29 mai, 2 juin 1931, à Santiago-du-Chili, entre la France et la république du Chili; 2° le 19 octobre 1931, à Quito, entre la France et la république de l'Equateur; 3° le 16 novembre 1931, à Saint-Domingue, entre la France et la république dominicaine; 4° le 24 novembre 1931, à Port-au-Prince, entre la France et la république d'Haïti; 5° le 26 avril 1932, à San-José de Costa-Rica, entre la France et la république de Costa-Rica; 6° le 23 avril 1932, à Buenos-Aires, entre la France et la république Argentine; 7° le 27 juillet 1932, à Lima, entre la France et la république du Pérou; 8° les 4 mars 1932, 11 février 1936, à Montévidéo et à Paris, entre la France et la république orientale de l'Uruguay; arrangements concernant les conditions d'expédition des imprimés par la voie postale entre la France et les huit pays intéressés. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 854 [12 novembre], p. 1528.

19 — **Protection de la faune et de la flore en Afrique.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale pour la protection de la faune et de la flore en Afrique, adoptée par la conférence internationale de Londres, le 8 novembre 1933. Voir Table de 1935, p. 52. — M. Lucien Saint dépose le rapport N° 916 [24 décembre], p. 1707.

20 — **Accords franco-allemands sur la Sarre.** — Voir DOUANES, 38.

21 — **Zone frontalière luxembourgeoise.** — **Pommes de terre: droit de douane spécial.** — Voir DOUANES, 43.

22 — **Conventions internationales pour la protection des droits des auteurs.** — Voir DROITS D'AUTEUR, 3.

COOBLIGES AU PAYEMENT EN CAS DE FAILLITE OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE. — Voir FAILLITE.

COOPERATIVES AGRICOLES ET COOPERATIVES DE CONSOMMATION (Unions de). — Proposition de loi de M. Eugène Chanal, tendant à faciliter la création d'unions de coopératives agricoles et de coopératives de consommation en vue de l'abaissement du coût de la vie. Voir année 1931. — Promulgation: Loi du 26 août 1936 (J. O. du 28 août, p. 9211).

COOPERATIVES VINICOLES PRODUISANT DU VIN DE CEPAGES PROSCRITS. — Voir VINS, 2.

COORDINATION DU RAIL ET DE LA ROUTE. — Voir INTERPELLATIONS, 5.

COORDINATION DU RAIL ET DE LA VOIE NAVIGABLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 15 mai 1934 relatif à la coordination du rail et de la voie navigable. Voir Table de 1935, p. 52. — Promulgation: Loi du 30 mars 1936 (J. O. des 30 et 31 mars, p. 3587).

COPROPRIETE DES IMMEUBLES DIVISES PAR APPARTEMENTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements. Voir Table de 1934, p. 70. — M. Louis Linÿer dépose, au nom de la Commission de législation le rapport N° 467 [16 juin], p. 481. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [30 juin], p. 636.

COPROPRIETE DE PAQUEBOTS. — Voir MARINE MARCHANDE, 2.

COQUILLAGES DE NACRE. — Voir DOUANES, 59.

CORDES HARMONIQUES. — Voir DOUANES, 28.

CORPS GRAS. — Voir TAXE UNIQUE.

CORSE. — Voir DOUANES, 14.

COSTA-RICA. — Voir CONVENTIONS, 18.

COTE D'IVOIRE. — Voir DOUANES, 54.

COTES FONCIERES. — Voir DÉGRÈVEMENT.

COTON. — Prorogation de la perception du droit spécial prévu par la loi du 31 mars 1927 sur les importations de coton (art. 9) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

COUR D'APPEL D'ALGER. — Voir ALGÉRIE, 5.

COUR DES COMPTES. — Dépôt du rapport de la Cour des comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées en 1935 [20 mars], p. 374.

COUR DE JUSTICE. — Communication de M. le procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice (procureur général: M. Scherdlin; avocats généraux: MM. Le Marc'Hadour et Sens-Olive) [4 février], p. 46. — Résultat du scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la cour de justice en cas d'empêchement du président (M. Lucien Hubert, élu) [4 février], p. 48. — Communication de M. le procureur général de la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice (M. Caous, procureur général près la cour de justice en remplacement de M. Scherdlin) [5 novembre], p. 1461.

COUR DE JUSTICE (Commission d'instruction). — Résultat du scrutin pour la nomination des neuf membres de la Commission d'instruction de la cour de justice (MM. Henry Merlin, Alfred Grand, Armand Calmel, Monsservin, André Morizet, Lisbonne, Manuel Fourcade, Maurice Viollette et Gautherot, élus). Résultat du scrutin pour la nomination des cinq membres sup-

pléants de la Commission d'instruction de la cour de justice (MM. de Courtois, Garnier-Duparc, Henry Bourdeaux, Louis Linÿer et Boivin-Champeaux, élus) [4 février], p. 47.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le renouvellement, pour une durée de cinq ans, de l'adhésion de la France à la juridiction de la Cour permanente de justice internationale telle qu'elle est décrite à l'article 36 du statut. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 211 [10 mars], p. 238. — M. René Renoult dépose le rapport, N° 264 [13 mars], p. 285. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 mars], p. 341. — Promulgation: Loi du 28 mars 1936 (J. O. du 1^{er} avril, p. 3618).

COURS COMPLEMENTAIRES. — Voir EX-SEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

CREANCES COMMERCIALES BLOQUEES A L'ETRANGER. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la mobilisation des créances commerciales bloquées à l'étranger. Renvoi à la Commission des finances, N° 634 [31 juillet], p. 989. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [3 août], p. 1016. — M. Fourcade dépose le rapport, N° 749 [11 août], p. 1213. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Manuel Fourcade, *Rapporteur*. Avis de M. Jean Bosc lu, au nom de la Commission des douanes, par M. Edouard Néron, N° 786. Art. 1^{er}: Amendements de M. Jean Bosc. Adoption. Sur l'article: M. Corbedine. Amendement de M. Justin Godart et plusieurs de ses collègues. Non soutenu. Adoption de l'article. Art. 2: M. Manuel Fourcade, *Rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Art. 3 et 4: adoption. Article additionnel proposé par M. Jean Bosc: M. Manuel Fourcade, *Rapporteur*. Rejet. Adoption des articles suivants et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1302. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif à la mobilisation des créances commerciales bloquées à l'étranger. Renvoi à la Commission des finances, N° 801 [13 août], p. 1349. — M. Manuel Fourcade dépose et lit le rapport, N° 812. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article 2, modifié par la Chambre des Députés, et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1359. — Promulgation: Loi du 19 août 1936 (J. O. du 20 août, p. 8994).

CREANCES COMMERCIALES GARANTIES PAR L'ETAT. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la mobilisation des créances commerciales garanties par l'Etat. Renvoi à la Commission des finances, N° 633 [31 juillet], p. 989. Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [4 août], p. 1016. M. Fourcade dépose le rapport, N° 748 [11 août], p. 1213. Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Manuel Fourcade, *Rapporteur*. Avis de M. Jean Bosc lu, au nom de la Commission des douanes, par M. Edouard Néron, N° 783. Art. 1^{er}: Amendement de M. Edouard Néron: MM. Edouard Néron, Joseph Caillaux,

Président de la Commission des finances; Manuel Fourcade, Rapporteur; Spinasse, Ministre de l'Economie nationale. Rejet. Adoption de l'article. Adoption des articles suivants et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1299. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la mobilisation des créances commerciales garanties par l'Etat. Renvoi à la Commission des finances. N° 800 [13 août], p. 1349. — M. Manuel Fourcade dépose et lit le rapport, N° 813. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article 1^{er}, modifié par la Chambre des Députés, et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1360. — Promulgation: Loi du 18 août 1936 (J. O. du 20 août, p. 8993).

CREANCES DE L'ETAT. — Mesures tendant à améliorer le recouvrement des créances de l'Etat (art. 59) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

CREANCES DE L'ETAT (Article 137 de la loi de finances de 1933). — Voir CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT.

CREANCES INTERESSANT LES COLONIES (Recouvrement des). — Voir COLONIES, 2.

CREATIONS D'EMPLOIS. — Création et transformation d'emplois autorisés (art. 52) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

CREDIT AGRICOLE (Prêts à moyen terme). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Laffont relative aux conditions de réalisation des prêts à moyen terme du crédit agricole. Renvoi à la Commission des finances, N° 28 [4 février], p. 46. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [6 février], p. 52. — M. Chauveau dépose le rapport N° 309 [19 mars], p. 338. — M. Dormann dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 879 [8 décembre] p. 1573.

Voir RÉSOLUTIONS, 4.

CREDIT AU PETIT ET MOYEN COMMERCE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation du crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie. Renvoi à la Commission des finances, N° 611 [29 juillet], p. 959. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 735 [11 août], p. 1191. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — Discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Abel Gardey. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Abel Gardey, Rapporteur général de la Commission des finances. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1253. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (J. O. du 14 août, p. 8746).

CREDIT FONCIER. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Ministre des Finances à passer avec le Crédit foncier de France une convention comportant une avance de trois milliards de francs sur les ressources de la trésorerie. Renvoi à la Commission des finances, N° 832. Demande de discussion immédiate [1^{er} octobre], p. 1446. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 837. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: Renvoi à la Commission de l'administration. Adoption, au scrutin, de

l'ensemble du projet de loi [1^{er} octobre], p. 1449. — Promulgation: Loi du 1^{er} octobre 1936 (J. O. du 2 octobre, p. 10405).

CREDIT MARITIME. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 26 juillet 1933 sur le crédit maritime. Renvoi à la Commission de la marine, N° 614 [30 juillet], p. 965. — M. Rio dépose le rapport N° 626 [30 juillet], p. 965. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [6 août], p. 1090. — Promulgation: Loi du 26 août 1936 (J. O. du 28 août, p. 9211).

CREDIT MUNICIPAL (Commis du). — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 1.

CREDIT DE LA NATION. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abrogation de la loi du 12 février 1924 réprimant les atteintes au crédit de la nation. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des finances, N° 677 [5 août], p. 1046. — M. Georges Maurice dépose le rapport N° 730 [11 août], p. 1191. Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1248. — Discussion des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1319. — Promulgation: Loi du 18 août 1936 (J. O. du 20 août, p. 8989).

CREDIT AU TRAVAIL ET A L'ARTISANAT. — Voir CAISSE NATIONALE.

CREDITS.

1 — **Crédit extraordinaire de 28.500.000 francs. — Inondations du Sud-Est en 1935.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 50.500.000 fr., pour « Subventions et secours destinés à la réparation des dommages causés et à la reconstitution des capitaux détruits par les inondations survenues dans la région du Sud-Est au cours des mois d'octobre 1935. Voir Table de 1935, p. 54. — M. Abel Gardey, dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 16 [28 janvier], p. 36. — Discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, Rapporteur général; Jean Bose, Cuminal, Antoine Borrel, Chauveau, Gaston Bazile, André Beauguitte, Sous-Secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur; Joseph Caillaux, Président de la Commission des finances. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 28.500.000 fr. pour subventions et secours destinés à la réparation de dommages causés et à la reconstitution de capitaux détruits par les inondations survenues dans la région du Sud-Est au cours des mois de novembre et de décembre 1935* » [6 février], p. 53. — Promulgation: Loi du 27 février 1936 (J. O. du 4 mars, p. 2490).

2 — **Crédits supplémentaires sur l'Exercice 1935. — Approbation de décrets.**

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1935 au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Voir Table de 1935, p. 53. —

M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 24 [30 janvier], p. 43. Discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 février], p. 52. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1935 au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances N° 44. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 47. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er}: Etat A; Affaires étrangères: Chap. C et Z bis: adoption. Marine militaire: Chap. 20: adoption. Education nationale: Chap. 158 bis: adoption. Colonies: Chap. 30 bis: adoption. Agriculture: chap. 100: adoption. Adoption de l'ensemble de l'art. 1^{er}: art. 2, 6 bis, 6 ter, 7 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 70. — Promulgation: Loi du 10 février 1936 (J. O. des 10 et 11 février, p. 1746; Rectificatif: J. O. du 22 février, p. 2154).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1935 au titre du Budget général et des Budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 43 [10 février], p. 69. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 46. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Observations de M. Marcel Régnier, Ministre des Finances. Art. 1^{er}. Etat A. Finances: Chap. 2, 19, 29, 20 ter, 32, 127, 143, 150, 172, 176, 177, 186 et 181: adoption. Services judiciaires: Chap. 27 et 28: adoption. Services pénitentiaires: Chap. 17, 21, 24: adoption. Affaires étrangères: Chap. 30 et 50: adoption. Intérieur: Chap. 33, 41 et 51: adoption. Guerre: Chap. 26, 48 bis et 79: adoption. Défense des territoires d'outre-mer: Chap. 24, 25 et 30: adoption. Marine militaire: Chap. 26 et D: adoption. Education nationale: Chap. 27 bis, 76, 113 et 124: adoption. Enseignement technique: Chap. 52: adoption. Beaux-arts: Chap. 28: adoption. Commerce et industrie: Chap. 19 et 20: adoption. Air: Chap. 6, 60 et 106: adoption. Travail: Chap. 13, 20, 21 et 40: adoption. Santé publique et éducation physique: Chap. 15 et 52: adoption. Colonies: Chap. 9, 39, et 40: adoption. Travaux publics: Chap. 54, 59, 106, 110, 111, 112, 115, 116 et 117: adoption. Marine marchande: Chap. 29, 33 et 36: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 à 16 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 70. — Promulgation: Loi du 10 février 1936 (J. O. des 10-11 février, p. 1746).

3 — **Régularisation de crédits (Exercice 1935).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 135 [3 mars], p. 181. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 222 [12 mars], p. 251. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 340. — Promulgation: Loi du 27 mars 1936 (J. O. du 28 mars, p. 3501).

4 — Composition du Gouvernement.

1° — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits, sur l'Exercice 1936, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement. Renvoi à la Commission des finances, N° 136 [3 mars], p. 181. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 221 [12 mars], p. 251. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 339. — Promulgation: Loi du 27 mars 1936 (J. O. du 29 mars, p. 3538).

2° — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1936 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement. Renvoi à la Commission des finances, N° 550 [10 juillet], p. 690. — M. Gardey dépose le rapport N° 558 [16 juillet], p. 701. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juillet], p. 918. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1936 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement. Renvoi à la Commission des finances, N° 674 [4 août], p. 1042. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 751. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 6: rejet. Art. 7: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [11 août], p. 1213. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (J. O. du 14 août, p. 8730).

5 — **Crédit de 6.500.000 francs. — Ecole de Joinville-le-Pont.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la reconstruction de l'école supérieure d'éducation physique de Joinville-le-Pont et portant ouverture, au Ministre de la Santé publique et de l'Éducation physique, sur l'Exercice 1935, d'un crédit de 6.500.000 fr. Voir Table de 1935, p. 53: M. Delthil dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 155 [5 mars], p. 191. Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi: « *Projet de loi autorisant la reconstruction de l'école supérieure d'éducation physique de Joinville-le-Pont et portant ouverture, au Ministre de la Santé publique et de l'Éducation physique, sur l'Exercice 1935, d'un crédit de 6.500.000 fr.* » [13 mars], p. 278. — Promulgation: Loi du 30 mars 1936 (J. O. du 1^{er} avril, p. 3622).

6 — **Crédit de 80.142 fr. — Musée des arts décoratifs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture au Budget du Ministère de l'Éducation nationale (section Beaux-Arts) d'un crédit de 80.142 fr. destiné à permettre l'accroissement et la protection des collections du musée des arts décoratifs. Renvoi à la Commission des finances, N° 300 [19 mars], p. 337. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Manuel Fourcade, N° 391. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [20 mars], p. 411. — Promulgation: Loi du 24 mars 1936 (J. O. des 30 et 31 mars, p. 3587).

7 — Crédits supplémentaires. — Exposition internationale de 1937.

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir, au Ministre du Commerce et de l'Industrie, des crédits supplémentaires pour le versement de la contribution de l'État aux dépenses entraînées par la participation des services publics à l'Exposition internationale de Paris 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 302 [19 mars], p. 338. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Tournan, N° 389. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Auguste Mounié. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 409. — Promulgation: Loi du 26 mars 1936 (J. O. du 28 mars, p. 3500).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre du Commerce des crédits supplémentaires pour l'organisation de l'Exposition internationale de Paris 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 156 [12 août], p. 1248. — Demande de discussion immédiate [13 août], p. 1297. — M. Tournan dépose et lit le rapport, N° 794. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. André Morizet, Paul Bastid, *Ministre du Commerce*; Edouard Néron, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Léon Blum, *Président du Conseil*. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article modifié. Adoption des articles suivants et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1323. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre du Commerce des crédits supplémentaires pour l'organisation de l'Exposition internationale de Paris 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 804 [13 août], p. 1356. — M. Tournan dépose et lit le rapport, N° 814. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article 2, modifié par la Chambre des Députés, et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1360. — Promulgation: Loi du 16 août 1936 (J. O. du 20 août, p. 8822).

8 — **Crédit extraordinaire de 37.500.000 francs. — Réparation de dommages au domaine public.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 50 millions de francs pour la réparation des dommages causés au domaine public par les calamités publiques de 1933, 1934, 1935 et janvier, février, mars 1936, à l'exception de ceux visés par la loi du 27 février 1936 concernant la région du Sud-Est. Renvoi à la Commission des finances, N° 303 [19 mars], p. 338. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Babaud-Lacroze, N° 373. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Amendement de MM. Payra et Pézières à l'intitulé du projet de loi: MM. Jean Zay, *Sous-Secrétaire à la Présidence du Conseil*; Pézières. Retrait. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 37.500.000 fr. pour la réparation des dommages causés au domaine public par les inondations et avalanches de 1933, 1934, 1935 et janvier 1936 dans les*

régions autres que celles visées par le projet de loi concernant la région du Sud-Est » [20 mars], p. 394. — Promulgation: Loi du 7 avril 1936 (J. O. du 8 avril, p. 3891).

9 — **Crédit extraordinaire de 15 millions. — Secours aux sinistrés nécessiteux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 20 millions de francs pour « *secours destinés aux sinistrés nécessiteux victimes des calamités publiques depuis le 1^{er} janvier 1933* ». Renvoi à la Commission des finances, N° 304 [19 mars], p. 338. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport par M. Babaud-Lacroze, N° 374. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Gaston Bazile, Jean Rose, Antoine Borrel, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Marcel Régnier, *Ministre des Finances*. Art. 1^{er}. Amendement de MM. Payra et Pézières. Retrait. Adoption de l'article. Art. 2 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 15 millions de francs pour secours destinés aux sinistrés nécessiteux victimes des calamités publiques depuis le 1^{er} janvier 1933* » [20 mars], p. 395. — Promulgation: Loi du 1^{er} avril 1936 (J. O. du 5 avril, p. 3818).

10 — **Crédits supplémentaires. — Exposition internationale d'aviculture de Leipzig.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur le budget de l'agriculture pour l'exercice 1936 en vue de faire face aux frais de participation de la France au congrès et à l'exposition internationale d'aviculture de Leipzig en 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 426 [9 juin], p. 468. — M. Chauveau dépose le rapport, N° 490 [30 juin], p. 631. — Demande de discussion immédiate [30 juin], p. 635. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 645. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1936 (J. O. du 8 juillet, p. 7098).

11 — **Crédit de 3 millions de francs. — Rassemblement de Verdun.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre des Pensions, d'un crédit de trois millions de francs destiné à l'organisation et à la réalisation du rassemblement de Verdun, des 12 et 13 juillet 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 494 [30 juin], p. 631. — M. Hervey dépose le rapport, N° 530 [7 juillet], p. 667. — Discussion. Observations de MM. Hervey, *Rapporteur*, et Albert Rivière, *Ministre des Pensions*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [10 juillet], p. 689. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (J. O. du 16 juillet, p. 7394).

12 — **Défense nationale.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, pour les besoins de la défense nationale, sur le fonds d'armement, d'outillage et d'avance sur travaux. Renvoi à la Commission des finances, N° 547 [10 juillet], p. 688. — M. Gardey dépose le rapport, N° 559 [16 juillet], p. 701. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juillet], p. 919. — Promulgation: Loi du 8 août 1936 (J. O. du 9 août, p. 8546).

13 — **Crédits supplémentaires sur l'Exercice 1936.** — **Approbation de décrets.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936, au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 551 [10 juillet], p. 694. — M. Abel Gardey dépose le rapport, N° 569 [16 juillet], p. 711. — Déclaration de l'urgence [24 juillet], p. 888. — Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Marcel Régnier, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Vote du passage à la discussion des articles [28 juillet], p. 920. — Suite de la discussion. Discussion des articles. Art. 1^{er}: MM. Mauger, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Paul Lafont, François-Saint-Maur, Beaumont, Sigrist, Joseph Faure. — Etat A. — **Présidence du Conseil.** Chap. 6, 7 et 16 (*Conseil national économique. Indemnité de résidence*). Amendements de M. Jean Valadier: MM. Jean Valadier, Charles Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Chap. 19, 20. Adoption. **Finances.** Chap. 2, 31 bis, 34, 67, 76, 97, 116, 152, 154, 155, 156, 160, 161, 167, 170, 172, 177: Adoption. **Services judiciaires.** Chap. 5, 7, 9 bis, 10 bis, 16: adoption. **Affaires étrangères.** Chap. 1, 5, 10, 11, 30: adoption. **Intérieur.** Chap. 1^{er} (*Administration centrale*): MM. Bergeon, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Chap. 23, 56: adoption. **Guerre.** Chap. 7, 14 à 18, 24, 29, 33, 41, 59, 68: adoption. **Défense des territoires d'outre-mer.** Chap. 3 à 7, 19, 21, 29, 30, 35 à 39, 51, 58, 59, 67, 68: adoption. **Marine militaire.** Chap. 1^{er}, 3, 5, 12 à 14, 18, 45, 46: adoption. **Education nationale.** Chap. 1^{er}, 3, 14, 20, 63, 77, 117, 124, 132, 151, 157 bis: adoption. **Enseignement technique.** Chap. 16: adoption. **Beaux-arts.** Chap. 51 (*Erection des monuments des victoires de la Marne*): M. Henry Merlin. Adoption. **Commerce et industrie.** Chap. 12 (*Expositions, foires et congrès*): Amendement de M. Joseph Faure: MM. Joseph Faure, Beaumont, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Chap. 17: adoption. **Air.** Chap. 14, 24, 32, 34, 37, 55, 61, 62, 63: adoption. **Santé publique et éducation physique.** Chap. 2, 5 à 7, 12, 13, 16, 18, 30, 31, 51, 84, 84 bis: adoption. **Colonies.** Chap. 41 bis, 45, 47, 49 à 54, 56, 57, 59, 61: adoption. **Agriculture.** Chap. 1^{er} (*Traitements du ministre et personnel de l'administration centrale*): M. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chap. 2, 3: adoption. Chap. 61 (*Répression des fraudes*): Amendement de M. Marcel Donon: MM. Joseph Faure, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Adoption du chapitre. Chap. 80, 87: adoption. Chap. 100 bis (*Expositions forestières*): Amendement de M. Edouard Néron: MM. Edouard Néron, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Chap. 110 (*Chasses non affermées*): MM. Eugène Milliès-Lacroix, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. **Travaux publics.** Chap. B, C, D, 3, 47, 53, 59, 78, 82. Adoption. **Marine marchande.** Chap. 23: adoption. Chap. 30 bis: Mémoire. **Pensions.** Chap. 11: adoption. Chap. 18 bis (*Inauguration du monument de Vimy*): Amendement de

M. Jean Taurines. Retrait. Adoption du chapitre. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (état B) et 3: adoption. **Service des Poudres.** Art. 4: MM. Paul Lafont, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 5: adoption. Art. 6 bis (*Bouilleurs de cru*) (disjoint par la commission): Amendement de MM. Boivin-Champeaux, le comte d'Harcourt et Cautru: MM. Boivin-Champeaux, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Leblanc, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Retrait. Art. 7 et 8: adoption. Art. 9, 10 et 11 (*Services d'Alsace et de Lorraine*). Disjonction. Art. 12 et 12 bis: adoption. Art. 13 (*Cadres de l'armée de l'air*). Disjonction. Art. 14: adoption. Art. 15 (*Cadres du personnel de la caisse de crédit agricole*) (disjoint par la Commission): Amendement de M. Marcel Donon: MM. Joseph Faure, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Rejet. Art. 16, 17 (état C), 18: adoption. Sur l'ensemble: MM. Henri Laudier, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Hachette, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Mauger. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juillet], p. 940. — (2^e vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936 au titre du Budget général, et des Budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 673 (Urgence déclarée) [4 août], p. 1012. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 695 [7 août], p. 1098. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Art. 1^{er}. Etat A. **Présidence du conseil (Services d'Alsace et de Lorraine).** Chap. 19, 20 et 28: réservés. **Finances.** Chap. 65, 66 et 137 bis: adoption. **Services pénitentiaires et éducation surveillée.** Chap. 11: adoption. **Intérieur.** Chap. 50 (*Catapultes publiques*): MM. Turbat, Babaud-Lacroze, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. **Marine militaire.** Chap. 10, 11 et 12: adoption. **Education nationale.** Chap. 1^{er} (*Personnel de l'administration centrale*): MM. Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chap. 23, 63, 67, 71, 73 et 76: adoption. Chap. 85 (*Inspecteurs de l'enseignement primaire*): Amendement de MM. Eugène Milliès-Lacroix, Victor Lourties et Daraignez tendant au rétablissement du crédit voté par la Chambre des Députés: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Chap. 100, 104, 105, 116, 117, 120 et 123: adoption. **Enseignement technique.** Chap. 14: adoption. **Commerce et industrie.** Chap. 12 ter (*Exposition internationale de Paris 1937*): Amendement de MM. Joseph Faure et Edouard Néron tendant au rétablissement du crédit voté par la Chambre des Députés: MM. Edouard Néron, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Faure, Herve, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Sigrist, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Retrait. **Air.** Chap. 11 et 18: adoption. **Travail.** Chap. 53: adoption. **Santé publique et éducation physique.** Chap. 51: réservé. **Agriculture.** Chap. 24 et 25: réservés. Chap. 38 bis et 61: adoption. Chap. 80 (*Hydraulique et génie rural*): M. Mauger. Adoption. Chap. 100:

adoption. **Travaux publics.** Chap. E et 90: adoption. **Pensions.** Chap. 18 bis: adoption. Vote sur l'ensemble de l'art. 1^{er} réservé. Art. 2 (état B): adoption. Art. 2 bis: rejet. Art. 2 ter et 2 quater: adoption. Art. 2 quinquies: MM. François-Saint-Maur, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Eugène Milliès-Lacroix. Adoption. Art. 2 sexes: M. Toy-Riont. Adoption. Art. 2 septies (rejeté par la Commission): Amendement de M. Joseph Faure tendant au rétablissement de l'article: MM. Joseph Faure, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 3, 3 bis, 3 ter, 3 quater, 3 quinquies: adoption. Art. 7 bis (disjoint par la commission): Amendement de MM. Gaston Bazile et Jean Taurines tendant au rétablissement de l'article: MM. Gaston Bazile, Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Robert Thoumyre. Rejet. Art. 7 ter, 7 quater, 7 quinquies: adoption. Art. 9: MM. Eugène Muller, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; le général Stuhl, François de Tesson, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*. Adoption. **Présidence du Conseil (Services d'Alsace et de Lorraine).** Chap. 19, 20 et 26 précédemment réservés: adoption. art. 10: disjonction. Art. additionnel 10 bis proposé par M. Milliès-Lacroix: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Disjonction. Art. 11: disjonction. Art. 13. Amendement de M. Maroselli, Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*, Pierre Cot, *Ministre de l'air*. Adoption. Art. 14 bis: M. François-Saint-Maur. Adoption. **Santé publique.** Chap. 51 précédemment réservé: adoption. Art. 15 (disjoint par la commission): Amendement de M. Joseph Faure et de plusieurs de ses collègues tendant au rétablissement de l'article: MM. Joseph Faure, Victor Lourties, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Neuville. Rejet. Art. 15 bis (disjoint par la commission): Amendement de MM. Lisbonne, Fabre et Gros tendant au rétablissement de l'article: MM. Lisbonne, François-Saint-Maur, de Courtois. Adoption. Art. 15 ter (disjoint par la commission): Amendements: 1° de MM. Yves Le Trocquer, Charles Meunier et Robert Thoumyre; 2° de M. Harent, tendant au rétablissement de l'article: MM. Harent, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Yves Le Trocquer. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur les amendements de M. Yves Le Trocquer et de M. Harent. Adoption. Art. 17 (état C): adoption. **Agriculture:** Chap. 24 et 25 précédemment réservés: adoption. Art. 1^{er} précédemment réservé: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 août], p. 1134. — (3^e vote). Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936 au titre du Budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 732 (urgence déclarée) [11 août], p. 1191. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 790. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}. Etat A. **Finances:** chap. 81 et 124 réservés. **Commerce et industrie:** chap. 12 ter. Mémoire. Vote sur l'ensemble de l'article 1^{er} réservé. Art. 2 bis: MM. Manuel Fourcade, Abel

Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 7 bis: M. Gaston Bazile. Adoption. Art. 7 *sexies, septies et octies*: adoption. Finances. Chap. 81 et 124: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 7 *novies* (nouveau): adoption. Art. 10 (disjoint par la commission): Amendement de M. André Morizet tendant au rétablissement de l'article: MM. André Morizet, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 11 (disjoint par la commission): Amendement de M. André Morizet tendant au rétablissement de l'article. Adoption de l'article modifié. Art. 11 bis: M. Eugène Milliès-Lacroix. Adoption. Art. 11 *ter* et 15: adoption. Art. 15 *quater*: disjonction. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1312. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (*J. O.* du 14 août, p. 8738; *Erratum: J. O.* du 15 août, p. 8805; *Rectificatif: J. O.* des 7 et 8 septembre, p. 9586).

14 — **Report de crédits de l'Exercice 1935 à l'Exercice 1936.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'Exercice 1935 à l'Exercice 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 595 [24 juillet], p. 863. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 663 [4 août], p. 1016. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er} (état A): adoption. Art. 2: adoption. Art. 3: Etat B: **Finances**: Chap. 161 et 170: adoption. **Affaires étrangères**: Chap. 20: adoption. **Intérieur**: Chap. 43 bis, 44 et 47: adoption. **Guerre**: Chap. 81: adoption. **Marine militaire**: Chap. 27, 30 bis, 33 et 36: adoption. **Educations nationale**: Chap. 20: adoption. **Beaux-Arts**: Chap. 37 bis: adoption. **Air**: Chap. 44: adoption. **Santé publique et éducation physique**: Chap. 73 bis: adoption. **Colonies**: Chap. 66: adoption. **Travaux publics**: Chap. 84, 98, 111 bis et 112: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Art. 4: adoption. Art. 5. Etat B bis. **Intérieur**: Chap. D: adoption. **Guerre**: Chap. A, B, C, D, E et F: adoption. **Marine militaire**: Chap. B, D, F, G, J, K, L, L bis, M, N, O, Q, R, et S: adoption. **Beaux-Arts**: Chap. D et E: adoption. **Air**: Chap. A, B, D, E, G, H, I, J, K et L: adoption. **Colonies**: Chap. B et C: adoption. **Agriculture**: Chap. A: adoption. **Travaux publics**: Chap. A, B et H: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Adoption des articles 6 à 15 et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 août], p. 1130. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (*J. O.* du 14 août, p. 8732).

15 — **Crédit de 4.900.000 fr. — Théâtres nationaux. — Exploitation de l'Opéra-Comique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit de 4.900.000 francs destiné: 1° à couvrir les charges qui résultent pour les théâtres nationaux de l'application des nouvelles lois sociales; 2° à l'exploitation de l'Opéra-Comique. Renvoi à la Commission des finances, N° 676 [5 août], p. 1046. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — M. Manuel Fourcade dépose et lit le rapport N° 762. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1262. — Promulgation: Loi du 2 septembre 1936 (*J. O.* du 4 septembre, p. 9418).

16 — **Rapatriment des Français d'Espagne.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture de crédits pour l'assistance, la

protection et le rapatriement des Français d'Espagne. Renvoi à la Commission des finances, N° 734 [11 août], p. 1191. — Demande de discussion immédiate [13 août], p. 1297. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 807. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Paul Laffont, Pierre Viénot, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [13 août], p. 1356. — Promulgation: Loi du 14 août 1936 (*J. O.* du 15 août, p. 8804).

17 — **Crédits supplémentaires (Exercice 1936).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936 au titre du Budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 933 [29 décembre], p. 1871.

18 — Fixation des crédits de l'Exercice 1937 (art. 1^{er}). Contrôle permanent de l'emploi des crédits par les commissions des finances des deux Chambres (art. 48) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

CRISE. — Voir ACCORDS PROFESSIONNELS.

CROIX DU COMBATTANT VOLONTAIRE DE 1870-1871. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 6.

« **CROIX-DU-SUD** » (Hommage à l'équipage de la). — Voir RÉSOLUTIONS, 19.

CUIR. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la définition légale et à la protection du cuir et à la répression de la fraude dans la vente du cuir et des produits ouvrés en cuir. Renvoi à la Commission du commerce, N° 69 [18 février], p. 108. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [27 février], p. 144. — M. Manceau dépose le rapport N° 158 [5 mars], p. 191. — M. Beaumont dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 259 [13 mars], p. 278. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Anatole Manceau, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [9 juin], p. 469. — Promulgation: Loi du 25 juin 1936 (*J. O.* du 26 juin, p. 6701).

CULTURES VIVANTES DE MICROBES PATHOGENES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réglementer la détention des cultures vivantes de microbes pathogènes et des produits qui en dérivent. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce et à la Commission de l'hygiène, N° 368 [20 mars], p. 405.

CUMUL. — Voir FONCTIONNAIRES, 2. — PENSIONS, 2.

D

DAMES STENOACTYLOGRAPHES DES LYCEES. — Voir STATUTS, 3.

DATTES. — Voir DOUANES, 23.

DEBAUCHAGE (Interdiction de versements d'argent à l'occasion du). — Voir VERSEMENTS D'ARGENT.

DEBAUCHE (Répression de la). — Voir MALADIES VÉNÉRIENNES.

DEBITEURS MALHEUREUX ET DE BONNE FOI. — Voir CODE CIVIL, 2.

DEBITS DE BOISSONS. — Ouverture de débits de boissons à l'exposition internationale de 1937 (art. 10) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

DECORATION (Travaux de — dans les constructions neuves de l'Etat). — Voir TRAVAUX.

DECORATIONS. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES.

DECRET-LOI DU 30 JUIN 1934. — Voir AFFRÈTEMENT.

DECRET-LOI DU 16 JUILLET 1935 (Abrogation de la réduction de 10. p. 100). — Voir LOYERS, 6.

DEFENSE ANTIAERIEENNE. — Voir QUESTIONS, 3.

DEFENSE NATIONALE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'autorisation d'engagements de dépenses pour les besoins de la défense nationale. Renvoi à la Commission des finances, N° 932 [29 décembre], p. 1871.

Voir CRÉDITS, 12.

DEGREVEMENT DES PETITES COTES FONCIERES. — Proposition de loi tendant à la prolongation du délai imparti aux propriétaires exploitants pour les déclarations exigées en vue d'obtenir le dégrèvement des petites cotes foncières (N° 139, année 1929). Voir Table de 1929, p. 328. Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

DELAIS:

— **d'appel des jugements.** — Voir CODE DE COMMERCE.

— **d'avancement.** — Voir FONCTIONNAIRES, 1.

— **aux débiteurs malheureux de bonne foi.** — Voir CODE CIVIL, 2.

— **de mise en instance de pension.** — Voir PENSIONS, 6.

DELAIS AUX COMMERÇANTS, INDUSTRIELS ET ARTISANS.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à permettre l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 721 [8 août], p. 1156. — M. Maulion dépose le rapport N° 737 [11 août], p. 1191. — Demande de discussion immédiate [13 août], p. 1302. — Discussion des conclusions du rapport de M. Maulion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er}: amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip, Maulion, *Rapporteur*; Manuel Fourcade. Retrait. Adoption de l'article. Art. 2: amendement de M. Alexandre Bachelet; MM. Eugène Milliès-Lacroix, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 3: MM. Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*; Eugène Milliès-Lacroix, Maulion, *Rapporteur*. Adoption de l'article. Art. 4. — Adoption. Amendement de MM. Pierre Chaumié, Champetier de Ribes et Manuel Fourcade: MM. Manuel Fourcade, Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption. Adoption

de l'ensemble de l'article 4. Art. 5 et 6: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1349. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à permettre l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 821. — M. Maulion dépose et lit le rapport N° 822. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Manuel Fourcade. Art. 4 (modifié par la Chambre des Députés). Amendement de M. Manuel Fourcade: M. Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1368. — Promulgation: Loi du 21 août 1936. (*J. O.* du 23 août, p. 9090).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les dispositions de la loi du 21 août 1936 permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 860 [1^{er} décembre], p. 1540. — Demande de discussion immédiate. M. Maulion dépose le rapport N° 869. Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Maulion, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 décembre], p. 1548, 1554. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à proroger les dispositions de la loi du 21 août 1936 permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 872 [8 décembre], p. 1562. — M. Maulion dépose et lit le rapport N° 880. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Manuel Fourcade. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 décembre], p. 1573. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à proroger les dispositions de la loi du 21 août 1936, permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 882 [10 décembre], p. 1578. — M. Maulion dépose et lit le rapport N° 888. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article modifié par la Chambre des Députés et de l'ensemble du projet de loi [10 décembre], p. 1584. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à proroger les dispositions de la loi du 21 août 1936, permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 890 [15 décembre], p. 1602. — M. Maulion dépose et lit le rapport N° 893. — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article 2, modifié par la Chambre des Députés, et de l'ensemble du projet de loi [15 décembre],

p. 1602. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à proroger les dispositions de la loi du 21 août 1936 permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 896 [17 décembre], p. 1634. — M. Maulion dépose et lit le rapport N° 914. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article 2, modifié par la Chambre des Députés, et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 1689. — Promulgation: Loi du 24 décembre 1936 (*J. O.* du 25 décembre, p. 13338).

DELAIS AUX PRODUCTEURS AGRICOLES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées pour les besoins de leur exploitation. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des finances, N° 719 [8 août], p. 1156. — M. Clément Raynaud dépose le rapport N° 738 [11 août], p. 1191. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de l'agriculture par M. Maurice Dormann, N° 803. Discussion générale: M. Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Article unique: adoption. Articles additionnels 2, 3, 4 et 5 proposés par M. Maurice Dormann et plusieurs de ses collègues: M. Maurice Dormann. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1316, 1353. — Promulgation: Loi du 20 août 1936 (*J. O.* du 22 août, p. 9074).

DENREES AGRICOLES REGLEMENTEES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Veysièrre et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai de révision des prix des denrées agricoles réglementées. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 929 [28 décembre], p. 1836. — M. Borgeot dépose le rapport N° 931 [29 décembre], p. 1871.

DEPARTEMENTS. — Voir FONCTIONNAIRES, 2. — OUTILAGE NATIONAL. — RADIODIFFUSION. — RÉSOLUTIONS, 13. — TRÉSORERIE.

DEPARTEMENTS RECOURVES (Remboursement des frais de cantonnement de troupes allemandes). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au remboursement, à diverses communes du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des créances qu'elles possèdent pour frais de cantonnement de troupes allemandes pendant la guerre 1914-1918. Renvoi à la Commission des finances, N° 213 [10 mars], p. 245. — M. Hachette dépose le rapport N° 466 [16 juin], p. 481. — Discussion. Article unique: M. Jules Wolf. Adoption au scrutin [30 juin], p. 634. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1936 (*J. O.* des 20 et 21 juillet, p. 7586).

Voir APPRENTISSAGE AGRICOLE. — ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE. — ASSURANCE DES EMPLOYÉS. — CAISSES D'ÉPARGNE. — CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — STATUT DES JOURNALISTES.

DESTRUCTION DES PARASITES. — Voir CODE CIVIL, 3.

DETENUS. — Modification du régime de la comptabilité de l'avoir des détenus (art. 12). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

DETOURNEMENT DE MINEUR. — Voir CODE PÉNAL, 2.

DETTES AGRICOLES. — Voir CODE CIVIL, 2.

DEVALUATION. — Voir INTERPELLATIONS, 1. — LOI MONÉTAIRE.

DIPLOMES PROFESSIONNELS. — Dépôt d'un projet de loi réglementant la délivrance des diplômes professionnels. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 219 [12 mars], p. 250.

DOMAINE PUBLIC (Réparation des dommages causés par les calamités publiques). — Voir CRÉDITS, 8.

DOMMAGES CAUSÉS PAR LE GIBIER. — Voir RÉCOLTES.

DONATIONS ENTRE EPOUX. — Voir CODE CIVIL, 6.

DONCOURT (Meurthe-et-Moselle). — Voir BEUVEILLE-ET-DONCOURT.

DOUANES.

1 — **Clause de la nation la plus favorisée.** — **Grande-Bretagne.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation de la loi du 27 février 1882 et des règlements qui en découlent. Voir Table de 1935, p. 55. — M. Raynaldy dépose un avis de la Commission des affaires étrangères, N° 552 [10 juillet], p. 694. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 juillet], p. 717. — Promulgation: Loi du 12 août 1936 (*J. O.* du 13 août, p. 8708).

ADMISSION TEMPORAIRE

2 — **Amandes douces.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre le régime de l'admission temporaire aux amandes douces, non avariées, destinées à la fabrication de l'huile fixe d'amande. Voir Table de 1935, p. 55. M. Toy-Riont dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 184 [6 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 3 avril 1936 (*J. O.* du 4 avril, p. 3794).

3 — **Noyaux d'abricots, noix d'anacardes, pistaches.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant le régime de l'admission temporaire en franchise aux noyaux doux ou amers d'abricots décortiqués, aux noix d'anacardes décortiquées et aux pistaches en coques ou décortiquées, destinés à être appropriés, calibrés ou triés en vue de l'exportation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 859 [1^{er} décembre], p. 1540.

IMPORTATION

4 — **Vêtements confectionnés en soie; placages.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 23 janvier 1934 qui a réglementé l'importation des vêtements confectionnés en soie, des feuilles et feuillets de placage et des placages et contre-placages (N° 433,

année 1935). Voir Table de 1935, p. 55. — M. Néron dépose le rapport au nom de la Commission des douanes, N° 49 [11 février], p. 88. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 134. — Promulgation: Loi du 11 mars 1936 (J. O. du 19 mars, p. 3067).

5 — **Animaux vivants.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 10 juin 1934 tendant à permettre, par mesure de réciprocité, l'interdiction d'importation et de transit en France des animaux vivants et de certains produits d'origine animale, N° 601, année 1935. Voir Table de 1935, p. 56. — M. Beaumont dépose le rapport au nom de la Commission des douanes, N° 55 [11 février], p. 95. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 135. — Promulgation: Loi du 7 mars 1936 (J. O. du 10 mars, p. 2698).

6 — **Appareils frigorifiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 15 mai 1935, qui a réglementé l'importation des appareils frigorifiques. Renvoi à la Commission des douanes, N° 59 [13 février], p. 100. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 84 [18 février], p. 116. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 241. — Promulgation: Loi du 13 mars 1936 (J. O. du 14 mars, p. 2914).

7 — **Marchandises étrangères.** — **Ratification de décrets.**

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier divers décrets qui ont réglementé l'importation en France de certaines marchandises étrangères (N° 30, année 1935). Voir Table de 1935, p. 55. M. Chanal dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 78 [18 février], p. 116. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 240.

2° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 14 mars 1934, qui a réglementé l'importation de diverses marchandises étrangères (N° 31, année 1935). Voir Table de 1935, p. 55. — M. Chanal dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 79 [18 février], p. 116. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 240.

3° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 27 juillet 1934 réglementant l'importation de certaines marchandises étrangères (N° 600, année 1935). Voir Table de 1935, p. 55. — M. Cocharde dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 83 [18 février], p. 116. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 241. — Promulgation: Loi du 8 avril 1936 (J. O. du 11 avril, p. 4003).

4° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier les décrets des 23 avril 1932, 17 mai 1932, 20 mai 1932, 27 mai 1932, 30 mai 1932, 31 mai 1932, 2 et 3 juin 1932 qui ont réglementé l'importation de diverses catégories de marchandises étrangères. Voir Table de 1935, p. 55. — M. Eugène Chanal dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 129 [3 mars], p. 165. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 240.

5° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 27 avril 1935 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 427 [9 juin], p. 468. — M. Rogé dépose le rapport N° 489 [25 juin], p. 623. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juillet], p. 674. — Promulgation: Loi du 14 août 1936 (J. O. du 15 août, p. 8805).

6° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 10 avril 1935 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 432 [9 juin], p. 468. — M. Beaumont dépose le rapport N° 577 [21 juillet], p. 722. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 août], p. 1013. — Promulgation: Loi du 1^{er} septembre 1936 (J. O. des 14 et 15 septembre, p. 9802).

7° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 décembre 1933, qui a réglementé l'importation de certaines marchandises étrangères. Voir Table de 1935, p. 55. — M. Viellard dépose le rapport N° 441 [11 juin], p. 472. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 633.

8 — **Instruments de musique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 29 décembre 1934 qui a réglementé l'importation de certains instruments de musique. Renvoi à la Commission des douanes, N° 203 [10 mars], p. 238. — M. Naudin dépose le rapport N° 434 [9 juin], p. 468. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 632. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (J. O. du 12 juillet, p. 7307).

9 — **Lampes pour projecteurs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer, dans un but de sécurité de la circulation, la vente et l'importation en France des lampes à deux filaments et à écran intérieur pour projecteurs d'automobiles. Renvoi à la Commission des douanes, N° 345 [20 mars], p. 371. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 576 [21 juillet], p. 722. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [3 août], p. 1013. — Promulgation: Loi du 14 août 1936 (J. O. du 19 août, p. 8855).

10 — **Canots démontables à coque en tissu caoutchouté.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 15 mai 1934, qui a contingenté provisoirement l'importation des canots démontables, à coque en tissu caoutchouté. Voir Table de 1935, p. 55. — M. Victor Lourties dépose un rapport N° 437 [11 juin], p. 472. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 632. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (J. O. du 12 juillet, p. 7307).

SURTAXES DE CHANGE

11 — Portugal.

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 17 mars 1934 qui a supprimé la surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour

les marchandises originaires du Portugal. Voir Table de 1935, p. 56. — M. Tournan dépose l'avis de la Commission des finances N° 42 [10 février], p. 69. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 133. — Promulgation: Loi du 11 mars 1936 (J. O. du 12 mars, p. 2811).

2° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 26 juin 1933 qui a établi une surtaxe compensatrice de l'écart des changes pour les marchandises originaires du Portugal. Voir Table de 1935, p. 56. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 451 [11 juin], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 634. — Promulgation: Loi du 21 juillet 1936 (J. O. du 22 juillet, p. 7674).

12 — **Grande-Bretagne et Etat libre d'Irlande.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation du décret du 28 décembre 1933, portant exonération de la surtaxe de change pour les marchandises originaires de la Grande-Bretagne et de diverses colonies de la Couronne britannique (Ceylan, Etablissements des Détroits, Etats malais, Hong-Kong) ainsi que de l'Etat libre d'Irlande. Voir Table de 1935, p. 56. — M. Tournan dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 116 [27 février], p. 144. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 244. — Promulgation: Loi du 3 avril 1936 (J. O. du 4 avril, p. 3795).

TARIF

13 — Modification, par décrets, du tarif douanier.

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Gouvernement le pouvoir de modifier par décrets le tarif douanier et de supprimer les majorations de la taxe d'importation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 76 [18 février], p. 109. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 80 [18 février], p. 116. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Jean Bosc, Rapporteur; Rogé, Delthil, Jean Durand, Georges Bonnet, Ministre du Commerce; Marcel Donon. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Observation de M. Georges Bonnet, Ministre du Commerce [25 février], p. 135. — Promulgation: Loi du 26 février 1936 (J. O. du 27 février, p. 2298).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le code des douanes et à accorder au Gouvernement le pouvoir de modifier par décrets le tarif douanier et de supprimer les majorations de la taxe d'importation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 632 [31 juillet], p. 989. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 655 [31 juillet], p. 1006. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Chapsal, Président de la Commission des douanes. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: *Projet de loi tendant à accorder au Gouvernement le pouvoir de modifier par décrets le tarif douanier et de supprimer les majorations de la taxe d'importation* [6 août], p. 1091. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (J. O. du 14 août, p. 8747).

14 — **Tabacs importés en Corse.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 13 novembre 1934 portant relèvement des droits de douane sur les tabacs à l'importation en Corse. Voir Table de 1935, p. 58. — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 41 [10 février], p. 69. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 134. — Promulgation: Loi du 3 mars 1936 (*J. O.* du 4 mars, p. 2490).

15 — **Animaux vivants et viandes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 19 juillet 1934 modifiant les droits de douane applicables aux animaux vivants et aux viandes N° 598, année 1935. Voir Table de 1935, p. 58. M. Beaumont dépose le rapport, au nom de la Commission des douanes, N° 56 [11 février], p. 96. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 135. — Promulgation: Loi du 7 mars 1936 (*J. O.* du 10 mars, p. 2699).

16 — **Chlorure de sodium.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 22 septembre 1935, portant modification de la tarification douanière du chlorure de sodium. Renvoi à la Commission des douanes, N° 60 [13 février], p. 100. — M. Rogé dépose le rapport N° 131 [3 mars], p. 165. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 242. — Promulgation: Loi du 13 mars 1936 (*J. O.* du 14 mars, p. 2914).

17 — **Os bruts de bétail.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 avril 1935, qui a exonéré, dans la limite d'un contingent, les os bruts de bétail du droit de sortie frappant ces produits. Renvoi à la Commission des douanes, N° 61 [13 février], p. 100. — M. Beaumont dépose le rapport N° 449 [11 juin], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juillet], p. 673. — Promulgation: Loi du 22 juillet 1936 (*J. O.* du 23 juillet, p. 7706).

18 — **Pommes de terre et féculés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de ratifier le décret du 12 septembre 1933 modifiant les droits de douane applicables aux pommes de terre et aux féculés de pommes de terre (N° 602, année 1935). Voir Table de 1935, p. 56. — M. Cocharde dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 82 [18 février], p. 116. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 241. — Promulgation: Loi du 26 mars 1936 (*J. O.* du 28 mars, p. 3500).

19 — **Granit ouvré.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 17 octobre 1935 portant modification de la tarification douanière du granit ouvré. Renvoi à la Commission des douanes, N° 96 [25 février], p. 133. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 177 [6 mars], p. 228. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 18 mars 1936 (*J. O.* du 19 mars, p. 3066).

20 — **Verres non dénommés.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tarif doua-

nier des verres non dénommés. Voir Table de 1935, p. 58. — M. Abel Lefèvre dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 132 [3 mars], p. 165. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [10 mars], p. 241. — Promulgation: Loi du 13 mars 1936 (*J. O.* du 14 mars, p. 2914).

21 — **Pâte à papier; résidus bisulfiteux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 2 octobre 1935 qui a modifié les droits de douane applicables aux résidus bisulfiteux de la fabrication de la pâte à papier. Renvoi à la Commission des douanes, N° 143 [5 mars], p. 190. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 182 [6 mars], p. 228. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 18 mars 1936 (*J. O.* du 19 mars, p. 3066).

22 — **Tissus en chenille de coton.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 23 juillet 1935 portant modification de la tarification douanière des tissus en chenille de coton. Renvoi à la Commission des douanes, N° 144 [5 mars], p. 190. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 176 [6 mars], p. 228. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 18 mars 1936 (*J. O.* du 19 mars, p. 3066).

23 — **Dattes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 octobre 1935 qui a modifié les droits de douane applicables aux dattes propres à la consommation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 145 [5 mars], p. 190. — M. Rogé dépose le rapport N° 183 [6 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 3 avril 1936 (*J. O.* du 4 avril, p. 3794).

24 — **Charbons pour lumière électrique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 14 novembre 1935 portant modification de la nomenclature douanière des charbons pour lumière électrique. Renvoi à la Commission des douanes, N° 146 [5 mars], p. 190. — M. Georges Ulmo dépose le rapport N° 185 [6 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 18 mars 1936 (*J. O.* du 19 mars, p. 3067).

25 — **Velours de coton fins.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 14 novembre 1935 qui a modifié la tarification douanière de certaines catégories de velours de coton fins. Renvoi à la Commission des douanes, N° 147 [5 mars], p. 190. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 175 [6 mars], p. 228. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 18 mars 1936 (*J. O.* du 19 mars, p. 3066).

26 — **Dérivés du plomb et du zinc.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 14 novembre 1935 portant modification de la tarification douanière de certains dérivés du plomb et du zinc. Renvoi à la Commission des douanes, N° 148 [5 mars], p. 190. — M. Viellard dépose le rapport N° 186 [6 mars], p. 229. — 1^{re} dé-

libération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet [11 juin], p. 473. — Promulgation: Loi du 25 juin 1936 (*J. O.* du 26 juin, p. 6700).

27 — **Marchandises diverses.** — **Décret du 24 mai 1935.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 24 mai 1935 modifiant les droits de douane applicables à certaines marchandises. Voir Table de 1935, p. 58. — M. Viellard dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 187 [6 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 juin], p. 473. — Promulgation: Loi du 25 juin 1936 (*J. O.* du 26 juin, p. 6700).

28 — **Cordes harmoniques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 22 septembre 1935 portant modification de la tarification douanière des cordes harmoniques. Renvoi à la Commission des douanes, N° 202 [10 mars], p. 237. — M. Naudin dépose le rapport N° 245 [9 juin], p. 468. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 632. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (*J. O.* du 12 juillet, p. 7307).

29 — **Poissons d'eau douce frais.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tarif douanier des poissons d'eau douce frais. Renvoi à la Commission des douanes, N° 246 [12 mars], p. 269. — M. Paul Bachelet dépose le rapport N° 296 [17 mars], p. 328. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [21 juillet], p. 722. — Promulgation: Loi du 3 septembre 1936 (*J. O.* du 6 septembre, p. 9546).

30 — **Brais stéariques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier et à convertir en loi le décret du 25 septembre 1935 modifiant la tarification douanière des brais stéariques. Renvoi à la Commission des douanes, N° 399 [2 juin], p. 425. — M. Néron dépose le rapport N° 479 [23 juin], p. 591. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juillet], p. 673. — Promulgation: Loi du 22 juillet 1936 (*J. O.* du 23 juillet, p. 7706).

31 — **Plaques indicatrices.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 20 juillet 1935 portant modification de la tarification douanière des plaques indicatrices et autres plaques analogues en tôle de fer ou d'acier ou en fonte émaillées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 400 [2 juin], p. 425. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 444 [11 juin], p. 472. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 633. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (*J. O.* du 12 juillet, p. 7307).

32 — **Noir minéral.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 17 octobre 1935 qui a modifié la tarification douanière applicable au noir minéral. Renvoi à la Commission des douanes, N° 401 [2 juin], p. 425. — M. Eugène Chanaud dépose le rapport N° 448 [11 juin], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 651. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (*J. O.* du 12 juillet, p. 7307).

33 — **Limonades.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 14 novembre 1935 portant modification de la tarification douanière des limonades. Renvoi à la Commission des douanes, N° 402 [2 juin], p. 425. — M. Eugène Chanal dépose le rapport N° 447 [11 juin], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 651. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (*J. O.* du 12 juillet, p. 7307).

34 — **Décret du 14 novembre 1935 relatif à certains produits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 14 novembre 1935 relatif à la tarification douanière de certains produits. Renvoi à la Commission des douanes, N° 403 [2 juin], p. 425. — M. Rogé dépose le rapport N° 446 [11 juin], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 633. — Promulgation: Loi du 29 juillet 1936 (*J. O.* du 1^{er} août, p. 8146).

35 — **Marbres sciés et ouvrés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 18 octobre 1935 portant modification de la tarification douanière des marbres sciés et ouvrés. Renvoi à la Commission des douanes, N° 404 [2 juin], p. 425. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 443 [11 juin], p. 472. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 633. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (*J. O.* du 12 juillet, p. 7307).

36 — **Ozokérite.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 14 novembre 1935 portant modification de la tarification douanière de l'ozokérite. Renvoi à la Commission des douanes, N° 405 [2 juin], p. 426. — M. Néron dépose le rapport N° 478 [23 juin], p. 591. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juillet], p. 673. — Promulgation: Loi du 22 juillet 1936 (*J. O.* du 23 juillet, p. 7706).

37 — **Huiles sulfonées.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à ratifier le décret du 14 novembre 1935 portant modification du régime douanier applicable aux huiles sulfonées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 406 [2 juin], p. 426. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 445 [11 juin], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 633.

38 — **Accords franco-allemands sur la Sarre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant: 1° à approuver un accord prorogeant pour une durée d'un mois les accords franco-allemands sur la Sarre, des 14 et 21 février 1935, signé à Berlin le 31 août 1935; 2° à ratifier le décret du 4 septembre 1935 en vertu duquel des droits de douane spéciaux ont été institués pour certaines marchandises d'origine sarroise. Renvoi à la Commission des douanes, N° 407 [2 juin], p. 426.

39 — **Pyrèthre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 7 novembre 1935 portant modification du tarif douanier du pyrèthre. Renvoi à la Commission des douanes, N° 429 [9 juin], p. 468. — M. Néron dépose le rapport N° 480 [23 juin], p. 591. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'ar-

ticle unique du projet de loi [9 juillet], p. 674. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (*J. O.* du 14 août, p. 8747).

40 — **Chevaux de boucherie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 29 mai 1935 portant relèvement des droits de douane applicables aux chevaux de boucherie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 430 [9 juin], p. 468. — M. Beaumont dépose le rapport N° 535 [9 juillet], p. 673. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [24 juillet], p. 829. — Promulgation: Loi du 20 août 1936 (*J. O.* des 14 et 15 septembre, p. 9802).

41 — **Gibier étranger.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 14 novembre 1935 portant relèvement de droits de douane sur le gibier en provenance de l'étranger. Renvoi à la Commission des douanes, N° 431 [9 juin], p. 468. — M. Thureau-Dangin dépose le rapport N° 560 [16 juillet], p. 701. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [24 juillet], p. 829. — Promulgation: Loi du 20 août 1936 (*J. O.* des 14 et 15 septembre, p. 9802).

42 — **Instruments de dessin.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à transformer les droits de douane *ad valorem* applicables aux articles 634 *ter* A en droits spécifiques (instruments de dessin). Voir Table de 1934, p. 76. M. Georges Ulmo dépose un rapport supplémentaire N° 585 [22 juillet], p. 764.

43 — **Zone frontalière luxembourgeoise.** — **Pommes de terre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation des échanges de lettres des 18 juillet et 23 décembre 1935, relatifs à l'attribution à la zone frontalière luxembourgeoise, d'une part, entre le 1^{er} août 1935 et le 29 février 1936 et, d'autre part, entre le 1^{er} août 1936 et le 28 février 1937, d'un contingent d'importation de 18.000 quintaux de pommes de terre à un droit de douane spécial. Renvoi à la commission des douanes, N° 612 [29 juillet], p. 959. — M. Thureau-Dangin dépose le rapport N° 622 [30 juillet], p. 965. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus [31 juillet], p. 988. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 juillet], p. 1005. — Promulgation: Loi du 31 juillet 1936 (*J. O.* du 1^{er} août, p. 8146).

44 — **Mais yougoslave.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer, par décrets, un accord réservant au maïs d'origine yougoslave des accords préférentiels. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 700 [7 août], p. 1108. — M. Néron dépose le rapport N° 723 [10 août], p. 1164. — M. Yves Le Trocquer dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 724 [10 août], p. 1165. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires de Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Edouard Néron, *Rapporteur*; Eugène Milliès-Lacroix; Yves Le Trocquer, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des affaires étrangères*; Paul Bastid, *Ministre du Commerce*; Jean Bosc. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de

loi [12 août], p. 1254. — Promulgation: Loi du 16 août 1936 (*J. O.* du 20 août, p. 8992).

45 — **Arrangement commercial avec l'Union sud-africaine.** — Voir CONVENTIONS, 13.

TAXES

46 — **Marchandises finlandaises et suédoises.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier les décrets du 27 mars 1935 exonérant les marchandises finlandaises et suédoises des majorations du taux de la taxe à l'importation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 62 [13 février], p. 100. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 316 [19 mars], p. 338. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 juin], p. 473. — Promulgation: Loi du 26 juin 1936 (*J. O.* du 27 juin, p. 6746).

47. — **Marchandises norvégiennes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 3 avril 1935, exonérant les marchandises norvégiennes des majorations du taux de la taxe à l'importation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 63 [13 février], p. 100. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 315 [19 mars], p. 338. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 juin], p. 473. — Promulgation: Loi du 26 juin 1936 (*J. O.* du 27 juin, p. 6746).

48. — **Importateurs de sarrasin.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 27 juillet 1934 portant fixation du taux de la taxe à laquelle sont assujettis les importateurs de sarrasin et produits dérivés, gruaux, semoules en gruau et autres produits analogues de céréales autres que le froment, l'épautre et le méteil (N° 603, année 1935). Voir Table de 1935, p. 59. — M. Cocharde dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 81 [18 février], p. 116. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 240. — Promulgation: Loi du 2 août 1936 (*J. O.* du 4 avril, p. 3795).

49. — **Importateurs de chevaux de boucherie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 29 mai 1935 portant suppression des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de chevaux de boucherie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 274 [17 mars], p. 301. — M. Beaumont dépose le rapport N° 314 [19 mars], p. 338. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 632. — Promulgation: Loi du 16 juillet 1936 (*J. O.* du 22 juillet, p. 7674).

50 — **Marchandises autrichiennes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 14 novembre 1934 exonérant les marchandises autrichiennes des majorations du taux de la taxe à l'importation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 275 [17 mars], p. 301. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport N° 450 [11 juin], p. 473. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 634. Promulgation: Loi du 21 juillet 1936 (*J. O.* du 22 juillet, p. 7674).

51 — **Importateurs de bananes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 27 avril 1935 portant fixation

du taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de bananes étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 428 [9 juin], p. 468. — M. Rogé dépose le rapport N° 488 [25 juin], p. 623. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juillet], p. 674. — Promulgation: Loi du 14 août 1936 (*J. O.* du 15 août, p. 8805).

52 — **Conserves de sardines.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 septembre 1935 supprimant la taxe sur les licences d'importation ou certificats de contingentement accompagnant les importations de conserves de sardines. Renvoi à la Commission des douanes, N° 689 [6 août], p. 1089.

DOUANES COLONIALES

53 — **Régime douanier colonial.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier un décret pris en exécution de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial, N° 36. — Voir Table de 1935, p. 59. — M. Tournan dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 36 [4 février], p. 46. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 134. — Promulgation: Loi du 25 mars 1936 (*J. O.* du 28 mars, p. 3500).

54 — **Haute-Volta.** — **Tapis de laine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 17 février 1933 accordant la franchise des droits de douane, à l'entrée en France et en Algérie, aux tapis de laine originaires de la partie de l'ancienne colonie de la Haute-Volta, rattachée à la colonie de la Côte-d'Ivoire. Renvoi à la Commission des douanes, N° 39 [10 février], p. 68. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 52 [11 février], p. 88. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 134. — Promulgation: Loi du 25 mars 1936 (*J. O.* du 28 mars, p. 3500).

55 — **Indochine.** — **Plantes sélectionnées.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 17 avril 1935 qui a interdit en Indochine l'exportation à l'étranger des plants et semences de certaines plantes sélectionnées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 708 [8 août], p. 1127. — M. Turbat dépose le rapport N° 861 [1^{er} décembre], p. 1540. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 décembre], p. 1912.

56 — **Indochine.** — **Animaux; viandes.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 18 mars 1935 approuvant la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine du 5 novembre 1934 relative au régime douanier de certains animaux et des viandes fraîches, réfrigérées et congelées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 709 [8 août], p. 1127.

57 — **Nouvelle-Calédonie.** — **Service des douanes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 7 juillet 1932, modifiant les articles 43, 51 et 53 du décret du 18 mai 1931, portant réglementation du service des douanes à la Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes, N° 6 [21 jan-

vier], p. 30. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 54 [11 février], p. 88. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 135. — Promulgation: Loi du 27 mars 1936 (*J. O.* du 2 avril, p. 3683).

58 — **Nouvelle-Calédonie.** — **Admission temporaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 21 juin 1934 relatif au régime douanier applicable à leur entrée en Nouvelle-Calédonie et dépendances aux marchandises exportées de France en sortie d'admission temporaire. Renvoi à la Commission des douanes, N° 7 [21 janvier], p. 30. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 53 [11 février], p. 88. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire de Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 février], p. 135. — Promulgation: Loi du 27 mars 1936 (*J. O.* du 2 avril, p. 3683).

59 — **Nouvelle-Calédonie.** — **Coquillages de nacre.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 28 juin 1934 qui a rejeté la délibération du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances du 7 décembre 1933 demandant la réduction du taux des droits de sortie sur les trocas et autres coquillages de nacre. Voir Table de 1935, p. 59. — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 133 [3 mars], p. 165. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 6 avril 1936 (*J. O.* du 8 avril, p. 3891).

60 — **Nouvelle-Calédonie.** — **Peaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 13 juin 1934 qui a approuvé la délibération du 7 décembre 1933 du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, demandant la suspension des droits de sortie sur les peaux. Renvoi à la Commission des douanes, N° 333 [19 mars], p. 361. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 439 [11 juin], p. 472. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 632. — Promulgation: Loi du 23 juillet 1936 (*J. O.* du 24 juillet, p. 7746).

61 — **Nouvelle-Calédonie.** — **Conserves de viande.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 24 juin 1934 portant suppression en Nouvelle-Calédonie et dépendances, des droits de sortie sur les conserves de viande. Renvoi à la Commission des douanes, N° 334 [19 mars], p. 361. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 438 [11 juin], p. 472. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 632. — Promulgation: Loi du 23 juillet 1936 (*J. O.* du 24 juillet, p. 7746).

62 — **Océanie.** — **Service des douanes.** — 1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1932 complétant l'article 205 du décret du 20 juillet 1932 qui réglemente le fonctionnement du service des douanes dans les établissements français de l'Océanie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 8 [21 janvier], p. 30. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 50 [11 février], p. 88. — 1^{re} délibération. Désignation d'un com-

missaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 février], p. 134. — Promulgation: Loi du 27 mars 1936 (*J. O.* du 2 avril, p. 3683).

2^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier deux délibérations du 26 août 1933 du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie (N° 426, année 1935). Voir Table de 1935, p. 59. — M. Léonus Bénard dépose le rapport N° 51 [11 février], p. 88. — M. le général Stuhl dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 134 [3 mars], p. 174. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars], p. 239. — Promulgation: Loi du 6 avril 1936 (*J. O.* du 8 avril, p. 3891).

63. — **La Réunion.** — **Bestiaux; Viandes.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 13 mars 1935 qui a rejeté une délibération de la commission coloniale du conseil général de l'île de la Réunion relative au régime douanier des bestiaux et des viandes fraîches, frigorifiées et congelées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 707 [8 août], p. 1127.

64 — **Echanges commerciaux entre le Maroc et les colonies françaises.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les échanges commerciaux entre le Maroc et les colonies françaises. Renvoi à la Commission des douanes, N° 433 [9 juin], p. 468. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 516 [2 juillet], p. 650. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 juillet], p. 674. — Promulgation: Loi du 8 août 1936 (*J. O.* des 10 et 11 août, p. 8594).

65 — **Arrangement commercial avec l'Union sud-africaine.** — Voir CONVENTIONS, 13.

66 — **Caisses de compensation.** — Voir CAOUTCHOUC.

DROIT D'APPEL AUX AUTOMOBILISTES. — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

DROIT COMMERCIAL ET DROIT PENAL. — Voir CODIFICATION DE TEXTES LEGISLATIFS.

DROITS D'AUTEUR.

1 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mario Roustan et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la saisie et la cession des droits d'auteur. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de l'enseignement, N° 438 [3 mars], p. 182.

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mario Roustan et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux droits d'auteur un rang privilégié en cas de faillite des éditeurs et des entrepreneurs de spectacles. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de l'enseignement, N° 140 [3 mars], p. 182. — Renvoi à la Commission de législation pour examen au fond, la Commission du commerce restant saisie pour avis [17 juillet], p. 716.

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux Français les dispositions des conventions internationales qui seraient plus favorables que la loi française pour protéger les droits des auteurs sur leurs

œuvres littéraires et artistiques. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 458 [12 juin], p. 476. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, [16 juin], p. 482. — M. Le Pelletier dépose le rapport N° 515 [2 juillet], p. 650.

DROITS D'ENREGISTREMENT. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger le décret-loi du 28 août 1935 instituant une réduction temporaire des droits d'enregistrement sur les mutations d'immeubles et de fonds de commerce et à exonérer, sous certaines conditions, des droits de mutation les immeubles construits spécialement pour la vente. Renvoi à la Commission des finances, N° 250 [13 mars], p. 277. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Abel Gardey, N° 392. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [20 mars], p. 411. — Promulgation: Loi du 25 mars 1936 (J. O. du 26 mars, p. 3418).

DROITS D'INSCRIPTION UNIVERSITAIRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'exonérer de l'augmentation des droits d'inscription prévue par le décret-loi du 10 août 1935 les étudiants qui étaient en cours d'études en vue d'un grade d'Etat avant la promulgation dudit décret. Renvoi à la Commission des finances, N° 197 [10 mars], p. 237. — M. Jean Philip dépose le rapport N° 282 [17 mars], p. 301. — Discussion. Discussion générale: M. Jean Philip, *Rapporteur*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 374. — Promulgation: Loi du 21 mars 1936 (J. O. des 23 et 24 mars, p. 3275).

DROITS DE PECHE DES PORTEURS DU ROLE D'EQUIPAGE. — Voir MARINE MARCHANDE, 4.

E

EAUX ET FORETS. — Voir GARDES DOMANIAUX.

ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LES COLONIES. — Voir DOUANES, 64.

ECLAIRAGE. — Voir ELECTRICITÉ.

ECOLE DE COMMERCE DE LA MARTINIÈRE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à transformer l'école pratique de commerce et d'industrie de jeunes filles de La Martinière, de Lyon, en école nationale professionnelle. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission des finances, N° 289 [17 mars], p. 328. — M. Depierre dépose le rapport, N° 459 [12 juin], p. 476. — M. Cuminal dépose l'avis, N° 542 [9 juillet], p. 684. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article unique: M. Cuminal, *Rapporteur*, pour avis, de la Commission des finances. Adoption [17 juillet], p. 717. — Promulgation: Loi du 25 juillet 1936 (J. O. des 27 et 28 juillet, p. 7906).

ECOLE D'EDUCATION PHYSIQUE DE JOINVILLE-LE-PONT. — Voir CRÉDITS, 5.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES. — Redevance perçue sur les certificats

de licence d'importation de charbons au profit de l'école nationale supérieure des mines (art. 90) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

EGECES PRIMAIRES SUPERIEURES. — Voir ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

ECONOMIE NATIONALE (Protection de l'). Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer la protection de l'économie nationale contre l'institution de monopoles étrangers de fait. Renvoi à la Commission du commerce, N° 247 [12 mars], p. 269. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 318 [19 mars], p. 338. — Demande de discussion immédiate. Observations de MM. Jean Bosc, *Rapporteur*; Henry Chéron. Rejet de la demande de discussion immédiate [20 mars], p. 408. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation, des conclusions du rapport de M. Jean Bosc [20 mars], p. 413. — M. Lefas dépose au nom de la Commission de législation l'avis N° 485 [25 juin], p. 610.

EDITEURS (Droits d'auteur en cas de faillite des). — Voir DROITS D'AUTEUR.

EDOUARD VIII, ROI D'ANGLETERRE. — M. le président donne lecture d'un télégramme adressé au nom du Sénat au lord Chancelier à Londres, rendant hommage au Roi Edouard VIII, à l'occasion de l'attentat dont il a été menacé. — M. Yvon Delbos, Ministre des Affaires étrangères, interprète du peuple français et du Gouvernement de la République, transmet les respectueuses et affectueuses félicitations de la France [17 juillet], p. 716.

EDUCATION NATIONALE (Fusion des personnels de l'). — Voir MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE.

ELECTION DES DEPUTES.

1 — Mandat de six ans.

1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer pour la Chambre des Députés le mandat de six ans, avec renouvellement par tiers tous les deux ans. Voir Table de 1924, p. 347 et année 1932.

2^o Proposition de loi de M. Armand Carmel tendant à instituer pour la Chambre des Députés, le mandat de six ans et à l'appliquer à la législature actuelle. Voir Table de 1935, p. 60. — M. Alexandre Israël dépose, au nom de la Commission relative à l'élection des députés un 3^o rapport collectif N° 37 [6 février], p. 52. — Ajournement de la délibération [13 février], p. 101. — M. Henry Chéron dépose un 4^o rapport collectif N° 120 [27 février], p. 160.

2 — **Tableau des circonscriptions électorales.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tableau des circonscriptions électorales annexé à la loi du 25 mars 1932. Renvoi à la Commission relative à l'élection des députés, nommée le 3 juillet 1924, N° 255 [13 mars], p. 277. — M. Cuminal dépose le rapport N° 267 [13 mars], p. 285. — Demande de discussion immédiate (art. 88 du règlement) [17 mars], p. 301. — Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Clamamus, André Morizet, Cuminal, *Rapporteur*. Demande, par M. Clamamus, du renvoi de la proposition à la Commission: M. Cuminal, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article unique de

la proposition de loi [17 mars], p. 325. — Promulgation: Loi du 20 mars 1936 (J. O. du 21 mars, p. 3187).

— Voir PARIS (VILLE DE).

ELECTIONS. — M. Abel Lefèvre dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Orne. Admission de MM. DENTU, DE LUDRE et MILLERAND [15 janvier], p. 5. — M. de Berny dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Pas-de-Calais. Admission de MM. DELESALLE, SALMON, FARJON, PAUL BACHELET et LEFEBVRE DU PREY [15 janvier], p. 6. — M. Dumesnil dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Puy-de-Dôme. Admission de MM. PIERRE LAYAL, CHASSAING, MAISSING et EUGÈNE ROY [15 janvier], p. 6. — M. Achille Naudin dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Basses-Pyrénées. Admission de MM. LÉON BÉRARD, CHAMPETIER DE RIBES et LISSAR [15 janvier], p. 7. — M. Millès-Lacroix dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Hautes-Pyrénées. Admission de MM. EMILE MUREAUX et MANUEL FOURCADE [15 janvier], p. 7. — M. Lourties dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Pyrénées-Orientales. Admission de MM. JEAN PAYRA et GEORGES PEZIERES [15 janvier], p. 7. — M. Daniel-Vincent dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Bas-Rhin. Admission de MM. D'ANDLAC, DE LUCSSA, URBAN et SIGRIST. L'examen de la validité de l'élection de M. EUGÈNE MULLER est réservé [15 janvier], p. 8. — M. Pernot dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Haut-Rhin. Admission de MM. BROM, OSTERMANN, BROGLY et PAUL JOURDAIN [15 janvier], p. 9. — M. Lefas dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Haut-Rhin (Territoire de Belfort). Admission de M. VIELLARD [15 janvier], p. 9. — M. Lancien dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Rhône. Admission de MM. JUSTIN GODART, ROLLAND, BENDER, FROGET et DÉPIERRE [15 janvier], p. 9. — M. Turbat dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Haute-Saône. Admission de MM. JULES JEANNENEY, ANDRÉ MARSELLI et MOÏSE LÉVY [15 janvier], p. 9. — M. Donon dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de Saône-et-Loire. Admission de MM. MAUPOIL, BORGEOT, COCHARD, TURLIER et PELLETIER [15 janvier], p. 10. — M. Leblanc dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Sarthe. Admission de MM. JOSEPH CAILLAUX, ANDRÉ LEBERT et ALBERT TRIBAULT [15 janvier], p. 10. — M. Champetier de Ribes dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Savoie. Admission de MM. ANTOINE BORREL, FRANÇOIS MILAN et MAURICE MOLLARD [15 janvier], p. 11. — M. Lesaché dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Haute-Vienne. Admission de MM. BETOUILLE, FÈVRE et NICOLAS [15 janvier], p. 11. — M. de Courtois dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Vosges. Admission de MM. BARBIER, FLAYELLE et RICHARD [15 janvier], p. 11. — M. Le Pelletier dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Yonne. Admission de MM. BIENVENU-MARTIN, HAMELIN et BOULLY [15 janvier], p. 12. — M. Bénazet dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département d'Oran. Admission de M. ROUX-FREISSINENG [15 janvier], p. 12. — M. Le Gorgeu dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale dans l'Inde française.

Admission de M. LE MOIGNIC [15 janvier], p. 12. — M. Bertrand Carrère dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Haute-Savoie. Admission de MM. GALLET, PAUL JACQUIER et BRAISE [15 janvier], p. 13. — M. Pelisse dépose et lit le rapport sur des élections sénatoriales du département de la Seine. Admission de MM. AUGUSTE MOUMIÉ, FLEUROT, SELLIER, STEEG, AURAY, LAVAL, MORIZET, ALEXANDRE BACHELET, CACHIN et FIANCETTE [15 janvier], p. 13. — M. Neuville dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Seine-Inférieure. Admission de MM. VEYSSIÈRE, THOUMYRE, LAVOINNE, THUREAU-DANGIN et CORY [15 janvier], p. 14. — M. Martin-Binachon dépose et lit le rapport sur des élections sénatoriales du département de Seine-et-Marne. Admission de MM. JACQUES-LOUIS DUMESNIL, RENÉ COURTIER et ALBERT OUVRE [15 janvier], p. 14. — M. Pelletier dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de Seine-et-Oise. Admission de MM. HENRY-HAYE, DORMANN, BRASSEAU et CHARLES REIBEL [15 janvier], p. 14. — M. Hamelin dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Deux-Sèvres. Admission de MM. HÉRY, DEMELLIER et GOIRAND [15 janvier], p. 15. — M. Raynaud dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Somme. Admission de MM. BOURDEAUX, HARENT, JOVELET et DE BERNY [15 janvier], p. 15. — M. Dentu dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Tarn. Admission de MM. LOUBAT, LAVERGNE et CAMBOULIVES [15 janvier], p. 15. — M. Lecourtier dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de Tarn-et-Garonne. Admission de MM. DELHIL et PRESSEQ [15 janvier], p. 16. — M. Monsservin dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Var. Admission de MM. SÈNES, FOURMONT et RENÉ RENOUIT [15 janvier], p. 17. — M. Leboeuf dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de Vaucluse. Admission de M. LOUIS GROS et ULYSSE FABRE [15 janvier], p. 17. — M. Gadaud dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Vendée. Admission de MM. RAMBAUD, DE FONTAINES et LÉOPOLD ROBERT [15 janvier], p. 17. — M. Paul Jourdain dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Vienne. Admission de MM. VICTOR BORET, ADRIEN ANDRÉ et GEORGES MAURICE [15 janvier], p. 17. — M. Georges Maurice dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département des Ardennes. Admission de M. LEGUER [13 février], p. 100. — Discussion des conclusions du rapport de M. Daniel-Vincent sur l'élection sénatoriale du 20 octobre 1935 dans le département du Bas-Rhin. Admission de M. EUGÈNE MULLER [20 février], p. 126. — M. Louis Rambaud dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Côte-d'Or. Admission de M. EMILE VINCENT [3 mars], p. 165. — M. Bruguier dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Seine. Admission de M. CLAMAMUS [5 mars], p. 206. — M. Leblanc dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Calvados. Admission de M. CAMILLE CAUTRU [17 juillet], p. 717. — M. Pujes dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Lot-et-Garonne. Admission de M. GEORGES ESCANDE [6 novembre], p. 1483. — M. Brasseur dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Haute-Savoie. Admission de M. JOSEPH BLANC [6 novembre], p. 1484. — M. Lesaché dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Haute-Garonne. Admission de M. AMAT [10 novembre], p. 1498. —

M. Viellard dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Doubs. Admission de M. JEAN FABRY [1^{er} décembre], p. 1541. — M. Naudin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Pas-de-Calais. Admission de M. HENRI ELBY [1^{er} décembre], p. 1541. — M. Leboeuf dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Dordogne. Admission de M. BELS [1^{er} décembre], p. 1542. — M. Gautherot dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Loire-Inférieure. Admission de M. DE JUIGNÉ [10 décembre], p. 1581. — M. Leguet dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Manche. Admission de M. GUÉRIN [30 décembre], p. 1912.

ELECTORAT ET ELIGIBILITE DES FEMMES. — Voir FEMMES.

ELECTRICITE.

1 — Transmission d'une proposition de loi adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, relative aux majorations de tarifs d'électricité perçues par les communes. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 254 (Urgence déclarée) [13 mars], p. 277. — M. Maulion dépose le rapport N° 281 [17 mars], p. 301. — Discussion. Article 1^{er} à 4 et dernier: adoption. Observation de M. Henry Chéron. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [20 mars], p. 379. — Promulgation: Loi du 30 mars 1936 (J. O. des 30-31 mars, p. 3588).

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret du 16 juillet 1935 concernant les tarifs maxima de l'électricité haute tension. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 170 [5 mars], p. 206.

3 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les décrets du 16 juillet, du 20 août et du 30 octobre 1935 concernant les tarifs de l'électricité basse tension éclairage. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 171 [5 mars], p. 206.

4 — **Loi de finances.** — Création d'un fonds d'amortissement des emprunts d'électrification et d'un fonds des avances sur consommation d'énergie électrique (art. 108). Réseaux ruraux de distribution électrique — Exploitation des écarts (art. 112). Maximum des fonds que le Ministre des Finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution d'avances pour l'électrification des campagnes (art. 149). (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

ELEVAGE ET COMMERCE DES PERROQUETS. — Voir PSITTACOSE.

EMBAUCHAGE (Interdiction de versements d'argent à l'occasion de l'). — Voir VERSEMENTS D'ARGENT.

EMERAINVILLE (Seine-et-Marne). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la limite territoriale des communes d'Emerainville et de Pontault-Combault (département de Seine-et-Marne). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 194 [10 mars], p. 237. — M. Henry Merlin dépose le rapport N° 295 [17 mars], p. 327. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du

projet de loi [20 mars], p. 379. — Promulgation: Loi du 29 mars 1936 (J. O. des 30 et 31 mars, p. 3587).

EMPLOI OBLIGATOIRE DES MUTILES DE GUERRE. — Voir MUTILÉS.

EMPLOIS RESERVES.

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à classer les commis aux magasins du Crédit municipal dans la troisième catégorie des emplois réservés. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 105 [25 février], p. 140. — M. Jean Taurines dépose le rapport N° 413 [6 juin], p. 461. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article de la proposition de loi [20 juin], p. 586. — Promulgation: Loi du 25 juin 1936 (J. O. du 27 juin, p. 6746).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification de la loi du 30 janvier 1923 réservant des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre, ainsi qu'aux veuves et orphelins de guerre. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 731 [11 août], p. 1191. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — M. Jean Taurines dépose et lit le rapport N° 765. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1264. — Promulgation: Loi du 13 août 1936 (J. O. du 14 août, p. 8746).

EMPLOYEURS. — Voir VERSEMENTS D'ARGENT.

EMPRUNTS COMMUNAUX. — Proposition de loi tendant à réduire les charges fiscales des emprunts communaux d'utilité publique (N° 4, année 1929); voir Table de 1929, p. 364. Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

EMPRUNTS COMPRIS DANS L'ACCORD MELLON-BERENGER — Voir RÉSOLUTIONS, 9.

EMPRUNTS OU EMISSIONS DU TRESOR. — Voir TRESOR.

EMPRUNTS POLONAIS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat français à des emprunts du Gouvernement polonais et de la Compagnie franco-polonaise de chemins de fer. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 930 [29 décembre], p. 1859. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardéy dépose et lit le rapport N° 952. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. Aimé Berthod, N° 953. Discussion générale: MM. Marcel Plaisant, *Vice-Président de la Commission des affaires étrangères*; Pierre Viénot, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1965. — Promulgation: Loi du 19 janvier 1937 (J. O. du 20 janvier, p. 794).

ENFANCE. — Mesures en vue de la protection des enfants du premier âge (art. 95). (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

ENFANCE MALHEUREUSE. — Voir CODE PÉNAL, 5.

ENFANTS (Interdiction de l'admission au travail) Voir CODE DU TRAVAIL, 1.

ENFANTS MALTRAITÉS OU MORALEMENT ABANDONNÉS. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Philip ayant pour objet de modifier l'article 15, paragraphe 2 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. Renvoi à la Commission de législation, N° 616 [30 juillet], p. 965. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 644 [31 juillet], p. 989. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [10 août], p. 1163.

ENGAGÉS VOLONTAIRES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 6, 7, 10.

ENGRAIS (VENTE DES). — Voir AGRICULTURE, 2.

ENLEVEMENT DE MINEUR. — Voir CODE PÉNAL, 2.

ENQUÊTE DANS LES COLONIES. — Voir COLONIES, 3.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

1 — Transmission d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 30 octobre 1886 en ce qui concerne la nomination des instituteurs. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 72 [18 février], p. 109.

2 — Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire. Voir Table de 1933, p. 74. Retrait du projet de loi [16 juin], p. 481.

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 28 mars 1882 relative à l'obligation de l'enseignement primaire. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 525 [7 juillet], p. 658. — M. Lefas dépose le rapport N° 537 [9 juillet], p. 676. — Renvoi pour avis, à la Commission des finances [9 juillet], p. 677. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lefas, *Rapporteur*. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Philip, N° 599. Suite de la discussion générale: MM. Auguste Mounié, Connevot, François Labrousse, Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Alexandre Bachelet, François-Saint-Maur; MM. Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Connevot, Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Sigrist. Contre-projet de M. François Labrousse: MM. François Labrousse, Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Retrait. Discussion des articles du projet de loi. Art. 1^{er}: Amendement de M. Louis Linÿer et de plusieurs de ses collègues: MM. Louis Linÿer, Jules Wolff, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Jossot, *Président de la Commission de l'Enseignement*. Rejet au scrutin. Adoption de l'article. Art. 2 et 3: adoption. Art. 4: Amendement de M. Alexandre Israël: MM. Alexandre Israël, Lefas, *Rapporteur*. Disjonction de l'article. Art. 5 et 6: adoption. Art. 7 et dernier: MM. Eugène Muller, François-Saint-Maur, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*. Disjonction. Sur l'ensemble: MM. Hachette, Clamamus. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Observations de M. Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement* [28 juillet], p. 897, 907. — Promulgation: Loi du 9 août 1936 (J. O. du 13 août, p. 8706).

4 — Proposition de loi de M. François Labrousse tendant à renforcer l'obligation scolaire et à prolonger la scolarité de treize à quinze ans dans l'enseignement primaire. Voir Table de 1935, p. 60. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lefas, *Rapporteur*. Art. 1^{er}: MM. Coucoureux, Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Lefas, *Rapporteur*; Anatole Manceau, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Alinéa 1^{er}: Amendement de M. Anatole Manceau: MM. Anatole Manceau, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Retrait. Amendement de M. François-Saint-Maur et plusieurs de ses collègues: MM. François-Saint-Maur, Lefas, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Retrait. Adoption de l'alinéa. Alinéa 2^o: Amendements: 1^o de MM. Raymond Martin et Georges Ulmo; 2^o de M. Alexandre Israël: MM. Raymond Martin, Alexandre Israël, Lefas, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; François-Saint-Maur, Marcel Donon, Patizel. Retrait de l'amendement de M. Alexandre Israël. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Raymond Martin. Observations de MM. Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Lefas, *Rapporteur*. Amendement de M. François-Saint-Maur. MM. François-Saint-Maur, Lefas, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'alinéa. Amendement de MM. Alexandre Israël et Turbat: MM. Lefas, *Rapporteur*; Alexandre Israël, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Adoption, au scrutin. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article. Art. 2: adoption. Art. 3: MM. Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Lefas, *Rapporteur*. Adoption. Art. 4: MM. Alexandre Bachelet, Lefas, *Rapporteur*. Adoption. Art. 5: MM. Alexandre Bachelet, Lefas, *Rapporteur*. Adoption. Art. 6 à 11: adoption. Art. 12: M. Antoine Borrel. Adoption. Art. 13: adoption. Art. 14 et dernier: MM. Eugène Muller, François de Tesson, *Sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil*. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: *Proposition de loi modifiant les lois du 28 mars 1882 et du 30 octobre 1886 quant aux sanctions de l'obligation scolaire* [30 juillet], p. 968. — Promulgation: Loi du 11 août 1936 (J. O. du 13 août, p. 8706).

5 — Dépôt d'une proposition de loi de M. François Labrousse tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 29 mars 1882 qui rend l'enseignement primaire obligatoire. Renvoi à la Commission de l'enseignement. N° 686. Demande de discussion immédiate (application de l'article 88 du règlement. — M. François Labrousse dépose le rapport N° 690. Exposé de M. François Labrousse. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Alexandre Bachelet, Mauger. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [6 août], p. 1089, 1092.

6 — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'incorporation dans les cadres français de l'enseignement primaire public des instituteurs et institutrices d'origine sarroise naturalisés Français. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission des finances, N° 784 [13 août], p. 1301. — Demande de discussion immédiate. M. Lefas dépose et lit le rapport N° 816. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Jules Wolff, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*.

Adoption des articles 3 et 7, modifiés par la Chambre des Députés, et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1331 et 1361. — Promulgation: Loi du 25 août 1936 (J. O. du 13 septembre, p. 9770).

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 5 juin 1934 relatif à l'enseignement professionnel dans les écoles de l'enseignement technique, dans les écoles primaires supérieures et dans les cours complémentaires. Renvoi à la commission de l'enseignement, et, pour avis à la commission des finances, N° 75 [18 février], p. 109. — M. Brogly dépose le rapport N° 539 [9 juillet], p. 676. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances par M. Jossot au nom de M. Cuminal. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juillet], p. 968. — Promulgation: Loi du 4 août 1936 (J. O. du 5 août, p. 8354).

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du décret du 30 octobre 1935 portant modification du régime des remises universitaires dans les établissements publics d'enseignement secondaire. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 693 [7 août], p. 1092. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1238. — Renvoi à la commission des finances [5 novembre], p. 1463.

Voir STATUT DES AGENTS DE SERVICE. — STATUT DES DAMES STÉNOGRAPHES.

ENSEIGNES. — Voir AFFICHAGE.

ENTENTES PROFESSIONNELLES. — Voir ACCORDS PROFESSIONNELS.

ENTREPRENEURS DE SPECTACLES. — Voir DROITS D'AUTEUR.

ENTREPRISES ARTISANALES. — Voir APPRENTISSAGE.

ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE. — Voir COMITÉ CONSULTATIF.

ENTREPRISES COMMERCIALES INDUSTRIELLES ET AGRICOLES. — Voir AIDE.

ÉPARGNE (Protection de l'). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maulion et plusieurs des ses collègues sur la proposition de législation, N° 470 [17 juin], p. 502. — Renvoi, pour avis à la Commission des finances [16 juillet], p. 701.

ÉQUATEUR. — Voir CONVENTIONS, 18.

ÉTABLISSEMENT THERMAL DE LUXEUIL-LES-BAINS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant la cession par l'État à la ville de Luxeuil-les-Bains de l'établissement thermal de cette ville. Voir Table de 1935, p. 61. — M. Le Gorgeu dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 588 [22 juillet], p. 782. — M. Delthil dépose l'avis de la Commission des finances N° 601 [28 juillet], p. 907. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juillet], p. 967. — Promulgation: Loi du 20 août 1936 (J. O. du 28 août, p. 9212).

2 — Concession gratuite par l'État à la ville de Luxeuil-les-Bains de l'établissement thermal de cette ville (art. 92) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'expropriation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 124 [3 mars], p. 164.

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS. — Voir TRÉSORERIE DES DÉPARTEMENTS.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX. — Voir SEMAINE DE QUARANTE HEURES.

ETATS GÉNÉRAUX DE 1789 (Erection à Versailles d'un monument commémoratif). — Voir RÉSOLUTIONS, 16.

ETHIOPIE. — Voir INTERPELLATIONS, 6.

ÉTRANGERS NATURALISÉS. — Voir NATIONALITÉ.

ÉTUDIANTS. — Voir DROITS D'INSCRIPTION UNIVERSITAIRE.

EXERCICE DES ATTRIBUTIONS NOTARIALES DANS LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES. — Voir NOTARIAT, 2.

EXPÉDITION DES IMPRIMÉS PAR VOIE POSTALE. — Voir CONVENTIONS, 18.

EXPORTATION DE PLANTES SÉLECTIONNÉES (Indochine). — Voir DOUANES, 55.

EXPORTATIONS EFFECTUÉES AU PROFIT DE SERVICES PUBLICS ÉTRANGERS.

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 10 juillet 1928 autorisant le Gouvernement à garantir la bonne fin des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers (N° 507, année 1932). Vote de la question préalable [18 février], p. 109;

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 10 juillet 1928 autorisant le Gouvernement à garantir le règlement des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers. Renvoi à la Commission des finances, N° 639 [31 juillet], p. 989. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [3 août], p. 1017. — M. Tournan dépose le rapport N° 746 [11 août], p. 1212. — Demande de discussion immédiate. Discussion des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 août], p. 1238 et 1271. — Promulgation: Loi du 16 août 1936 (J. O. du 20 août, p. 8992).

EXPOSITION INTERNATIONALE DE 1937

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 6 juillet 1934 relative à l'organisation à Paris, en 1937, d'une exposition internationale. Renvoi à la Commission des finances, N° 94 [25 février], p. 133. M. Tournan dépose un rapport N° 216 [10 mars], p. 245. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Tournan, *Rapporteur*; André Morizet, Joseph Faure, Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 353. — Promulgation: Loi du 24 mars 1936 (J. O. du 28 mars, p. 3498).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'une maison de la radio à l'exposition internationale de 1937 et à l'élaboration des programmes de radiodiffusion. Renvoi à la Commission des finances, N° 337 [20 mars], p. 371. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Pierre-Robert, N° 390. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 410. — Promulgation: Loi du 29 mars 1936 (J. O. du 1^{er} avril, p. 3619).

3 — Ouverture de débits de boissons à l'exposition internationale de 1937 (art. 10) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

VOIR CRÉDITS, 7. — INTERPELLATIONS, 23.

EXPOSITIONS INTERNATIONALES :

— **d'Aviculture de Leipzig.** — Voir CRÉDITS, 10.

— **de Bruxelles et de Milan.** — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 4.

F

FABRICATIONS D'ARMEMENT. — Voir MINISTÈRE DE LA GUERRE.

FAILLITE DES ÉDITEURS ET DES ENTREPRENEURS DE SPECTACLES. — Voir DROITS D'AUTEUR.

FAILLITE OU LIQUIDATION JUDICIAIRE (Situation des coobligés au paiement). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des coobligés au paiement en cas de faillite ou de liquidation judiciaire du souscripteur d'un billet à ordre ou de l'accepteur d'une lettre de change (N° 458, année 1931). Voir année 1932. Vote de la question préalable [18 février], p. 109.

FAUNE ET FLORE EN AFRIQUE. — Voir CONVENTIONS, 19.

FECULES DE POMME DE TERRE. — Voir DOUANES, 18.

FEMME MARIÉE (Capacité de la). — Voir CODE CIVIL, 8.

FEMMES (Electorat et éligibilité). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder aux femmes l'électorat et l'éligibilité à toutes les élections. Renvoi à la Commission du suffrage universel, N° 662 [3 août], p. 1016.

FERMIER SORTANT. — Voir CODE CIVIL, 7.

FILMS ÉDUCATIFS. — Voir CONVENTIONS, 16.

FINANCES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux premières mesures de réforme des finances départementales et communales. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'administration, N° 846 [6 novembre], p. 1474. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 849 [10 novembre], p. 1498. — Discussion.

Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Avis de la Commission de l'administration, par M. Henri Queuille, N° 852. Suite de la discussion générale: MM. Louis Linyer, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Auguste Mounié, James Hennessy, Antoine Borrel, Henri Laudier, Maulion, Clamamus, Fiancette. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}: Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [10 novembre], p. 1498, 1499. — Suite de la discussion. Suite de la discussion des articles. Art. 1^{er} précédemment adopté. Art. 2 (nouvelle rédaction de la Commission): M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. 1^{er} alinéa: Amendement de MM. Brasseur et Le Gorgeu. Retrait. Amendement de MM. Marcel Michel et plusieurs de ses collègues. Non soutenu. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e et 3^e alinéas: MM. Henri Laudier, Neyret. Adoption des 2^e et 3^e alinéas et de l'ensemble de l'article. Art. 2 bis nouveau, proposé par M. Brom: MM. Brom, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Henri Sellier, *Ministre de la Santé publique*. Rejet. Art. 3. 1^{er} alinéa: Amendement de M. Brasseur: MM. Brasseur, Auguste Mounié, Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'intérieur*. Retrait. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: M. Fiancette. Adoption de l'alinéa modifié. 3^e alinéa: Amendement de M. Brasseur. Retrait. Adoption de l'alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 4 (disjoint par la commission). Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Henri Sellier, *Ministre de la Santé publique*. Retrait. Disjonction de l'article. Art. 5: MM. Brasseur, Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'intérieur*. Clamamus. Adoption. Art. 6: M. Paul Laffont. Adoption. Art. 7 à 9: adoption. Art. 10: MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*; Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'intérieur*. Adoption. Art. 11: disjonction. Art. 12 (disjoint par la Commission). Amendements: 1^o de M. Eugène Milliès-Lacroix; 2^o de MM. Henry Merlin et Brasseur: MM. Henry Merlin, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Abel Lefèvre, Queuille, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*: Clamamus. Adoption, après modification, de l'amendement de M. Eugène Milliès-Lacroix (devenant l'art. 12). Observations de M. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*; Henri Laudier. Art. 13: adoption. Art. 14: MM. Fiancette, Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'intérieur*; Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*. Adoption. Art. 15 à 17: adoption. Art. 18. Amendements: 1^o de M. Roux-Freissineng; 2^o de M. Lancien: MM. Roux-Freissineng, Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*. Adoption, après modifications, de l'amendement de M. Roux-Freissineng (devenant l'art. 18). Sur l'ensemble: MM. le général Hirschauer, Henri Sellier, *Ministre de la Santé publique*, Corbedaine, Paul Laffont, Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'intérieur*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 novembre], p. 1516. — Promulgation: Loi du 13 novembre 1936 (J. O. du 14 novembre, p. 11802).

FINLANDE. — Voir DOUANES, 46.

FLEURS. — Voir PLANTES A PARFUM.

FOIRES INTERNATIONALES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 4.

FONCTIONNAIRES.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le décret du 16 juillet 1935 augmentant les délais d'avancement. Renvoi à la Commission de l'administration. N° 382 [20 mars], p. 405. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [6 juin], p. 461.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés: 1° apportant des aménagements aux décrets-loi pris en vertu des lois des 28 février 1934 et 8 juin 1935 qui instituent des prélèvements sur les traitements, salaires, indemnités et retraites des fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et des agents des services publics et concédés; 2° supprimant les cumuls de rémunérations, de retraites ou des fonctions, contraires à la bonne gestion administrative et financière du pays. Renvoi à la Commission des finances, N° 456 [12 juin], p. 476. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose le rapport N° 465 [16 juin], p. 480. — Déclaration d'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale, MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Lémery, Hachette, Gautherot, François-Saint-Maur, Léon Blum, *Président du Conseil*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [16 juin], p. 482. — Suite de la discussion. Art. 1^{er}: MM. Le Gorgeu, Henri Laudier, Albert Mahieu, Georges Perrot, le général Hirschauer, Louis Linÿer, Alexandre Bachelet, François-Saint-Maur, Clamamus, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Auguste Mounié. Adoption des trois premiers alinéas. 4^e alinéa: M. Henry Merlin. Adoption. 5^e et dernier alinéa: M. Jean Bosc. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 et 3 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: MM. Marcel Cachin, le comte Louis de Blois. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 juin], p. 502. — Promulgation: Loi du 20 juin 1936 (*J. O.* du 21 juin, p. 6482).

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant des majorations d'ancienneté pour la période de guerre de 1914 à 1918 aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat devenus Français en application du traité de paix du 28 juin 1919 et ayant combattu dans une armée ex-ennemie ou ex-alliée. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances, N° 532 [9 juillet], p. 673. — M. Monsservin dépose le rapport N° 642 [31 juillet], p. 989. — M. Hachette dépose l'avis de la Commission des finances N° 697. [7 août], p. 1098. — 1^{re} délibération. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 août], p. 1192. — Promulgation: Loi du 24 août 1936 (*J. O.* du 27 août, p. 9178).

4 — Réduction progressive du prélèvement sur les traitements et salaires (art. 68). Répartition par décrets des crédits destinés au relèvement des salaires des auxiliaires de l'Etat et des salaires des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (art. 69) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir RETRAITES, 6.

FONDS DE COMMERCE.

1 — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 juin 1935 relative au règlement du prix de vente des fonds de com-

merce. Voir Table de 1935, p. 62. Promulgation: Loi du 22 mars 1936 (*J. O.* des 23 et 24 mars, p. 3275);

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Odin tendant à modifier l'article 17, paragraphe 5^o, de la loi du 29 juin 1935 relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission de législation, N° 240 [12 mars], p. 252.

Voir DROITS D'ENREGISTREMENT.

FONDS DE SUBVENTION (Exercice 1936).

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements. Renvoi à la Commission des finances, N° 740 [11 août], p. 1202. Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1248. — M. Babaud-Lacroze dépose et lit le rapport N° 768. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 août], p. 1265. — Promulgation: Loi du 10 septembre 1936 (*J. O.* du 11 septembre, p. 9698).

FORET FRANÇAISE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant des mesures pour venir en aide à la forêt française et protéger l'industrie du papier. Renvoi à la Commission des finances, N° 344 [20 mars], p. 371. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*, N° 386. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Observations de M. Edouard Néron. Avis de la Commission de l'agriculture par M. Borgeot, N° 387. Article unique: M. Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*. Adoption [20 mars], p. 406. — Promulgation: Loi du 16 avril 1936 (*J. O.* du 17 avril, p. 4114).

FORETS (Incendies). — Projet de loi complétant l'article 7 de la loi du 26 mars 1924 concernant les diverses mesures à prendre contre les incendies de forêts. Voir Table de 1935, p. 63. — Promulgation: Loi du 22 février 1936 (*J. O.* du 25 février, p. 2242).

FORETS DOMANIAUX. — Voir CHASSE. — SAINT-JEAN-DE-MONTS.

FOURNITURES AGRICOLES EN SARRE. — Voir INTERPELLATIONS, 3.

FRANÇAIS D'ESPAGNE (Rapatriement). — Voir CRÉDITS, 16.

FRANCISATION DES NOMS DES ÉTRANGERS NATURALISÉS. — Voir NATIONALITÉ.

FRAUDES. — Voir CUIR. — PLANTES A PARFUM.

G

GARDE RÉPUBLICAINE MOBILE. — Fixation des effectifs de la garde républicaine mobile (art. 77) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir ARMÉE, 7.

GARDES CHAMPÈTRES (Départements recouverts). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la suspen-

sion et à la révocation des gardes champêtres dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et de la Moselle. Voir Table de 1934, p. 79. — Promulgation: Loi du 20 février 1936 (*J. O.* du 23 février, p. 2191).

GARDES DOMANIAUX DES EAUX ET FORETS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 6 juillet 1927 sur le recrutement des gardes domaniaux des eaux et forêts. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 108 [25 février], p. 140. — M. de Monti de Rézé dépose le rapport N° 261 [13 mars], p. 278. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [2 juillet], p. 650. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1936 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7266).

GENDARMERIE. — Voir ARMÉE, 7. — RÉSOLUTIONS, 11.

GEORGE V, ROI D'ANGLETERRE. — M. le Président rend hommage à la mémoire de S. M. George V, Roi d'Angleterre; M. Léon Bérard, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, associe le Gouvernement à cet hommage. Séance levée en signe de deuil [21 janvier], p. 27.

GIBIER ÉTRANGER. — Voir DOUANES, 41.

GRACES AMNISTIANTES. — Voir AMNISTIE.

GRAND-VAL. — Voir CIMETIÈRE CANADIEN.

GRANDE-BRETAGNE. — Voir CONVENTIONS, 2. — DOUANES, 1, 12.

GRANGES (Hameau des) (Ain). — Voir PONT-D'AIN.

GRANIT OUVRE. — Voir DOUANES, 19.

GREFFE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE (Création de registres nouveaux). — Voir TRIBUNAUX DE COMMERCE.

GROUPES SCOLAIRES. — Voir ASSISTANCE PUBLIQUE.

GRUAUX. — Voir DOUANES, 48.

H**HABITATIONS A BON MARCHÉ.**

1 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Sellier et plusieurs de ses collègues relative: 1° aux mesures à prendre pour faire face aux conséquences que les difficultés économiques résultant de la crise et le décret-loi du 16 juillet 1935 ont entraînées en ce qui concerne l'équilibre des opérations d'habitations à bon marché; 2° aux dispositions à introduire dans la réglementation en vigueur en ce qui concerne la tolérance à accorder aux acquéreurs et constructeurs de maisons familiales victimes de la crise économique. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 141 [3 mars], p. 182.

2 — Prorogation et aménagement du régime des habitations à bon marché (art. 93 et 94) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

HAÏTI. — Voir CONVENTIONS, 18.

HAUSSE INJUSTIFIÉE DES PRIX. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce, 729 [10 août], p. 4184. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [11 août], p. 4203. — M. Georges Pernot dépose le rapport N° 773 [12 août], p. 1286. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission du commerce, par M. Caillier. Discussion générale: MM. Fiancette, Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. Anatole Manceau, Georges Pernot, *Rapporteur*. Adoption. Art. 3: amendement de MM. Toy-Riont, Caillier et Lourties: M. Georges Pernot, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Nouvel amendement de MM. Toy-Riont, Caillier et Lourties: M. Caillier. Retrait. Art. 4: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Adoption. Art. 5 et 6: adoption. Art. 7. Amendement de MM. Toy-Riont, Caillier et Lourties: M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'article. Art. 8: adoption. Art. 9: MM. André Lebert, Georges Pernot, *Rapporteur*. Adoption. Art. 10 à 13: adoption. Explications de vote: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Anatole Manceau, Fiancette. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1297, 1337. — Promulgation: Loi du 19 août 1936. (*J. O.* du 20 août, p. 8989).

HAUTE-VOLTA. — Voir DOUANES, 54.

HUILES:

— d'amandes. — Voir DOUANES, 2.

— de noix et de colza. — Voir TAXE UNIQUE.

— sulfonées. — Voir DOUANES, 37.

I

IMMEUBLES. — Voir CONSTRUCTIONS. — COPROPRIÉTÉ. — DROITS D'ENREGISTREMENT.

IMMUNITÉS DES NAVIRES D'ÉTAT. — Voir CONVENTIONS, 15.

IMPORTATEURS. — Voir DOUANES, 48, 49, 51.

IMPORTATION DE PAIN DANS LES ZONES FRONTALIÈRES. — Prorogation du privilège accordé aux frontaliers par la loi du 22 avril 1932 (art. 57) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

IMPORTATIONS. — Voir DOUANES, 4 à 10.

IMPOSITION DES PENSIONS DE LA LOI DU 31 MARS 1919. — Voir PENSIONS, 3, 4.

IMPÔTS. — Autorisation de perception (art. 2). Fixation, pour l'exercice 1937, du taux général des impôts cédulaires sur les revenus (art. 3) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir PATENTE.

IMPRIMÉS (Expédition par voie postale). Voir CONVENTIONS, 18.

INCENDIES DE FORETS. — Voir FORÊTS.

INCIDENT. — M. Marcel Michel (Loi contre la spéculation illicite): M. Monsservin et M. le Président [20 juin], p. 587.

INCIDENTS:

— de Soissons. — Voir INTERPELLATIONS, 17.

— dans les ports et arsenaux. — Voir INTERPELLATIONS, 21.

INDEMNITÉ DE PLUS-VALUE AU FERMIER SORTANT. — Voir CODE CIVIL, 7.

INDEMNITÉS DE RESIDENCE DES INSTITUTEURS. — Voir RÉSOLUTIONS, 10.

INDOCHINE. — Voir DOUANES, 55, 56.

INDUSTRIELS. — Voir DÉLAIS.

INONDATIONS DU SUD-EST. — Voir CRÉDITS, 1.

INSCRIPTION MARITIME.

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à fixer la limite de l'inscription maritime dans les eaux maritimes des estuaires, fleuves, rivières et canaux fréquentés par les navires de mer. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des travaux publics, N° 370 [20 mars], p. 405. — M. Leblanc dépose le rapport N° 528 [7 juillet], p. 658. — M. Leblanc dépose un rapport supplémentaire N° 645 [31 juillet], p. 989. — M. Yves Le Troquer dépose l'avis de la Commission des travaux publics, N° 654 [31 juillet], p. 998. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [6 août], p. 1090.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à reclasser les agents de l'inscription maritime rétrogradés par application du décret-loi du 30 juin 1934. Renvoi à la Commission de la marine et pour avis à la Commission des finances, N° 372 [20 mars], p. 393.

INSCRIPTIONS ELECTORALES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1913 sur les inscriptions électorales (N° 135, année 1932). — M. de La Grandière dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 527 [7 juillet], p. 658. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Delhoume, de La Grandière, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [17 juillet], p. 719.

INSPECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS. — Voir MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

INSTITUTEURS. — Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, 1. — RÉSOLUTIONS, 10.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES D'ORIGINE SARROISE NATURALISÉS FRANÇAIS. — Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, 6.

INSTRUMENTS:

— de dessin. — Voir DOUANES, 42.

— de musique. — Voir DOUANES, 3.

INTERPELLATIONS.

1 — **Politique d'emprunt et dévaluation.** — Demande d'interpellation de M. Maurice Viollette à M. le Ministre des Finances sur les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à la politique d'emprunt et ainsi écarter les perspectives de la dévaluation. Fixation ultérieure de la date de discussion [21 janvier], p. 20.

2 — **Situation des vins sur les marchés extérieurs.**

1^o — Interpellation de M. Capus à M. le Ministre du Commerce sur la situation faite aux vins fins dans les accords commerciaux. Voir Table de 1935, p. 65. — Reprise de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de discussion [30 janvier], p. 42. — Fixation au jeudi 19 mars de la date de la discussion [5 mars], p. 191.

2^o — Interpellation de M. Georges Portmann à M. le Ministre du Commerce sur la situation critique de nos vins sur les marchés extérieurs. Voir Table de 1935, p. 64. — Reprise de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de discussion [30 janvier], p. 42. — Fixation au jeudi 19 mars de la date de la discussion [5 mars], p. 191. — Discussion des deux interpellations ci-dessus: MM. Capus, Georges Portmann, Jean Jacquy, Pelletier, Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*. Adoption de l'ordre du jour de MM. Capus, Georges Portmann et plusieurs de leurs collègues [19 mars], p. 342.

3 — **Fournitures agricoles en Sarre.** — Interpellation de M. Corbedaine sur les retards apportés au règlement des fournitures agricoles en Sarre, correspondant aux livraisons de juillet et d'août 1935. Voir Table de 1935, p. 65. — Reprise de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de discussion [30 janvier], p. 42.

4 — **Politique économique du Gouvernement.** Interpellation de M. Tournan à M. le Président du Conseil sur la politique économique du Gouvernement [30 janvier], p. 42. — Fixation au mardi 3 mars de la date de la discussion de l'interpellation ci-dessus [18 février], p. 109. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Tournan, Edouard Néron, Roux-Fressineng, Jacques Benoist. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [3 mars], p. 166. — Suite de la discussion. MM. Beaumont, Joseph Faure, Cassez, Edouard Néron, Jean Bosc, le comte d'Harcourt, Victor Boret, Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*. Vote de l'ordre du jour pur et simple [5 mars], p. 191.

5 — **Coordination du rail et de la route.** — Interpellation de M. Robert Thoumyre sur l'application du décret-loi du 19 avril 1934 relatif à la coordination du rail et de la route [4 février], p. 46. — Fixation au jeudi 27 février de la date de la discussion de l'interpellation [20 février], p. 126. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Robert Thoumyre, Paul Laffont, Patizel, François Labrousse, Auguste Mounié, Camille Chautemps, *Ministre des Travaux publics*; Monsservin, Chassaing, Gasnier-Duparc, Delhoume, Charles Dumont, Yves Le Troquer. Ordres du jour: 1^o de M. Paul Laffont et plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Robert Thoumyre. Sur les ordres du jour: MM. Camille Chautemps, *Ministre des Travaux publics*; Paul Laffont; Hervey, Robert Thoumyre. Retrait des ordres du jour. Vote de l'ordre du jour pur et simple [27 février], p. 145.

6 — **Droits et intérêts de la France dans le conflit éthiopien.** — Demande d'interpellation de M. Hachette à M. le Ministre des Affaires étrangères sur la politique

qu'il compte suivre pour sauvegarder les droits et intérêts de la France engagés dans le conflit éthiopien. Observation de M. Hachette. Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 février], p. 52. — Reprise de la demande d'interpellation ci-dessus. Sur la date: MM. Hachette, Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la Guerre, Vice-Président du Conseil*; le comte Louis de Blois. Fixation ultérieure de la date de la discussion [6 juin], p. 461. — Observations de MM. le comte Louis de Blois, Yvon Delbos, *Ministre des Affaires étrangères*; Hachette. Fixation ultérieure des dates de discussion [9 juin], p. 466. — Fixation de la discussion au vendredi 17 juillet, après observations de MM. Gautherot, Hachette et Salengro, *Ministre de l'Intérieur*. — Jonction de l'interpellation de M. Hachette à celle de M. Gautherot sur la politique coloniale du Gouvernement [7 juillet], p. 659. — Voir INTERPELLATIONS, 10.

7 — Sanctions à l'égard de l'Italie. — Politique extérieure.

1^o Demande d'interpellation de M. le comte de Blois sur la question des sanctions prises à l'égard de l'Italie et sur la suite qui sera donnée aux déclarations que fit au Sénat le 20 mars dernier M. P.-E. Flandin, alors Ministre des Affaires étrangères. Sur la date: MM. Hachette, Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la Guerre, Vice-Président du Conseil*; le comte Louis de Blois. Fixation ultérieure de la date de discussion de l'interpellation [6 juin], p. 461. — Observations de MM. le comte Louis de Blois, Yvon Delbos, *Ministre des Affaires étrangères*; Hachette. Fixation ultérieure des dates de discussion [9 juin], p. 466. — Sur la demande d'interpellation: MM. Yvon Delbos, *Ministre des Affaires étrangères*; le comte Louis de Blois. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 juin], p. 481. — Fixation de la date de discussion au 23 juin [20 juin], p. 587. — Ajournement au 25 juin [23 juin], p. 590;

2^o Demande d'interpellation de M. Henry Bérenger à M. le Ministre des Affaires étrangères sur la déclaration du Gouvernement à propos de la politique extérieure de la France. Jonction de l'interpellation à celle de M. le comte de Blois [23 juin], p. 594. Discussion des deux interpellations ci-dessus: Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. le comte Louis de Blois, Henry Bérenger, Lémery, Marcel Cachin, Manuel Fourcade, Yvon Delbos, *Ministre des Affaires étrangères*; Alexandre Millerand, Léon Blum, *Président du Conseil*. Ordres du jour: 1^o de M. Cabart-Danneville et plusieurs de ses collègues; 2^o de MM. T. Steeg, Bienvenu-Martin, François Labrousse et plusieurs de leurs collègues. Ordre du jour pur et simple proposé par M. Lémery: MM. Lémery, Léon Blum, *Président du Conseil*; Armbruster. Rejet, au scrutin. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de MM. T. Steeg, Bienvenu-Martin et François Labrousse [25 juin], p. 610.

8 — Production salinière en Algérie. — Demande d'interpellation de M. Perreau, à M. le Ministre de l'Intérieur, sur les motifs pour lesquels la jurisprudence administrative de l'administration française, en matière d'ouverture de nouvelles sources de production salinière, n'est pas encore appliquée en Algérie. Fixation ultérieure de la date de la discussion [11 juin], p. 473.

9 — Retard dans la promulgation d'un décret (Sociétés). — Demande d'interpellation de M. Lesaché à M. le Ministre du

Commerce sur les causes du retard apporté jusqu'ici à promulguer le décret qui doit réglementer les conditions d'aptitude des candidats aux fonctions de commissaires dans les sociétés qui font appel à l'épargne et sur l'urgence que présente cette réforme, depuis longtemps attendue. Observation de M. Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 juin], p. 481.

10 — Politique coloniale du Gouvernement. — Troubles de l'Afrique du Nord. — Demande d'interpellation de M. Gautherot à M. le Président du Conseil sur la politique coloniale du Gouvernement et sur les troubles de l'Afrique du Nord. Fixation ultérieure de la date de la discussion [30 juin], p. 632. — Fixation de la discussion au vendredi 17 juillet, après observations de MM. Gautherot, Hachette et Salengro, *Ministre de l'Intérieur* [7 juillet], p. 538. — Ajournement de la discussion [16 juillet], p. 710. — Rappel de la demande d'interpellation. Sur la date de la discussion: M. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 novembre], p. 1461, 1462.

11 — Fonctionnement des services publics. — Respect des institutions républicaines. — Demande d'interpellation de M. Henry-Haye sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le fonctionnement des services publics, la liberté du travail, la sécurité des citoyens et le respect des institutions républicaines. Observation de M. Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [30 juin], p. 645. — Fixation au mardi 7 juillet de la discussion de l'interpellation [2 juillet], p. 650. — Discussion de l'interpellation. MM. Henry-Haye, Dormana, Henry Lémery, François-Saint-Maur, Salengro, *Ministre de l'Intérieur*; Albert Sarraut, le comte Louis de Blois, Bienvenu-Martin. Ordres du jour: 1^o de M. Henry-Haye et plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Bienvenu-Martin et plusieurs de ses collègues, avec demande de priorité. Retrait de l'ordre du jour de M. Henry-Haye. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Bienvenu-Martin [7 juillet], p. 659.

12 — Licences d'importation. — Demande d'interpellation de M. Gaston Rogé sur les mesures que compte prendre M. le Ministre de l'Economie nationale pour mettre un terme aux abus auxquels donne droit la répartition de certaines licences d'importation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 juillet], p. 701. — Rappel de la demande d'interpellation. Sur la date de la discussion: M. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 novembre], p. 1461, 1462.

13 — Menées communistes en Algérie. — Demande d'interpellation de M. Roux-Freissineng, à M. le ministre de l'intérieur, sur l'attitude que compte prendre le Gouvernement en présence des menées communistes en Algérie. Observations de MM. Roux-Freissineng, Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [17 juillet], p. 716. — Retrait de la demande d'interpellation. Observations de M. Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*, et de M. Roux-Freissineng [31 juillet], p. 990.

14 — Sauvegarde de la liberté du travail à l'époque de la moisson. — Demande d'interpellation de M. Goré sur les mesures que compte prendre M. le Ministre de l'In-

térieur pour sauvegarder, surtout à l'époque de la moisson, la liberté du travail et mettre fin aux atteintes à la propriété individuelle. Fixation ultérieure de la date de la discussion [21 juillet], p. 743.

15 — Occupation des usines. — Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le Président du Conseil sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement croit devoir, contrairement aux assurances formelles données par M. le Ministre de l'Intérieur, laisser se développer à travers la France des occupations d'usines dont M. le Président du Conseil a reconnu lui-même l'illégalité et dont il ne saurait méconnaître qu'elles constituent, outre une atteinte intolérable au droit de propriété, une redoutable manœuvre révolutionnaire. Fixation ultérieure de la date de la discussion [28 septembre], p. 1383. — Rappel de la demande d'interpellation. Sur la date de la discussion: M. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 novembre], p. 1462.

16 — Complot communiste. — Demande d'interpellation de M. Gautherot à M. le Président du Conseil sur le complot communiste ourdi contre la sûreté de l'Etat, en violation des traités franco-soviétiques. Sur la date de la discussion: M. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 novembre], p. 1461. — Fixation de la date de discussion. Sur la date: MM. Gautherot et Léon Blum, *Président du Conseil*. Jonction de l'interpellation à celle de M. Lémery. Fixation de la date de la discussion à la première séance utile après le vote du projet de loi sur la réforme fiscale [8 décembre], p. 1563.

17 — Incidents de Soissons. — Affaire Formisyn. — Demande d'interpellation de M. Desjardins à M. le Garde des Sceaux sur les interventions politiques qui ont tenté d'entraver l'action de la justice et d'obtenir des mesures de faveur à l'égard des révolutionnaires qui ont avoué avoir exercé d'abominables sévices sur M. Formisyn, à Soissons, et sur les dispositions qu'il compte prendre pour assurer dans cette affaire, comme dans toutes les autres, le libre cours de la justice. Sur la date de discussion: MM. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*, Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Desjardins. Fixation au lendemain de la date de la discussion [5 novembre], p. 1461, 1462. — Discussion de l'interpellation. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Desjardins, Hachette, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Emile Roussel. Ordres du jour: le 1^{er}, de M. Hachette; le 2^o de M. Henry Lémery, avec demande de priorité. Ordre du jour pur et simple proposé par M. Cuminal: M. Cuminal. Observations de MM. Henry Lémery, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Hachette. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [6 novembre], p. 1484.

18 — Suspension des cotations du sucre. — Demande d'interpellation de M. Jean Odin à M. le Ministre du Commerce sur les conséquences de la suspension des cotations de la bourse des marchandises de Paris relativement aux opérations cotées sur le sucre pendant la période qui a précédé ladite suspension; Sur la date de la discussion: M. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 novembre], p. 1461, 1462.

19 — Importation de l'iode. — Demande d'interpellation de M. Le Bail sur les me-

sures prises relativement à l'importation de l'iodo. Sur la date de la discussion. M. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 novembre], p. 1461, 1462.

20 — **Politique extérieure; rapports de la France et de ses Alliés.** — Demande d'interpellation de M. Armbruster à M. le Président du Conseil sur la politique extérieure qu'il compte poursuivre en vue de resserrer nos liens d'amitié avec tous les alliés qui ont combattu avec la France de 1914 jusqu'à la victoire finale. Sur la date de la discussion : M. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 novembre], p. 1461, 1462. — Fixation de la date de la discussion. Sur la date : MM. Armbruster et Léon Blum, *Président du Conseil*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 décembre], p. 1563.

21 — **Incidents dans les ports et arsenaux.** — Demande d'interpellation de M. Jacques-Louis Dumesnil à M. le Ministre de la Marine pour lui demander s'il juge tolérables les scandaleuses exhibitions auxquelles vient de se livrer, au chant de l'*Internationale*, dans plusieurs ports et arsenaux de la marine militaire, M. le Sous-Secrétaire d'Etat (dont les fonctions ne sont exercées que par délégation de l'autorité du ministre) et pour lui demander s'il est exact et dans ce cas s'il est conforme aux règlements que le même Sous-Secrétaire d'Etat se soit permis d'offrir un congé payé par les contribuables au personnel de l'arsenal de Brest à l'occasion d'un meeting révolutionnaire. Sur la date de la discussion : MM. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*; Jacques-Louis Dumesnil. Fixation au lendemain de la date de la discussion [5 novembre], p. 1461, 1462. — Discussion de l'interpellation. MM. Jacques-Louis Dumesnil, Cabart-Danneville, Gasnier-Duparc, *Ministre de la Marine*; Blanche, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Marine*. Ordre du jour : le 1^{er} de M. Jacques-Louis Dumesnil, le 2^e de M. Rio et plusieurs de ses collègues. Sur les ordres du jour : MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Jacques-Louis Dumesnil. Retrait de l'ordre du jour de M. Jacques-Louis Dumesnil. Ordre du jour pur et simple, proposé par M. Betoulle et plusieurs de ses collègues. Observation de M. Gasnier-Duparc, *Ministre de la Marine*. Adoption de l'ordre du jour de M. Rio et de plusieurs de ses collègues [6 novembre], p. 1474.

22 — **Prélèvement sur les pensions, allocations, retraites et traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire.** — Demande d'interpellation de M. Gaston Rogé à M. le Ministre des Finances sur les conditions dans lesquelles ses services appliquent la loi du 2 octobre 1936 qui a abrogé les décrets-lois des 14 avril 1934 et 16 juillet 1935 instituant un prélèvement sur les pensions, allocations et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre, ainsi que sur les traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire. Sur la date de la discussion : M. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*. Fixation ultérieure de la date de discussion [5 novembre], p. 1461, 1462.

23 — **Pression politique.** — Révocation d'un commissaire général adjoint à l'exposition de 1937. — Demande d'interpellation de M. Lémery à M. le président du conseil : 1^o sur l'intervention du Gouvernement auprès de l'agence Havas dans un but de pression politique sur la conscience d'un directeur de journal; 2^o sur la révocation de M. François Latour comme com-

missaire général adjoint à l'exposition de 1937. Fixation ultérieure de la date de la discussion [10 novembre], p. 1498. — Retrait de l'interpellation [1^{er} décembre], p. 1541.

24 — **Office national du blé. — Comité départemental des Landes.** — Demande d'interpellation de M. Eugène Milliès-Lacroix à M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures prises par le comité départemental des Landes, en accord avec l'office national du blé, pour régler l'échelonnement des livraisons de blé aux minotiers, mesures qui ont pour résultat d'annihiler les dispositions prises par le législateur, permettant aux commerçants en blé de continuer leurs opérations, d'assurer un véritable monopole à la coopérative départementale des Landes et de grever de charges considérables les petits producteurs de ce département. Sur la date : M. Eugène Milliès-Lacroix. Fixation ultérieure de la date de discussion [1^{er} décembre], p. 1541. — Fixation à la présente séance de la discussion de l'interpellation. Discussion. MM. Eugène Milliès-Lacroix, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Patizel [3 décembre], p. 1549, 1555.

25 — **Respect de la légalité républicaine. — Complot contre la sûreté de l'Etat.** — Demande d'interpellation de M. Lémery sur les intentions du Gouvernement : 1^o quant au respect de la légalité républicaine; 2^o quant au complot ouvertement tramé contre la sûreté de l'Etat. Sur la date : MM. Camille Chautemps, *Ministre d'Etat*; Lémery, Gautherot. Fixation ultérieure de la date de discussion [1^{er} décembre], p. 1541. — Fixation de la date de discussion. Sur la date : MM. Lémery, Léon Blum, *Président du Conseil*. Fixation de la discussion à la première séance utile après le vote du projet de loi sur la réforme fiscale [8 décembre], p. 1563.

26 — **Agents des postes, télégraphes, téléphones.** — Demande d'interpellation de M. Jean Philip, à M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, sur les mesures arbitraires dont viennent d'être victimes un grand nombre d'agents de tout grade des postes, télégraphes et téléphones (rétrogradations, déplacements, licenciements). Fixation ultérieure de la date de discussion [3 décembre], p. 1548.

27 — **Stations de radiodiffusion.** — Demande d'interpellation de M. Betoulle à M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones sur l'état d'avancement des travaux des stations de radiodiffusion, prévues en 1931 par la Commission Ferrié, et spécialement sur les lenteurs apportées à l'édification de certaines de ces stations. Observations de MM. Betoulle et Jardillier, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*. Fixation au jeudi 24 décembre de la discussion de cette interpellation [17 décembre], p. 1624.

28 — **Menées antifrançaises en Algérie.** — Demande d'interpellation de M. Roux-Freissineng à M. le Ministre de l'Intérieur sur les menées antifrançaises qui ne cessent de s'accroître en Algérie. Fixation ultérieure de la date de discussion [31 décembre], p. 1942.

INVALIDES DE GUERRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder un nouveau délai aux invalides de guerre frappés de la forclusion prévue par l'alinéa 1^{er} de l'article 38 et par le paragraphe 2 de l'article 42 de la loi du 31 mars 1919 (N^o 395, année 1929) Voir Table de 1929, p. 433. Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

INVALIDES DE LA MARINE. — Fixation de la subvention allouée à l'établissement national des invalides de la marine (art 154) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

IODE (Importation de l'). — Voir INTERPELLATIONS, 19.

IRLANDE (Etat libre d'). — Voir DOUANES, 12.

ISOLACCIO (Corse). — Voir SAN-GAVINONDI-FIUMORBO.

ITALIE (Sanctions à l'égard de l'). — Voir INTERPELLATIONS, 7.

J

JEUX. — Inscription en recettes du produit de l'impôt sur les jeux (art. 73 et 74) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

JOINVILLE-LE-PONT (Ecole d'éducation physique). — Voir CRÉDITS, 5.

JOURNALISTES (départements recouvrés). — Voir STATUTS, 2.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 69 de la Loi de finances du 29 avril 1926 sur l'affranchissement des journaux et périodiques. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N^o 351 [20 mars], p. 381.

Voir CONVENTIONS, 18.

L

LA MARTINIÈRE. — Voir ECOLE DE COMMERCE.

LAMPES POUR PROJECTEURS. — Voir DOUANES, 9.

LANDES (Comité départemental de l'Office national du blé). — Voir INTERPELLATIONS, 24.

LAPINS DE GARENNE. — Voir RÉCOLTES.

LATOUR-DE-FRANCE (Pyrénées-Orientales). — Voir MONTALBA-LE-CHATEAU.

LEGATIONS DE FRANCE AU CAIRE ET A BELGRADE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant : 1^o l'aliénation de l'immeuble de la légation de France au Caire; 2^o l'achat, l'aménagement et l'ameublement d'un nouvel hôtel diplomatique au Caire; 3^o l'achat d'un terrain à Belgrade. Renvoi à la Commission des finances, N^o 48 [11 février], p. 88. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [13 février], p. 100. — M. Abel Gardey dépose le rapport N^o 167 [5 mars], p. 191. — M. Lucien Saint dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N^o 223 [12 mars], p. 251. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 mars], p. 294. — Promulgation : Loi du 19 mars 1936 (*J. O.* du 22 mars, p. 3218).

LEGIION D'HONNEUR. — Report des dates d'échéance des traitements de la Légion d'honneur (art. 30). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

VOIR MUSÉE NATIONAL. — RÉCOMPENSES NATIONALES.

LEGISLATION SUR LA PRESSE. — Voir COMMISSIONS DIVERSES. — PRESSE.

LEGS DE PROPRIÉTÉS FAIT A L'ÉTAT PAR Mme BOURSIN. — Voir VENTE.

LEIPZIG (Exposition internationale d'avi-culture de). — Voir CRÉDITS, 10.

LETTONIE. — Voir CONVENTIONS, 1.

LETTRES DE CHANGE. — Voir CONVENTIONS, 11.

LIBERTÉ DU TRAVAIL. — Voir INTERPELLATIONS, 11, 14.

LICENCES D'IMPORTATION. — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importateurs de produits contingents (art. 7) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

VOIR DOUANES, 52. — INTERPELLATIONS, 12.

LIMITE DES ENGAGEMENTS. — Voir ASSURANCE-CRÉDIT D'ÉTAT.

LIMONADES. — Voir DOUANES, 33.

LIN. — Encouragements à la culture du lin. — Prorogation de la date d'expiration des dispositions de la loi du 4 juillet 1931 (art. 98) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

LITHUANIE. — Voir CONVENTIONS, 9.

LIVRET DE FAMILLE. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, précédemment adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à la délivrance obligatoire d'un livret de famille lors de la célébration du mariage. Voir Table de 1935, p. 67. Ajournement de la discussion [27 février], p. 145.

LOCATIONS ET SOUS-LOCATIONS. — Voir CODE CIVIL, 4.

LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL. — Voir LOYERS, 3.

LOGEMENTS DE LA GARDE RÉPUBLICAINE. — Voir ARMÉE, 7.

LOI DU 25 VENTOSE AN XI. — Voir NOTARIAT, 1.

LOI DU 21 MAI 1836. — Voir PRESTATION.

LOI DU 3 MAI 1844. — Voir CHASSE, 2.

LOI DU 24 JUILLET 1867. — Voir SOCIÉTÉS, 3, 9.

LOI DU 16 SEPTEMBRE 1871. — Voir BUDGET GÉNÉRAL, 1.

LOI DU 27 FÉVRIER 1882. — Voir DOUANES, 1.

LOI DU 28 MARS 1882. — Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

LOI DU 5 AOÛT 1882. — Voir MINISTÈRE DE LA GUERRE.

LOI DU 5 AVRIL 1884. — Voir CONSEILLÉS MUNICIPAUX.

LOI DU 30 OCTOBRE 1886. — Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, 1.

LOI DU 24 JUILLET 1889. — Voir ENFANTS MALTRAITÉS.

LOI DU 12 AOÛT 1902. — Voir NOTARIAT, 3.

LOI DU 8 JUILLET 1907. — Voir AGRICULTURE, 2.

LOI DU 20 DÉCEMBRE 1911. — Voir ASSURANCE DES EMPLOYÉS.

LOI DU 20 MARS 1914. — Voir AFFICHAGE ÉLECTORAL.

LOI DU 31 MARS 1919. — Voir ALLOCATION AUX ASCENDANTS.

LOI DU 30 JANVIER 1923. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS.

LOI DU 12 FÉVRIER 1924. — Voir CRÉDIT DE LA NATION.

LOI DU 7 MARS 1925. — Voir SOCIÉTÉS, 2.

LOI DE FINANCES DU 29 AVRIL 1926 (art. 69). — Voir JOURNAUX ET PÉRIODIQUES.

LOI DU 13 AOÛT 1926. — Voir RADIODIFFUSION, 1.

LOI DU 20 AOÛT 1926. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 5.

LOI DU 22 JUIN 1927. — Voir PENSIONS, 1.

LOI DU 6 JUILLET 1927. — Voir GARDES DOMANIAUX.

LOI DU 10 AOÛT 1927. — Voir NATIONALITÉ.

LOI DU 21 MARS 1928. — Voir RETRAITES, 5.

LOI DU 29 JUILLET 1928. — Voir MARINE MARCHANDE, 3.

LOI DE FINANCES DU 31 MAI 1933. — Voir CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT.

LOI DU 3 JUILLET 1933. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 8.

LOI DU 26 JUILLET 1933. — Voir CRÉDIT MARITIME.

LOI DE FINANCES DU 28 FÉVRIER 1934 (article 55). — Voir COMMISSIONS CANTONALES.

LOI DU 6 JUILLET 1934. — Voir EXPOSITION INTERNATIONALE DE 1937.

LOI DU 12 JUILLET 1934. — Voir MARINE MARCHANDE, 1.

LOI DU 29 JUILLET 1934. — Voir MARINE MARCHANDE, 3.

LOI DU 12 DÉCEMBRE 1934. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 9.

LOI DU 24 DÉCEMBRE 1934. — Voir VINS, 7.

LOI DU 29 MARS 1935. — Voir STATUTS, 2 (*Journalistes*).

LOI DU 26 JUILLET 1935. — Voir CHIRUGIENS-DENTISTES.

LOI DU 30 OCTOBRE 1935. — Voir SOCIÉTÉS, 4.

LOI DU 31 DÉCEMBRE 1935. — Voir MINISTÈRE DES FINANCES. — TRÉSOR, 1.

LOI MONÉTAIRE. — Dépôt d'un projet de loi monétaire, adopté par la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances, N° 827. Demande de discussion immédiate (article 88 du règlement) [29 septembre], p. 1393. — Dépôt, par M. Abel Gardey, d'un rapport N° 828. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Exposé de M. Abel Gardey. *Rapporteur général*. Discussion générale: MM. Farjon, Pierre Chaumié, le comte Louis de Blois, Albert Ouvré, Lesaché, Henry Lémery, Manuel Fourcade, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Jean Bosc, Edouard Néron, Marcel Cachin, Beaumont. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}: M. Louis Linyer. Scrutin. Pointage. Adoption. Art. 2 à 5: adoption. Art. 6: MM. Maurice Violette, *Ministre d'Etat*; Charles Dumont. Adoption. Alinéa nouveau proposé par MM. Boivin-Champeaux et Léon Béard: M. Boivin-Champeaux. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Art. 7 à 9: adoption. Art. 10: Amendement de M. Betoulle et plusieurs de ses collègues; MM. Betoulle, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Louis Linyer, James Hennessy, Manuel Fourcade. Adoption (devenant le 1^{er} alinéa). Retrait d'un amendement de M. Louis Linyer. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article. Amendement de M. Pierre Chaumié. Retrait. Art. 11: MM. Hachette, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; René Besnard. Adoption. Art. 12: adoption. Art. 13: MM. Hachette, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; le comte Louis de Blois. Amendement de M. Desjardins: MM. Desjardins, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 13 bis (nouveau): MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Beaumont, Patizel, Rogé, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Amendement de M. Eugène Milliès-Lacroix tendant à reprendre l'article 25 (de la Chambre) disjoint par la Commission. Retrait. Amendement de M. Thiébault. Retrait. Sur l'ensemble: M. Lefas. Adoption, au scrutin, après pointage, de l'ensemble du projet de loi [30 septembre], p. 1396. — Dépôt, d'un projet de loi monétaire, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, N° 829. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport, N° 830. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre. Art. 13 ter: disjonction. Art. 13 quater: M. Raynaldy. Amendement de M. Georges Pernot: MM. Georges Pernot, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Sur l'article: MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Desjardins, Robert Thoumyre, Albert Rivière, *Ministre des Pensions*; Pierre Chaumié, Le Gorgeu, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Auguste Mounié, Lémery, James Hennessy, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article modifié. Amendement de M. Betoulle et plusieurs de ses collègues tendant à reprendre les articles 21 à 24 (de la Chambre), disjoints par la Commission: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Sur l'ensemble: MM. Paul Laffont, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [1^{er} octobre], p. 1440. — Dépôt d'un projet de loi monétaire, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nou-

velles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances, N° 835 [1^{er} octobre], p. 1446. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 836. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion de l'article modifié par la Chambre des Députés. Art. 13 *ter* (nouvelle rédaction de la Commission). Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Retrait. Amendement de M. Paul Laffont et plusieurs de ses collègues: MM. Paul Laffont, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Adoption au scrutin. Adoption de l'article modifié et de l'ensemble du projet de loi [1^{er} octobre], p. 1447. — Dépôt d'un projet de loi monétaire, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances, N° 840. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 841. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion de l'article modifié par la Chambre des Députés. Art. 13 *ter*. Amendement de M. Paul Laffont et de plusieurs de ses collègues: MM. Paul Laffont, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Lefas, Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'ensemble du projet [1^{er} octobre], p. 1452. — Promulgation: Loi du 1^{er} octobre 1936 (*J. O.* du 2 octobre, p. 10402).

LOIS D'ASSISTANCE. — Voir ASSISTANCE.

LOTIERIE DES REGIONS LIBEREES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la reconduction de la loterie privée organisée par le décret-loi du 4 octobre 1935, pour l'exécution de travaux publics dans les régions libérées. Renvoi à la Commission des finances, N° 301 [19 mars], p. 337. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*, N° 375. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Desjardins, Marcel Régnier, *Ministre des Finances*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 397. — Promulgation: Loi du 9 avril 1936 (*J. O.* du 10 avril, p. 3947).

Voir RÉSOLUTIONS, 1.

LOTERIES. — Modalité d'autorisation des loteries (art. 75) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

LOTISSEMENTS DEFECTUEUX. — Voir ASSISTANCE PUBLIQUE.

EMILE LOUBET (Président). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder à la Ville de Montélimar une subvention de 100.000 fr. pour l'érection d'un monument à la mémoire du Président Emile Loubet. Renvoi à la Commission des finances, N° 760 [12 août], p. 1252.

LOYER DE L'ARGENT. — Voir ALGÉRIE, 1.

LOYERS.

1 — Locataires chômeurs.

1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de suspendre tous actes de poursuites et d'exécution contre les locataires chômeurs dans l'impossibilité de payer leurs loyers. Voir Table de 1935, p. 67. — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 23 [30 janvier], p. 43. — M. Babaud-Lacroze dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 117 [27 février], p. 144.

2^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Sellier et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de suspendre tous actes de poursuites et d'expulsion contre les locataires chômeurs dans l'impossibilité de payer leur loyer. Renvoi à la Commission de législation, N° 86 [18 février], p. 116. — Modification de l'intitulé de la proposition de loi ci-dessus: ...« d'exonérer de leur loyer les locataires chômeurs inscrits aux fonds publics du chômage et d'indemniser les propriétaires de la perte de revenus résultant de cette mesure. » (Voir *J. O.* du 1^{er} mars, p. 2431). — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [5 mars], p. 206. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 280 [17 mars], p. 301.

2. — Action en révision du prix en faveur des commerçants, industriels et artisans.

1^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter et à modifier les articles 1^{er}, 4 et 8 de la loi du 12 juillet 1933, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer, en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932, complétée par les lois des 19 mai et 6 juillet 1934. Renvoi à la Commission de législation, N° 238 [12 mars], p. 252. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 678 [5 août], p. 1046.

2^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter et à modifier les articles 1^{er} et 6 de la loi du 12 juillet 1933, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer, en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932. Renvoi à la Commission de législation, N° 239 [12 mars], p. 252. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 712 [8 août], p. 1130.

3 — **Action en réduction: locaux d'habitation ou à usage professionnel.** — Transmission d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel à agir en réduction de leurs loyers. Renvoi à la Commission de législation, N° 248 [12 mars], p. 270. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 919 [24 décembre], p. 1719.

4 — **Rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification de la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par les lois des 29 juin 1929, 30 juin 1933, 25 juin 1934, 4 avril 1935, 30 juin 1935, réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle, N° 495 [30 juin], p. 631. — Demande de discussion immédiate [30 juin], p. 635. —

Discussion. Dépôt et lecture du rapport, par M. Boivin-Champeaux, N° 509. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Amendement de M. Auguste Mounié et plusieurs de ses collègues: M. Auguste Mounié; de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 639. — Promulgation: Loi du 30 juin 1936 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 6858).

5 — **Abrogation de la réduction de 10 p. 100.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Linÿer et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 1^{er} du décret-loi du 16 juillet 1935 portant réduction de 10 p. 100 sur les loyers. Renvoi à la Commission de législation, N° 914 [22 décembre], p. 1670.

LUXEMBOURG (Grand-Duché de). — Voir DOUANES, 43.

LUXEUIL-LES-BAINS. — Voir ETABLISSEMENT THERMAL.

LYON. — Voir ECOLE DE COMMERCE LA MARTINIÈRE.

M

MAGASINS A PRIX UNIQUE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les magasins à prix unique. Renvoi à la Commission du commerce, N° 95 [25 février], p. 133. — M. Caillier dépose le rapport N° 160 [5 mars], p. 191. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [2 mars], p. 252. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Demande de renvoi du projet à la Commission des finances: MM. Maurice Viollette, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Alexandre Israël, Duroux, *Président de la Commission du commerce*; Perreau, Jean Durand. Rejet, au scrutin. Avis de la Commission de législation, par M. Coucoureux, N° 284. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Caillier, *Rapporteur*; Georges Bonnet, *Ministre du Commerce*; Hervéy. Art. 1^{er}. Amendement de M. Coucoureux: MM. Coucoureux, Louis Linÿer, Maurice Viollette, Duroux, *Président de la Commission du Commerce*; Anatole Mancaeu. Retrait. Demande de renvoi de l'article à la commission, par M. Louis Linÿer. Rejet. Adoption de l'article. Disposition additionnelle proposée par M. Jean Philip: MM. Jean Philip, Duroux, *Président de la Commission du commerce*; Charles Dumont. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 et 3. Adoption. Demande de renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure. Rejet. Article additionnel 3 bis proposé par M. Jean Durand. Retrait. Art. 4 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. [17 mars], p. 316. — Promulgation: Loi du 22 mars 1936 (*J. O.* des 23 et 24 mars, p. 3275).

MAIN-D'ŒUVRE (Services de placement de la). — Voir MINISTÈRE DU TRAVAIL, 3.

MAIS YOUGOSLAVE. — Voir DOUANES, 44.

MAISON DE LA RADIO. — Voir EXPOSITION INTERNATIONALE DE 1937.

MAISONS FAMILIALES. — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ.

MAITRES ET MAITRESSES DE L'INTERNAT. — Voir STATUTS, 5.

MAITRES SELLERS. — Voir ARMÉE, 3.

MAJORATION D'ANCIENNETÉ. — Voir FONCTIONNAIRES, 3.

MALADIES VENERIENNES. — Dépôt d'un projet de loi concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 845 [5 novembre], p. 1463.

MARBRES. — Voir DOUANES, 35.

MARCHANDAGE POUR LES TRAVAUX DE VENDANGES. — Voir VENDANGES.

MARCHANDISES :

— autrichiennes. — Voir DOUANES, 50.

— diverses. — Voir DOUANES, 27.

— étrangères. — Voir DOUANES, 7.

— finlandaises et suédoises. — Voir DOUANES, 46.

— norvégiennes. — Voir DOUANES, 47.

— d'origine sarroise. — Voir CONVENTIONS, 14.

— vendues dans les hôtels. — Voir VENTES.

— vendues sur la voie publique. — Voir CODE PÉNAL, 1.

MARCHE CHARBONNIER.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation du marché charbonnier et au contrôle des prix de vente des combustibles minéraux. Renvoi à la Commission des mines et, pour avis, à la Commission des finances, N° 584 [22 juillet], p. 748. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [28 juillet], p. 920. — M. Victor Lourties dépose le rapport N° 610 [29 juillet], p. 959. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Victor Lourties, *Rapporteur de la Commission des mines*. Avis de la Commission des finances, par M. Abel Gardey, *Rapporteur général*, N° 788. Suite de la discussion générale: MM. Edouard Néron, Gaston Bazile, *Président de la Commission des mines*; Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des travaux publics*; Alexandre Bachelet. Décision de prendre le contre-projet de M. Abel Gardey comme base de discussion. Art. 1^{er} à 6: adoption. Art. 7. Amendement de M. Hachette: MM. Hachette, Victor Lourties, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 7 complété. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1309. — Promulgation: Loi du 18 août 1936 (*J. O.* du 19 août, p. 8954; *Rectificatif*: *J. O.* du 20 août, p. 8992);

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à proroger le délai imparti par l'article 3 de la loi du 18 août 1936 pour l'exécution d'une enquête sur l'organisation du marché charbonnier. Renvoi à la Commission des mines, N° 858 [1^{er} décembre], p. 1540. — M. Victor Lourties dépose le rapport N° 865 [3 décembre], p. 1548. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion

générale: MM. Victor Lourties, *Rapporteur*; Paul Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des travaux publics*. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 décembre], p. 1583. — Promulgation: Loi du 17 décembre 1936 (*J. O.* du 19 décembre, p. 13050).

MARCHES. — Budget annexe des poudres. Autorisation d'engagement au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle (art. 31). Budget de la guerre. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisation d'engagement (art. 125). Budget de la marine. Marchés intéressant la mobilisation industrielle. Autorisation d'engagement (art. 134) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

MARCHES DE L'ETAT ET DES ORGANISMES PUBLICS. — Voir CAISSE NATIONALE.

MARIAGE. — Voir CODE CIVIL, 1.

MARINE.

1 — **Ouvrages de côte.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la conservation des ouvrages de côte. Voir Table de 1935, p. 69. — M. Bergeon dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 114 [27 février], p. 144. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 mars], p. 302. — Promulgation: Loi du 8 avril 1936 (*J. O.* du 11 avril, p. 4003; *Rectificatif*: *J. O.* du 15 avril, p. 4050).

2 — **Tranche de 1936 du programme naval.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la mise en chantier de la tranche de 1936 du programme naval. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 243 [12 mars], p. 269. — M. Bergeon dépose le rapport N° 271 [13 mars], p. 295. — M. Farjon dépose l'avis de la Commission des finances, N° 323 [19 mars], p. 353. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Bergeon, *Rapporteur de la Commission de la marine*; Farjon, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 380. — Promulgation: Loi du 8 avril 1936 (*J. O.* du 11 avril, p. 4003).

3 — **Postes électro-sémaphoriques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du tableau-annexe de la loi du 18 juillet 1895, modifiée le 27 mai 1933, concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques. Renvoi à la commission de la marine, N° 850 [10 novembre], p. 1498.

4 — **Loi de finances.** — Programme naval. Autorisation d'engagement (art. 82). Classement des ouvrages de défense des côtes (art. 83). — Modification de l'effectif du corps de contrôle de l'administration de la marine (art. 84). Fixation de l'effectif des officiers de marine (art. 129). Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières (art. 130). Fixation de l'effectif du personnel technique des services des constructions navales et de l'artillerie navale (art. 131). Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime (art. 132). Autorisation d'imputer par

anticipation sur les crédits de l'exercice 1938 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1937 dans les constructions prévues par les programmes navals (art. 133). Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées (art. 135). Etats des constructions neuves de la marine (art. 136). Aéronautique maritime. Autorisations d'engagement (art. 137) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

VOIR CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — CRÉDIT MARITIME. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 11, 15.

MARINE MARCHANDE.

1 — **Mesures de protection.** — Loi du 12 juillet 1934.

1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre les dispositions de la loi du 12 juillet 1934 applicables aux navires ayant leur port d'attache aux îles Saint-Pierre et Miquelon (N° 628, année 1935). Voir Table de 1935 p. 69. — M. de Camas dépose le rapport au nom de la Commission de la marine, N° 66 [13 février], p. 100. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [6 mars], p. 215. — Promulgation: Loi du 15 mars 1936 (*J. O.* des 16-17 mars, p. 2995).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés prorogeant la loi du 12 juillet 1934 portant création de mesures de protection en faveur de la Marine marchande. Renvoi à la Commission de la Marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 220 [12 mars], p. 251. — M. Rio dépose le rapport N° 244 [12 mars], p. 269. — M. Charabot dépose l'avis de la Commission des finances, N° 322 [19 mars], p. 338. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars], p. 382. — Promulgation: Loi du 28 mars 1936 (*J. O.* du 29 mars, p. 3538).

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 12 juillet 1934 portant création de mesures de protection en faveur de la Marine marchande et les lois autorisant le Ministre de la Marine marchande à passer une convention avec les compagnies de navigation subventionnées. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 602 [28 juillet], p. 917. — M. Rio dépose le rapport N° 625 [30 juillet], p. 965. — M. Charabot dépose l'avis de la Commission des finances, N° 684 [6 août], p. 1088. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 août], p. 1089. — Promulgation: Loi du 26 août 1936 (*J. O.* du 28 août, p. 9210).

2 — **Copropriété de paquebots. — Relations maritimes avec l'Algérie et la Tunisie.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, établissant la copropriété des paquebots à construire pour les relations maritimes entre la France, l'Algérie et la Tunisie. Voir Table de 1935, p. 69. — M. Roux-Freissineng dépose, au nom de la Commission de la Marine, le rapport N° 113 [27 février], p. 144. — M. Charabot dépose l'avis de la Commission des finances N° 310 [19 mars], p. 338. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 381. — Promulgation: Loi du 4 avril 1936 (*J. O.* des 6 et 7 avril, p. 3850).

MINISTÈRE DE LA MARINE. — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du Ministère de la marine au Ministère de l'air (art. 138) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 11, 15.

MINISTÈRE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la titularisation de 1.000 ouvriers de main-d'œuvre exceptionnelle au service téléphonique. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 409 [2 juin], p. 426. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1265. — M. Pierre-Robert dépose et lit le rapport, N° 781. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission du commerce, par M. Decroze, N° 782. Observation de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1298. Promulgation: Loi du 5 septembre 1936 (*J. O.* du 6 septembre, p. 9546).

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE. — Voir RÉSOLUTIONS, 12.

MINISTÈRE DU TRAVAIL.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 25 juin 1934 portant suppression d'emplois et réorganisation de services au Ministère du travail. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 30 [4 février], p. 46. — Renvoi à la Commission du commerce pour rapport au fond [12 mars], p. 252. — M. Reynaldy dépose le rapport N° 529 [7 juillet], p. 658.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification: 1° du décret du 30 octobre 1935 supprimant les emplois de chef du service intérieur et du matériel des assurances sociales et de chef comptable au service central de la main-d'œuvre; 2° du décret du 30 octobre 1935 supprimant certains emplois à la caisse générale de garantie et autorisant la création d'emplois à l'administration centrale du ministère du travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 347 [20 mars], p. 372. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [6 juin], p. 461. — M. Even dépose le rapport N° 486 [25 juin], p. 610. — Demande de discussion immédiate [30 juin], p. 635. — Discussion. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Valadier, N° 510. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 644. — Promulgation: Loi du 30 juin 1936 (*J. O.* du 3 juillet, p. 6970).

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 octobre 1935 relatif à la réorganisation des services de placement de la main-d'œuvre. Renvoi à la Commission du commerce, N° 346 [20 mars], p. 372. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [6 juin], p. 461. — M. Achille Fèvre dépose le rapport N° 484 [25 juin], p. 610. — Demande de discussion immédiate [30 juin], p. 635. — Discussion. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Valadier, N° 511. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 644. — Promulgation: Loi du 30 juin 1936 (*J. O.* du 3 juillet, p. 6970).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la création de services au Ministère des travaux publics. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, N° 522 [7 juillet], p. 658. — M. Paganon dépose le rapport N° 651 [31 juillet], p. 996. — M. Milan dépose l'avis de la Commission des finances, N° 908 [22 décembre], p. 1670. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [24 décembre], p. 1707. — Promulgation: Loi du 29 décembre 1936 (*J. O.* du 30 décembre, p. 13546).

MISTELLES. — Voir VINS, 4.

MONOPOLES ETRANGERS DE FAIT. — Voir ECONOMIE NATIONALE.

MONTALBA - LE - CHATEAU (Pyrénées-Orientales). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton de Vinça, arrondissement de Prades, la commune de Montalba-le-Château qui dépend actuellement du canton de Latour-de-France, arrondissement de Perpignan (département des Pyrénées-Orientales). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 196 [10 mars], p. 237. — M. Henry Merlin dépose le rapport N° 294 [17 mars], p. 327. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 379. — Promulgation: Loi du 29 mars 1936 (*J. O.* des 30-31 mars, p. 3586).

MONUMENT COMMEMORATIF DES ETATS GENERAUX DE 1789. — Voir RÉSOLUTIONS, 16.

MONUMENTS HISTORIQUES. — Voir AFFICHAGE.

MORATOIRE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL. — Voir DÉLAIS AUX COMMERÇANTS.

MOSTAGANEM (Port de). — Voir ALGÉRIE, 3.

MOTIONS D'ORDRE. — Renvoi à la Commission du commerce, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 25 juin 1934 portant suppression d'emplois et réorganisation de services au Ministère du Travail (n° 30, année 1936) [12 mars], p. 252. — Ordre de discussion des projets de loi sur les réformes sociales: 1° Discussion du projet de loi relatif à l'aménagement des décrets-lois; 2° Discussion du projet de loi relatif aux exonérations d'impôts; 3° Discussion du projet de loi relatif au congé annuel payé; 4° Discussion du projet de loi relatif au contrat collectif de travail; 5° Discussion du projet de loi relatif à la semaine de quarante heures [16 juin], p. 481. — Renvoi à la Commission de l'hygiène, pour examen au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, permettant de rendre obligatoires, dans les armées de terre, de mer et de l'air, les vaccinations antitétaniques et antidiphthériques et leur association à la vaccination antityphoïdique (N° 604, année 1936) [29 juillet], p. 959.

MOULINS DE MOYENNE PRODUCTION. — Voir RÉSOLUTIONS, 21.

MOUTON. — Majoration du droit spécial perçu en faveur de l'encouragement à l'élevage du mouton (art. 8) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

MUNICIPALITES DES COMMUNES. — Voir PRESTATION.

MUSEE DE L'ARMEE.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget du musée de l'armée pour l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 291 [17 mars], p. 327.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget du musée de l'armée pour l'exercice 1934. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 384 [20 mars], p. 405.

MUSEE DES ARTS DECORATIFS. — Voir CRÉDITS, 6.

MUSEE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du compte administratif du musée national de la Légion d'honneur. Renvoi à la Commission des finances, N° 591 [23 juillet], p. 823. — Renvoi à la Commission des comptes définitifs, pour examen au fond [30 juillet], p. 982.

MUTATIONS D'IMMEUBLES. — Voir DROITS D'ENREGISTREMENT.

MUTILES DE GUERRE. — Proposition de loi de M. Hachette tendant à modifier l'article 2 de la loi du 26 avril 1934, assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre. Voir Table de 1935, p. 71. — M. Thoumyre dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 624 [30 juillet], p. 965.

N

NATIONALISATION DE LA FABRICATION DES MATERIELS DE GUERRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la nationalisation de la fabrication des matériels de guerre. Renvoi à la Commission de l'armée, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 572 [17 juillet], p. 718. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'air [21 juillet], p. 743. — Renvoi, pour avis, à la Commission de la marine et à la Commission de législation [22 juillet], p. 763. — M. Charles Meunier dépose le rapport N° 605 [28 juillet], p. 931. — M. Georges Pernot dépose l'avis de la commission de législation N° 652 [31 juillet], p. 996. — M. Farjon dépose l'avis de la Commission de l'air, N° 667. — M. Le Gorgeu dépose l'avis de la Commission de la marine, N° 668 [4 août], p. 1028. — M. Abel Gardey dépose l'avis de la Commission des finances, N° 688 [6 août], p. 1090. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Daniel-Vincent, *Président de la Commission de l'armée*; Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Le Gorgeu, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de la marine*; Farjon, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de l'air*; Georges Pernot, *Rapporteur, pour avis de la Commission de législation*; Babin-Chevaye. MM. Lémery, Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la guerre*; Paul Bénazet, Jean Taurines. Vote du passage à la dis-

cussion des articles. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [7 août], p. 1099 et 1108. — Suite de la discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion des articles. Art. 1^{er}: MM. Charles Meunier, *Rapporteur de la Commission de l'armée*; Laurent Eynac, Pierre Cot, *Ministre de l'air*; Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*. 1^{er} alinéa: Amendement de M. Abel Gardey, Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la guerre*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Farjon. Retrait. Amendement de M. Pierre Chaumié: M. Pierre Chaumié. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Amendement de M. Lesaché. Non soutenu. Amendement de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues: M. Georges Pernot, Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la guerre*. Adoption (devenant les 2^e, 3^e et 4^e alinéas). Amendements de M. Abel Gardey. Sans objet. Adoption des 5^e et 6^e alinéas. 7^e alinéa: M. Georges Pernot, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption des 8^e et 9^e alinéas. Amendement de M. Georges Pernot et de plusieurs de ses collègues: M. Georges Pernot, Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la guerre*. Adoption de l'amendement modifié (devenant les 10^e et 11^e alinéas). Sur l'article: MM. Paul Laffont, Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la guerre*. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: Amendement de M. Georges Pernot et de plusieurs de ses collègues: M. Georges Pernot. Retrait. Adoption de l'article. Art. 3. M. Gasnier-Duparc, *Ministre de la Marine*. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. [8 août], p. 1118. — Promulgation: Loi du 11 août 1936 (J. O. du 12 août, p. 8674).

NATIONALITE.

1 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 6 de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité. Renvoi à la Commission de législation, N° 27 [30 janvier], p. 43. — M. Calmel dépose le rapport N° 277 [17 mars], p. 301. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 mars], p. 385.

2 — Proposition de loi de MM. François Milan et J. Loubet ayant pour objet de compléter l'article 6 de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité, et de permettre aux étrangers naturalisés de donner à leurs noms une consonance française. Voir Table de 1935, p. 71. — M. Robert Belmont dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 519 [2 juillet], p. 650. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [22 juillet], p. 748.

NATURALISES (Accession à certaines fonctions). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 6 de la loi du 10 août 1927, modifié et complété par la loi du 19 juillet 1934 sur l'accession des naturalisés à certaines fonctions. Renvoi à la Commission de législation, N° 647 [31 juillet], p. 989. — M. Lisbonne dépose le rapport N° 726 [10 août], p. 1165. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique. Amendement de M. Georges Maurice. Retrait. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [12 août], p. 1262. —

Promulgation: Loi du 28 août 1936 (J. O. du 30 août, p. 9200).

Voir CHIRURGIENS DENTISTES. — NATIONALITÉ.

NAVIGATION:

- aérienne. — Voir CONVENTIONS, 7.
- compagnies de navigations subventionnées. — Voir MARINE MARCHANDE, 1.
- intérieure. — Voir AFFRÈTEMENT.
- de plaisance. — Voir MARINE MARCHANDE, 4.

NAVIRES:

- d'Etat. — Voir CONVENTIONS, 15.
- ayant leur port d'attache à Saint-Pierre et Miquelon. — Voir MARINE MARCHANDE, 1.

NOIR MINERAL. — Voir DOUANES, 32.

NOIX D'ANACARDES. — Voir DOUANES, 3.

NOMS A CONSONANCE FRANÇAISE. — Voir NATIONALITÉ, 2.

NORVEGE. — Voir DOUANES, 53.

NOTARIAT.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 36 de la loi du 25 ventôse an XI relatif aux conditions d'accession aux fonctions de notaire. Voir Table de 1935, p. 72. — M. Brunel dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport, N° 128 [3 mars], p. 165. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [23 juillet], p. 805. — Promulgation: Loi du 21 août 1936 (J. O. du 23 août, p. 9090).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'exercice des attributions notariales dans les postes diplomatiques et consulaires. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 137 [3 mars], p. 181. — M. Lefebvre du Prey dépose le rapport, N° 290 [17 mars], p. 328. — 1^{re} délibération. Discussion générale: M. Lefebvre du Prey, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [9 juin], p. 468. — Promulgation: Loi du 10 août 1936 (J. O. du 13 août, p. 8706).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assimiler sous certaines conditions, les avocats défenseurs des colonies aux avocats et avoués quant au bénéfice de la dispense de stage notarial établie par l'article 37 de la loi du 12 août 1902. Voir Table de 1934, p. 97 (*stage notarial*). — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport, N° 307 [19 mars], p. 338. — M. Roux-Freissineng dépose l'avis de la Commission des colonies, N° 877 [8 décembre], p. 1573. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 décembre], p. 1654.

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant une bourse commune d'assurance et de prévoyance du notariat et une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaires (N° 507, année 1931). — M. André Lebert dépose l'avis de la Commission des finances, N° 718 [8 août], p. 1156.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Voir DOUANES, 57 à 61.

NOYAUX D'ABRICOTS. — Voir DOUANES, 3.

O

OBLIGATAIRES (Protection des). — Voir SOCIÉTÉS, 4.

OCCUPATIONS D'USINES. — Voir INTERPELLATIONS, 15.

OCEANIE (Etablissements d'). — Voir DOUANES, 62.

OFFICE NATIONAL DU BLE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission des douanes et à la Commission du commerce, N° 524 [7 juillet], p. 658. — M. Borgeot dépose le rapport N° 534 [9 juillet], p. 673. — M. Ouvré dépose l'avis de la Commission du commerce [10 juillet], p. 688. — M. Chauveau dépose l'avis de la Commission des finances N° 568 [16 juillet], p. 703. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Demande d'ajournement, par M. Jean Jacquet: MM. Jean Jacquet, Mando, Patizel, Albert Thibault, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*; Desjardins, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet, au scrutin. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Chauveau, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances*. Albert Ouvré, *Rapporteur, pour avis, de la Commission du commerce*; Jean Rose, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des douanes*; Henri Queuille, Maurice Dormann, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; René Courtier. Renvoi à la prochaine séance [21 juillet], p. 723 et 733. — Suite de la discussion. — Suite de la discussion générale: MM. Victor Boret, Albert Thibault, J.-L. Dumesnil, Patizel, Veyssié, Charles Reibel, Betoulle, Babin-Chevaye, Beaumont. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er} (*Création d'un office national interprofessionnel du blé*): Contre-projet de M. J.-L. Dumesnil et de plusieurs de ses collègues: MM. J.-L. Dumesnil, Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Lémery, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*. Rejet, au scrutin. Contre-projet de M. Paul Germain et de plusieurs de ses collègues: MM. Paul Germain, Borgeot, *Rapporteur*. Retrait. Sur l'article: M. de La Grandière. Adoption de l'article. Art. 2 (*Composition du conseil central de l'office national*): MM. Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Borgeot, *Rapporteur*. Adoption du premier alinéa. 2^e alinéa: amendement de MM. de Monti de Rezé, Leblanc et Le Pelletier: MM. de Monti de Rezé, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*; Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Adoption de l'alinéa. 3^e alinéa: amendement de M. de La Grandière: MM. de La Grandière, Hervey, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'agriculture*; Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; François-Saint-Maur, Rogé, Manuel Fourcade. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption des alinéas suivants. Sur l'article: MM. Cuttoli, Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 3 (*Comités départementaux*). Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [22 juillet], p. 748, 764. — Suite de la discussion. Suite

tole Manceau, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 13 bis (*Caisse de garantie*). Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. Albert Ouvré: M. Albert Ouvré. Adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article. Art. 14 (*Taxe à la production*). Amendement de M. Coucoureux: M. Coucoureux. Adoption. Adoption du 1^{er} alinéa. Amendement de M. Albert Ouvré. M. Albert Ouvré. Adoption. Adoption du 2^e alinéa. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article. Art. 14 bis (*Taxe à la mouture*). Adoption. Art. 14 ter (*Prélèvement sur la taxe à la mouture*). Adoption. Art. 14 quater (*Avance remboursable*). Adoption. Art. 15 (*Exemptions fiscales*). Adoptions. Art. 16 (*Conditions d'application de la loi*). Amendement de M. Maurice Dormann: M. Maurice Dormann. Adoption. Adoption de l'article complété. Art. 17 (*Pénalités*). Amendement de M. Caillier: MM. Caillier, Coucoureux. Rejet. Adoption de l'article. Art. 17 bis et 18. Conformes. Art. 12 bis précédemment réservé (Nouvelle rédaction de la Commission). Adoption. Article additionnel 12 ter proposé par M. Paul Germain: MM. Paul Germain, Borgeot, *Rapporteur*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Patizel. Rejet. Sur l'ensemble du projet de loi: M. Lesaché. Explication de M. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 août], p. 1071. — (3^e vote) Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission des douanes et à la Commission du commerce, N° 710 [8 août], p. 1129. — M. Borgeot dépose son rapport N° 722 [10 août], p. 1164. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Lefas, Albert Ouvré, *Rapporteur de la Commission du Commerce*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 2 (*Conseil central de l'Office*). Adoption. Art. 3 (*Comité départemental*). Adoption. Art. 4 (*Création de nouvelles coopératives de blé*). Adoption. Art. 4 bis (*Négociants en grains*). Amendement de M. Albert Thibault: M. Albert Thibault. Rejet. Amendement de M. Raynaldy et de plusieurs de ses collègues: MM. Raynaldy, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Eugène Millières-Lacroix, François-Saint-Maur, Jean Bosc, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Coucoureux. — Scrutin. — Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur la prise en considération de l'amendement de M. Raynaldy. — Adoption. Observation de M. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Article 4 bis réservé. Art. 4 ter (*Contrôle de l'Office national*). Adoption. Art. 5. Conforme. Art. 6 (*Fixation du prix du blé*): MM. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Goré, Albert Thibault. Adoption. Art. 6 bis (*Résiliation de certains marchés*). Adoption. Art. 7 ter: conforme. Art. 8 (*Quantités de blé à importer*). Adoption. Art. 8 bis: conforme. Art. 9 (*Monopole de*

l'importation). Adoption. Art. 10: conforme. Art. 11 (*Titres de mouvement*): adoption. Art. 11 bis (*Producteurs de blé, membres d'une coopérative*). Amendement de M. René Courtier: MM. René Courtier, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. — Adoption. Adoption de l'article complété. Art. 12 bis. — Conforme. Art. 13 (*Effets avalisés par l'Office*). — Adoption. Art. 13 bis (*Caisse de garantie*). — Adoption. Art. 14 (*Taxe à la production*). Amendement de M. Desjardins: MM. Desjardins, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. — Rejet. Adoption de l'article. Art. 14 ter. — Conforme. Art. 16 (*Conditions d'application de la loi*): MM. Maurice Dormann, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. — Adoption. Art. 17 (*Infractions à la loi*). Amendement de M. Coucoureux: MM. Coucoureux, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. — Rejet. Adoption de l'article. Article additionnel proposé par M. Albert Thibault: MM. Albert Thibault, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Retrait. Article additionnel 17 quater, proposé par M. Albert Ouvré. Adoption. Observation de M. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Art. 4 bis précédemment réservé: Nouvelle rédaction de la commission pour le premier alinéa: MM. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Eugène Millières-Lacroix. Amendement de MM. Raynaldy, Eugène Millières-Lacroix et de plusieurs de leurs collègues: MM. Raynaldy, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Adoption, au scrutin. Demande de suppression du dernier alinéa, par M. Coucoureux: MM. Coucoureux, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Manuel Fourcade. Nouvelle rédaction de la commission pour le dernier alinéa: MM. François-Saint-Maur, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Raynaldy. Adoption. Adoption de l'article modifié. Explication de vote: M. Gautherot. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 août], p. 1165. — (4^e vote) Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission des douanes et à la Commission du commerce, N° 733 [11 août], p. 1191. — M. Borgeot dépose le rapport N° 753. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Albert Ouvré, *Rapporteur, pour avis, de la Commission du Commerce*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 2: adoption. Art. 4 bis: Amendement de M. Eugène Millières-Lacroix, repris par M. Albert Ouvré: MM. Coucoureux, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Jean Bosc, de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Adoption. Amendements: 1^o de M. Eugène Millières-Lacroix; 2^o de M. Raynaldy et de plusieurs de ses collègues: MM. Raynaldy, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Borgeot, *Rapporteur*. Adoption, au scrutin. Amendement de M. Jacques Benoist et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, *Vice-*

Président de la Commission de l'Agriculture; Albert Ouvré, *Rapporteur, pour avis, de la Commission du Commerce*. Rejet. Amendement de MM. Mirouel et Goré: MM. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; de La Grandière. Adoption. Adoption de l'article 4 bis modifié. Art. 6: Amendement de M. Eugène Millières-Lacroix: MM. Eugène Millières-Lacroix, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Adoption de l'article. Art. 6 bis, 8, 11 bis, 13 et 17 quinquies: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1238. — (5^e vote) Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission des douanes, et à la Commission du Commerce, N° 774 [13 août], p. 1297. — M. Borgeot dépose et lit le rapport N° 793. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 6: Adoption du 1^{er} au 4^e alinéa. 5^e alinéa: M. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Amendement de M. Eugène Millières-Lacroix: MM. Eugène Millières-Lacroix, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Patizel. Exposé de M. Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Art. 6: Nouvelle rédaction de la commission: MM. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Amendement de M. Eugène Millières-Lacroix: M. Eugène Millières-Lacroix. Rejet, au scrutin. Adoption du texte de la commission (devenant les 5^e et 6^e alinéas). Nouvel amendement de M. Eugène Millières-Lacroix: MM. Eugène Millières-Lacroix, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*. Adoption. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article. Art. 8: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1320, 1328. — (6^e vote) Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission des douanes et à la Commission du commerce, N° 805 [13 août], p. 1356. — M. Borgeot dépose et lit le rapport N° 818. Demande de discussion immédiate. Demande de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Dé-

putés. Art. 6. Amendement de M. Gallet: MM. Gallet, Eugène Millies-Lacroix, Marcel Donon, *Vice-Président de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Scrutin. Pointage. Rejet. Adoption de l'article 6. Art. 8: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1363. — (7^e vote) Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission des douanes et à la Commission du commerce, N° 823. M. Marcel Donon dépose et lit le rapport N° 824. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Art. 6 (modifié par la Chambre des Députés). Adoption, au scrutin. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 139. — Promulgation: Loi du 15 août 1936 (J. O. des 16, 17 et 18 août, p. 8868; *Rectificatif*: J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 127).

Voir INTERPELLATIONS, 24.

OFFICE NATIONAL DES COMBUSTIBLES LIQUIDES (approbation des comptes).

1 — **Exercice 1931.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'office national des combustibles liquides pour l'exercice 1931. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 198 [10 mars], p. 237.

2 — **Exercice 1932.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'office national des combustibles liquides pour l'exercice 1932. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 199 [10 mars], p. 237.

3 — **Exercice 1933.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'office national des combustibles liquides pour l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 200 [10 mars], p. 237.

4 — **Exercice 1934.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des comptes de l'office national des combustibles liquides pour l'exercice 1934. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 201 [10 mars], p. 237.

OFFICES D'HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Voir TRÉSORERIE.

OFFICIERS DE L'INTENDANCE MIS A LA DISPOSITION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE. — Voir ARMÉE, 6.

OPERA-COMIQUE (Exploitation de l'). — Voir CRÉDITS, 15.

OR (Cession de l'). — Voir BANQUE DE FRANCE.

ORGANISATION MUNICIPALE.

1 — Départements recouverts.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation de certaines dispositions du titre 1^{er} de la loi communale locale du 6 juin 1895, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, et portant introduction, dans ces départements, des dispositions corrélatives de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. Voir Table de 1935, p. 72. — Promulgation: Loi du 21 janvier 1936 (J. O. du 5 février, p. 1538).

2^o — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des dispositions de la loi du 5 avril 1884, concernant les syndicats de communes. Voir Table de 1935, p. 72. — M. Monsservin dépose, au nom de la Commission de l'administration, le rapport N° 127 [3 mars], p. 164. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [6 mars], p. 216. — Promulgation: Loi du 14 avril 1936 (J. O. du 16 avril, p. 4083).

2 — **Conseillers municipales.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Millies-Lacroix, tendant à compléter les conseils municipaux par un certain nombre de conseillers municipales. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 57 [11 février], p. 96.

3 — **Elections complémentaires.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 42 et 77 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (elections complémentaires). Voir Table de 1935, p. 72. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 février], p. 126. — Promulgation: Loi du 9 mars 1936 (J. O. du 12 mars, p. 2810).

ORPHELINS DE GUERRE MINEURS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à sauvegarder les droits des orphelins de guerre, mineurs, désirent bénéficier des avantages de la retraite mutualiste (N° 218, année 1934). Voir Table de 1934, p. 88. Vote de la question préalable [16 juillet], p. 761.

OS BRUTS DE BÉTAIL. — Voir DOUANES, 17.

OTAGES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 3.

OUTILLAGE NATIONAL. — Voir COMMISSIONS DIVERSES.

OUVRAGES DE CÔTE. — Voir MARINE, 1.

OUVRIERS MINEURS.

1 — **Allocation temporaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer une allocation temporaire aux mineurs âgés de cinquante ans et comptant vingt années de travail au fond. Renvoi à la Commission des finances, N° 93 [25 février], p. 132. — M. Alexandre Bachelet dépose un rapport N° 218 [12 mars], p. 251. — Renvoi pour avis à la Commission des mines des conclusions du rapport ci-dessus [12 mars], p. 252. — M. Coucoureux dépose l'avis de la Commission des mines N° 266. 1^{re} délibération. Renvoi, pour avis, du projet à la Commission du commerce [13 mars], p. 285, 294. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Alexandre Bachelet, *Rapporteur*. Avis de la Commission du

commerce par M. Robert Thoumyre, N° 283. Suite de la discussion générale: MM. Coucoureux, *Rapporteur*, pour avis de la Commission des mines; L.-O. Frossard, *Ministre du Travail*; Gaston Bazile, *Président de la Commission des mines*. Art. 1^{er}: Amendement de M. Robert Thoumyre: M. Robert Thoumyre. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 2: Demande de suppression de l'article, par M. Coucoureux: MM. Coucoureux, L.-O. Frossard, *Ministre du travail*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 3: adoption. Art. 4: Demande de disjonction de l'article, par M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, L.-O. Frossard, *Ministre du Travail*. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Robert Thoumyre. Retrait. Adoption de l'article. Amendements: 1^o de M. Coucoureux; 2^o de M. Robert Thoumyre: MM. Coucoureux, L.-O. Frossard, *Ministre du Travail*. Retrait. Art. 5: Amendement de M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Alexandre Bachelet, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 6 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 mars], p. 303. — Promulgation: Loi du 7 avril 1936 (J. O. du 7 avril, p. 3891).

2 — **Relèvement des retraites.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relevant les retraites des ouvriers mineurs à 6.000 fr. après trente ans de services miniers. Renvoi à la Commission des finances, N° 666 [4 août], p. 1028. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 702 [7 août], p. 1108. — Demande de discussion immédiate du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances, par M. Alexandre Bachelet, N° 791. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1297 et 1316. — Promulgation: Loi du 26 août 1936 (J. O. du 27 août, p. 9178).

Voir CAISSE AUTONOME.

OUVRIERS ET OUVRIERES DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE L'ÉTAT. — Voir ALLOCATION PROPORTIONNELLE.

OZOKERITE. — Voir DOUANES, 36.

P

PACTE FRANCO-SOVIÉTIQUE. — Voir CONVENTIONS, 4. — RÉOLUTIONS, 14.

PAPIER. — Voir DOUANES, 21. — FORÊT FRANÇAISE.

PARI MUTUEL. — Inscription en recettes du produit du pari mutuel (art. 73 et 74). Modification du régime du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel (art. 99) (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

PARIS (Ville de).

1 — **Modification des circonscriptions du 15^e arrondissement.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à incorporer dans les 1^{re} et 3^e circonscriptions du 15^e arrondissement de la ville de Paris une portion du territoire de la zone annexée. Renvoi à la Commission relative à l'élection des Députés, nommée le 3 juillet 1924, N° 328 [19 mars], p. 356. — M. Chéron dépose le rapport N° 339 [20 mars], p. 372. — Demande de discussion immédiate. Lecture du rapport, par M. Henry Chéron. Déclaration de l'ur-

Q

« QUALITE FRANÇAISE ». — Voir MARQUE.

QUARANTE HEURES (Semaine de). — Voir SEMAINE DE QUARANTE HEURES.

QUESTION PREALABLE. — Vote de la question préalable proposée par la Commission du commerce, sur: 1° la proposition de loi tendant à empêcher le mouillage des vins (N° 765, année 1929); 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des coobligés au paiement en cas de faillite ou de liquidation judiciaire du souscripteur d'un billet à ordre ou de l'accepteur d'une lettre de change (N° 458, année 1931); 3° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 10 juillet 1928 autorisant le Gouvernement à garantir la bonne fin des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers (N° 507, année 1932); 4° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à compléter les dispositions du code du travail relatives au repos hebdomadaire (N° 329, année 1933); 5° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée (N° 557, année 1933); 6° la proposition de résolution tendant à assurer exclusivement aux ouvriers français, tant que durera la crise économique, le travail national (N° 566, année 1934) [18 février], p. 109. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission des travaux publics, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le cinquième alinéa de l'article 12 de la loi du 31 mars 1928, modifiant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922, relative aux retraites des agents des chemins de fer retraités d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (N° 258, année 1935) [20 février], p. 124. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission des finances sur: 1° la proposition de loi tendant à modifier l'article 30 de la loi du 31 mars 1919 (Allocations aux ascendants) (N° 8, année 1927); 2° la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'interprétation administrative du paragraphe 2 de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 exonérant les petits artisans de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels (N° 71, année 1927); 3° la proposition de résolution concernant les moyens nécessaires au fonctionnement, en 1928, de la Caisse nationale de crédit agricole (N° 634, année 1928); 4° la proposition de loi tendant à réduire les charges fiscales des emprunts communaux d'utilité publique (N° 4, année 1929); 5° la proposition de loi tendant à la prolongation du délai imparti aux propriétaires exploitants pour les déclarations exigées en vue d'obtenir le dégrèvement des petits cotes foncières (N° 139, année 1929); 6° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder un nouveau délai aux invalides de guerre frappés de la forclusion prévue par l'alinéa 1^{er} de l'article 38 et par le paragraphe 2 de l'article 42 de la loi du 31 mars 1919 (N° 395, année 1929); 7° la proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à préciser les chiffres et les dates des emprunts compris dans l'accord Mellon-Bérenger (N° 404, année 1929); 8° la proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les caisses de crédit agricole mutuel à consentir aux communes et aux syndicats de communes des prêts à court terme, à moyen terme ou à long terme pour tous travaux d'intérêt général agricole (N° 565, année 1929); 9° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à attribuer une allocation proportionnelle aux ouvriers et ouvrières des établissements industriels de l'Etat qui ont quitté ces établissements avant le 1^{er} janvier 1928 pour des raisons indépendantes de leur volonté et qui n'avaient pas trente ans de services à 60 ans d'âge (N° 740, année 1929); 10° la proposition de résolution tendant à la prise en charge par l'Etat des indemnités de résidence des instituteurs (N° 347, année 1930); 11° la proposition de loi tendant à accorder au constructeur d'une maison, en vue de faciliter la construction d'immeubles, un délai déterminé pour faire connaître le nom de la personne dans l'intérêt de laquelle la maison a été construite (N° 688, année 1935) [19 mars], p. 339. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'hygiène, sur: 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la vente des propriétés léguées à l'Etat par Mlle Marie Georget, dite Mme Boursin, en vue de la création d'un sanatorium (N° 114, année 1927); 2° la proposition de résolution relative au Ministère de la Santé publique (N° 491, année 1930); 3° la proposition de loi tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 avril 1930 et du 28 juillet 1931 (N° 375, année 1933); 4° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à sauvegarder les droits des orphelins de guerre, mineurs, désirant bénéficier des avantages de la retraite mutualiste (N° 218, année 1934); 5° la proposition de loi tendant à la modification de l'article 6 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (N° 500, année 1934); 6° la proposition de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi de finances du 28 février 1934, sur la composition des commissions cantonales d'assistance (N° 612, année 1934) [16 juillet], p. 701. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission des finances, sur: 1° la proposition de résolution relative à la reconduction de la loterie des régions libérées (N° 26, année 1936); 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les dispositions du décret du 16 juillet 1935 relatif à l'imposition des pensions de la loi du 31 mars 1919 (N° 383, année 1936) [1^{er} décembre], p. 1541. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'agriculture, sur: 1° la proposition de loi relative au mérite agricole (N° 362, année 1933); 2° la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour l'application équitable de la loi du 24 décembre 1934 sur l'assainissement du marché du blé (N° 306, année 1935); 3° la proposition de loi tendant à compléter la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture, en vue de parachever l'organisation corporative de la profession agricole et viticole (N° 423, année 1935); 4° la proposition de loi tendant à organiser l'agriculture française et à lui remettre le soin de contingerer et de réglementer la production, la transformation et la consommation de ses produits et notam-

ment du blé (N° 438, année 1935); 5° la proposition de loi tendant à l'assainissement du marché du blé (N° 488, année 1935); 6° la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'organisation et à l'assainissement du marché du blé, notamment par le soutien des organismes de stockage et de report et par le contrôle simplifié de la circulation des farines et du blé (N° 491, année 1935) [15 décembre], p. 1602.

QUESTIONS.

1 — M. Corbedaine pose à M. le Ministre du Commerce qui l'accepte, une question au sujet du règlement rapide et par priorité, des exportations agricoles à destination de la Sarre au cours du troisième trimestre 1935. MM. Corbedaine et Georges Bonnet, *Ministre du Commerce* [20 mars], p. 373.

2 — M. Henry Bérenger, *Président de la Commission des affaires étrangères*, pose à M. le Ministre des Affaires étrangères qui l'accepte, une question relative aux négociations internationales de Londres sur le traité de Locarno. MM. Henry Bérenger et P.-E. Flandin, *Ministre des affaires étrangères* [20 mars], p. 388.

3 — MM. Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*; Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur* [11 août], p. 1191.

R

RACHAT DE PRESTATION. — Voir PRESTATION.

RADIODIFFUSION.

1 — **Création de taxes par les collectivités locales.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant la loi du 13 août 1926 autorisant les collectivités locales à créer des taxes nouvelles. Renvoi à la Commission de l'Administration et, pour avis, à la Commission des finances, N° 181 [6 mars], p. 228. — M. Brasseur dépose le rapport N° 207 [10 mars], p. 238. — M. Babaud-Lacroze dépose l'avis de la Commission des finances [17 mars], p. 328. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique. Contre-projet de M. Babaud-Lacroze: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*, pour avis, de la Commission des finances; Henri Laudier. Adoption (devenant l'article unique du projet de loi) [19 mars], p. 342. — Promulgation: Loi du 20 mars 1936 (*J. O.* du 21 mars, p. 3189; *Rectificatif: J. O.* du 28 mars, p. 3501).

2 — **Maison de la radio.** — Voir EXPOSITION DE 1937.

3 — **Stations de radiodiffusion.** — Voir INTERPELLATIONS, 27.

4 — **Renforcement des sanctions en cas de non-déclaration des postes récepteurs de radiodiffusion (art. 47)** (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

RAIL (Coordination du — et de la route). — Voir INTERPELLATIONS, 5.

RAISINS. — Voir VINS, 5.

RAJUSTEMENT DES RENTES. — Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL.

RAPPORTS DE LA FRANCE ET DE SES ALLIÉS. — Voir INTERPELLATIONS, 20.

RASSEMBLEMENT DE VERDUN. — Voir CRÉDITS, 11.

RAVAGES DES LAPINS DE GARENNE. — Voir RÉCOLTES.

RECEVEURS SPECIAUX. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à la nomination des receveurs spéciaux. Renvoi à la Commission des finances, N° 166 [25 février], p. 140.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE. — Création d'un service central de la recherche scientifique (art. 53) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

RÉCOLTES (Dommages causés par le gibier). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la protection des cultures contre les ravages des lapins de garenne. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 395 [2 juin], p. 425. — M. Neuville dépose le rapport N° 619 [30 juillet], p. 965. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus [12 août], p. 1248. — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: *Proposition de loi relative à la réparation des dommages causés aux récoltes par le gibier* [12 août], p. 1266.

Voir WARRANTAGE.

RECOMPENSES NATIONALES.

1 — **Décorations avec traitement (Air. — Active).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création de contingents de décorations avec traitement destinées à récompenser le personnel de l'armée de l'air (active). Voir Table de 1935, p. 54. — M. Bergeon dépose, au nom de la Commission des récompenses nationales, le rapport N° 13 [21 janvier], p. 31. — M. Cabart-Danneville dépose, au nom de la Commission de l'air, l'avis N° 65 [13 février], p. 100. — M. Albert Mahieu dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 174 [6 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [10 mars], p. 242. — Promulgation: Loi du 10 mars 1936 (*J. O.* du 12 mars, p. 2811).

2 — **Décorations sans traitement (Air. — Réserves).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création de contingents sans traitement destinés à récompenser le personnel de l'air (réserves). Voir Table de 1935, p. 54. — M. Bergeon dépose, au nom de la Commission des récompenses nationales, le rapport N° 14 [21 janvier], p. 31. — M. J.-P. Rambaud dépose l'avis de la Commission de l'air N° 73 [18 février], p. 109. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [10 mars], p. 243. — Promulgation: Loi du 11 mars 1936 (*J. O.* du 12 mars, p. 2811).

3 — **Médaille des prisonniers civils, déportés et otages.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer une médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la grande guerre. Voir Table de 1935, p. 69. — M. Desjardins dépose, au nom de la Commission des récompenses nationales, le rapport N° 19 [8 janvier], p. 36. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 février], p. 69. — Promulgation: Loi du 14 mars 1936 (*J. O.* des 16 et 17 mars, p. 2994).

4 — **Légion d'honneur. — Expositions de Bruxelles et de Milan. — Foires internationales.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les concours prêtés à l'expansion commerciale à l'occasion: 1° de l'exposition universelle de Bruxelles 1935, de la 5^e exposition internationale des arts décoratifs de Milan 1933; 2° des participations françaises aux foires internationales organisées de 1931 à 1935. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 22 [30 janvier], p. 42. — M. Lancien dépose le rapport N° 25 [30 janvier], p. 43. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Lancien, *Rapporteur*; Chassaing. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 février], p. 95. — Promulgation: Loi du 24 février 1936 (*J. O.* du 26 février, p. 2274).

5 — Médaille des évadés.

1° Proposition de loi de M. Hayez tendant à compléter la loi du 20 août 1926, instituant la médaille des évadés attributive de la croix de guerre. Voir Table de 1935, p. 69.

2° Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 20 août 1926, instituant la « Médaille des évadés ». Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 71 [18 février], p. 108. — M. Desjardins dépose le rapport collectif N° 236 [12 mars], p. 251. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: *Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, tendant à compléter la loi du 20 août 1926, instituant la médaille des évadés* [20 mars], p. 393. — Promulgation: Loi du 20 avril 1936 (*J. O.* du 23 avril, p. 4330).

6 — **Croix de combattant volontaire. — Guerre 1870-1871.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'extension aux engagés volontaires de la guerre de 1870-1871 du bénéfice des dispositions de la loi du 4 juillet 1935 instituant une croix de combattant volontaire en faveur des combattants volontaires de la guerre de 1914-1918. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 70 [18 février], p. 108. — M. Bergeon dépose le rapport N° 232 [12 mars], p. 251. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [19 mars], p. 358. — Promulgation: Loi du 2 avril 1936 (*J. O.* du 5 avril, p. 3819).

7 — **Légion d'honneur. — Combattants volontaires de la guerre 1914-1918. — Air.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, tendant à mettre à la disposition du Ministre de l'Air un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 180 [6 mars], p. 228. — M. Bergeon dépose le rapport N° 231 [12 mars], p. 251. — M. J.-P. Rambaud dépose l'avis de la Commission de l'air N° 234 [12 mars], p. 252. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [17 mars], p. 302. — Promulgation: Loi du 20 mars 1936 (*J. O.* du 27 mars, p. 3453).

8 — **Modification de la loi du 3 juillet 1933.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les dispositions de l'article 2 de la loi du 3 juillet 1933 sur les récompenses nationales. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 330 [19 mars], p. 356. — M. Lancien dépose le rapport N° 483 [23 juin], p. 600. — M. François Saint-Maur dépose l'avis N° 507 [30 juin], p. 638. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 juillet], p. 688. — Promulgation: Loi du 11 juillet 1936 (*J. O.* du 17 juillet, p. 7442).

9 — **Médaille d'honneur des sapeurs-pompiers communaux.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 12 décembre 1934, établissant les nouvelles règles pour l'attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers communaux et créant de nouveaux échelons de cette médaille. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 364 [20 mars], p. 405.

10 — **Légion d'honneur. — Combattants volontaires de la guerre 1914-1918.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à mettre à la disposition du ministre de la Guerre un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les combattants volontaires de la guerre de 1914-1918. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 365 [20 mars], p. 405.

11 — **Légion d'honneur et médailles militaires (Personnel de l'armée de mer n'appartenant pas à l'active).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du contingent de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires destiné au personnel de l'armée de mer n'appartenant pas à l'armée active. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 493 [30 juin], p. 631. — Renvoi à la Commission des finances [3 août], p. 1012. — M. Bergeon dépose le rapport N° 867 [3 décembre], p. 1548. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [17 décembre], p. 1625. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1936 (*J. O.* du 5 janvier 1937, p. 235).

12 — **Légion d'honneur et médailles militaires. — Militaires n'appartenant pas à l'armée active.**

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un contingent de croix de la Légion

REGIME DOUANIER COLONIAL. — Voir DOUANES, 53.

REGIMES MATRIMONIAUX. — Voir CODE CIVIL, 7.

REGION PARISIENNE. — Voir COMITÉ SUPÉRIEUR.

REGIONS LIBÉREES. — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées (art. 119 à 121). (Loi de finances du 31 décembre 1936. *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir LOTERIE. — RÉSOLUTIONS, 1.

RELATIONS MARITIMES ENTRE LA FRANCE, L'ALGERIE ET LA TUNISIE. — Voir MARINE MARCHANDE, 2, 3.

REMBOURSEMENT DES FRAIS DE CANTONNEMENT DE TROUPES ALLEMANDES EN 1914-1918. — Voir DÉPARTEMENTS RECOUVRÉS.

REMISES UNIVERSITAIRES. — Voir ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

RENTES. — Exemption du prélèvement de 10 p. 100 sur les rentes (art. 54). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

RENTES VIAGERES AUX VICTIMES D'ACCIDENT DU TRAVAIL (Imposition des). — Voir PENSIONS, 4.

REPOS HEBDOMADAIRE. — Voir CODE DU TRAVAIL, 2.

REPRESENTANTS DE COMMERCE. — Voir STATUTS, 1.

REPRESSION DES ATTEINTES AU CREDIT DE LA NATION. — Voir CRÉDIT DE LA NATION.

REPUBLIQUE DOMINICAINE. — Voir CONVENTIONS, 18.

RESCISION DES PARTAGES. — Voir CODE CIVIL, 5.

RESIDUS BISULFITIQUES. — Voir DOUANES, 21.

RESOLUTION (Propositions de).

1 — **Loterie des régions libérées.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Mahieu et plusieurs de ses collègues relative à la reconduction de la loterie des régions libérées. Renvoi à la Commission des finances, N° 26 [30 janvier], p. 43. Vote de la question préalable [1^{er} décembre], p. 1541.

2 — **Travail national aux ouvriers français.** — Proposition de résolution tendant à assurer exclusivement aux ouvriers français, tant que durera la crise économique, le travail national. Voir Table de 1934, p. 92. Vote de la question préalable [18 février], p. 109.

3 — **Codification des textes législatifs de 1919 à 1936.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Georges Pernot et Jean Bosc, tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à un travail de refonte et de codification des textes législatifs publiés de 1919 à 1936, soit en matière de droit civil, pénal ou commercial, soit en matière économique. Renvoi à la Commission de législation, N° 101 [25 février], p. 133. — M. Georges Pernot dépose le rapport N° 481 [23 juin], p. 591. — Ajournement de la 1^{re} délibération [17 juillet], p. 719. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Georges Pernot,

Rapporteur. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [10 novembre], p. 1498.

4 — **Prêts à terme du Crédit agricole.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Donon et un certain nombre de ses collègues tendant à faciliter le remboursement des prêts à moyen terme et à court terme du crédit agricole. Voir Table de 1935, p. 78. — M. Dormann dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 97 [26 février], p. 133.

5 — **Pâtes de cellulose et revalorisation des bois français de papeterie.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Edouard Néron, Léon Perrier, Chassaing, Beaumont et Victor Lourties tendant à assurer la sauvegarde de l'industrie nationale des pâtes de cellulose et la revalorisation des bois français de papeterie. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 121 [27 février], p. 160. — M. Albert Ouvré dépose le rapport N° 217 [12 mars], p. 251. — M. Borgeot dépose l'avis de la Commission de l'agriculture N° 262 [13 mars], p. 278. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration d'urgence. Discussion générale: MM. Albert Ouvré, *Rapporteur*; Borgeot, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de l'agriculture*; Edouard Néron, Chauveau, Victor Lourties, Joseph Sigrist, Charies Dumont, le comte de Leusse, Paul Thellier, *Ministre de l'agriculture*. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [17 mars], p. 309.

6 — **Préparation militaire obligatoire.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Sari, concernant la préparation militaire obligatoire de la jeunesse. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 320 [19 mars], p. 339.

7 — **Bénéfices commerciaux et industriels. — Artisans.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'interprétation administrative du paragraphe 2 de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923 exonérant les petits artisans de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels. Voir Table de 1927, p. 565. Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

8 — **Caisse nationale de crédit agricole.** — Proposition de résolution concernant les moyens nécessaires au fonctionnement, en 1928, de la caisse nationale de crédit agricole (N° 634, année 1928). Voir Table de 1928, p. 570. Vote de la question préalable. [19 mars], p. 339.

9 — **Emprunts compris dans l'accord Mellon-Bérenger.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser les chiffres et les dates des emprunts compris dans l'accord Mellon-Bérenger (N° 404, année 1929). Voir Table de 1929, p. 573. Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

10 — **Indemnités de résidence des instituteurs.** — Proposition de résolution tendants à la prise en charge par l'Etat des indemnités de résidence des instituteurs (N° 347, année 1930). Vote de la question préalable [19 mars], p. 339.

11 — **Gendarmerie.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à maintenir la gendarmerie dans le cadre déterminé par la loi de germinal an IV et le décret organique du 20 mai 1903. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission de l'administration, N° 326 [19 mars], p. 353.

12 — **Ministère de la santé publique.** — Proposition de résolution relative au ministère de la santé publique (N° 491, année 1930). Vote de la question préalable [16 juillet], p. 701.

13 — **Travaux départementaux et communaux.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Queuille et d'un certain nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le règlement et le développement des travaux départementaux et communaux. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 579 [21 juillet], p. 722.

14 — **« Reconsidération » du pacte franco-soviétique.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henry-Haye tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la dénonciation ou tout au moins à la « reconsidération » du pacte franco-soviétique. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 844 [5 novembre], p. 1463.

15 — **Nomination d'une commission d'examen de la législation sur la presse.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alexandre Israël et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une commission de dix-huit membres chargée de procéder à l'étude et à l'examen des modifications à apporter à la législation sur la presse. Renvoi à la Commission du règlement du Sénat, N° 847 [6 novembre], p. 1474. — M. Mauger dépose le rapport N° 847 [12 novembre], p. 1528. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission du règlement*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Alexandre Israël, Boivin-Champeaux. Demande d'ajournement présentée par M. de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Adoption, au scrutin, après pointage [1^{er} décembre], p. 1543.

16 — **Monument commémoratif des Etats généraux de 1789.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henry-Haye tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'application, d'une part, de la loi du 17 août 1879 prescrivant l'érection à Versailles d'un monument commémoratif des Etats généraux de 1789, et, d'autre part, de celle du 29 juillet 1881 comprenant l'ouverture des crédits nécessaires à la réalisation de la loi de 1879. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 862 [1^{er} décembre], p. 1544.

17 — **Assainissement du marché du blé.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour l'application équitable de la loi du 24 décembre 1934 sur l'assainissement du marché du blé (N° 306 — 1935). Voir Table de 1935, p. 78. Vote de la question préalable [15 décembre], p. 1602.

18 — **Assainissement du marché du blé.** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'organisation et à l'assainissement du marché du blé, notamment par le soutien des organismes de stockage et de report et par le contrôle simplifié de la circulation des farines et du blé (N° 491 — 1935). Voir Table de 1935, p. 79. Vote de la question préalable [15 décembre], p. 1602.

19 — **Hommage à l'équipage de la « Croix-du-Sud ».** — Dépôt d'une proposition de M. Paul Bénazet tendant à rendre hommage à l'équipage de la « Croix-du-

Sud ». Renvoi à la Commission de l'air. N° 897 [17 décembre], p. 1624. — Demande de discussion immédiate. M. Bénazet dépose et lit le rapport N° 900. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [17 décembre], p. 1635, 1644.

20 — **Qualité de combattant aux marins du commerce ayant navigué à bord de bâtiments armés.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Camas et d'un certain nombre de ses collègues tendant à assurer aux marins du commerce, ayant navigué à bord de bâtiments armés défensivement, la qualité de combattant. Renvoi à la Commission de la marine, N° 924 [26 décembre], p. 1744.

21 — **Taxes appliquées aux moulins de moyenne production.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefas tendant à inviter le Gouvernement à reviser le régime des taxes appliquées aux moulins de moyenne production. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 925 [27 décembre], p. 1768.

RESPECT DES INSTITUTIONS ET DE LA LEGALITE REPUBLICAINES. — Voir INTERPELLATIONS, 11, 25.

RETENUES D'ARGENT PAR LES EMPLOYEURS (Interdiction des). — Voir VERSEMENTS D'ARGENT.

RETRAITES.

1 — **Agents des chemins de fer secondaires et des tramways.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le 5^e alinéa de l'article 12 de la loi du 31 mars 1928, modifiant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922, relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (N° 258, année 1935). Voir Table de 1935, p. 80. Vote de la question préalable [20 février], p. 124.

2 — **Personnel des industries annexes de l'exploitation minière.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1923 relative à l'extension des dispositions de la législation spéciale de retraite des ouvriers mineurs au personnel des industries annexes de l'exploitation minière. Voir Table de 1935, p. 80. — M. Coucoureux dépose, au nom de la Commission des mines, le rapport N° 165 [5 mars], p. 205. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission du commerce des conclusions du rapport ci-dessus [12 mars], p. 252. — M. Alexandre Bachelet dépose l'avis de la Commission des finances N° 562 [16 juillet], p. 701. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [10 août], p. 1164. — Promulgation: Loi du 27 août 1936 (*J. O.* du 30 août, p. 9291).

3 — **Agents des grands réseaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du régime des retraites des agents des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, N° 335 [20 mars], p. 371. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Yves Le Troquer, N° 376. Avis de la Commission des

finances, par M. Henri Roy, N° 377. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 398. — Promulgation: Loi du 30 mars 1936 (*J. O.* des 30-31 mars, p. 3587).

4 — **Amélioration de la situation des retraités.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à améliorer la situation des retraités. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 341 [20 mars], p. 372. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture du rapport, par M. Le Gorgeu, N° 380. Avis de la Commission des finances, par M. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*, N° 381. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. François Saint-Maur, Henri Laudier, Delhoume, Henry Merlin, Marcel Régnier, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Le Gorgeu, *Rapporteur*. Art. 1^{er} à 7: adoption. Article additionnel 7 bis, proposé par MM. Jean Bosc et Bazile: Jean Bosc, Le Gorgeu, *Rapporteur*. Rejet. Art. 8 et 9 dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 401. — Promulgation: Loi du 29 mars 1936 (*J. O.* du 1^{er} avril, p. 3618).

5 — **Retraite anticipée.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 octobre 1935, relatif à la mise à la retraite anticipée des ouvriers soumis au régime de retraites de la loi du 21 mars 1928. Renvoi à la Commission des finances, N° 356 [20 mars], p. 390. — M. Sari dépose le rapport N° 540 [9 juillet], p. 677. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [21 juillet], p. 723. — Promulgation: Loi du 10 septembre 1936 (*J. O.* du 12 septembre, p. 9738).

6 — **Retraite par ancienneté.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les mises à la retraite par ancienneté. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances, N° 607 [28 juillet], p. 931. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation et à la Commission de l'enseignement [30 juillet], p. 965. — M. Maulion dépose le rapport N° 698 [7 août], p. 1098. — M. Lefas dépose l'avis de la Commission de l'enseignement N° 699 [7 août], p. 1098. — M. Lisbonne dépose l'avis de la Commission de législation N° 706 [8 août], p. 1127. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Maulion, *Rapporteur de la Commission de l'administration*, Lefas, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de l'enseignement*; Lisbonne, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*; Babaud-Lacroze, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances*; Léon Blum, *Président du Conseil*; Léon Bérard. Discussion des articles. Art. 1^{er}: MM. Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Maulion, *Rapporteur*; Lefas, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de l'enseignement*; Léon Blum, *Président du Conseil*; Alexandre Bachelet, André Honnorat. Amendement de M. Babaud-Lacroze: MM. Babaud-Lacroze, Léon Blum, *Président du Conseil*; Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Observation de M. Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption de l'article 1^{er} modifié. Amendements de MM. Jean Taurines et Lancien: MM. Jean Taurines, Maulion, *Rapporteur*; Babaud-Lacroze. Reporté à l'article 3 bis.

Art. 2: adoption. Amendement de M. de Courtois: MM. de Courtois, Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Maulion, *Rapporteur*; Manuel Fourcade: adoption. Amendement de M. Lefas. Retrait. Observations de MM. Babaud-Lacroze, Léon Blum, *Président du Conseil*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Maulion, *Rapporteur*. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Art. 3. Amendement de M. Charles Reibel: MM. Charles Reibel, Maulion, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. Observations de M. Maulion, *Rapporteur*. Décision de poursuivre le débat au cours d'une séance de nuit. — Suite de la discussion. Art. 3 (*suite*): MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Maulion, *Rapporteur*; Chassaing. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article 3. Amendements: 1^o de MM. Jean Taurines et Lancien; 2^o de M. Babaud-Lacroze: MM. Jean Taurines, Babaud-Lacroze, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Maulion, *Rapporteur*; Eugène Millières-Lacroix. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Jean Taurines. Retrait de l'amendement de M. Babaud-Lacroze. Art. 4: Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Observation de MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Georges Pernot. Adoption du premier alinéa. Suppression du deuxième alinéa. Amendement de M. Emile Sari: MM. Emile Sari, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Babaud-Lacroze. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Amendement de M. le général Stuhl. Retrait. Art. 5: MM. Pierre Chaumié, Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption. Article additionnel proposé par M. Gaston Bazile: MM. Gaston Bazile, Maulion, *Rapporteur*; Léon Bérard. Rejet. Art. 6: adoption. Art. 7: MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Maulion, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Adoption. Article additionnel, proposé par M. Eugène Muller et plusieurs de ses collègues: MM. Sigrist, Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [11 août], p. 1193, 1203, 1213. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, concernant les mises à la retraite par ancienneté. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission de législation et à la Commission de l'enseignement, N° 775 (urgence déclarée) [13 août], p. 1297. — M. Maulion dépose et lit le rapport N° 795. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de législation, par M. Lisbonne, N° 796. Avis de la Commission de l'enseignement, par M. Lefas, N° 797. Art. 1^{er}: M. Léon Blum, *Président du Conseil*: adoption. Art. 2: MM. Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Maulion, *Rapporteur*; Lefas, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de l'enseignement*: adoption. Amendement de M. de Courtois: MM. de Courtois, Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*: adoption. Art. 3: adoption. Art. 4: MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Georges Pernot. Amendement de M. Georges Pernot: MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Georges Pernot, Eugène Millières-Lacroix. Adoption. Adoption de l'article modifié. Adoption de la fin de l'article et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1331. — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié

de nouveau par la Chambre des Députés, concernant les mises à la retraite par ancienneté. Renvoi à la Commission de l'administration, et, pour avis, à la Commission des finances, à la Commission de législation et à la Commission de l'enseignement, N° 806 [13 août], p. 1356. — M. Maullion dépose et lit le rapport N° 819. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Manuel Fourcade, Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. de Coutois, *Président de la Commission de législation*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Art. 4: M. Georges Pernot. Adoption. Art. 4 bis (nouveau). Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1365. — Promulgation: Loi du 18 août 1936 (*J. O.* du 20 août, p. 8987).

7 — **Loi de finances.** — Droit à pension des veuves de fonctionnaires (art. 60). Admission des fonctionnaires à la retraite d'office. Prorogation du délai d'application des dispositions de l'article 73 de la loi de finances du 31 mars 1932 (art. 61). Modification au régime des pensions d'ancienneté (art. 62 à 64). Régime de retraites des personnels des polices d'Etat (art. 65). Validation pour la retraite de certains services effectués dans les organismes internationaux (art. 66). Ajournement de la caisse des pensions d'ancienneté prévue par la loi du 14 avril 1924 (art. 67). Prorogation de la date de transfert des services de liquidation des pensions aux ministères militaires (art. 111) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir INTERPELLATIONS, 22. — ORPHELINS DE GUERRE. — PENSIONS, 4, 7, 8.

RETRAITS DE PROJETS OU DE PROPOSITIONS DE LOI. — Décret portant retrait du projet de loi (N° 497, année 1935) tendant à protéger les monuments historiques et les paysages contre les abus de l'affichage et le développement excessif des enseignes, N° 3 [21 janvier], p. 30. — Décret portant retrait du projet de loi sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire (N° 335, année 1933) [16 juin], p. 481. — Retrait de deux propositions de loi de M. Henri Sellier: La première, tendant: 1° à la suppression de la retenue de 1 p. 100 effectuée sur les travaux exécutés dans le département de la Seine pour l'entretien des asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet; 2° à l'exploitation des asiles nationaux par l'administration générale de l'assistance publique dans le cadre de la législation sur l'assistance médicale; 3° à l'utilisation des fonds restant disponibles sur la dotation des établissements pour compléter les subventions de l'Etat destinées à l'aménagement des établissements pour compléter les subventions de l'Etat destinées à la construction de groupes scolaires dans le département de la Seine (N° 396, année 1936). La deuxième, tendant à modifier le décret du 31 octobre 1935 prévoyant l'unification et la simplification des barèmes en vigueur pour l'application des lois d'assistance (N° 397, année 1936) [25 juin], p. 610. — Décret portant retrait du projet de loi (N° 22, année 1932) adopté par la Chambre des Députés, instituant un congé annuel payé pour les travailleurs de l'industrie du commerce et de l'agriculture, N° 555 [16 juillet], p. 700. — Décret portant retrait du projet de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1931 portant création d'un contingent de croix de

la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active (N° 225, année 1933), N° 863 [3 décembre], p. 1548.

REUNION (La). — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux (art. 18). Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion (art. 153) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

Voir DOUANES, 63.

REVISION DU PRIX DU LOYER DES COMMERÇANTS, INDUSTRIELS ET ARTISANS. — Voir LOYERS, 2.

REVOCACTION D'UN COMMISSAIRE GENERAL ADJOINT DE L'EXPOSITION DE 1937. — Voir INTERPELLATIONS, 23.

ROUTE (Coordination du rail et de la). — Voir INTERPELLATIONS, 5.

S

SAINT-JEAN-DE-MONTS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la cession à la commune de Saint-Jean-de-Monts de terrains dépendant de la forêt domaniale de Saint-Jean-de-Monts. Renvoi à la Commission des finances, N° 151 [5 mars], p. 191. — M. Babaud-Lacroze dépose le rapport N° 317 [19 mars], p. 338. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars], p. 392. — Promulgation: Loi du 2 avril 1936 (*J. O.* du 4 avril, p. 3794).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON (Navires ayant leur port d'attache à). — Voir MARINE MARCHANDE, 1.

SAISIE DES DROITS D'AUTEUR. — Voir DROITS D'AUTEUR.

SANATORIA PUBLICS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les formalités pour l'installation des sanatoria publics et pour le contrôle sanitaire des sanatoria clandestins (N° 240, année 1932). M. Gadaud dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 410 [2 juin], p. 426. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition. Nouveau intitulé: *Proposition de loi concernant les modalités d'installation des sanatoria publics assimilés ou agréés, et le contrôle sanitaire des locaux d'habitation dans les stations climatiques de cure pour tuberculeux* [23 juillet], p. 788. — Promulgation: Loi du 28 août 1936 (*J. O.* des 31 août et 1^{er} septembre, p. 9314).

SANCTIONS:

— disciplinaires prononcées contre des avocats. — Voir AVOCATS.

— à l'égard de l'Italie. — Voir INTERPELLATIONS, 7.

— de l'obligation scolaire. — Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, 4.

SAN-GAVINO-DI-FIUMORBO (Corse). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte le hameau de San-Gavino-di-Fiumorbo, dépendant de la commune d'Isolaccio (Corse). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 195 [10 mars], p. 237. — M. Gallet dépose le rapport N° 353 [20 mars], p. 381.

SANTE PUBLIQUE. — Voir CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE PUBLIQUE.

SAPEURS - POMPIERS COMMUNAUX. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 9.

SARDINES EN CONSERVE. — Voir DOUANES, 52.

SARRASIN. — Voir DOUANES, 48.

SARRE (Territoire de la). — Voir CHIRURGIENS-DENTISTES. — DOUANES, 38. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, 6. — INTERPELLATIONS, 3.

SAUMON. — Réserves destinées à la reproduction du saumon (art. 110). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

SCOLARITE OBLIGATOIRE. — Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

SEINE (Département de la). — Voir ASSISTANCE PUBLIQUE. — COMMISSIONS DIVERSES.

SEL. — Subrogation des producteurs et négociants en gros de sel au privilège conféré à la régie par l'article 47 du décret du 1^{er} germinal an XIII (art. 11). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

SEMAINE DE QUARANTE HEURES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer la semaine de quarante heures dans les établissements industriels et commerciaux, et à fixer la durée du travail dans les mines souterraines de charbon. Renvoi à la Commission du commerce, N° 452 [12 juin], p. 476. — Demande de discussion immédiate. M. Jacquier dépose le rapport N° 461 [16 juin], p. 481. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Paul Jacquier, *Rapporteur*; Dormann, Léon Blum, *Président du Conseil*; Farjon, Louis Gros, Edouard Néron, Marcel Donon, *Vice-président de la Commission de l'agriculture*; Yves Le Trocquer, Georges Pernot, de La Grandière, le général Hirschauer, Provost-Dumarchais, James Hennessy, Pelletier. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er} (art. 6 à 10 du chapitre II du titre 1^{er} du livre II du code du travail): Adoption du premier alinéa. Art. 6: amendement du M. Charles Dumont: MM. Charles Dumont, Henri Sellier, *Ministre de la Santé publique*. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Martin-Binachon: MM. Martin-Binachon, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Observations de M. François-Saint-Maur. Amendement de MM. A. de La Grange et des Rotours: MM. A. de La Grange, Lebas, *Ministre du Travail*. Retrait. Amendement de M. Anatole Manceau, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Sur l'article: MM. Le Pelletier, Léon Blum, *Président du Conseil*; Marcel Donon, *Vice-président de la Commission de l'agriculture*; René Besnard, Neuville. Adoption de l'article 6. Art. 7: MM. Rio, *Président de la Commission de la marine*; Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption. Amendement de

MM. Jean Bosc et Yves Le Trocquer: MM. Jean Bosc, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. Suspension et reprise de la séance. Art. 8: amendement de M. Martin-Binachon. Non soutenu. Adoption de l'article. Art. 9 et 10: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. **Art. 2:** adoption. Article additionnel proposé par MM. A. de La Grange et des Rotours: MM. A. de La Grange, Léon Blum, *Président du Conseil*. Retrait. **Art. 3:** MM. Desjardins, Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption. **Art. 4:** amendement de M. Roux-Freissineng: MM. Roux-Freissineng, Cuttoli, Duroux, *Président de la Commission du commerce*; Léon Blum, *Président du Conseil*. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Roux-Freissineng. Rejet. Adoption de l'article 4. Article additionnel proposé par M. Lémery: MM. Lémery, Léon Blum, *Président du Conseil*. Rejet, au scrutin. Explications de vote: MM. Manuel Fourcade, Babin-Chevaye, Edouard Roussel, Jean Durand, Delhoume, Paul Jourdain, Eugène Milliès-Lacroix, Cochard, Gautherot, Borgeot, Albert Mahieu, Abel Lefèvre. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 juin], p. 537. — Promulgation. Loi du 21 juin 1936 (J. O. du 26 juin, p. 6699).

SEMENCES ET PLANTS POUR CULTURE.

— Voir AGRICULTURE, 2.

SENAT.

Règlement du budget de 1935. — Budget de 1937. — Dépôt, par M. René Héry, d'un rapport, fait au nom de la Commission de comptabilité, sur: 1^o le projet de résolution, portant, pour l'année 1935: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat; b) règlement définitif du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer); c) règlement définitif du compte des recettes et dépenses des caisses des retraites des anciens sénateurs et du personnel du Sénat; d) approbation du compte de gestion; 2^o le projet de résolution portant fixation du budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1937, et évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour le même exercice. N^o 878 [8 décembre], p. 1573. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble des projets de résolution [17 décembre], p. 1624.

SEPULTURES MILITAIRES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant extension aux sépultures des militaires et marins « morts pour la France » après le 24 octobre 1919 des dispositions de l'article 105 de la loi de finances du 31 juillet 1920. Renvoi à la Commission de l'administration, N^o 150 [5 mars], p. 190. — M. Henry Merlin dépose le rapport N^o 541 [9 juillet], p. 684. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juillet], p. 966.

SEQUESTRES DE GUERRE. — Voir COMMISSIONS DIVERSES.

SERVICE DES FABRICATIONS D'ARMEMENT. — Voir MINISTÈRE DE LA GUERRE, 2.

SERVICE TELEPHONIQUE (Titularisation d'ouvriers). — Voir MINISTÈRE DES POSTES.

SERVICES MARITIMES ENTRE LA FRANCE, L'ALGERIE ET LA TUNISIE. — Voir MARINE MARCHANDE, 2, 3.

SERVICES DE PLACEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE. — Voir MINISTÈRE DU TRAVAIL, 3.

SERVICES PUBLICS ETRANGERS. — Voir EXPORTATIONS.

SERVICES VOTES. — Nomenclature des services votés [art 118]. (Loi de finances du 31 décembre 1936, J. O. du 1^{er} janvier 1937, p. 3.)

SESSION ORDINAIRE. — M. Damecour, *Président, doyen d'âge*, déclare ouverte la session ordinaire [14 janvier], p. 1. — M. Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret portant clôture de la session ordinaire, N^o 825 [13 août], p. 137.

1^{re} SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre en session extraordinaire, N^o 326 [28 septembre], p. 1381. M. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*, donne lecture du décret de clôture de la première session extraordinaire, N^o 842 [1^{er} octobre], p. 1454.

2^e SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre en session extraordinaire, N^o 843 [5 novembre], p. 1460. — M. Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* donne lecture du décret de clôture de la 2^e session extraordinaire, N^o 962 [31 décembre], p. 1992.

SINCERITE DES SOUSCRIPTIONS. — Voir SOCIÉTÉS, 7.

SINISTRES NECESSITEUX. — Voir CRÉDITS, 9.

SOCIÉTÉS.

1 — Administrateurs de sociétés anonymes. — Proposition de loi de M. Emile Bender relative aux administrateurs des sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique. Voir Table de 1935, p. 81. Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [6 février], p. 52. — M. Lesaché dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N^o 230 [12 mars], p. 251. — M. Bender expose l'avis de la Commission du commerce N^o 442 [11 juin], p. 473. — Ajournement de la 1^{re} délibération [23 juin], p. 605; [7 juillet], p. 668. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lesaché, *Rapporteur*. **Art. 1^{er}** (Art. 22 de la loi du 24 juillet 1867). Art. 22, § 1^{er}. Amendement de M. Lémery: MM. Lémery, Lesaché, *Rapporteur*; Emile Bender, Georges Pernot, Hervey, Duroux, *Président de la Commission du commerce*; Eugène Milliès-Lacroix. Renvoi à la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [9 juillet], p. 677. — Suite de la discussion. Observations de M. Lesaché, *Rapporteur*. Discussion des articles (*suite*). **Art. 1^{er}** (art. 22 de la loi du 24 juillet 1867): Art. 22, § I: adoption. § II: Amendements de M. Lémery. Satisfait. Adoption du paragraphe. § III: Amendement de M. Lémery. Satisfait. Amendement de M. Martin-Binachon: MM. Martin-Binachon, Lesaché, *Rapporteur*; Manuel Fourcade. Retrait. Reprise de l'amendement par M. Manuel Fourcade. Rejet, au scrutin. Adoption du paragraphe. § IV: Amendement de M. Georges Pernot. Retrait. Amendement de M. Emile Bender. Adoption. Adoption du paragraphe modifié. § V: Amendement de M. Lémery. Satisfait. Adoption du paragraphe. § VI: Amendement de M. Emile Bender. Satisfait. Adop-

tion du paragraphe. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. **Art. 2:** M. Lesaché, *Rapporteur*. Suppression. **Art. 3** (devenant l'art. 2): Amendement de M. Lémery. Retrait. Sur l'article: MM. Georges Pernot, Lesaché, *Rapporteur*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Maulion. Adoption de l'article. Adoption de l'article. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: *Proposition de loi tendant à modifier l'art. 22 de la loi du 24 juillet 1867 relatif aux administrateurs des sociétés anonymes* [10 juillet], p. 691.

2 — Sociétés à responsabilité limitée. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée. Voir Table de 1933, p. 32. Vote de la question préalable [18 février], p. 109.

3 — Actions en responsabilité contre les administrateurs. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lesaché, tendant à modifier l'article 17 de la loi du 24 juillet 1867 en vue de supprimer les clauses des statuts paralysant les actions en responsabilité contre les administrateurs. Renvoi à la Commission de législation, N^o 87 [20 février], p. 124. — M. Lesaché dépose le rapport N^o 311 [19 mars], p. 338. — Ajournement de la 1^{re} délibération [23 juin], p. 605; [7 juillet], p. 668. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lesaché, *Rapporteur*. Article unique: M. Lesaché, *Rapporteur*; Georges Pernot. Adoption. Article additionnel 2, proposé par la commission. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [9 juillet], p. 674.

4. — Protection des obligataires. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lesaché tendant à compléter les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires. Renvoi à la Commission de législation N^o 164 [5 mars], p. 191. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [12 mars], p. 252.

5 — Pouvoirs des commissaires des comptes. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chaumié relative aux pouvoirs des commissaires des comptes et aux annexes de leurs rapports dans les affaires comportant de nombreuses participations ou filiales. Renvoi à la Commission de législation, N^o 269 [13 mars], p. 295.

6 — Commissaires et bilans dans les sociétés par actions. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Bender tendant à modifier certaines dispositions des décrets-lois des 8 août et 30 octobre 1935, relatives aux commissaires et aux bilans dans les sociétés par actions. Renvoi à la Commission de législation, N^o 436 [11 juin], p. 472. — M. Lesaché dépose le rapport N^o 621 [30 juillet], p. 965.

7 — Sincérité des souscriptions et des versements. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bender tendant à assurer la sincérité des souscriptions et des versements lors de la création des sociétés par actions. Renvoi à la Commission de législation, N^o 482 [23 juin], p. 600. — M. Lesaché dépose le rapport N^o 514 [2 juillet], p. 650. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Lesaché, *Rapporteur*; Mauger. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [17 juillet], p. 717.

8 — Sociétés par actions affiliées ou apparentées. — Dépôt d'une proposition de

loi de M. Emile Bender tendant à régler l'administration des sociétés par actions affiliées ou apparentées. Renvoi à la Commission de législation, N° 556 [16 juillet], p. 700.

9 — **Amortissement des actions de capital. — Actions de jouissance du travail.** — Dépôt, par M. Justin Godart, d'une proposition de loi tendant à abroger l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés et à ajouter à ladite loi les dispositions interdisant la constitution de réserves extraordinaires et les reports à nouveau, organisant l'amortissement des actions de capital et créant les actions de jouissance du travail. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle, N° 567 [16 juillet], p. 700. — Renvoi à la Commission des finances [3 août], p. 1012.

SOCIÉTÉS DE CHASSE. — Voir CHASSE.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES MARITIMES. — Exonération fiscale en faveur des sociétés coopératives maritimes (art. 5) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE. — Voir ALGÉRIE, 6.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Voir CONSEIL SUPÉRIEUR.

SOISSONS (Incidents de). — Voir INTERPELLATIONS, 17.

SOLTERRE (Loiret). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton de Montargis (département du Loiret) la commune de Solterre, qui dépend actuellement du canton de Châtillon-Coligny. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 597 [28 juillet], p. 896. — M. Brasseur dépose le rapport N° 681 [5 août], p. 1049. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 août], p. 1192. — Promulgation: Loi du 3 septembre 1936 (*J. O.* du 4 septembre, p. 9418).

SOUAIN (Marne). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton de Suippes la commune de Souain, dépendant actuellement du canton de Ville-sur-Tourbe (département de la Marne). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 191 [10 mars], p. 237. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport N° 279 [17 mars], p. 301. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 378. — Promulgation: Loi du 29 mars 1936 (*J. O.* des 30-31 mars, p. 3586).

SOUS-ENTREPRISE DE VENDANGES. — Voir VENDANGES.

SOUS-OFFICIERS D'ARTILLERIE. — Voir ARMÉE, 1.

SOUS-SECRETARIAT DES LOISIRS ET DES SPORTS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation complémentaire du Sous-Secrétariat des Loisirs et des Sports. Renvoi à la Commission des finances, N° 704 [7 août], p. 1115.

STATUTS.

1 — **Voyageurs et représentants de commerce.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer le statut légal des voyageurs, représentants et placiers du commerce et de

l'industrie. Renvoi à la Commission du commerce, N° 11 [21 janvier], p. 30. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [25 février], p. 133. — M. Justin Godart dépose le rapport N° 563 [16 juillet], p. 791.

2 — **Journalistes (Départements recouverts).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la loi du 29 mars 1935 relative au statut professionnel des journalistes. Renvoi à la Commission du commerce, N° 92 [25 février], p. 132. — M. Justin Godart dépose le rapport N° 154 [5 mars], p. 191. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars], p. 294. — Promulgation: Loi du 10 avril 1936 (*J. O.* du 15 avril, p. 4050).

3 — **Dames sténodactylographes des lycées.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du décret du 30 juin 1934 portant modification du statut des dames sténodactylographes des lycées de garçons et, extension aux lycées de jeunes filles, des dispositions relatives au recrutement de ce personnel. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 691 [7 août], p. 1098. — Renvoi à la Commission des finances [15 novembre], p. 1463.

4 — **Agents de service des lycées.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abrogation du décret du 30 juin 1934 portant modification du statut des agents de service des lycées de garçons et de jeunes filles. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 692 [7 août], p. 1098. — Renvoi à la Commission des finances [5 novembre], p. 1463.

5 — **Maitres et maitresses d'internat.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abrogation du décret du 30 juin 1934 portant modification des statuts des maitres et maitresses chargés de la surveillance de l'internat dans les établissements de l'enseignement secondaire. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 694 [7 août], p. 1098. — Renvoi à la Commission des finances [5 novembre], p. 1463.

6 — **Statut international des réfugiés.** — Voir CONVENTIONS, 14.

7 — **Statut du personnel des caisses d'épargne.** — Voir CAISSES D'ÉPARGNE, 3.

8 — **Statut militaire pour les « années creuses ».** — Voir ARMÉE, 2.

9 — **Statut du personnel navigant.** — Voir AÉRONAUTIQUE CIVILE.

10 — **Statut des cadres des réserves.** — Voir ARMÉE DE L'AIR, 1.

11 — **Statuts de la Banque de France.** — Voir BANQUE DE FRANCE.

SUBVENTIONS POUR L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS RÉGULIERS DE TRANSPORTS. — Voir TRANSPORTS.

SUCRE (Suspension des cotations à la Bourse de commerce de Paris). — Voir INTERPELLATIONS, 18.

SUEDE. — Voir DOUANES, 52.

SUIPPES (Marne). — Voir SOUAIN.

SUISSE. — Voir CONVENTIONS, 17.

SUPPRESSION D'EMPLOIS. — Voir ASSURANCES SOCIALES. — MINISTÈRE DU TRAVAIL.

SURTAXES DE CHANGE. — Voir DOUANES, 11, 12.

SYNDICATS DE COMMUNES DANS LES DÉPARTEMENTS RECOUVRES. — Voir ORGANISATION MUNICIPALE, 1.

T

TABACS IMPORTÉS EN CORSE. — Voir DOUANES, 14.

TAPIS DE LAÏNE. — Voir DOUANES, 54.

TARIFS DOUANIERS. — Voir CONVENTIONS, 14. — DOUANES, 13 à 44.

TARIFS D'ÉLECTRICITÉ. — Voir ÉLECTRICITÉ.

TARIFS DE PILOTAGE DANS LES PORTS. — Voir MARINE MARCHANDE, 6.

TAXE SUR LES CERCLES. — Inscription en recettes du produit de la taxe sur les cercles (art. 73 et 74). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

TAXE UNIQUE SUR LES CORPS GRAS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la taxe unique sur les corps gras en ce qui concerne les huiles de noix et les huiles de colza. Renvoi à la Commission des finances, N° 342 [20 mars], p. 371. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 736 [11 août], p. 1191. — Demande de discussion immédiate [12 août], p. 1248. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport supplémentaire N° 808. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [13 août], p. 1358. — Promulgation: Loi du 18 août 1936 (*J. O.* du 20 août, p. 8989).

TAXES:

— **départementales et communales.** — Voir RADIODIFFUSION.

— **à l'importation.** — Voir DOUANES, 52 à 58.

— **d'octroi.** — Voir VINS, 1.

— **Moulins de moyenne production.** — Voir RÉSOLUTIONS, 21.

— **Produits coloniaux.** — Voir CAOUTCHOUC.

TAXI (Industrie du). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation de l'industrie du taxi. Renvoi à la Commission des finances, N° 926 [28 décembre], p. 1809.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Voir CONVENTIONS, 7.

TERRITOIRES AFRICAINS SOUS MANDAT (Application des lois générales). — Voir COLONIES, 1.

TEXTES LEGISLATIFS (Codification des). — Voir RÉSOLUTIONS, 3.

THEÂTRES NATIONAUX. — Voir CRÉDITS, 15.

TIMBRES. — Modification du régime des ventes de timbres et de papiers timbrés. (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3.)

TISSUS EN CHENILLE DE COTON. — Voir DOUANES, 22.

TRAITE AVEC L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIETISTES SOCIALISTES. — Voir CONVENTIONS, 4.

TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR MER. — Projet de loi relatif au transport des marchandises par mer. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 32. — Promulgation: Loi du 2 avril 1936 (*J. O.* du 11 avril, p. 4002).

TRANSPORTS (Services publics. — Réduction des subventions). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 juin 1934, portant réduction des subventions accordées pour l'exploitation des services publics réguliers de transports. Table de 1935, p. 83. — Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 février], p. 124. — Promulgation: Loi du 1^{er} mars 1936 (*J. O.* des 2 et 3 mars, p. 2450).

TRANSPORTS AERIENS. — Attribution de la personnalité civile et de l'autonomie financière à la régie Air-Afrique (art. 86). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3.)

TRANSPORTS AUTOMOBILES. — Modification de l'article 108 de la loi de finances du 28 février 1934. — Subventions de l'Etat aux départements pour les services automobiles remplaçant des voies ferrées d'intérêt local déclassées (art. 100). (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3.)

TRAVAIL (Réglementation du):

— **des enfants.** — Voir CODE DU TRAVAIL, 1.

— **« forcé ou obligatoire ».** — Voir CONVENTIONS, 8.

— **national aux ouvriers français.** — Voir RÉSOLUTIONS, 2.

Voir aussi: BOULANGERIES. — CODE DU TRAVAIL, 2, 3, 4. — CONDUCTEURS DE VOITURES. — CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL. — CONGÉ ANNUEL PAYÉ. — SEMAINE DE QUARANTE HEURES.

TRAVAUX COMMUNAUX. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Morizet tendant à faciliter l'exécution de certains travaux communaux. Renvoi à la commission de l'administration, N° 473 [20 juin], p. 586. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [10 juillet], p. 688.

Voir RÉSOLUTIONS, 13.

TRAVAUX DE DECORATION. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mario Roustan et d'un grand nombre de ses collègues tendant à réserver dans les constructions neuves de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, un pourcentage minimum pour les travaux de décoration. Renvoi à la Commission de l'administration et pour avis, à la Commission de l'enseignement, N° 139 [3mars], p. 182.

TRAVAUX DESTINES A COMBATTRE LE CHOMAGE. — Voir CHÔMAGE.

TREIGNAC. — Voir CHEMINS DE FER, 2.

TRESOR. (Emprunts ou émissions du).

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 40 de la loi du 31 décembre 1935. Renvoi à la Commission des finances, N° 354 [20 mars], p. 387. — Demande de discussion immédiate. Dépôt de lecture du rapport. par M. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances.* N° 393. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Desjardins, Marcel Régnier, *Ministre des Finances*; le comte Louis de Blois. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars], p. 413. — Promulgation: Loi du 23 mars 1936 (*J. O.* des 23-24 mars, p. 3274).

— Voir BANQUE DE FRANCE. — BONS DU TRÉSOR. — COLONIES, 2. — MINISTÈRE DES FINANCES.

TRESORERIE DES DEPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Milliès-Lacroix tendant à assurer la trésorerie des départements, des communes, des établissements hospitaliers et des offices d'habitations à bon marché. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'administration, N° 658 [3 août], p. 1012.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

1 — Proposition de loi de M. Emile Magnien et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le vote obligatoire pour les électeurs consulaires aux tribunaux de commerce (N° 883, année 1932). — 1^{re} délibération. Observations de M. Caillier, *Rapporteur.* Rejet de la proposition de loi [18 février], p. 110.

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefas tendant à la création de deux registres nouveaux au greffe des tribunaux de commerce. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation, N° 286 [17 mars], p. 328.

3 — Proposition de loi de M. Albert Mahieu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 14 janvier 1933, relative à l'élection des membres des tribunaux de commune. Voir Table de 1935, p. 83. — Promulgation: Loi du 19 mars 1936 (*J. O.* du 21 mars, p. 3189).

Voir CODE DE COMMERCE.

TRICENTENAIRE DES ANTILLES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 13.

TROCAS. — Voir. DOUANES, 59.

TROUBLES DE L'AFRIQUE DU NORD. — Voir INTERPELLATIONS, 10.

TROUPES ALLEMANDES PENDANT LA GUERRE 1914-1918 (Frais de cantonnement). — Voir DÉPARTEMENTS RECOUVRÉS.

TUNISIE (Comptes définitifs).

1 — [Exercice 1927] Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1927. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 414 [9 juin], p. 467. — M. Hervev dépose le rapport N° 498 [30 juin], p. 634. — Discussion. Discussion générale: M. Mauger, *Président de la Commission des comptes définitifs.* Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 1542.

— Promulgation: Loi du 15 décembre 1936 (*J. O.* du 17 décembre, p. 12930).

2 — [Exercice 1928] Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1928. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 415 [9 juin], p. 467. — M. Hervev dépose le rapport N° 499 [30 juin], p. 634. — Discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 1542. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1936 (*J. O.* du 17 décembre, p. 12930).

3 — [Exercice 1929] Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1929. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 416 [9 juin], p. 467. — M. Hervev dépose le rapport N° 500 [30 juin], p. 634. — Discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 1542. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1936 (*J. O.* du 17 décembre, p. 12931).

4 — [Exercice 1930] Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1930. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 417 [9 juin], p. 467. — M. Hervev dépose le rapport N° 501 [30 juin], p. 634. — Discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 1542. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1936 (*J. O.* du 17 décembre, p. 12931).

5 — [Exercice 1931-1932] Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1931-1932. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 418 [9 juin], p. 467. — M. Hervev dépose le rapport N° 502 [30 juin], p. 634. — Discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 1543. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1936 (*J. O.* du 17 décembre, p. 12931).

6 — [Exercice 1932] Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1932. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 419 [9 juin], p. 467. — M. Hervev dépose le rapport N° 503 [30 juin], p. 635. — Discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 1543. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1936 (*J. O.* du 17 décembre, p. 12931).

7 [Exercice 1933] Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1933. Renvoi à la commission des comptes

définitifs, N° 420 [9 juin], p. 467. — M. Hervey dépose le rapport N° 504 [30 juin], p. 635. — Discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 1543. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1936 (*J. O.* du 17 décembre, p. 12931).

Voir MARINE MARCHANDE.

U

UNION POSTALE UNIVERSELLE. — Voir CONVENTIONS, 10.

UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES. — Voir CONVENTIONS, 4.

UNION SUD-AFRICAINE. — Voir CONVENTIONS, 13.

URUGUAY. — Voir CONVENTIONS, 18.

USINES (Occupation des). — Voir INTERPELLATIONS, 15.

V

VACCINATION ANTIDIPHTERIQUE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire la vaccination antidiphtérique. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 107 [25 février] p. 140.

VACCINATIONS OBLIGATOIRES DANS LES ARMEES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, permettant de rendre obligatoire dans les armées de terre, de mer et de l'air les vaccinations antitétanique et antidiphtérique et leur association à la vaccination antityphoïdique. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 604 [28 juillet], p. 917. — Renvoi, pour examen au fond, à la Commission de l'hygiène [29 juillet], p. 959. — M. Rolland dépose le rapport de la Commission de l'hygiène, N° 669 [4 août], p. 1028. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale. MM. Rolland, *Rapporteur*; Daniel-Vincent, *Président de la Commission de l'armée*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [12 août], p. 1256. Promulgation: Loi du 14 août 1936 (*J. O.* du 15 août, p. 8805).

VALEURS MOBILIERES. — Voir CODE DES VALEURS MOBILIERES.

VELOURS DE COTON FINS. — Voir DOUANES, 25.

VENDANGES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à interdire sous toutes leurs formes, la sous-entreprise et le marchandage pour les travaux de vendanges. Renvoi à la Commission du commerce, N° 899 [17 décembre], p. 1635.

VENDEURS D'ENGRAIS. — Voir CODE CIVIL, 3.

VENTE DE PROPRIETES DE Mme BOURSIN. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la vente des propriétés léguées à l'Etat par Mlle Marie Georget, dite Mme Boursin, en

vue de la création d'un sanatorium (N° 114, année 1927). Voir Table de 1927, p. 631. Vote de la question préalable [16 juillet], p. 701.

VENTE PAR CAMIONS-BAZARS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réglementation de la vente par camions-bazars. Renvoi à la Commission du commerce, N° 754 [12 août], p. 1248. — M. Caillier dépose le rapport N° 809 [13 août], p. 1371. — 1^{re} délibération. Désignation d'un membre du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [12 novembre], p. 1516. — Promulgation: Loi du 14 novembre 1936 (*J. O.* du 15 novembre, p. 11842).

VENTE DE MARCHANDISES SUR LA VOIE PUBLIQUE. — Voir CODE PENAL, 1.

VENTES DE MARCHANDISES DANS LES HOTELS. — Proposition de loi de M. Chapal et d'un certain nombre de ses collègues tendant à réglementer les ventes de marchandises neuves ou d'occasion dans les hôtels, cafés, restaurants. Voir Table de 1935, p. 84. — M. Fèvre dépose au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 126 [3 mars], p. 164. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [19 mars], p. 357.

VERDUN (Rassemblement de). — Voir CREDITS, 11.

VERIFICATION DE POUVOIRS. — Voir ELECTIONS.

VERRES NON DENOMMES. — Voir DOUANES, 20.

VERSAILLES (Erection d'un monument commémoratif des Etats généraux). — Voir RESOLUTIONS, 16.

VERSEMENTS D'ARGENT AUX EMPLOYEURS (Interdiction de). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Justin Godart tendant à interdire aux employeurs d'exiger de leur personnel à l'occasion de l'embauche, du débauchage et de l'exercice normal du travail des versements ou retenues d'argent sous la dénomination de frais ou sous toute autre dénomination. Renvoi à la Commission du commerce, N° 412 [6 juin], p. 461. — M. Justin Godart dépose le rapport N° 641 [31 juillet], p. 989. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 août], p. 1163.

VESINET (Le). — Voir ASSISTANCE PUBLIQUE.

VETEMENTS CONFECTIONNES EN SOIE. — Voir DOUANES, 4.

VIANDES. — Voir DOUANES, 15, 56, 63.

VIEUX TRAVAILLEURS EXCLUS DES ASSURANCES SOCIALES. — Voir ALLOCATION.

VIGNES (Arrachage facultatif). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les délais fixés par le décret-loi du 30 juillet 1935 pour réaliser l'arrachage facultatif des vignes. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 172 [6 mars], p. 214. — M. Sénès dépose un rapport N° 260 [13 mars], p. 278. — Demande de discussion immé-

diante. Avis de la Commission des finances, par M. Chauveau, N° 388. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Sénès, *Rapporteur*. Art. 1^{er} à 7: adoption. Art. 8: M. Mario Roustan: adoption. Art. 9, 10 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 mars], p. 407. — Promulgation: Loi du 28 mars 1936 (*J. O.* du 29 mars, p. 3540).

« VILLE D'ORAN » (Paquebot). — Voir MARINE MARCHANDE, 3.

VILLE - SUR - TOURBE (Marne). — Voir SOUAIN.

VILLES. — Voir COMMISSION SUPERIEURE.

VIMY. — Voir CIMETIERE CANADIEN.

VINÇA (Pyrénées-Orientales). — Voir MONTALBA-LE-CHATEAU.

VINCENNES. — Voir ASSISTANCE PUBLIQUE.

VINS.

1 — **Vins en bouteilles.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer la taxe d'octroi sur les vins en bouteilles, N° 445. Voir Table de 1935, p. 84. — M. Babaud-Lacroze dépose, au nom de la Commission des finances, un deuxième avis N° 15 [21 janvier], p. 31. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [6 février], p. 52. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Gadaud, *Rapporteur de la Commission de l'administration*; Babaud-Lacroze, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*; Henri Laudier, Jean Durand, Maurice Viollette, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Capus. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}: amendement de M. Henri Laudier: M. Henri Laudier. Demande, par M. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*, du renvoi de la proposition et de l'amendement à la Commission. Adoption [11 février], p. 89. — M. Gadaud dépose un rapport supplémentaire N° 169 [5 mars], p. 206.

2 — **Coopératives viticoles. — Vente de vin de cépages proscrits.** — Proposition de loi de M. Pelletier tendant à reculer de dix années, pour les adhérents des coopératives viticoles produisant uniquement du vin provenant des noahs et autres cépages proscrits par le décret du 24 janvier 1935, pris en application de la loi du 24 décembre 1934, l'échéance des annuités dues par ces organisations (N° 360, année 1935). Voir Table de 1935, p. 84. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [30 janvier], p. 43.

3 — **Mouillage des vins.** — Proposition de loi tendant à empêcher le mouillage des vins. Voir Table de 1929, p. 635. Vote de la question préalable [18 février], p. 109.

4 — **Mistelles et vins doux.** — Proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à favoriser la production des mistelles et vins doux naturels. Voir Table de 1935, p. 84. — M. Chauveau dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 157 [5 mars], p. 191. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Art. 2: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [13 mars], p. 294. — Promulgation: Loi du 21 mars 1936 (*J. O.* du 22 mars, p. 3218).

5 — **Champagne délimitée.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter le décret-loi du 28 septembre 1935 sur la vente des raisins et du vin récoltés dans la Champagne délimitée. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 648 [31 juillet], p. 989. — M. Patizel dépose le rapport N° 672 [4 août], p. 1029. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [11 août], p. 1193. — Promulgation: Loi du 26 août 1936 (*J. O.* des 7 et 8 septembre, p. 9586).

6 — **Vins mousseux.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Besnard et d'un certain nombre de ses collègues sur la fabrication et la vente des vins mousseux. Voir Table de 1934, p. 99. M. Decroze dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport supplémentaire N° 866 [3 décembre], p. 1548.

7 — **Assainissement du marché.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Taurines tendant à modifier l'article 5, paragraphe C, de la loi du 24 décembre 1934 sur l'assainissement du marché du vin. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 921 [26 décembre], p. 1744.

Voir CONVENTIONS, 5. — INTERPELLATIONS, 2.

VOIES D'EAU NAVIGABLES (Rivière de Chée). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rayer de la nomenclature des voies d'eau navigables ou flottables la rivière de Chée, depuis son entrée dans le département de la Marne jusqu'à son confluent avec la Saulx; la partie du canal dérivé de l'Ornain comprise dans le département de la Marne; le canal de Planche-Coulon entre la Chée et l'Ornain. Voir Table de 1935, p. 84. — M. Chaumié dépose, au nom de la Commission des travaux publics, le rapport N° 17 [28 janvier], p. 36. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 février], p. 124. — Promulgation: Loi du 27 février 1936 (*J. O.* du 29 février, p. 2370).

VOIES FERREES D'INTERET LOCAL. — Voir CHEMINS DE FER, 3.

VOIES ET MOYENS. — Evaluation des voies et moyens (art. 20) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

VOITURES DE PLACE. — Aménagement du régime fiscal des voitures de place (art. 4) (Loi de finances du 31 décembre 1936, *J. O.* du 1^{er} janvier 1937, p. 3).

VOITURES PUBLIQUES. — Voir CONDUCTEURS.

VOYAGEURS DE COMMERCE. — Voir STATUTS, 1.

W

WARRANTAGE DES RECOLTES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 28 septembre 1935 relatif au warrantage des récoltes. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 355 [20 mars], p. 390.

Z

ZINC. — Voir DOUANES, 26.

